

n° 20 – 2023

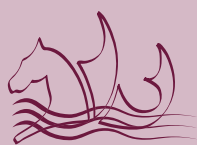
**Melvan**  
La Revue des deux îles

# Chronique de vingt années de lutte contre Le Palais

Hoedic et Houat [1871-1891]

Pierre Buttin

*Préface Valentine Zuber*



patrimoine historique et naturel des îles d'Hoedic et de Houat



*« Je proteste contre la situation exceptionnelle  
faite aux curés des îles de Houat et d'Hoedic,  
qui réunissent entre leurs mains tous les  
pouvoirs, et qui par suite possèdent une  
domination absolue sur les électeurs de ces  
îles, presque tous illettrés. »*

Adrien Bonnelle, Le Palais

*« C'était abominable. Toute licence était  
donnée aux calomnies et aux outrages.  
C'était le signal de l'assaut terrible livré  
aux divers titres des recteurs des deux  
îles. C'était comme une annonce de  
leur prochaine déchéance. Le souffle  
révolutionnaire allait passer sur nos îles. »*

Joseph Raude, recteur d'Hoedic

*« La situation se complique de plus en plus.  
Nous sommes sur un volcan, de tous côtés  
je ne vois qu'écueils et ruines. »*

Maurice Gouron, recteur de Houat



**MELVAN**

melvan@melvan.org

www.melvan.org

56170 Île d'Hoedic

*La Revue des deux îles* est une revue associative  
à laquelle auteurs, éditeurs, graphistes et correcteurs  
apportent un concours entièrement bénévole.

Elle s'adresse à un public recherchant informations  
et analyses sur tout sujet concernant les îles d'Hoedic et  
de Houat et leur environnement : archéologie, histoire,  
géographie, naturalisme, sociologie, art et littérature.

Remerciements pour leur soutien  
Municipalité de Houat  
Municipalité d'Hoedic

En couverture

**LE RECTEUR DEVANT L'ÉGLISE D'HOEDIC**

*Abbé Émile Jégo, photo Saint-Just Péquart 1932.*

# Chronique de vingt années de lutte contre Le Palais

Hoedic & Houat [1871-1891]

Pierre Buttin

*Préface de Valentine Zuber  
École Pratique des Hautes Études (PSL)*

*Melvan, La Revue des deux îles*

patrimoine historique et naturel des îles d'Hoedic et de Houat



## ***La Revue des deux îles***

2023 est une année que Melvan peut célébrer! Vingtième anniversaire de l'association, vingtième parution de *La Revue des deux îles*. Vingt ans, nous y voilà, une longue et belle histoire!

Nous nous félicitons du chemin parcouru, des multiples rencontres, des solides amitiés construites autour de nos projets, des nombreuses et belles réalisations à l'actif de l'association.

Merci à vous tous, nombreux, qui nous lisez, qui vous êtes intéressés à nos productions, vous qui avez adhéré à l'association ou suivi les travaux en auditeur libre. Un lien s'est créé entre nous, cette énergie indispensable pour maintenir une haute motivation pendant tant d'années.

Merci à vous qui avez contribué, donné de votre temps, de votre passion. Nous sommes devenus plus proches, vous êtes les forces vives de l'association. Votre implication a évolué dans le temps en fonction des disponibilités de chacun, des aléas de la vie. Tous ensemble nous avons contribué à façonner Melvan.

Salutations enfin à ceux qui nous ont précédés dans cette sensibilité pour l'histoire des deux îles et ont apporté au lancement de l'association un solide fonds d'archives : Joëlle Le Roux de Houat et Henri Buttin d'Hoedic.

*La Revue des deux îles* vous propose, en cette année d'anniversaire, une unique monographie décryptant vingt années de l'histoire des deux îles aboutissant à leur normalisation républicaine et à la création des communes. Il s'agit pour les deux îles d'une période foisonnante et conflictuelle, véritable guerre de religion entre l'idéal laïc des républicains de Belle-Île et la gouvernance des recteurs catholiques des deux îles.

Melvan a l'ambition de contribuer à la vie locale de l'archipel Houat-Hoedic, à la préservation de sa mémoire, à la perception de valeurs patrimoniales souvent insoupçonnées.

Puissent nos publications permettre à tous de mieux comprendre les deux îles, d'en analyser les défis et, peut-être, d'en imaginer l'avenir.

Melvan



## PRÉFACE

1871-1891 : vingt années décisives dans la vie de Houat et Hoedic qui les font entrer de plain-pied dans la modernité politique et institutionnelle. Ces deux îlots bretons coulaient jusque-là une existence un peu à part du reste du pays, sans histoire particulière, en raison de leur relative inaccessibilité. De simples dépendances administrées par l'abbaye Saint-Gildas-de-Rhuys jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, Houat et Hoedic se sont vues rattachées — au tout début de la Révolution française — à la commune de Palais à Belle-Île et érigées en simples « sous-sections » communales. Longtemps, elles n'ont entretenu que des rapports épisodiques avec leur autorité administrative, cette dernière se souciant davantage de leur rappeler leurs devoirs (impôts et taxes de toute nature), que de les faire véritablement bénéficier de leurs droits (équipements et services communaux). Cette nouvelle allégeance, plus subie que véritablement souhaitée par les îliens, les a cependant laissés très libres dans leur propre administration et leur vie quotidienne jusque dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment de l'affirmation républicaine. Car dans la réalité, l'autorité communale est longtemps restée lointaine et peu regardante sur le respect des changements nationaux en matière d'administration de la population et des activités qui lui sont liées. Et dans ce dispositif administratif encore très lâche, le curé, appelé « recteur », a longtemps joué un rôle prépondérant.

La gestion presque exclusive et patriarcale du recteur sur ses ouailles tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle est bien connue. Il existe de nombreux témoignages sur ses différentes modalités, aussi tangibles qu'immuables dans ces microsociétés marquées par une grande précarité et un illettrisme généralisé. Ces récits émanent à la fois de l'intérieur — à travers les rapports et les correspondances émis par les recteurs successifs qui ont été affectés sur ces îles — ou bien de l'extérieur, à la faveur des récits pittoresques, à visée volontiers anthropologique, des quelques voyageurs qui ont abordé ces rivages encore très isolés.

Jusqu'au début des années 1870, il n'y a donc pas de chef — nommé ou élu — autre que ce dernier. Celui-ci, simplement désigné par l'évêque de Vannes, remplit une multitude de tâches tant civiles (comme officier d'état civil, syndic des gens de mer et responsable du magasin et débit de boisson paroissial, la « cantine »...), que pédagogiques avec l'organisation progressive d'un enseignement minimum prodigué par des sœurs. Mais sa véritable puissance est surtout de nature financière. Le recteur est un acteur économique majeur de l'écosystème insulaire, à travers sa gestion discrétionnaire de la fabrique, c'est-à-dire des biens et revenus de l'Église. Parfois sur ses revenus personnels (construction de locaux dédiés au culte ou à sa gestion), ou bien avec

ceux générés par son activité cultuelle (dîmes et messes...), il reste longtemps le seul à pouvoir créer et développer les équipements nécessaires à la vie collective dans les îles. Par le prélèvement des taxes, l'accord de prêts ponctuels aux particuliers, la revendication jalouse du monopole du commerce et le contrôle sourcilieux des travailleurs, il pouvait bloquer toute réforme qui pouvait menacer son contrôle des biens et des gens.

La majeure partie des faits racontés dans cette chronique par Pierre Buttin, pendant cette vingtaine d'années, montre très clairement la résistance opiniâtre que les différents recteurs qui se sont alors succédé ont montrée face aux injonctions administratives (mais aussi le plus souvent à teneur très politique) émanant de la commune d'obédience républicaine et radicale de Palais. Il est intéressant de remarquer que dans cette lutte longtemps incertaine, les recteurs ont été soutenus par les îliens eux-mêmes, et qu'ils ont été paradoxalement confortés dans leur lecture personnelle de la situation par les plus hautes autorités du département et de l'État. Ces dernières, au moins dans les premières années et tel qu'on peut les comprendre à travers les échanges de lettres entre le préfet et le sous-préfet qui nous sont ici présentés, semblent ainsi faire longtemps la sourde oreille aux réclamations de Palais. Elles se contentent d'abord prudemment de prolonger le *statu quo* insulaire au nom de la préservation de l'ordre public et de la paix sociale. Il faudra attendre la deuxième partie de la période évoquée pour que les autorités civiles s'émeuvent véritablement de cette anomalie administrative et politique, de cette hyperpuissance cléricale persistante aux confins d'un pays qui sécularise — progressivement, mais sûrement — ses propres institutions.

Ce n'est donc pas un hasard si c'est au lendemain de la chute du gouvernement de l'Ordre moral (1877), alors que les républicains consolident fermement leur pouvoir, que les élites républicaines palatines nouvellement élues se soucient enfin de leurs deux dépendances insulaires. Le conseil municipal leur attribue un « adjoint spécial » laïque en 1880, chargé de les représenter légalement, mais aussi de faire la balance permettant de réduire le pouvoir du recteur, jugé exorbitant. Et sans surprise, l'adjoint spécial, tant à Hoedic qu'à Houat, a très rapidement engagé une sourde lutte d'influence avec les curés successifs, toujours jaloux de leurs prérogatives traditionnelles et qui n'entendaient pas se laisser déposséder de leur pouvoir si facilement.

Cette résistance cléricale, toujours faite au nom du « bien commun » a peut-être ralenti le processus visant à la suppression de cette anomalie institutionnelle qu'a longtemps été le gouvernement des deux îles. Elle ne l'a cependant pas empêché et la régularisation républicaine s'est progressivement imposée. Elle était pratiquement achevée à l'issue de la période considérée. Les curés qui étaient encore institués comme « référents administratifs » par décret présidentiel en 1874 ont dû céder plusieurs de leurs anciennes responsabilités. Car le dispositif républicain a été renforcé par la nomination d'un instituteur laïque, d'un syndic des gens de mer (1881) et d'un garde-chasse (1883) tous trois désormais rémunérés non plus par le curé, mais sur des fonds communaux. L'instituteur, en raison de son degré d'instruction supérieur, devient de

ce fait le secrétaire de fait de l'adjoint spécial, dans le cadre du processus d'érection en communes distinctes des deux îles.

Ces nouvelles élites se sont appliquées à jouer leur rôle de garant de l'État et de propagateurs des valeurs républicaines dans les îles, tout en s'opposant fermement aux dernières prérogatives encore revendiquées par le recteur. Une école communale de garçons abondée par des fonds publics a été créée dans chaque île. L'éducation des filles a aussi commencé à être encadrée, même si l'accentuation de la politique anticongréganiste au niveau national les a ensuite momentanément privées de cadres à cause de l'expulsion des sœurs qui assuraient jusque-là leur instruction. Tout ceci répondait aux grandes lois sur l'obligation d'une instruction laïque, donnée par un personnel — lui aussi laïcisé — au sein d'écoles primaires publiques financées d'abord par les communes, puis par l'État lui-même (lois Ferry de 1882, loi Goblet de 1886, loi de fonctionnarisation des cadres de l'école primaire de 1889). De la même manière, la laïcisation des funérailles et de la gestion du cimetière sont progressivement entrées dans les mœurs, même si c'est de manière encore très partielle dans ces territoires très marqués par des us et coutumes catholiques (loi sur la neutralité des cimetières de 1881 et sur la liberté des funérailles de 1887). Enfin, d'un point de vue plus symbolique, l'intégration républicaine de ces territoires a été actée par l'introduction de fêtes républicaines (1881), au premier chef la fête nationale du 14 juillet, qui a donné lieu à des péripéties savoureuses autour de la querelle des drapeaux à arborer sur le clocher de l'église (blanc pour les cléricaux, bleu blanc rouge pour les républicains). Avec l'érection des deux territoires en deux communes autonomes (1891), l'émancipation des îliens envers leurs deux tutelles longtemps concurrentes, le recteur et la commune du Palais signe donc la fin de l'exception et la normalisation politique et administrative des deux îles.

En classant chronologiquement et en éditant ces archives très éparpillées et aux statuts très divers, Pierre Buttin nous restitue ici de manière très vivante, les tribulations politiques et les mutations administratives qui ont affecté l'organisation effective de la vie dans ces deux îles. Marqués par des conflits de compétence entre trois types d'acteurs, les recteurs, la municipalité du Palais et la préfecture de Vannes, se rejoue devant nous et au plus près de ces derniers une véritable comédie humaine, digne à certains égards d'un Don Camillo.

Cela dépasse cependant la simple affaire locale. La conflictualité de ces différents épisodes est encore amplifiée par la publicité qui leur est parfois faite au niveau national. Les adversaires n'hésitent pas à s'appuyer sur leurs réseaux de notables sur le continent pour faire valoir leurs arguments auprès des plus hautes autorités de l'État. L'affaire du financement des nouvelles municipalités remonte même jusqu'au Conseil d'État qui, après un long suspens débloque enfin la situation, sans d'ailleurs satisfaire complètement aucune des parties. Toutes ces péripéties donnent matière à des articles au ton généralement railleur et ironique qui paraissent dans la presse républicaine (nationale ou régionale) dirigée ou influencée par l'illustre Gambetta. Dans ce milieu politique ardemment républicain et profondément anticlérical, la persistance du

système de gouvernance traditionnel des deux îles devient alors l'emblème de tous les travers du cléricalisme, de son autoritarisme et de son obscurantisme invétéré. Cette mise en lumière par les républicains de ce qui représente pour eux de véritables « buttes témoins » de l'Ancien Régime obéit à un double programme politique qui prend prétexte de la réalité locale pour s'exprimer vivement sur la scène nationale. Cela relève d'abord d'une volonté de pression politique émanant de la frange la plus radicale des républicains vis-à-vis des gouvernements alliés jugés trop modérés qui se succèdent jusqu'à la fin du siècle. La figure de l'adjoint municipal belle-îlois Adrien Bonnelle, et son activisme vis-à-vis des deux îles en est, sans conteste, la plus remarquable incarnation. Comme celui-ci, les premiers s'impatiente et appellent les derniers à mettre en œuvre sans aucun délai le programme historique des républicains tant à l'échelle nationale que régionale, au nom de valeurs telles que l'émancipation individuelle, le progrès social ou la défense de la démocratie. Mais c'est aussi l'expression d'un débat interne au camp républicain entre deux priorités politiques concurrentes : soit l'effort mis sur l'expansion coloniale et l'apport de la civilisation proprement française au reste du monde, soit l'approfondissement de l'intégration politique, administrative et culturelle des territoires métropolitains jugés encore trop « oubliés » par la modernité républicaine. On le voit, les enjeux de civilisation de ce qui peut nous apparaître au premier abord comme de simples chicanes ont une portée bien plus vaste que ce que pourrait laisser imaginer la seule chronique locale...

Il nous a déjà été donné l'occasion de revenir sur l'érection en communes indépendantes des deux îles en 1891, première étape d'un certain retour à la légalité républicaine. On sait aussi le *terminus ad quem* de ce système : la résignation — plutôt tardive — par les recteurs de leur dernière prérogative civile, à savoir leur fonction traditionnelle de secrétaire de mairie, au tout début des années 1980. On connaissait beaucoup moins bien les étapes parcourues et les débats que ces différents transferts de compétence de l'Église locale aux institutions de l'État républicain avaient pu occasionner à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Grâce au patient travail de recollement d'archives effectué par Pierre Buttin toutes ces dernières années, une microhistoire contemporaine de ces deux îles s'éclaire enfin... Et il est assez passionnant d'en suivre les différents épisodes qui témoignent aussi de la résonance locale des bouleversements occasionnés par la politique volontariste d'intégration nationale et de laïcisation des institutions menée tambour battant par la III<sup>e</sup> République.

Le dossier qui nous est ainsi donné à découvrir constitue donc un témoignage majeur sur les atermoiements et les luttes qui ont pu émailler, dans des provinces encore très reculées, ce que les historiens ont appelé le « conflit des deux France » qui n'avait cessé de s'envenimer tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce combat politique entre les tenants de l'ordre ancien, catholiques et souvent légitimistes, et ceux qui se réclamaient des principes de gouvernement institués par la Révolution française s'est finalement achevé par la victoire des républicains. La modernisation des structures de gouvernance locales, au nom de la laïcité et de l'unité de l'État, a été parachevée par la proclamation de la loi de séparation des Églises et de l'État (1905). Celle-ci distingue désormais deux

domaines politiquement étanches : laïc et public du côté de l'État, religieux et privé du côté des cultes. Et, pour corollaire, elle interdit durablement aux clercs de se mêler désormais de politique dans l'exercice de leurs fonctions religieuses. En consacrant pour tous et sur l'ensemble du territoire national, le principe supérieur de la souveraineté absolue de l'État républicain, elle récuse désormais toute autre forme ou exception politique.

Pour Houat et Hoedic, cette période marque donc, à travers cet apprentissage conflictuel et douloureux, la fin inéluctable de leurs particularismes locaux. Elle signe en même temps leur complète intégration dans le dispositif national et leur entrée de plain-pied dans le régime moderne de la citoyenneté.

Valentine Zuber

Directrice d'études  
École Pratique des Hautes Études (PSL)

# Chronique de vingt années de lutte contre Le Palais, Hoedic & Houat [1871-1891]

Pierre Buttin

|                                                                 |           |
|-----------------------------------------------------------------|-----------|
| Préface                                                         | 7         |
| Introduction                                                    | 15        |
| <b>I – LES RÉPUBLICAINS S’IMPLANTENT À PALAIS [1871-1879]</b>   | <b>21</b> |
| Première passe d’armes avec les deux îles                       | 21        |
| Le Palais s’oppose à la préfecture                              | 27        |
| Les recteurs de nouveau nommés adjoints spéciaux                | 31        |
| Résignation forcée du recteur Féchant                           | 32        |
| Joseph Raude et Jean-Marie Lavenot                              | 38        |
| <b>II – UN SOUFFLE RÉVOLUTIONNAIRE SUR NOS ÎLES [1879-1880]</b> | <b>43</b> |
| L’assaut terrible livré aux recteurs                            | 43        |
| François Escart, une vision idéalisée des deux îles             | 50        |
| Nomination d’adjoints spéciaux laïques                          | 54        |
| Mise en place d’un service postal                               | 57        |
| Le regard d’Adrien Bonnelle sur les deux îles                   | 60        |
| Intronisation des adjoints spéciaux laïques                     | 66        |
| <b>III – PLAIDOYER DU MAIRE DE PALAIS [1880-1881]</b>           | <b>69</b> |
| Sus aux recteurs Lavenot et Raude                               | 69        |
| La cantine est un bien curial                                   | 75        |
| Les syndic des gens de mer laïcisés                             | 80        |
| Création d’écoles publiques                                     | 81        |
| Échauffourées à la cantine                                      | 86        |
| <b>IV – L’ENJEU DES CANTINES [1881-1882]</b>                    | <b>93</b> |
| Le statut des cantines selon Le Palais                          | 93        |
| Un enterrement civil                                            | 102       |
| Fureur épouvantable à la cantine                                | 106       |
| Une fessée républicaine                                         | 108       |
| Fête nationale virant au burlesque                              | 110       |
| Ô Seigneur! Soutenez le courage de votre pauvre serviteur.      | 114       |

|                                                                  |            |
|------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>V – LE NAUFRAGE DE L'EUMÉNIDE [1882 - 1883]</b>               | <b>119</b> |
| Taxe sur les foins                                               | 119        |
| Un 14 juillet de nouveau mouvementé                              | 127        |
| Plaidoyer du recteur Raude                                       | 131        |
| La balance et le baromètre                                       | 136        |
| Procès du recteur Lavenot                                        | 139        |
| Tentative de « <i>grand coup</i> » républicain                   | 142        |
| <b>VI – L'ENFER, UNE NOUVELLE AUBERGE À HOEDIC [1883 - 1885]</b> | <b>147</b> |
| Démission du conseil des douze                                   | 147        |
| L'école libre de Houat en procès                                 | 149        |
| Sociétés coopératives de consommation                            | 155        |
| Le recteur Raude défend les biens de la fabrique                 | 160        |
| Nouvelles pétitions pour l'érection en communes                  | 163        |
| L'auberge de la « Baudaise »                                     | 167        |
| La fête de Saint Gildas                                          | 170        |
| <b>VII – LES RECTEURS CHERCHENT DES SOUTIENS [1885 - 1888]</b>   | <b>173</b> |
| Enquête pour l'érection des deux îles en communes                | 173        |
| Le projet transmis au ministère de l'Intérieur                   | 178        |
| Gustave de Lamarzelle, député du Morbihan                        | 182        |
| Maître Durnerin, avocat au Conseil d'État                        | 187        |
| Le ministère revient sur les coopératives de consommation        | 189        |
| Avis des commissions syndicales                                  | 192        |
| <b>VIII – ÉRECTION EN COMMUNES [1888 - 1891]</b>                 | <b>197</b> |
| Renoncations aux cantines                                        | 197        |
| Le Conseil d'État                                                | 202        |
| Plaidoyer de Durnerin                                            | 206        |
| Un octroi pour les nouvelles communes                            | 215        |
| Premières élections municipales                                  | 221        |
| <b>Épilogue</b>                                                  | <b>225</b> |
| Post-face                                                        | 227        |
| Bibliographie                                                    | 231        |



## INTRODUCTION

Au sortir de la Révolution, le statut administratif et de gouvernance des îles d'Hoedic et de Houat n'est pas des plus communs.

Depuis le XI<sup>e</sup> siècle, les deux îles font partie du domaine de l'abbaye de Saint-Gildas-de-Rhuys. En 1653, elles deviennent des trèves<sup>1</sup> de la paroisse de Saint-Goustan-de-Rhuys qui va alors y assurer la présence de desservants.

En 1693, Hoedic et Houat entrent sous le contrôle militaire de Belle-Île suite à leur fortification par Vauban comme protections avancées de la citadelle de Palais. De ce fait, quand en 1789 les communes sont créées en France sur le territoire des anciennes paroisses, les deux îles sont rattachées comme sections à la commune de Palais et non à la commune de Saint-Gildas. Mais ces deux petites communautés insulaires originaires de la presqu'île de Rhuys n'ont pas les mêmes liens avec la grande île voisine.

En septembre 1802, l'évêque de Vannes érige chacune des deux îles en paroisses autonomes, sans qu'elles deviennent communes pour autant. Leur curé, appelé recteur, va alors assurer pour la municipalité de Palais la fonction d'adjoint spécial de ses sections éloignées, c'est à dire correspondant du maire et de l'administration. Les recteurs tiennent l'état civil, auquel s'ajoutent progressivement les responsabilités de police avec la Loi du 5 mai 1855 et diverses autres fonctions. Pour la Marine, ils deviennent syndics des gens de mer. Quoi qu'en diront certains... ils n'assurent cependant pas la fonction de sage-femme.<sup>2</sup>

Progressivement, plusieurs services de l'État sont conduits à se rapprocher des deux îles : le statut des gens de mer demande plus de suivi, de même que la construction et l'administration des nouveaux forts, d'un sémaphore et d'un phare à Hoedic. Le seul interlocuteur sur place, le seul homme instruit, est le recteur. Celui-ci cumule pouvoirs temporel et spirituel, sans trop de contestation, et même une certaine bienveillance de l'administration.

1. Une trève est, en Bretagne, une succursale de paroisse.

2. Comme dans les « *Lettres de Bretagne* » de *La Petite République française*, Cf. p. 45.

Le 2 septembre 1870, la déroute de Sedan emporte le Second Empire. La III<sup>e</sup> République, proclamée par Léon Gambetta le 4 septembre, prend en main le destin du pays et, le 7 octobre, Gambetta se distingue en quittant Paris en ballon pour organiser la défense de Paris.

Ce tournant va se révéler rude pour les communautés hoedicaise et houataise qui vont sortir de la relative sérénité dans laquelle elles vivaient depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Sous l'impulsion de Gambetta, les idées républicaines redeviennent effervescentes. «*Le cléricalisme ? Voilà l'ennemi !*» annonce-t-il le 4 mai 1877 à la Chambre des députés. Toute implication de l'Église dans les affaires publiques est perçue comme intolérable. «*Nous en sommes arrivés à nous demander si l'État n'est pas maintenant dans l'Église, à l'encontre de la vérité des principes qui veut que l'Église soit dans l'État.*»<sup>3</sup>

La franc-maçonnerie est alors très impliquée dans la vie politique et sociale du pays. Ses membres sont fortement ancrés au sein du parti républicain dont elle définit les bases idéologiques : «*pendant toute la III<sup>e</sup> République, son combat s'identifiera à celui de la République dont elle sera à la fois l'Église et le parti*»<sup>4</sup>. Elle s'engage contre l'«*obscurantisme religieux*» et affiche une volonté déterminée d'en finir avec le cléricalisme.

Si le Morbihan reste dans son ensemble plutôt conservateur, le combat républicain va s'épanouir à Belle-Île, animé en particulier par un notaire local Adrien Bonnelle, maire adjoint de Palais avant d'être aussi conseiller général jusqu'à son décès en 1888.

L'administration en place à Hoedic et à Houat est inacceptable pour la nouvelle équipe municipale de Palais. Deux dogmes vont s'affronter, ce régime administratif des deux îles devient un cas d'école à solutionner.

La fin de ces gouvernances cléricales est, en quelques années, érigée en défi national, propre à édifier le mouvement républicain. Un journal de Gambetta, *La Petite République française*, s'empare de l'affaire en 1879 quand la III<sup>e</sup> République s'affermirait avec la fin du parti de l'Ordre moral du maréchal Mac Mahon<sup>5</sup> et le nouveau président Jules Grévy.

*La Revue des deux îles* a couvert ces événements avec la publication de Valentine Zuber parue en 2011. Son analyse permet d'en saisir le contexte historique.

Cette nouvelle étude propose une approche plus pointilliste, une chronique dévoilant les détails du quotidien, les circonvolutions des multiples conflits insulaires qui émaillent les vingt années initiées avec l'avènement de la III<sup>e</sup> République au début des années 1870, jusqu'aux multiples péripéties et rebondissements aboutissant à la création des communes d'Hoedic et de Houat fin 1891. Nous disposons sur ces bouleversements d'un *corpus* particulièrement riche en sources écrites, de points de vue croisés, de récits hauts en couleur, parfois dramatiques, souvent ubuesques ou burlesques. Ils méritent d'être partagés.

3. Discours de Gambetta, clioweb.free.fr/textes/gambetta1877.htm

4. *Encyclopaedia Universalis*, 2008, tome 10, p. 254.

5. Le statut particulier et le contexte historique des deux îles sont évoqués par Henri Buttin et Valentine Zuber dans de précédents numéros de *La Revue des deux îles* : Buttin 2008, 2010, 2011, 2012, Zuber 2014.

## Les sources

Ces vingt années de lutte ont généré de très nombreux écrits détaillant les événements tels que vécus et filtrés par chacun des partis. Ces sources permettent une bonne compréhension de cette période touffue de l'histoire des deux îles, dans ses détails et dans sa chronologie.

Ont été utilisées comme sources principales les récits des recteurs consignés dans les cahiers paroissiaux ou d'autres écrits des archives paroissiales, les anciens registres BMS (baptêmes, mariages, sépultures), le registre de la fabrique<sup>6</sup>, le registre des marguilliers<sup>7</sup>, le registre sommier<sup>8</sup>, les annales<sup>9</sup>.

Les autres sources importantes sont les archives de la municipalité de Palais constituées de courriers divers et du registre des délibérations du conseil municipal, les archives de l'évêché, les archives du Morbihan, dont le très utile accès en ligne à la presse ancienne et enfin les archives de la Bibliothèque nationale et son accès en ligne Gallica.

Parmi les principaux titres de la presse ancienne utilisés, citons du côté de la presse républicaine parisienne : *La Petite République française* et *Le Lampion de Berluron*, du groupe de presse de Gambetta, et pour le Morbihan *Le Phare de Bretagne*, *L'Avenir de Morbihan*. Pour la presse conservatrice locale, *Le Petit Breton*, *Le Courrier des campagnes*, *Le Morbihannais*.

Outre Valentine Zuber (2011), quelques auteurs ont abordé ces événements sur les deux îles, mais leurs écrits n'ont servi que marginalement de sources dans cette étude où les documents d'origine ont été privilégiés. Citons François Escard, 1897; Marcel Neveu, 1903; Roger Le Grand, 1930; Henri Buttin, 2003.

Soulignons le travail de collecte, d'organisation des informations, réalisé par Henri Buttin, premier président et membre fondateur de l'association Melvan, ainsi que les apports à ce fonds de Joëlle Le Roux, autre membre fondateur de l'association. Le fonds Melvan est enrichi régulièrement depuis la création de l'association en 2003.

Remerciements enfin à Roger Errera, conseiller d'État et ami d'Hoedic, pour ses apports sur les archives du Conseil d'État, à Patrick Jonveaux de la Société historique de Belle-Île-en-Mer pour la communication des éléments concernant les deux îles dans le cahier de délibérations du conseil municipal de Palais, et au père Joël Joubaud pour l'accès aux archives des deux paroisses, en particulier aux très riches récits de l'abbé Gouron, recteur de Houat.

Les textes anciens reproduits, souvent difficiles à lire, ont été retranscrits dans une orthographe actuelle. Pour les références, nous avons retenu les acronymes suivants :

ADM : archives départementales du Morbihan; AMP : archives municipales de Le Palais; AEV : archives de l'évêché de Vannes; APHd : archives paroissiales d'Hoedic; APHt : archives paroissiales de Houat; BMS : registre paroissial des baptêmes mariages sépultures.

6. Le conseil de fabrique gère les biens de la paroisse.

7. Membre du conseil de fabrique d'une paroisse.

8. Registre où sont recensés les biens.

9. Registre rapportant les événements dans l'ordre chronologique.

Précisons enfin le choix des illustrations jointes à cet ouvrage. D'une part quelques exemples des documents écrits cités dans l'étude, d'autre part huit documents photographiques illustrant l'aspect des îles au tournant du siècle, vues prises peu de temps après la période étudiée, entre 1900 et 1930.

### Quelques dates clefs

- 1789 : Création des communes en France, Hoedic et Houat sont rattachées comme sections de la commune de Palais.
- 1802 : Les recteurs des deux îles sont nommés adjoints spéciaux de leur section.
- 1870 : Proclamation de la III<sup>e</sup> République, une municipalité républicaine est élue à Palais.
- 1871 : Contestation des élections cantonales sur les deux îles par Le Palais.
- 1876 : Résignation forcée du recteur Féchant à Hoedic.
- 1879 : Fin du parti de l'Ordre moral ; campagne de presse de *La Petite République française* contre les responsabilités temporelles des recteurs.
- 1880 : Nomination d'adjoints spéciaux laïcs sur les deux îles.
- 1880 : Mise en place d'un service de poste maritime avec un guichet sur chacune des deux îles.
- 1881 : Nomination de syndics et d'instituteurs laïcs sur les deux îles.
- 1883 : Résignation forcée du recteur Lavenot à Houat.
- 1884 : Pétition des insulaires pour l'érection des deux îles en communes.
- 1885 : Élection de commissions syndicales représentant les deux îles et enquête pour leur érection en communes.
- 1886 : Le dossier est transmis au ministère de l'Intérieur.
- 1888 : L'avocat au Conseil d'État Durnerin est chargé de défendre les deux îles.
- 1888 : Avis des commissions syndicales en faveur d'un octroi pour le financement des nouvelles communes.
- 1889 : Le dossier est communiqué au Conseil d'État.
- 1891 : Loi du 17 décembre 1891 érigeant les deux îles en communes distinctes.
- 1892 : Premières élections municipales, adoption d'un règlement pour l'octroi.

### Les personnages saillants

Pour la période couverte par l'étude, les recteurs sont successivement à Hoedic : Pierre Féchant, en place en 1871, est en charge depuis le 24 mars 1865 ; lui succède le 28 septembre 1876 Joseph Raude ; puis le 24 avril 1885 Pierre Kermorvant à qui succède Vincent Le Vue le 11 juillet 1892. À Houat, le recteur en place en 1871 est Joseph Yvon depuis le 9 octobre 1856 ; lui succède Joachim Audo le 20 janvier 1873, puis Pierre-Marie Lavenot le 10 avril 1877, Maurice Gouron le 29 octobre 1883 et Désiré le Bellego le 15 décembre 1888.

Soulignons quatre personnalités parmi ces recteurs. Deux fortes têtes, esprits brillants sans doute, de tempérament autoritaire, peu souples, peu aptes naturellement à trouver une voie de compromis pour aider à une sortie honorable de ces conflits, voire tendant à les radicaliser. L'un à Hoedic, le recteur Pierre Féchant (1865-1876) — écriture presque illisible —, l'autre à Houat, le recteur Pierre-Marie Lavenot (1838-1895) — peu d'écrits sur les événements couverts. Les deux finiront exfiltrés par l'évêché pour calmer les esprits républicains.

Deux autres recteurs vont, chacun à leur manière, être des contributeurs majeurs à cette étude, aidant à clarifier les litiges et à proposer des solutions. Le recteur Joseph Raude (1842-1866) à Hoedic et le recteur Maurice Gouron (1844-1924) à Houat. Chacun des deux a empli de nombreuses pages dans les archives de sa paroisse, parfois redondantes, abondance de documents qu'il a été nécessaire de trier, de filtrer... Ces deux recteurs étaient sans doute conscients que ces pages d'histoire devaient être préservées. Qu'ils en soient remerciés ! Heureusement, ces deux sources sont d'une belle écriture facile à déchiffrer.

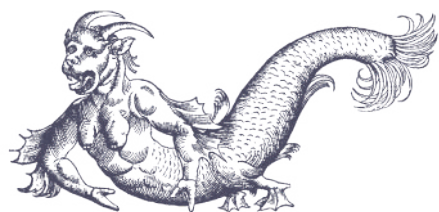
Du côté républicain, l'instigateur principal de ces vingt années est Adrien Bonnelle (1856-1888), notaire à Belle-Île. Il laisse de nombreux textes, mémoires, articles de presse. Ces documents ne sont le plus souvent pas signés, mais ils lui sont attribués dans cette étude comme hypothèse la plus vraisemblable.

Les écrits attribués à Bonnelle apportent un éclairage fort intéressant sur les deux îles, en vif contraste avec celui des voyageurs-chroniqueurs de passage, souvent plus soucieux d'édifier les esprits sur la beauté harmonieuse de ces petites « théocraties ». Ils témoignent aussi de la personnalité, de l'esprit parfois tourmenté ou exalté de leur auteur.

Citons aussi à Hoedic, dans ce camp républicain, « *Sire Faraud* » alias Jean-Louis Blanchet, le très haut en couleur premier adjoint spécial laïque de l'île, pilier de la cantine, puis de *L'Enfer*, auberge de la « *Baudaise* », veuve de l'instituteur Le Corre. Le pendant à Houat est un tandem constitué par Ferdinand Le Roux, premier adjoint spécial de l'île, tenancier d'une auberge privée où se réunissaient les républicains de l'île, et son secrétaire, l'instituteur Huard, dit « *Diwar Hir* » (Longues jambes) devenu l'exutoire des écrits du recteur Gouron.

Ces vingt années ont été traumatisantes pour les deux îles, les deux pensées étaient également radicales. L'ancien système devait évoluer avec le temps. Cela aurait-il pu se faire plus en douceur ?

Le choix éditorial de publier l'essentiel des sources et le détail des événements dont nous avons connaissance sur cette période — dans une approche pouvant tenir de la microhistoire — permettra à chacun de faire son jugement.



– I –

## LES RÉPUBLICAINS S'IMPLANTENT À PALAIS

[1871-1879]

### Première passe d'armes avec les deux îles

Pendant de longues années, Le Palais se soucie fort peu des deux petits territoires insulaires qui lui ont été rattachés à la Révolution. Les îles d'Hoedic et de Houat s'organisent alors dans une large autonomie autour de l'autorité de leurs recteurs.

Le désintérêt est tel, qu'au cours des années Le Palais émet à plusieurs reprises le souhait de se séparer de ses deux sections d'« outre-mer ». En mai 1871, puis en juin, le conseil municipal exprime de nouveau le vœu que les îles d'Houat et d'Hoedic « *en soient distraites et soient à l'avenir érigées en communes (...) en raison du peu d'avantages* »<sup>1</sup> qu'en retire Le Palais. Dubitatif et par ailleurs satisfait de la gestion des recteurs, le sous-préfet de Lorient en avise le préfet de Vannes.

*« Cette manière sommaire de se débarrasser des sections qui ne paraissent pas au chef-lieu produire un bénéfice suffisant me semblerait de nature à créer en France un précédent fâcheux. Il ne paraît même pas nécessaire d'instruire l'affaire. En effet Houat et Hoedic, peuplées de marins presque toujours absents, ne renferment pas le personnel nécessaire à la constitution d'une municipalité. Le desservant remplit forcément dans chacune les fonctions d'adjoint spécial et c'est la seule personne qui puisse tenir les registres de l'état civil. Les communications sont, il est vrai, très difficiles entre les îles et le chef-lieu, mais ces îles, gouvernées d'une façon toute patriarcale, ne causent aucun embarras à la mairie de Palais qui, du reste, s'est toujours montrée peu généreuse en leur faveur. »*<sup>2</sup>

Le préfet qui lui répond est tout aussi réservé sur la création de deux nouvelles communes insulaires.

*« Vous avez apprécié judicieusement un pareil vote. Les sections sont pauvres en hommes et en ressources; elles ne pourraient ni s'administrer régulièrement ni se procurer de quoi subvenir à leurs besoins; c'est là un fait notoire. Or les érections de communes doivent toujours être fondées sur l'intérêt*

1. Délibérations du conseil municipal de Palais, 23 & 25-6-1871, AMP.

2. Courrier du 7-08-1871, ADM M5220.

*des populations et non pour affranchir le budget de la commune même des charges qui lui incombent.* »<sup>3</sup>

Cependant, avec la III<sup>e</sup> République naissante, le contexte change. Dans un département plutôt conservateur, les idées républicaines et anticléricales s'enflamment à Belle-Île. La nouvelle Loi Picard du 14 avril 1871 rétablissant l'élection des maires et conseils municipaux<sup>4</sup> permet l'élection, le 5 mai 1871, d'une municipalité républicaine, avec Charles Cheval comme maire. Son adjoint Adrien Bonnelle, notaire de la localité, est un ardent républicain qui va s'investir dans le destin des deux îles. Fini l'oubli.

Peu après les municipales, les premières escarmouches sont lancées à l'occasion des élections cantonales du 8 octobre 1871. Le résultat de ce scrutin se révèle très serré dans le canton de Belle-Île, au bénéfice du général Trochu, conservateur en place depuis de nombreuses années. Il ne gagne que de quelques voix contre le candidat républicain, l'ancien préfet Ratier. Natif de Belle-Île, Trochu est une célébrité nationale, tout premier et éphémère Président de la III<sup>e</sup> République dans les circonstances de la fin de la guerre de 1870. Il n'en est pas moins un fervent conservateur, fidèle à la monarchie constitutionnelle de Louis-Philippe.

Le président du comité électoral, Adrien Bonnelle, constate diverses irrégularités concernant les sections de Houat et d'Hoedic. Il les consigne au recto du procès-verbal de l'élection et ajoute à cette note une autre protestation qui va devenir le fil conducteur de son action contre les recteurs pendant les dix années à venir.

*«Je proteste encore contre la situation exceptionnelle faite aux curés des îles de Houat et d'Hoedic, qui réunissent entre leurs mains tous les pouvoirs quelconques, et qui par suite possèdent une domination absolue sur les électeurs de ces îles, presque tous illettrés.»*<sup>5</sup>

Le comité électoral adresse, en date du 18 octobre 1871, un long mémoire à l'attention du conseil général, reprenant les éléments de ces contestations. Ce document, sans doute rédigé par le président du comité, est signé de Julien Lambert, maire de Locmaria et onze électeurs, dont Adrien Bonnelle. Il constitue l'ouverture de la guérilla qui s'engage entre Le Palais et les deux îles.

*«Soussignés, électeurs du canton de Belle-Île-en-Mer, arrondissement de Lorient, protestons contre les opérations électorales qui ont eu lieu dans notre canton, le 8 octobre 1860, pour l'élection d'un membre du conseil général et, à l'appui de notre protestation, énonçons les faits ci-après qui, nous en sommes convaincus, mériteront l'attention du conseil général et lui paraîtront de nature à nécessiter l'enquête que nous avons l'honneur de lui demander. (...)*

*Comment qualifier des faits faussant matériellement le suffrage universel, violant brutalement les prescriptions de la loi et dont les auteurs, du reste, sont tellement coutumiers que cela leur semble tout naturel et qu'ils seront plus que probablement très étonnés de se voir, pour ce, mis en cause. Nous*

3. Courrier du 8-08-1871, ADM M5220.

4. Sauf pour les chefs-lieux de département et d'arrondissement et les villes de plus de 20 000 habitants.

5. ADM 3M309.

Renvoi. - Avant la clôture des opérations, M. Bonnelle a fait la protestation suivante : « Je renouvelle ma protestation d'autre part, et je proteste aussi, dans la même qualité, contre les opérations électorales des sections de Houat et Hoedic. Les procès-verbaux de ces sections portent en effet que ces opérations ont été closes à six heures du soir, heure réglementaire, tandis que le navire porteur de ces procès-verbaux, est parti, de l'avenue du patron, savoir : d'Hoedic, à midi, et de Houat à quatre heures du soir. J'ajoute que les dits procès-verbaux ont été portés, non par des délégués du bureau, mais bien par le patron dudit navire. Je proteste encore contre la situation exceptionnelle faite aux curés des îles de Houat et Hoedic, qui réunissent entre leurs mains tous les pouvoirs quelconques, et qui, par suite, possèdent une domination absolue sur les électeurs de ces îles, presque tous illettrés. » Et il a signé,

Bonnelle

Le Maire et le secrétaire du bureau, soussignés, se joignent à M. Bonnelle pour protester, mais ils le font seulement pour la partie de la protestation qui est relative aux élections des îles de Houat et Hoedic. M. Moquin, autre membre du bureau, proteste dans le même sens que ces derniers et seulement pour ce qui concerne Houat et Hoedic.

M. Moquin

M. Moquin

M. Moquin

Adrien Bonnelle constate diverses irrégularités concernant les sections de Houat et d'Hoedic et ajoute une autre protestation qui va devenir le fil conducteur de son action contre les recteurs pendant les dix années à venir.  
(ADM 3M309)

*entendons parler des opérations électorales des sections de Houat et d'Hoedic<sup>6</sup>, commune de Palais.*

*Les deux îles de Houat et d'Hoedic forment deux sections de la commune de Palais et sont administrées chacune par un membre du clergé catholique, qui y tient les fonctions de curé, d'adjoint spécial au maire, de syndic des gens de mer, etc., etc. Bref qui réunit entre ses mains tous les pouvoirs civils, politiques et religieux, à ce point que la fameuse dictature de Monsieur Gambetta n'a jamais approché de la domination absolue, exclusive, qui résulte de cet état de choses, au profit de cet administrateur, sur les trois ou quatre cents habitants, presque tous illettrés malheureusement, de chacune de ces îles.*

*Il est impossible de faire autrement, a-t-on répondu et répond-on aux instances réitérées du conseil municipal de la commune de Palais, qui a souvent demandé des modifications à cette situation. Mais jamais expérience n'a été faite, et pourquoi abandonner ces hommes, pourquoi ne pas les aider à sortir de la situation matérielle et intellectuelle où ils se trouvent. On craint les erreurs, les fautes administratives qui seraient inévitablement commises si ces îles étaient érigées en communes distinctes, mais en toute chose ne faut-il pas un apprentissage; l'enfant qui s'efforce à marcher paie ses premiers pas de bien des chutes. Qui donc, cependant, songe à arrêter ses efforts? Puis il est bien permis de croire que, pour les habitants de ces îles, l'apprentissage ne serait ni trop long ni trop pénible, aidés qu'ils seraient des employés qui vivent au milieu d'eux dans les édifices de l'État, et d'instituteurs qu'on choisirait dévoués et résolus au succès de leur mission.*

*Mais là n'est pas la question; et nous prions le conseil général de nous pardonner cette digression, il s'agit de mettre sous les yeux du conseil la façon dont les opérations électorales se sont passées à Houat et Hoedic le 8 octobre 1871. (...) Préalablement nous demandons au conseil général de nous permettre de rappeler les chiffres (...) À Belle-Île même, c'est-à-dire Houat et Hoedic non compris, Monsieur Ratier a obtenu 579 suffrages et Monsieur Trochu 567. Dans les deux sections d'Houat et Hoedic, sur 145 électeurs inscrits, 103 ont voté et ont donné 5 suffrages à Monsieur Ratier et 98 à Monsieur Trochu. (...) Or, nous croyons pouvoir établir, d'une manière irréfutable, que les opérations électorales des îles dont il s'agit ont été faites contrairement aux prescriptions de la loi et que par suite elles doivent être annulées. (...)*

*Le dimanche soir, à 7 h 30 environ, quelque temps après le dépouillement des votes de la session de Palais, le patron de la chaloupe de l'administration des Ponts et Chaussées (...) apporta lui-même les procès-verbaux des opérations électorales des îles de Houat et d'Hoedic. Cette arrivée si prompte était imprévue, le scrutin ne devant être clos qu'à 18 h, au terme de la loi (...) Or, il résulte de l'avis du patron de cette chaloupe (...) qu'il a quitté, porteur des procès-verbaux, l'île d'Hoedic à midi et l'île de Houat à 4 h. Que signifie donc cette mention que le scrutin a été clos à 6 h! (...) Par suite nous trouvons, dans ce qui précède, une violation flagrante de la loi et nous estimons que dans ces îles les opérations électorales ont été irrégulières et annulables au premier chef.*

6. La graphie d'Hoedic fluctue à l'époque entre Hédic, Hœdic et Hoëdic, normalisée en Hoedic dans cette étude.

*Cette illégalité n'est pas la seule que nous ayons à signaler. La tenue de l'assemblée électorale a été, de son côté, la plus irrégulière, la plus déplorable qui se puisse citer; il n'y a évidemment que dans ces îles que les choses se passent ainsi. De l'avis d'un des membres du bureau électoral de la section de Houat (...) chaque électeur était interpellé par M. le Président du bureau, c'est-à-dire par l'adjoint spécial, curé, etc. Bref par l'agent complice que nous avons. "Pour qui vas-tu voter, pour Monsieur Ratier ou pour le général Trochu? À Belle-Île on vote pour le général." "Dame! répond l'électeur plus ou moins interloqué, pour le général Trochu alors." Est-ce légal, est-ce régulier, est-ce seulement convenable? (...)*

*Lundi 9 octobre, un électeur de la section de Palais recevait d'un électeur d'Hoedic un billet (...) ainsi conçu : "Le vote a eu lieu; les bulletins que vous m'avez envoyés ont été distribués comme les autres. Monsieur le curé a dit à la messe que c'était de mauvais bulletins; après la messe il les a tous ôtés avec le sacristain de l'île d'Hoedic. Voyez là-dedans." Ce billet nous faisait voir Monsieur le Curé d'Hoedic, oubliant d'une part son caractère et sa qualité de fonctionnaire salarié du gouvernement, mêler du haut de la chaire le profane au sacré et prôner un candidat au détriment de l'autre. D'autre part, oubliant la réserve que devait lui imposer sa qualité d'adjoint spécial, de président du collège électoral, se faire le distributeur de bulletins de vote, enlevant ceux-ci et y substituant ceux-là.*

*Ce fait méritait d'être prouvé. Nous avons envoyé des délégués à Hoedic et nos délégués nous ont rapporté que le fait était attesté par Gilles Palmec, Calvar et Blanchet, tous trois électeurs. (...) Ce fait ne constitue-t-il pas une manœuvre plus que répréhensible? La pression que les instructions ministérielles et préfectorales recommandaient à tous d'éviter avec grand soin — avec un soin jaloux — disait la circulaire de Mr. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes.*

*Nous pensons avoir établi que les opérations électorales des îles de Houat et d'Hoedic sont illégales et irrégulières autant que faire se peut. La notoriété publique ferait connaître qu'il en a toujours été ainsi.»<sup>7</sup>*

Quelques jours plus tard, le 25 octobre 1871, l'abbé Joseph Yvon, recteur de Houat, se défend de ces accusations auprès du préfet.

*«J'ai suivi les instructions de M. le Maire de Palais qui me disait le jeudi 5 octobre, et devant témoin : "Faites en sorte que le résultat de vos élections soit connu à 6 ou 7 heures au plus tard." Donc obligation pour moi de faire la clôture du scrutin avant l'heure désignée, si l'on considère que nous sommes à quatre lieues de Belle Isle et qu'il faut tenir compte des difficultés. Autrefois, lorsque le dépouillement du scrutin se faisait au canton, on nous obligeait à être prêts pour 10 heures-midi au plus tard... On ne nous a jamais accusés d'avoir agi illégalement...»<sup>8</sup>*

Cependant, les orientations de vote musclées en chaire étaient des pratiques ne semblant pas exceptionnelles dans le contexte de l'époque. Tel cet autre témoignage de 1881, dans le village de l'Immaculée près de Saint-Nazaire :

7. ADM 3M309.

8. Protestation contre les élections au conseil général de 1871, *Belle-Île-en-Mer Histoire*, n° 43, p. 48.

«Le vicaire a ouvertement blâmé le gouvernement et prononcé des paroles injurieuses vis-à-vis des citoyens dont les opinions républicaines lui étaient connues. Il demandait aux électeurs quel était le candidat pour lequel ils allaient voter, il se faisait montrer les bulletins que ces braves gens avaient en main et on lui a vu arracher des mains de plusieurs électeurs et déchirer des bulletins au nom de Fickle Simon pour leur en substituer d'autres au nom de Minard.»<sup>9</sup>

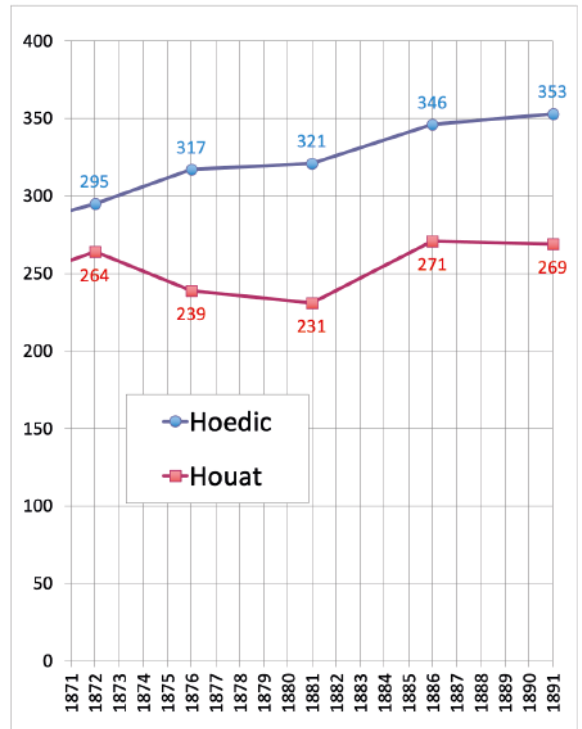
L'annulation de l'élection n'est pas obtenue. Le général Trochu, vainqueur à 12 voix près — glanées sur les deux îles... —, reste au conseil général jusqu'en 1874.

Rappelons que depuis le suffrage universel masculin de 1848, seuls les hommes ont le droit de vote. Le mémoire précise les résultats de chaque île. À Houat il y a 74 inscrits, 3 voix pour Ratier et 39 pour Trochu et, à Hoedic, 71 inscrits avec 2 voix pour Ratier et 59 pour Trochu. La population d'Hoedic était, en ces années, plus importante que celle de Houat : respectivement 295 et 264 habitants en 1872 (cf. graphe).<sup>10</sup>

Lors des élections suivantes, Le Palais enverra des délégués sur les deux îles pour soustraire «une partie des électeurs à la pression de leur guide séculaire».<sup>11</sup>

En 1872, le conseil municipal de Palais réitère sa demande pour l'érection en communes de Houat et Hoedic, rappelant «qu'il est contraire au vœu de la loi qu'un prêtre soit de plus officier de l'état civil, syndic des gens de mer, comme cela existe pour ces îles»<sup>12</sup>. Mais la préfecture n'y est pas plus favorable qu'en 1871, écrit le préfet au sous-préfet.

«Je vous ai fait connaître en 1871 que ce projet n'avait aucune chance d'être approuvé (...) les nouveaux motifs invoqués ne sont pas de nature à modifier mon opinion (...) Le cumul des fonctions du curé n'a jamais donné lieu à aucune plainte».<sup>13</sup>



Population des îles d'Hoedic et de Houat entre 1871 et 1891.  
(Buttin 2021, p. 176)

9. In Aremors 1980, cité par Jorion 1982.

10. ADM 3M-309.

11. Le Phare de Bretagne, 2-9-1880.

12. Délibérations du conseil municipal de Palais, 1-9-1872, ADM 1M5220.

13. Courrier du 8-10-1872, ADM 1M5220.

### Le Palais s'oppose à la préfecture

Le 20 janvier 1873, l'abbé Joseph Yvon, recteur de Houat depuis 1852, est remplacé par le recteur Joachim Audo. Bravant la réticence de la préfecture à faire bouger les choses sur les deux îles, la municipalité de Palais cherche alors à nommer un nouvel adjoint spécial qui ne soit pas le nouveau recteur et s'en ouvre au sous-préfet.

Celui-ci rappelle qu'aux termes de la loi du 5 mai 1855 article 3, si la section n'est pas représentée au conseil municipal, le choix d'un adjoint spécial peut porter sur un électeur qui y est domicilié.

*«Le conseil n'a donc qu'à désigner un habitant quelconque pour remplir ces fonctions sur Houat. Jusqu'à présent et en raison de conditions particulières dans lesquelles se trouvent Houat et Hoedic, M. M. les Desservants de ces îles ont été choisis comme adjoints spéciaux bien qu'il y ait incompatibilité entre les fonctions d'adjoint et celle de ministre des Cultes, art. 5-3 de la loi précitée. Si le conseil peut trouver un citoyen autre que M. le Desservant et pouvant convenablement remplir les fonctions d'adjoint, son choix n'est limité que par les conditions d'âge et de capacités exigées par la loi.»<sup>14</sup>*

La municipalité de Palais ne tarde pas à nommer un habitant de Houat. Lequel démissionne aussitôt qu'il apprend sa nomination, en adressant une lettre au préfet. Courrier où l'on devine l'influence du recteur, écrit d'une écriture régulière, suivie de la signature hésitante de l'adjoint démissionnaire, François Le Roux.

*«Houat le 8 juin 1873. Je viens vous prier de vouloir bien accepter ma démission d'adjoint spécial de l'île de Houat. Je n'ai jamais sollicité cette place et je n'en veux à aucun prix, me sachant tout à fait incapable de la remplir. Je proteste même autant que je le puis contre mon élection qui a été faite absolument à mon insu.*

*Permettez-moi, Monsieur le Préfet, de vous faire observer en même temps que personne ici, autre que notre recteur, n'est capable de remplir ce poste. De temps immémoriaux nous avons été régis par les pasteurs de nos âmes et toujours nous nous en sommes bien trouvés. Aussi nul parmi nous ne demande et ne veut une autre administration, qui du reste ne serait pas possible. Bien au contraire tous nous vous dirons que vouloir innover sur ce point serait excessivement périlleux et ne servirait inévitablement qu'à semer la jalousie et le trouble. Dans un pays où, Dieu merci, nous avons vécu jusqu'à ce jour en union et en paix.*

*En vous faisant ces déclarations je crois être, Monsieur le Préfet l'expression vraie des sentiments unanimes de mes compatriotes. Une enquête, si elle était nécessaire, pourrait le prouver.*

*J'espère, Monsieur le Préfet, que vous voudrez bien prendre en considération ces quelques renseignements et vous prie en même temps de vouloir bien agréer l'expression des sentiments pleins de respect de votre très humble serviteur et sujet.*

*Le Roux François Édouard.»<sup>15</sup>*

14. Courrier du 22-3-1873, AMP.

15. AMP.

La sous-préfecture prend acte de cette démission et, dans un courrier du 18 juin, prie la municipalité de procéder à l'élection d'un nouvel adjoint spécial<sup>16</sup>. Pour toute réponse, Le Palais insiste sur le détachement des deux îles en deux nouvelles communes séparées.

En septembre de cette même année 1873, Adrien Bonnelle acquiert à Houat un terrain militaire et le pavillon des ingénieurs ayant construits le fort. L'acquisition de cette résidence sur Houat pourrait lui permettre d'être désigné adjoint spécial de l'île. Il y a cependant une obligation des Domaines pour démolir le bâtiment. La démolition n'étant pas effectuée en 1875, les domaines l'exigent. Puis un accord du préfet est obtenu en 1877 pour non-démolition contre le paiement au trésor de 175 fr. Quoi qu'il en soit, Bonnelle ne sera pas adjoint spécial de Houat.<sup>17</sup>

Le sous-préfet avise alors le préfet de cette mauvaise volonté, «*La délibération du conseil municipal ne semble susceptible d'aucune suite*»<sup>18</sup>. Puis le préfet confirme le 20 septembre qu'il n'ordonnera d'enquête (en érection de commune) que «*lorsque les habitants eux-mêmes en feront la demande*»<sup>19</sup>.

En attendant, voilà 6 mois qu'il n'y a pas d'officier d'état civil à Houat. Parant au plus pressé, le 29 septembre, le préfet émet un arrêté en nommant à cette charge le nouveau recteur.

*«- Considérant que, depuis le 1<sup>er</sup> février 1873, les fonctions laissées vacantes par la démission de M. Yvon adjoint spécial (...) n'ont point été remplies et que cette situation ne saurait se prolonger sans mettre en grave péril, non seulement les intérêts de la section, mais encore ceux mêmes des familles ainsi privées du ministère d'un officier de l'État civil.*

*- Considérant que malgré tous nos avertissements et mises en demeure le conseil municipal de Palais se refuse à pourvoir à la vacance et à mettre ainsi fin à cet état de choses. (...)*

*Monsieur Audo Joachim Pascal est délégué spécialement à l'effet de recevoir les actes de l'état civil de l'île d'Houat, dépendant de la commune de Palais*»<sup>20</sup>.

Le conseil municipal de Palais n'apprécie guère ce passage en force, même partiel. Dans sa délibération du 9 novembre, il exprime son désaccord, et souligne les effets néfastes de l'irrégularité maintenue sur les deux îles.

*«Le conseil insiste tout particulièrement sur l'incompatibilité des fonctions. Le fait est absolument anormal et contraire au vœu de la loi. Et c'est précisément cette situation irrégulière qui, en ce moment, rend difficile la marche des affaires dans lesdites sections.»*<sup>21</sup>

Dans ces années dites de l'Ordre moral, sous la présidence du maréchal Mac Mahon (élu en mai 1873), cette municipalité perçue comme anticléricale et récalcitrante dérange et inquiète le parti conservateur au pouvoir. La préfecture

16. AMP.

17. Procès-verbal des Domaines du 3-9-1873, courriers des 22-9-1875 et 7-2-1877, AMP.

18. ADM 1M5220.

19. *Ibid.*

20. AMP.

21. *Ibid.*

du Morbihan est chargée d'enquêter sur ce qu'elle considère comme un noyau de radicalité palantine<sup>22</sup>.

Elle s'inquiète en particulier de la diffusion, jusque sur Belle-Île, d'un opuscule jugé sulfureux par le gouvernement conservateur, intitulé *L'instruction gratuite obligatoire et laïque*, publié par le Cercle parisien de la Ligue de l'enseignement, et imprimé à Lorient chez Grouhel. Cette ligue est un mouvement fondé par Jean Macé en 1866 qui persiste jusqu'aujourd'hui, militant pour une école obligatoire, gratuite et laïque.

*« Liée à la franc-maçonnerie, sans être une création maçonnique, et au monde politique républicain, toutes tendances confondues, elle participe aux grandes batailles anticléricales qui établissent la laïcité française. »*<sup>23</sup>

L'adjoint du maire de Palais, Adrien Bonnelle, s'avère en être un pivot. Le sous-préfet précise l'origine de ce livret au préfet le 10 janvier 1874 :

*« C'est monsieur Bonnelle adjoint au maire de Palais qui a fait imprimer cet écrit. (...) L'écrit ne me paraît pas, par lui-même, bien dangereux. Mais le but que poursuit son auteur est évidemment mauvais. (...) L'administration a besoin de connaître les principaux membres de cette ligue dont M. Bonnelle est le chef. »*<sup>24</sup>

Une enquête est alors diligentée par le commissaire spécial de Palais. Son rapport daté du 8 juin 1875, dessine le contour d'un comité républicain animé par Adrien Bonnelle.

*« Un comité républicain radical existe aussi, les réunions se font, mais inostensiblement. Elles ont lieu alternativement chez les trois principaux chefs qui sont dit-on Monsieur Bonnelle notaire, M. Magnin Louis entrepreneur et Jouan libraire et photographe. Dix à douze personnes au plus y sont admises et forment ainsi la Ligue contre l'enseignement religieux ou ecclésiastique et en faveur de l'institution laïque. La propagande se fait avec la plus grande prudence et ne se manifeste que par des taquineries ou lazzis à l'adresse des conservateurs. Si je suis bien informé, les trois commis de Marine de Palais sont radicaux, l'un d'eux a reçu par la poste il y a quelques jours une ou plusieurs brochures anti-bonapartistes. Le parti conservateur ne compte ici que les deux cinquièmes environ de la population. Il y a lieu de croire qu'ils sont fermes dans leurs convictions, mais ils ne font pas de propagande. Il n'y a pas de franc-maçon connu à Palais, mais on pense que Monsieur Jouan fait partie de l'Internationale et qu'il doit recevoir des secours de cette société. »*<sup>25</sup>

Cette cellule va rester discrète jusqu'à la fin du gouvernement dit de l'Ordre moral en 1879. Mais, alors, elle activera ses réseaux et se déchaînera contre les deux îles. Il faut se replonger dans le contexte de l'époque pour comprendre l'impact de cette idéologie. Henri Buttin qui, au-delà de l'histoire des îles d'Hoedic et de Houat, s'est intéressé aux questions autour de la laïcité et à ses racines, décrit ainsi le républicanisme radical de la III<sup>e</sup> République. Portrait

22. Les Palantins sont les habitants de Palais.

23. Martin 2016.

24. ADM M3590.

25. *Ibid.*

que l'on pense pouvoir appliquer à Adrien Bonnelle, comme on va le découvrir au déroulé de ce récit.

*«Pour un républicain, l'hostilité à l'Église catholique est alors beaucoup plus qu'une technique d'occupation du pouvoir. C'est véritablement une philosophie, une foi dans le rationalisme et dans la science; en fait une véritable religion.»*<sup>26</sup>

Ces radicaux sont-ils francs-maçons ? C'est en tout cas ainsi que le recteur Raude les qualifie en 1881 : *«L'adjoint spécial d'Hoedic (...) soutenu par Bonnelle et quelques autres francs-maçons de Palais»*<sup>27</sup>. De même que le recteur Gouron, dans son introduction historique du cahier paroissial de Houat, texte écrit vers 1885, il qualifie Bonnelle de franc-maçon. Mais sa passion républicaine, suggère le recteur, n'est peut-être pas la seule motivation de son acharnement envers les deux sections de Palais.

*«Cependant, la municipalité palantine régie par Maître Bonnelle, le vénérable frère trois-points [franc-maçon], et criblée de dettes jette les yeux de tous côtés pour trouver une bourse et pour combler le déficit de son budget. On lui a dit que la commune de Houat rapporte un bénéfice net annuel de 10 000, 12 000 et peut-être 14 000 fr. Quel bonheur ! Vite on organise un plan d'attaque. Faut-il crier la bourse ou la vie ? Non ; les brigands montrent leurs poignards aux voyageurs qu'ils dévalisent, mais le conseil municipal palentin ne peut pas être un comité de brigands. Il faut dévaliser, mais légalement.»*<sup>28</sup>

Opposé sur les adjoints spéciaux, le conseil municipal de Palais a d'autres sujets de confrontation avec la préfecture. Il refuse de verser des subventions au profit d'écoles congréganistes (religieuses) de la commune. Pour permettre cela, ces écoles ont été assimilées à des écoles publiques par le préfet et le conseil départemental qui est présidé par le général Trochu, conseiller général de Belle-Île.

Excédée par ces diverses tergiversations, dans un arrêté du 22 novembre 1873, la préfecture suspend pour deux mois l'ensemble du conseil municipal de Palais, *«Considérant qu'il ressort que cette assemblée n'a point de préoccupations plus constantes que celle de se soustraire à l'action légale du pouvoir central.»*<sup>29</sup>

La Palais ne tarde pas à contre-attaquer. Le 12 décembre, une protestation publiée par Adrien Bonnelle et signée de tous les conseillers municipaux est adressée au ministre de l'Intérieur. Elle revient sur l'illégalité du soutien des écoles congréganistes et sur la nomination, tout aussi illégale selon lui, des curés d'Hoedic et de Houat comme adjoints spéciaux.

Dans cette protestation, le conseil *«se déclare prêt à désigner pour adjoint spécial, le desservant, sur un ordre du préfet»* — Houat n'a toujours pas

26. Buttin 2005.

27. Notes de Raude pour 1880, BMS, APHd.

28. Cahier paroissial de Houat, APHt.

29. Bibliothèque nationale N L<sup>7</sup> K17317.

d'adjoint spécial — et renouvelle « *le vœu qu'on érigea en communes distinctes, les deux sections d'Hoedic et de Houat* ». <sup>30</sup>

Le 29 décembre 1873, un courrier du sous-préfet de Lorient fait savoir que « *M. le Ministre annonce qu'il ne sera donné aucune suite à cette protestation* » <sup>31</sup>.

Ces tensions entre la municipalité de Palais et la préfecture n'ont pu que contribuer aux mesures prises par le gouvernement conservateur pour tempérer le suffrage universel. En effet, une *Loi des maires* est votée le 24 janvier 1874 visant à entraver la conquête des municipalités par les républicains. Les maires et les adjoints ne seront plus élus, mais nommés par le Président de la République dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton — donc Le Palais — et dans les autres communes, par le préfet.

À Palais, ces mesures voient le départ, en mars 1874, des républicains pour quelques années — dont le maire Charles Cheval et son adjoint Adrien Bonnelle — et le retour de Victor Delaunay, ancien maire de la ville sous le Second Empire.

### Les recteurs de nouveau nommés adjoints spéciaux

Finalement, avec la nouvelle équipe municipale plus favorable à l'Église, les recteurs sont de nouveaux retenus comme adjoints spéciaux. Le 29 mai 1874, avec la nouvelle loi, c'est le Président Mac Mahon en personne qui signe le décret de nomination mettant fin à seize mois de vacance : « *pour la section de l'île de Houat : Monsieur Audo Joachim. Pour la section de l'île de Hoedic : Monsieur Féchant Pierre Louis* » <sup>32</sup>.

Quelques jours après, le registre du conseil municipal de Belle-Île accuse réception de ce décret. Suit le courrier d'application du sous-préfet, daté du 5 juin :

« *Je ne sais s'il est utile de vous dire, M<sup>r</sup> le maire, que vous pouvez procéder à l'installation des deux nouveaux adjoints. (...) La prestation de serment étant abolie l'installation ne reste plus qu'une simple formalité dont le but est de donner une certaine publicité à la nomination des fonctionnaires.* » <sup>33</sup>

La nomination par le Président de la République de deux prêtres comme adjoints spéciaux de deux petites îles perdues du Morbihan ne passe pas inaperçue à Paris. Le 1<sup>er</sup> juillet 1874, le journal *Le Gaulois* (bonapartiste) publie ces quelques lignes étonnées.

« *Un fait étrange qui vient de se produire pour la première fois peut-être depuis 1789. M. l'abbé Audo et M. l'abbé Féchant, curés desservants des paroisses d'Houat et d'Hoedic ont été récemment nommés adjoints spéciaux de ces deux villages par un décret présidentiel. N'y a-t-il pas là une violation*

30. Le Conseil municipal de Palais et l'enseignement congréganiste BN L<sup>7</sup> K17317. Selon le *Courrier de Bretagne* du 1-11-882, ce mémoire sera publié par Adrien Bonnelle dans une brochure de 28 pages en février 1874.

31. *Ibid.*

32. *Délibérations du conseil municipal de Palais*, AMP.

33. AMP.

*des règles déterminées par le concordat et par le Code civil lui-même ? Nous appelons sur ce point l'attention de l'assemblée.* »<sup>34</sup>

Cependant, à Belle-Île, le parti républicain qui a perdu la mairie gagne largement à l'automne les cantonales. Adrien Bonnelle est élu conseiller général le 8 octobre 1874, avec 1200 voix, contre seulement 600 voix pour le général Trochu, conseiller sortant.

Sur les deux îles, les efforts républicains commencent aussi à payer. Suite au déroulement contesté des élections de 1871, Le Palais a envoyé des délégués sur chacune des deux îles lors des élections de 1874. Ainsi, *« une partie des électeurs a été enlevée à la pression de leur guide séculaire. »*<sup>35</sup> À Hoedic, Bonnelle rassemble 15 voix et Trochu 38. Par contre les Houatais votent encore comme un seul homme pour Trochu qui reçoit 59 suffrages, alors que Bonnelle n'en gagne aucun. Hoedic est traditionnellement plus ouverte sur l'extérieur.

Rien de notable ne semble se dérouler en 1875 : année calme pour Hoedic et Houat<sup>36</sup>. Notons tout de même, en mai, la volonté de nouveau exprimée dans le registre du conseil municipal de Le Palais de voir ériger les deux îles en communes indépendantes.

*« Le conseil considérant que les intérêts commerciaux de ses localités n'ont rien de commun avec ceux de Palais, et qu'il n'existe aucune espèce de relation entre les habitants, souscrit à ce vœu déjà émis à plusieurs reprises par les conseils antérieurs. »*<sup>37</sup>

Début juillet, des échanges de courriers entre le sous-préfet et le préfet font suite à cette demande, ne modifiant pas leur réserve antérieure : *« demande formulée dans un but politique et électoral »*; *« même position que précédemment »*.<sup>38</sup>

### Résignation forcée du recteur Féchant

En 1876, la guerre entre les républicains de Palais et les recteurs des deux îles prend une tournure plus sévère, sous la forme d'une attaque sournoise et personnelle accablant le recteur d'Hoedic, l'abbé Pierre Féchant. Il est en place sur l'île depuis 1865. Peu d'informations sur ce recteur, quelques écrits souvent difficiles à déchiffrer, mais on devine tout de même une personnalité brillante, sans doute aussi clivante, un fort caractère ne ménageant ni ses confrères ni ses ouailles.

Le 12 juin 1876, l'abbé Féchant reçoit, du vicaire général Le Guyadère, un courrier le consternant, demandant sa démission.

*« Monsieur le recteur. Je suis chargé de vous faire savoir que des protestations ont été adressées à Monseigneur contre vous par un certain nombre*

34. *Le Gaulois*, 1-7-1874, Gallica.

35. *Le Phare de Bretagne*, 2-9-1880, ADM.

36. Il n'en est pas de même au niveau national. La France s'est dotée en 1875 des trois grandes lois qui tiennent lieu de Constitution de la III<sup>e</sup> République, et qui sont, en quelque sorte, la matrice des constitutions de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> : Loi du 24 février 1875 sur l'organisation du Sénat; Loi du 25 février 1875 sur l'organisation des pouvoirs publics et Loi du 16 juillet 1875 sur les rapports entre les pouvoirs publics.

37. AMP.

38. Courrier du sous-préfet du 1-7-1875 et du préfet du 9-7-1875, ADM 1M5220.



*d'hommes d'Hédic. Sa grandeur n'a pas cru devoir tenir compte de cette première plainte, mais voilà qu'il lui arrive une seconde lettre signée d'une douzaine de femmes qui supplient Monseigneur de nous donner votre changement et menacent de recourir au ministre des Cultes si on ne donne pas suite à leur démarche.*

*Quels sont ces griefs ? On n'en articule aucun. Nous ne pensons pas qu'il y ait aucun reproche à vous faire sous le rapport des mœurs. Mais dans la situation où vous êtes vis-à-vis de vos paroissiens, vous ne pouvez plus faire de bien à Hédic. Que devez-vous faire ? Demander votre changement tout de suite. C'est notre avis à tous. Nous espérons que vous ressaivrez (?).*

*Gardez-vous bien de parler en chaire de ce que je vous dis et de ne faire aucun reproche à vos paroissiens. Ayez le courage de quitter sans regret et sans rancune des gens qui ne vous honorent plus de leur confiance.*

*Votre tout dévoué serviteur... »<sup>39</sup>*

Ces propos, sévères, ne laissent guère d'espace au recteur pour se défendre de possibles calomnies. Quels sont ces griefs en effet ? Il est étonnant que l'évêché n'« articule » rien de plus précis pour étayer cette mise en demeure, au-delà de ce vague « ne plus faire de bien ».

Abasourdi, l'abbé Féchant interroge le vicaire général. Est-il plus rigide que ses prédécesseurs ? Au point de justifier une telle plainte de ses paroissiens ? Pourquoi cette sanction ?

*« Pour deux lettres dont l'une adressée par des hommes d'Hoedic, l'autre par des femmes. Que contiennent-elles ? Des accusations graves ? Non rien contre les mœurs, mais la vague assertion que je ne fais pas le bien ici. Et cela suffirait pour me jeter à la mer. (...) Je ne ferais pas le bien dans ce pays ? Je vous dirai que tout marche comme à l'ordinaire, ou à peu près ; quel est le pays qui ne subit sa part du désarroi général qui désole le monde ? (...) Si son excellence tient un suffrage universel, même dans l'Église, je puis vous assurer d'avance que j'aurais ici la grande majorité. »*

Le recteur est très affecté par ce courrier et s'explique dans deux lettres successives envoyées peu de jours après à l'évêché, les 19 et 25 juin 1876.

Soucieux de pérenniser sa défense et son honneur — « j'y tiens comme à la prune de mes yeux » —, Pierre Féchant constitue un dossier de treize pages qu'il confie aux archives de la paroisse, comprenant la lettre du vicaire général, les deux lettres de réponse ainsi qu'une autre écrite le 25 mars 1880. L'écriture du recteur est malheureusement difficile à décrypter, et les bordures hautes des pages de ce cahier sont détruites, rongées par l'humidité. On arrive tout de même à en extraire le principal, à cerner le propos du prêtre.

Il semble y avoir eu une cabale menée par les deux guetteurs du sémaphore — fonctionnaires de la République, extérieurs à l'île —, entraînant quelques insulaires hostiles au recteur.

*« Le rédacteur de la pétition des hommes était Bissau, (...) chef guetteur groi-sillon chassé d'un poste de son pays pour vol et m'a-t-on dit pour autre chose.*

39. Cette lettre et celles qui suivent sont extraites du cahier « *Plaintes contre le recteur d'Hoedic* », rassemblées par Pierre Féchant, 1876-1880. ADM 305/1.

*(...) L'homme des femmes<sup>40</sup> était son second le sieur Gosseaux, ancien caporal tourier des équipages de la flotte, actuellement guetteur à Hédic. »*

Jamais les insulaires n'ont ainsi réagi ouvertement contre leur recteur. Adrien Bonnelle annonçait, dans le manifeste du 18 octobre 1871, son projet républicain d'encadrement des insulaires. Le voilà à l'œuvre...

*« Apprentissage ni trop long ni trop pénible, aidés qu'ils seraient des employés qui vivent au milieu d'eux dans les édifices de l'État, et d'instituteurs qu'on choisirait dévoués et résolus au succès de leur mission ».*

Les signataires de la pétition sont rapidement passés en revue par le recteur, avec pour chacun un descriptif plus ou moins accablant. Pour les hommes, Féchant mentionne Onésime Blanchet *« publiquement scandaleux »*, Colvar *« voleur effronté »*. Les autres sont *« quelques mécontents pour refus d'argent »*.

Grâce aux ressources de la cantine, la fabrique fait en effet office de banque pour les insulaires. Mais la difficulté des remboursements a été une constante pour les recteurs aussi longtemps que ces prêts ont été pratiqués. *« Les Hoedicaïs ne se mettent pas beaucoup en peine de payer ce qu'ils doivent. »*<sup>41</sup>

Même litanie de noms d'oiseaux pour les femmes signataires. L'une d'elles n'est autre que l'ancienne cantinière.

*« En tête des pétitionnaires féminins doit être Anne le Bourhis, ancienne cantinière, sortie spontanément et contre ma volonté de sa charge ; voulant y rentrer maintenant, et faire chasser celle qui l'a remplacée, fière, inquiète, intrigante, empoisonnant le pays par sa langue (...) Joséphine Gueho femme impudente (...), la femme Calvar, d'une jeunesse scandaleuse, Madeleine Blot, langue impudique. »*

Des noms ont été inclus sur la pétition à l'insu des personnes concernées explique le recteur.

*« L'affaire s'est ébruitée dès hier. Quatre femmes que l'on prétendait avoir signé ont jeté de hauts cris sur l'abus qu'on faisait de leur nom. Ce sont Marie-Ange Le Fur, femme Gurun ; Marie-Julienne Gurun, femme Raoul ; Perrine Le Fur, veuve Rolland Blanchet ; Mélanie Blanchet, femme Le Fur. Plusieurs autres signatures ignorent que leurs noms figurent sur l'ignoble chiffon qu'on vous a adressé, mais ne réclameraient pas moins contre cette indigne porcherie. »*

*« Aux quatre personnes portées malgré elles et sans le savoir sur la pétition des femmes, ajouter la tertiaire du Sacré-Cœur des marins, Perrine Le Fur ; Julienne Sérain, veuve Bourhis ; Madeleine Le Fur, Veuve Gurun. Anne Le Bourhis et Joséphine Guého prétendent maintenant, mais à tort qu'elles n'ont pas porté leurs noms sur la dénonciation. Elles l'ont fait et des premières. Il reste que cette affaire est une coupable intrigue ourdie par la famille Calvar, Anne Le Bourhis, Joséphine Guého : la première poussée par sa rancune, les deux autres par leur cupidité ; elles ont trouvé au sémaphore deux êtres disposés à leur servir d'interprètes, l'un pour du vice l'autre pour se venger de ce que j'ai empêché de corrompre mes fidèles. »*

40. L'homme qui a coordonné les récriminations des femmes.

41. Art. 6 du Règlement d'Hoedic depuis 1822, in Buttin & Audollent 2019, p. 125.

Le recteur d'Hoedic reproche à l'évêché son manque de sollicitude à son égard, de ne pas avoir cherché à éclaircir le fondement de ces plaintes comme cela a été fait dans d'autres affaires.

*Monsieur le vicaire général (...), que faut-il penser des accusations du groupe qui a passé sous nos yeux? (...) un conseil épiscopal peut-il s'y arrêter? Pourquoi, avant de décider, n'auriez-vous pas fait une enquête? Vous l'avez faite pour des causes beaucoup plus embrouillées et plus scabreuses que la mienne. Ne suis-je pas prêtre au même titre et prêtre aussi honorable que ceux qui ont été de votre part l'objet de tant de sollicitude?*

Très remonté, il insiste sur l'inanité de ces accusations, sur le très mauvais précédent que leur prise en compte induirait à Hoedic, sur le cri de victoire des instigateurs de ces révoltes. Le recteur menace même l'évêché de remonter l'affaire au cardinal ou à Rome.

*«La situation ne me semble nullement désespérée, ni même critique, et cette imperceptible minorité ne mérite aucun égard. (...) pas mon changement Monsieur le vicaire général; ce serait m'avouer coupable et donner gain de cause à de cyniques coquins ou coquines. Vous porteriez un précédent déplorable au superlatif, le séjour d'Hédic deviendra intolérable pour mes successeurs; et vous-même vous seriez sans cesse harcelé de pétitions, la radicalerie de Palais réjouirait à Hédic. Laissez donc ici votre vieux chien (allusion au Canis muti<sup>42</sup> de l'écriture) il connaît les loups et il peut mieux que personne protéger le troupeau. (...) Je me bats pour la justice.*

*Désirant finir ici ma course, je vous demande une retraite dans quelques années; mais je veux me retirer comme un soldat fidèle à son drapeau. Gardez-vous des pièges que vous tendent nos deux renards du sémaphore. Si malgré les éclaircissements que je vous ai fournis vous persistez à agir de rigueur, je porte mon affaire à Rennes. Votre lettre serait une des pièces du procès, si le cardinal ne veut ou ne peut s'en occuper j'écris à Rome, refuge des opprimés.»*

En *post-scriptum* de sa lettre, le recteur d'Hoedic signale à l'évêché, qu'il a écrit au préfet maritime afin de «*museler les deux bêtes du sémaphore*». Rappelons que le recteur est aussi syndic des gens de mer sur les deux îles, responsabilité relevant de la Marine nationale, de même que les guetteurs du sémaphore. Dès le 21 juin, le préfet maritime, vice-amiral Gicquel des Touches — un conservateur qui sera élevé au titre de marquis par le pape Pie IX — accuse réception du courrier de Féchant avec cette note d'apaisement à l'évêque :

*«Jusqu'à présent, les populations de Houat et Hoedic avaient joui d'une grande tranquillité. Je ne voudrais pas voir leur repos troublé par les agents de la Marine.»<sup>43</sup>*

À Hoedic ce même 21 juin, un certain Blanchet — le meneur de la révolte ? — est signataire de ce télégramme comminatoire à l'évêque.

42. *Canis muti non valentes latrare* : «Chien muet» in Esaïe 56:10 : «Ses gardiens sont tous aveugles, sans intelligence; Ils sont tous des chiens stupides, incapables d'aboyer».

43. AEV.

*« Si persistez à maintenir curé Hoedic, pétition ministre culte et Justices sera expédiée Paris avant peu, Blanchet ».*<sup>44</sup>

Après quelques jours, le recteur Féchant juge son courrier du 19 juin un peu raide et offensant pour ses supérieurs. Il adresse le 25 une nouvelle lettre au vicaire général, modulant ses propos... Tout en donnant une nouvelle leçon à l'évêché. Personnalité tout en souplesse !

*« Il y a dans ma lettre des expressions inconvenantes pour mes supérieurs, je les condamne ; regardez-les comme non-avenues. N'attachez aux mots de "chien" d'autres sens que celui que lui donne l'Esprit saint dans ce texte de l'écriture canis muti non valentes latrare. Cet animal est ici le symbole de la vigilance et du zèle ; c'est sous ce rapport que je me compare à lui. Quant à l'appel au métropolitain ou à Rome, j'y ai renoncé, premier mouvement d'un cœur blessé sans raison sérieuse, je l'étouffe par respect pour mes supérieurs. J'ai dit un cœur blessé sans raison sérieuse. (...) »*

*Je n'ai jamais demandé à M<sup>rs</sup> les évêques de Vannes ni honneur ni faveur je ne les mérite pas ; mais Monsieur le Vicaire général, priez très instamment mes supérieurs de m'aider à défendre, contre ces traits des passions, mon honneur (?) total. J'y tiens comme à la prune de mes yeux. C'est d'ailleurs le vœu de l'église que dans de pareilles circonstances les supérieurs agissent avec tout le zèle et la prudence possible. Ce n'est pas à moi de vous le rappeler. »*<sup>45</sup>

Épilogue de cette triste conspiration ? Âgé de 54 ans, le recteur Pierre Féchant est amené à démissionner le 28 septembre 1876<sup>46</sup>. Arrivé sur l'île en mars 1865, il aura servi sur l'île pendant 11 ans. Loin d'en vouloir aux insulaires, Pierre Féchant se retire à Hoedic avec sa servante Mauricette Le Palmec, dans la maison qui sera dans les années 1960 celle de Basile et Marie Le Palmec<sup>47</sup>. Il s'éteint à Hoedic en 1885, seul recteur à être enterré sur l'île, sous une belle pierre tombale en marbre de Carrare. Ce même marbre qui a servi pour les somptueux mobiliers acquis en 1868 par Féchant pour l'église d'Hoedic : les deux anges, l'autel et les fonts baptismaux<sup>48</sup>.

Quatre ans plus tard, en 1880, le conseiller général de Belle-Île Adrien Bonnelle<sup>49</sup> évoque dans *Le Phare de Bretagne* sa rencontre avec cet homme, peut-être décalé par rapport à sa mission sacerdotale insulaire.

*« Voulez-vous savoir comment, sous l'Empire, un prêtre adjoint spécial parlait à un maire. Écoutez ceci ; c'est daté du 12 septembre 1868, vous verrez que les amiraux ont toujours eu un faible pour ces citoyens. »*

*« Avant de clore ma lettre, j'aurais, M. le Maire, une grâce à vous demander. Ne faites pas à certains garnements d'Hoedic, qui en appelleront à votre tribunal, »*

44. *Ibid.* Le télégraphe a alors une dizaine d'années sur l'archipel. Un premier câble à conducteur unique, permettant un usage télégraphique puis téléphonique, est posé en 1865 entre Saint-Gildas-de-Rhuys et Hoedic, puis entre Houat et Hoedic. À Hoedic, le terminal est installé au sémaphore, à Houat chez les sœurs. Un second câble est posé en 1891 (courrier à Henri Buttin du ministère de PTT, avril 1983, fonds Melvan).

45. Cahier « *Plaintes contre le recteur d'Hoedic* » rassemblé par Pierre Féchant, 1876-1880. ADM 305/1.

46. *Semaine religieuse du diocèse de Vannes*, 10-9-1885.

47. Collecte Henri Buttin d'un témoignage insulaire, fonds Melvan ; aujourd'hui maison Gaillaguet.

48. BMS, APHD.

49. L'article est en fait signé « *Un Belle-Îlois* », que l'on pense être Adrien Bonnelle. Au fil des années, un certain nombre d'articles anonymes, très bien informés sur les deux îles, virulents contre les recteurs, lui sont aussi attribués.

de concessions contraires au règlement du pays. Vous enrayeriez mon administration. Vous me causeriez d'extrêmes désagréments. Vous me forceriez de m'adresser à M. le Préfet, même au ministère ; c'est du reste le conseil que m'a donné l'amiral Dompierre-d'Hormoy qui m'a honoré hier de sa visite... L'adjoint spécial Féchant."

*C'est ce même Féchant qui répondait à un inspecteur des écoles en tournée à Hoedic, lui vantant ce qu'il pouvait faire des habitants : "allons donc des brutes". Oh ! Un prêtre qui a charge d'âmes ? Ces garnements des brutes !...*

*Un jour, Monsieur Féchant, retenu à Hoedic par un violent orage je suis allé à vous au bord de la côte, où vous aviez l'air de me fuir ; nous avons causé et peu après nous mettions nos voix à peu près d'accord avec le spectacle imposant qui se déroulait à nos yeux. J'ai reconnu en vous un homme très érudit, un esprit même élevé. Comment se fait-il alors que vous méprisiez ainsi les humbles, vos frères quand vous vous honoriez de la visite des grands, vous le disciple du Christ, de celui qui n'aimait que les humbles et les petits ? »<sup>50</sup>*

Un autre témoignage en cette année 1876, tout en contraste, est celui d'Alphonse Daudet qui passe une journée à Houat. Daudet n'est pas un républicain, plutôt un conservateur royaliste. Il laisse de sa rencontre avec le recteur Joachim Audo qui réunit « *tous les pouvoirs* » une vision sereine et bucolique de sa gestion des insulaires. Vision bien éloignée de la tempête qui secoue Hoedic, résultant du limogeage de son recteur.

*« Le curé actuel de l'île, un homme intelligent et vigoureux, nous paraît de force à faire respecter son autorité multiple. Il habite, près de l'église, un modeste presbytère, que deux peupliers, un figuier superbe, un jardin de fleurs, quelques poules errantes transportent en plein continent. »<sup>51</sup>*

Le recteur Audo était sans doute plus consensuel que Pierre Féchant, forte personnalité au tempérament entier. Ce tempérament va se retrouver, par contre, avec son successeur à Houat, le recteur Lavenot. Qui finira aussi expulsé de l'île.

### Joseph Raude et Jean-Marie Lavenot

La « démission » tumultueuse de l'abbé Féchant et l'arrivée le 28 septembre 1876 à Hoedic du nouveau recteur Joseph Marie Raude sont ponctuées en fin d'année par une succession de violentes tempêtes. Comme si les éléments célestes accompagnaient les turpitudes insulaires et anticipaient celles à venir. La nuit de la Saint-Sylvestre est l'apogée de ce cycle de fureurs.

*« Le 1<sup>er</sup> janvier 1877, il y eut une tempête telle que depuis longtemps on n'en avait connu une pareille. La mer poussée par le vent franchit la dune de sable, entra dans l'étang et forma comme une mer intérieure. Les Hoedicais furent misérables. »<sup>52</sup>*

*« À l'arrivée du jour, le spectacle des ravages de cette terrible nuit nous terrifia. De notre petit village, nous voyons deux mers, l'une extérieure, l'autre inté-*

50. Texte signé un Belle-Ilois, attribué à A. Bonnelle, *Le Phare de Bretagne* 7-11-1880, ADM.

51. Une visite à l'île de Houat, *Journal officiel de la République française* du 14-8-1876, in Salomé 2008.

52. BMS, APHD.

*rieure, séparée l'une de l'autre par une ligne de sable formant le rivage du port.* »<sup>53</sup>

Le recteur Raude que nous allons découvrir est une personnalité de forte conviction, un bourreau de travail, homme d'analyse et de synthèse, perfectionniste, pointilliste... Mais, s'il sait se défendre par ses études et écrits, il n'est pas conflictuel comme son prédécesseur. Il a laissé à la postérité des pages et des pages de son écriture ronde et régulière. Des notes sous de multiples formes, dans le registre BMS (baptêmes, mariage, sépultures), dans le *Règlement d'Hoedic*, dont il annote la partie ancienne et qu'il complète de nouveaux chapitres. Aussi dans les annales, dans le registre des marguilliers, le registre de la fabrique, le registre sommier qu'il ouvre pour assembler les éléments connus sur les biens de la fabrique. Ses écrits sont souvent redondants, les mêmes sujets repris sous des angles différents. Ils ont le plus souvent pour objectif de clarifier l'histoire de la paroisse, de ses possessions, afin, comme nous allons le voir, de les défendre des attaques de Palais. Le recteur Raude est une source majeure pour la compréhension de l'histoire de l'île.

À son arrivée, il tente de ressouder une communauté hoedicaise perturbée par le départ tumultueux de son prédécesseur. S'appuyant sur l'ancien *Règlement d'Hoedic depuis 1822* qu'il trouve dans les archives de la paroisse — cahier progressivement assemblé par les recteurs qui l'ont précédé —, Raude réunit le 14 janvier 1877 un « conseil des anciens ou paroissial »,

*« Les hommes qu'il regardait comme les plus raisonnables de l'île, (...) composé du conseil de fabrique et de quelques autres. (...) Le conseil, après mûre délibérations, a affirmé l'observation exacte de l'ancien règlement, en le déclarant vénérable, utile, nécessaire et ayant force de loi pour tous les habitants de l'île. Seulement il a, dans un but économique en faveur de l'Église, voulu régler le traitement des divers employés. »*<sup>54</sup>

Un nouvel article 40 est ajouté à l'ancien règlement, rappelant que la cantine a été établie par les recteurs, que les cantinières ne dépendent que de lui,... et comportant neuf sous-articles sur des points économiques, le traitement des sœurs, du meunier, de la cantinière, etc. Prudent, le recteur Raude précise dans le dernier alinéa :

*« M. le Recteur reste libre d'agir en toutes circonstances selon sa conscience pour le bien général. »*

Raude anticipe les luttes à venir contre Le Palais qui va tenter de déposséder les recteurs de la cantine.

Le recteur Raude donne aussi à son arrivée un intéressant aperçu du niveau d'instruction des Hoedicaïs à cette époque. L'île comporte 317 habitants au recensement de 1876. Elle est alors plus peuplée que Houat qui en compte 239<sup>55</sup>. Pas un homme ne sait vraiment écrire, quelques-uns peuvent signer leurs noms.

*« Voici comment se répartit aujourd'hui à Hoedic l'instruction des deux sexes. Presque tous les hommes qui n'ont pas plus de 35 ans savent lire en français ;*

53. Lettre du recteur Raude au *Journal du Morbihan* 21-1-1877.

54. Voir l'article *Règlement d'Hoedic depuis 1822*, in Buttin Pi. & Audollent 2019, p. 141.

55. AMP, in Buttin Pi., 2021, p. 176.

*un quart à peu près de ceux-là signent leur nom; parmi les Hoedicaïs plus âgés, quatre seulement signent; hommes et femmes de cette génération ne savent lire qu'en breton et en latin. Dans les plus jeunes, c'est-à-dire sur une centaine, 15 femmes lisent et écrivent le français; tous les jeunes gens sont dans le même cas garçons et fillettes également, sauf le tiers de celles-ci.* »<sup>56</sup>

Six mois après l'arrivée de Joseph Raude, c'est au tour de Houat d'accueillir un nouveau recteur, le 10 avril 1877, en remplacement de l'abbé Joachim Audo. Il s'agit de Pierre-Marie Lavenot, jusqu'alors vicaire à Quiberon. Ce nouveau recteur, d'un tempérament comparable à celui de l'abbé Féchant, va de nouveau galvaniser l'ardeur des républicains de Palais, avec cette fois l'île de Houat en ligne de mire.

Avec les législatives de 1876 leur donnant la majorité, les républicains ont retrouvé plus de poids au niveau national, le président restant toutefois le conservateur Mac Mahon. Une nouvelle loi municipale est édictée le 12 août 1876 ouvrant de nouveau les municipales à l'élection, mais en maintenant la nomination des maires et des adjoints des chefs-lieux de canton. Pour Le Palais, la nomination advient le 27 février 1877, avec le retour des républicains Charles Cheval comme maire et Adrien Bonnelle comme adjoint. La pression sur les deux îles continue mais encore à bas bruit. Les adjoints spéciaux doivent encore passer par le même processus de nomination, par décret présidentiel.

À l'arrivée du recteur Lavenot, le sous-préfet demande à Palais d'acter sa nomination comme adjoint spécial, se référant au décret de nomination. Ce qui est fait dans la séance du 20 mai 1877.

*«M. le Maire donne lecture d'un décret du Président de la République par lequel M. Lavenot Pierre-Marie est nommé adjoint spécial pour la section de l'île de Houat. Le conseil municipal déclare installer dans ses fonctions l'adjoint spécial...»*<sup>57</sup>

En ce milieu d'année 1877, les relations restent respectueuses avec la préfecture. Le préfet passe à Hoedic un jour où le nouveau recteur est en pèlerinage à Sainte-Anne. Le recteur Raude le remercie de son passage, et des aides qui ont suivi la tempête, dans un courrier tout à fait cordial, daté du 4 juin 1877.

*«Laissez-moi vous dire combien je regrette d'avoir été absent le jour où vous avez honoré l'île d'Hoedic de votre visite. La foire d'Auray et le pèlerinage de Sainte-Anne, auxquels se rendent annuellement mes administrés, ont été la cause de mon absence. Mes vifs regrets naissent de plusieurs motifs faciles à comprendre. Il m'eût été fort agréable de faire connaissance avec vous et avec la noble compagnie qui vous entourait. Quand on a été longtemps en correspondance sans se voir, une visite fait plaisir. La vôtre avait encore plus de droits à mes sympathies, car vous êtes mon supérieur au point de vue civil. D'ailleurs vous avez rendu cet hiver de très grands services aux habitants d'Hoedic au nom desquels j'aurais désiré vous témoigner de vive voix toute ma reconnaissance.»*<sup>58</sup>

56. 1877, APHd.

57. Délibérations du conseil municipal de Palais, AMP.

58. ADM S.172

L'année 1878 n'est pas marquée d'événements particuliers dans les relations des deux îles avec leur métropole, sinon les affaires courantes. Un certain *statu quo* semble régner en politique nationale entre conservateurs et républicains.

Une note du recteur Raude fait part d'aménagements coûteux dans l'église illustrant l'argent qui rentre à cette époque sur l'île, et à la cantine, avec les bénéfices de la pêche au homard et à la langouste auxquels s'ajoutent les revenus du goémon<sup>59</sup>. Les boiseries du cœur évoquées par Raude ont coûté 4150,47 francs, dépenses enregistrées en 1878 dans le *Cahier des dépenses* de la paroisse.

*«L'église a fait cette année divers travaux assez coûteux, tels que la construction du jardin de la maison d'école ou maison Notre-Dame qu'elle avait bâtie il y a quelques années, la décoration de l'église, la boiserie du cœur, dans la tribune. Dans le mois de novembre, elle a acheté un petit calice en argent 180 fr.»*<sup>60</sup>

En fin d'année 1878, du 8 au 11 décembre, une retraite est prêchée par trois prêtres jésuites. Satisfait de la participation, mais incertain du futur, le recteur Raude note :

*«Combien de temps en dureront les fruits! Dieu seul le sait. Les Hoedicaïs sont si légers et si inconstants qu'il y a tout à craindre que l'influence de la retraite ne se dissipe bien vite.»*

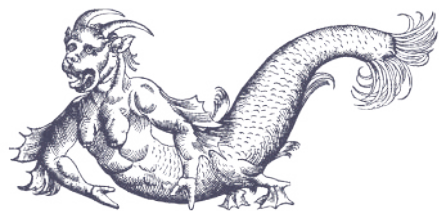
Une succession de trois naufrages notables est notée par le recteur Raude entre 1877 et 1879. Les deux premiers, le *Ville de Nantes* chargé d'orge et le *Philomène* chargé de charbon vont faire l'objet de polémique avec Le Palais en 1881 sur le rôle du recteur dans le pillage des cargaisons et des amendes qui s'ensuivent. Nous y reviendrons.

Le 29 octobre 1879 voit une nouvelle fortune de mer à Hoedic : un lougre de Redon la *Jeune Hermance* vient à la côte à Pengarde (Beg Lagat) par vent de nord-est. *«Il est chargé de vin, l'équipage est sauvé, mais le navire est brisé et le chargement aux 3/4»* note laconiquement le recteur Raude. Pas d'amende, mais pas non plus de précisions sur ce qu'il advient de la part qui n'a pas été brisée de ce doux chargement...<sup>61</sup>

59. Le Nevé 2018.

60. BMS, APHd.

61. *Ibid.*



– II –

## UN SOUFFLE RÉVOLUTIONNAIRE SUR NOS ÎLES

[1879 - 1880]

### L'assaut terrible livré aux recteurs

La fin de l'année 1879 marque un tournant dans les relations entre Le Palais et les deux îles, suite à « *l'assaut terrible*<sup>1</sup> » d'une campagne lancée par le groupe de presse de Gambetta contre les recteurs.

Le Président Mac Mahon et le parti de l'Ordre moral perdent en janvier 1879 tout soutien parlementaire. Le maréchal est amené à démissionner. Advient alors une III<sup>e</sup> République pleinement républicaine, sous la présidence de Jules Grévy, même si celui-ci est plutôt modéré.

À Palais, la cellule radicale d'Adrien Bonnelle, restée discrète jusqu'alors, active aussitôt son réseau, jusqu'à la presse parisienne de Gambetta comme nous allons le voir : « *Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, croyez-le bien messieurs, il faudra se soumettre ou se démettre.* »<sup>2</sup>

Lors d'une réunion du conseil municipal de Palais, le 16 novembre 1879, le maire Charles Cheval fait état de ce contexte politique devenu plus favorable et donne un nouvel élan à la question de l'érection en communes distinctes des deux sections de Houat et d'Hoedic.

*« M. Le Maire incline à porter que le renouvellement du vœu, déjà fréquentes fois émis par le conseil municipal, est inutile, que jamais ce vœu n'a été pris en considération et propose de passer outre. Il est fait remarquer que jusqu'à présent le conseil municipal de Palais n'avait pas eu le bonheur de rencontrer une administration bienveillante et qu'aujourd'hui il peut compter, à coup sûr, sur l'appui de la préfecture, il convient de renouveler un vœu qui mérite certainement d'être pris en très sérieuse considération.*

*Il s'agit en effet de faire rentrer les deux sections de Houat et d'Hoedic dans le droit commun. Il s'agit de faire exécuter la loi et de mettre un terme aux inégalités flagrantes qui s'y produisent et sur lesquelles le gouvernement est obligé en l'état de fermer les yeux. Pour arriver à ce but, il suffit de décider l'érection en communes distinctes de ces deux îlots; chacun d'eux possède des bâtiments communaux, école, église, plan cadastral spécial, etc.*

1. Cf. p. 50, notes de Raude pour 1879, BMS, APHd.

2. Gambetta, discours de Lille, 5-8-1877.

*Aucune relation officielle avec la section mère, et pour ainsi dire, pas de relation d'affaires avec la commune de Palais. La séparation se ferait donc sans aucune espèce de difficulté et la seule raison qu'on ait produite, autrefois, à la préfecture contre ce projet est la crainte d'une mauvaise administration de ses îlots par suite de l'inexpérience de la municipalité à créer. Il est facile de voir que cette raison n'est pas sérieuse et c'est pourquoi, les choses étant toujours les mêmes, ils ont instamment demandé au conseil municipal de renouveler le vœu que les sections de Houat et d'Hoedic soient érigées en communes distinctes.*

*À l'unanimité moins une voix, ce vœu est adopté par le conseil qui le recommande à la haute attention de Monsieur le Préfet.»<sup>3</sup>*

Le Palais fait de nouveau le constat d'une absence de relation entre les sections et le chef-lieu. Le maire tiendra des propos bien différents par la suite.

Dans un courrier du 29 novembre au sous-préfet, le préfet confirme sa communion de vue sur cette question avec Palais, mais la considère toujours sans la moindre chance d'aboutir.

*«Quel que puisse être mon désir de donner satisfaction au conseil municipal de Palais, je pense comme vous, Monsieur le Sous-préfet, que le vœu émis par cette assemblée ne présente pas la moindre chance de succès. Les motifs qui se sont opposés jusqu'à présent à l'érection en communes des sections de Houat et d'Hoedic subsistent toujours.»*

Sans doute conscients de ce blocage, mais aussi du support maintenant acquis de la préfecture, les républicains de Palais s'engagent dans une campagne de presse destinée à dénigrer le régime des deux îles.

*«La presse républicaine de Paris n'existe pas pour ces contrées : elle doit y pénétrer coûte que coûte, forcer et faciliter l'action gouvernementale.»<sup>4</sup>*

Entre le 29 novembre et le 5 décembre 1879, une suite de six articles intitulés *Lettres de Bretagne* est publiée dans un journal parisien, *La Petite République française*. Quelques jours après, le 21 décembre, paraît un numéro du *Lampion de Berluron* dédié au *Roi de l'île des Canards*. Ce cahier satirique est lié à *La Petite République* dans le groupe de presse de Gambetta.

La forme narrative des *Lettres de Bretagne* est surprenante, beaucoup de digressions dans ce texte qui prend la forme des feuilletons quotidiens très populaires à l'époque. Pourtant l'objectif est bien d'atteindre les recteurs et leur administration de Houat et d'Hoedic. Que contiennent-elles ? Le 21 novembre 1879, un correspondant anonyme de *La Petite République française* entreprend un voyage venant, semble-t-il, de Paris pour arriver à Houat qu'il «découvre» dans la journée, puis se rend à Belle-Île. L'auteur raconte son voyage dans des détails qui ne présentent guère d'intérêt ici jusqu'à son arrivée à Houat où l'on assiste à une attaque en règle, très bien documentée, du régime de l'abbé Lavenot.

On peut de nouveau faire le pari que cet anonyme n'est autre qu'Adrien Bonnelle et que la narration du voyage jusqu'à Houat n'est qu'un prétexte pour

3. Délibérations du conseil municipal, AMP.

4. En conclusion des «*Lettres de Bretagne*», in *La Petite République française*, 5-12-1879.

atteindre les deux recteurs. Seul ce qui concerne les deux îles est retenu dans ces *Lettres de Bretagne*.

*« Nous débarquons dans une petite anse, une miniature de port avec un môle qui date peut-être des Romains, et qui est dénué de tout ce qu'il faut pour aborder. (...) »*

*Quoiqu'elle ne soit pas escarpée, l'île doit être aussi isolée, aussi inconnue que si elle était à 200 lieues du continent. Cependant, comme sa sœur et voisine, l'île d'Hoedic, Houat est française, fait partie du Morbihan et se rattache administrativement à Belle-Île; elle y est même reliée par le télégraphe. (...) »*

*Il faut mettre le pied sur ce sol perdu, il faut voir et interroger les pauvres pêcheurs qui l'habitent, au nombre d'environ 231, pour juger la situation, triste et comique à la fois. J'ai vu, j'ai interrogé. La rumeur publique disait vrai : l'île de Houat est gouvernée par son curé, le recteur comme on dit ici, Monsieur l'Abbé Lavenot, originaire de Port-Navalo et ancien vicaire à Quiberon.*

*Monsieur l'Abbé Lavenot est un homme d'une quarantaine d'années, bien en chair, à l'œil dur, le nez recourbé comme le bec d'un oiseau de proie. Je l'ai rencontré sur le chemin qui mène au bourg, campé, les deux mains dans les poches de sa douillette, devant un indigène occupé à piocher. "Travaille, mon ami : moi, je te regarde faire. Tu seras récompensé plus tard, là-haut !" Le curé et le manœuvre forment un groupe caractéristique digne d'inspirer le pinceau d'un peintre. Quant aux fonctions multiples que remplit l'abbé Lavenot, il suffit de les énumérer : cela seul vaut un long poème. Cet estimable prêtre dépend, comme curé, de l'évêque de Vannes; comme adjoint spécial, du ministre de l'Intérieur; comme syndic des gens de mer, du ministre de la Marine. Il perçoit les impôts, il commande à la force armée, représentée par une femme qui est garde champêtre, il réunit les pouvoirs judiciaires et exécutifs, car il met les gens à l'amende et en prison; il est aubergiste, cabaretier, épicier, mercier; il est au besoin sage-femme !*

*L'île de Houat fait partie de la commune de Palais, chef-lieu de Belle-Île-en-Mer. Monsieur Lavenot n'appartient pas au conseil municipal, qui est républicain, il ne peut, étant prêtre, tenir les registres de l'état civil. Sa situation d'adjoint spécial est donc illégale au premier chef.*

*Le règlement général sur l'administration des quartiers, sous-quartiers et syndicats maritimes dispose, article 27, que "les syndicats ne peuvent exercer aucune profession, faire aucun trafic sujet aux droits de patente, pratiquer l'industrie de la pêche ou dépendre d'une administration ne relevant pas du département de la Marine. Il leur est expressément défendu de recevoir, directement ou indirectement aucun présent de quelque nature que ce soit, sous peine de destitution et sans préjudice des poursuites prévues par la loi" (ordonnance du 31 octobre 1784, loi du 28 septembre 1791, article 177 du Code pénal). Le même règlement dit que les syndicats doivent être choisis parmi les marins ou les anciens militaires. Or les antécédents de Monsieur Lavenot, si les lois et les règlements ne l'eussent pas interdit, ne permettaient d'en faire ni l'adjoint spécial, ni le syndic, ni même le curé d'Houat.*

*Vicaire à Quiberon, il y a laissé de tristes souvenirs. Emporté par la fougue ambitieuse qui pousse tant de membres du clergé, il avait fait construire une chapelle sans trop s'inquiéter de savoir qui la paierait. Résultat de cette opé-*

ration un déficit de 13 000 fr, dont la commune de Quiberon, républicaine d'ailleurs, n'a pas voulu se charger et que la fabrique solde peu à peu.

À Houat, où il est maître absolu, Monsieur Lavenot n'a pas à redouter une pareille mésaventure. S'il commet des sottises, personne n'en sait rien ou c'est son troupeau qui en supporte les conséquences; mais je suis convaincu qu'il fait bien ses affaires.

Les habitants de l'île vivent sous le régime de la communauté. Bestiaux et terres appartiennent à tous. Le curé partage les revenus, les profits, après avoir prélevé ce qui revient à l'État et touché pour lui-même une redevance que je ne puis apprécier.

L'État, au fond, c'est lui et la loi son bon plaisir. Défense d'avoir des chiens, pourquoi? Cherchez. Défense d'avoir du vin chez soi. Il y a une cantine que tient une femme à la solde du curé et qui est ouverte à des heures déterminées de la journée. Le vin s'y débite à raison de 14 sous le litre, ce qui est aussi cher que sur le continent, et cependant les droits d'entrée n'existent pas dans l'île, qui ne connaît ni douane ni octroi. Quand on a soif, on ne peut trouver à boire qu'à la cantine, qui rapporte bon an mal an une dizaine de mille francs. Comme on ne peut manger sans boire, les gens de l'île sont obligés d'y prendre leur repas. Je vous ai dit que le curé s'était arrogé aussi le monopole des autres commerces : il a chargé des sœurs de vendre sel, poivre, sucre, fils, galon, etc., etc. La même sœur gère le bureau télégraphique, le bureau de tabac et la pharmacie.

Cette sœur-là n'a pas l'air plus commode que son souverain. J'allais la trouver pour envoyer une dépêche. Il était 1h 30. Elle me prévint qu'elle n'expédierait ma dépêche qu'à trois heures, son bureau n'ouvrant pas avant. Pourquoi? Cherchez encore. Malgré son aspect rébarbatif (elle avait de terribles moustaches et d'imposantes lunettes), j'ai interrogé cette duègne, qui daigna m'apprendre qu'elle faisait un peu tous les métiers, soignant les malades et apprenant à lire aux enfants. Dans les cas graves, elle consulte télégraphiquement le médecin de Belle-Île. Les malades qui succombent doivent y mettre de la mauvaise volonté. (...)

Monsieur l'Abbé Lavenot ne voit pas d'un bon œil l'arrivée des étrangers dans son île. (...) Si vous allez à Houat pour affaire, vous portez ombrage à Monsieur le Curé et de toute façon, arrivant du continent avec le costume, le langage, les habitudes des pays civilisés, vous introduisez dans ce petit Paraguay des germes destructeurs du régime dictatorial qui fleurit. Par exemple, le curé traite bien ses amis. Il les promène en mer dans une superbe chaloupe qui est soi-disant la propriété de ses administrés, mais qui ne sert qu'à lui; il les héberge, les emmène à la chasse aux lapins et leur sacrifie les plus beaux canards, les plus grands poulets de sa volière. On ne chasse à Houat, bien entendu, qu'avec la permission de Monsieur le Curé, et les lapins, assez nombreux, n'ont à faire qu'à des fusils orthodoxes.

Le pot aux roses n'aurait peut-être pas été de longtemps découvert et l'ex-vicaire de Quiberon aurait pu se refaire une virginité administrative si, enhardi par l'impunité qui favorisait l'exercice de son pouvoir arbitraire, il ne s'était attaqué au père Alain. On connaît sous ce nom, dans la plupart des villages du Morbihan, un bonhomme de chiffonnier, Alain Leyer, âgé de 43 ans, père

de sept enfants, domicilié à Auray, faubourg Saint-Goustan, rue du Petit Port, numéro 41. Leyer, depuis 25 ans, trafiquait avec les habitants de Houat, vendant et achetant des chiffons, lorsqu'au mois de mars dernier l'abbé Lavenot s'avisa, par l'intermédiaire de la femme qu'il emploie comme garde champêtre, d'interdire tout rapport commercial avec lui. Le curé alla même jusqu'à traiter publiquement le pauvre chiffonnier de voleur, à la grande indignation des insulaires qui le connaissaient et l'estimaient. Le père Alain, fort de son bon droit et de ses excellents antécédents, porta plainte au procureur de la République de Lorient. Ce magistrat lui fit répondre par le juge de paix d'Auray que le ministère public n'avait pas à intervenir, mais qu'il était libre, si cela lui plaisait, d'intenter une action directe au curé d'Houat. Leyer ne pouvait suivre une pareille voix, mais il raconta partout son histoire et partout on fut unanime à blâmer le curé. Les grelots attachés, les langues se délièrent. Des gens de Port-Navalo, de Quiberon et de Belle-Île qui avaient habité Houat ou y avaient travaillé quelque temps, parlèrent à leur tour et confirmèrent les dires du père Alain.

D'après eux, le curé personnifiait tous les pouvoirs, spirituels et temporels ; il se prétendait maire, ceignait une écharpe par-dessus sa soutane, connaissait seul des délits et infligeait les peines de l'amende et de la prison, même aux enfants. Ainsi il avait fait incarcérer le petit Bourges et condamner sa mère à six francs d'amende, parce que ce gamin avait joué près des plantations dites de la fabrique. Percevant, comme je vous l'ai dit, les contributions, il a rétabli la dîme et reçoit pour lui-même de chaque famille un demi-hectolitre de grains. Les indigènes, tous marins, et qui lui doivent obéissance complète, puisqu'il joint à ce titre d'adjoint spécial, de curé, de collecteur des impôts, etc., celui de syndic des gens de mer, sont mis à tour de rôle à contribution pour former l'équipage de sa chaloupe et le mener partout où il désire aller, sur le continent ou dans les îles voisines.

Avant de porter plainte au procureur de la République de Lorient, le père Leyer avait écrit à l'évêque de Vannes, Monsieur Jean-Marie Bécél, trois lettres demeurées sans réponse. Quelques mois après, bien que le curé l'en eût chassé, il se risqua à retourner à Houat. Ordre avait été donné aux habitants de ne vendre leurs chiffons qu'à la sœur chargée de la boutique de mercerie. Cependant, plusieurs en vendirent à Leyer, ce qu'apprenant, le curé déclara dans son prône du dimanche, que, puisque tout le monde ne portait pas ses chiffons à la boutique, il renchérisait le coton pour tablier et pour coiffe, les tresses, le fils et les aiguilles. L'ukase porta ses fruits : les récalcitrants durent se rendre, le père Alain quitta définitivement l'île sans avoir pu acheter de chiffon, mais il y a depuis lors, parmi cette pauvre population, un vif courant d'hostilité contre le recteur despote.

La situation d'Hoedic est absolument la même. Cette île, plus petite qu'Houat, est un peu plus peuplée, elle compte 295 habitants. Le curé qui la gouverne s'appelle l'abbé Raude. Son prédécesseur l'abbé Féchant, natif de Belle-Île, dut résigner ses fonctions multiples dans de curieuses circonstances. Brutal et grossier, il avait fait un sermon, difficile à traduire, même en latin, où il traitait les femmes de l'île comme des femelles d'animaux. Les habitants, furieux, envoyèrent une dépêche au préfet : "si notre curé n'est pas enlevé, il arrivera des malheurs." C'était sous l'Ordre moral. Le préfet jeta la dépêche au panier.

*Une seconde dépêche, conçu en termes analogues fut adressée à l'évêque. Même résultat négatif. Alors les dépêches succédèrent sans interruption : dépêche au ministre de l'Intérieur, au ministre de la Marine, à tous les ministres possibles et imaginables, dépêche au maréchal Mac Mahon ! L'abbé descendit en rechignant du pouvoir, mais il n'osa pas retourner à Belle-Île, son pays natal, par crainte des quolibets qui l'attendaient. Il habite toujours Hoedic et, quand l'abbé Raude, son successeur, s'absente, c'est lui qui tient les registres de l'état civil.*

*Vous voyez que tout cela est du domaine de l'opérette, car, si le curé actuel d'Hoedic occupe une situation aussi illégale que son confrère d'Houat, l'abbé Féchant, sans caractère officiel ni officieux, n'a pas plus qualité que le premier venu pour exercer les fonctions de maire : tous les mariages qu'il a pu faire et fera sont radicalement nuls !*

*On sacrifie des millions pour coloniser certains pays incultes ou inhabitables (...) : il serait plus sage, plus politique et plus lucratif de civiliser certains départements français. La Corse, le Gers, le Morbihan sont du nombre. Les deux îles d'Houat et d'Hoedic, livrées à l'omnipotence cléricale, peuvent et doivent être rattachées à la mère patrie.*

*Au point de vue militaire, possédant chacune un fort, construit à l'époque de la guerre de Crimée, qui est déclassé actuellement, mais qu'il est question de réarmer, elles constitueraient deux sentinelles avancées. Au point de vue social, la garnison qu'on y enverrait débarrasserait vite les habitants de cette sauvagerie timide qui les laissent craintifs et courbés sous la domination d'un seul.*

*Au point de vue administratif et légal, leur érection en communes distinctes ou la nomination d'un adjoint spécial pris dans le conseil municipal de Belle-Île, celle d'un marin pour syndic des gens de mer, celle d'un laïc pour tenir le bureau du télégraphe, remettraient hommes et choses à leur place naturelle.*

*Monsieur l'abbé Lavenot, qui risque maintenant la cour d'assises, rentrerait dans son église d'où il n'aurait jamais dû sortir.*

*Au point de vue politique, les électeurs d'Houat et d'Hoedic exerceraient librement leur droit de vote : ils ne recevraient pas des mains du curé des bulletins tout préparés après s'être entendu dicter sa volonté du haut de la chaire, quand le curé ne jugerait pas plus simple et plus expéditif de déposer lui-même dans l'urne les bulletins de son choix.*

*Au point de vue agricole et industriel, les deux îles dont plus de la moitié du sol est excellent et qui contiennent du sable aurifère compenseraient et au-delà l'argent et le travail qu'on emploierait pour les rendre sérieusement productives.*

*Que le gouvernement de la République envoie donc au plus tôt dans le Morbihan des administrateurs capables et zélés qui ne dorment pas sur leur siège, mais qui se préoccupent sans cesse du bien-être moral et matériel de la population.*

*Quant aux républicains du pays qui sont nombreux (plus qu'on le croit), intelligents et instruits, ils connaissent leurs devoirs. Malheureusement le principal instrument de propagande, la presse, leur fait à peu près défaut. Il n'y a que deux journaux démocratiques fort peu répandus : L'Avenir et Le Phare du Morbihan de Vannes, et qui se vendent plus cher que le journal réactionnaire, Le Petit Breton, rédigé par l'ancien préfet du 16 mai, Monsieur de Rhortays.*

*La presse républicaine de Paris n'existe pas pour ces contrées : elle doit y pénétrer coûte que coûte, forcer et faciliter l'action gouvernementale.* »

Ce texte de la *Petite République française* est donc paru en six fois entre novembre et décembre 1879. La partie initiale du récit, buissonnière, légère, badine, décrit le parcours du voyageur jusqu'à Port Navalo où il embarque pour Houat. Débarqué sur l'île, le texte devient précis, à charge, ironique, caustique et déroule un réquisitoire républicain. La triste affaire du chiffonnier longuement couverte accable le recteur. Quelle est la part d'arrangement avec la vérité dans ce récit à charge ? Pour autant l'argumentaire général est structuré et se conclut par ce qui ressemble à une feuille de route suggérée au gouvernement pour faire évoluer la gestion des deux îles.

Notons en marge de cette étude que l'auteur parle de sables aurifères. De l'or à Houat ? Si un filon n'a jamais existé, sa trace est bien perdue. L'île a par contre connu en 1879 une tentative d'exploitation de sables gemmifères, à défaut d'être aurifères, à l'initiative du recteur Lavenot. Le grenat, abondant dans les sables rouges des deux îles, était recherché comme émeri. Ce projet n'a cependant pas connu de développement<sup>5</sup>.

La campagne de *La Petite République française* est donc suivie par la publication, le 21 décembre, d'un pamphlet illustré de caricatures, sous le titre « *Le Roi de l'île des Canards* », dans un cahier satirique du même groupe de presse, le *Lampion de Berluron*<sup>6</sup>. Le texte dysorthographié — un extrait est reproduit ci-dessous — et les dessins sont outrancièrement parodiques.

*« A présent, faut espéré que la France va reprendre possession de ces 2 ile et qu'on découronnera le roi des Canard et le roi de Caneton. Il est temps fichtre ! quon fasse rentré dedan la loi commune les pauvres insulaires qui sont des citoyen français. »*<sup>7</sup>

Le recteur Lavenot est tourné en ridicule, présenté de manière grotesque, affublé d'une couronne, de bouteilles de vin et de ce nez « *recourbé comme le bec d'un oiseau de proie* » déjà avancé dans les *Lettres de Bretagne*.

D'autres journaux républicains se font l'écho de cette « *étonnante trouvaille* » de la presse de Gambetta : l'histoire édifiante — pour le culte républicain — de ces curés roitelets aux marges de la France et au banc de la République. Édouard Siebeker, journaliste en vogue à l'époque, titre ainsi « *Un curé à tout faire* » dans un article qui paraît dès le 2 décembre dans le *Petit National*.

*« Un hardi navigateur vient de découvrir une île qui n'est pas déserte, mais qui paraissait perdue depuis longtemps pour la géographie administrative de la France. (...) »*<sup>8</sup>

La publication des *Lettres de Bretagne* est aussi relayée par le principal journal républicain local, *Le Phare de Bretagne*, dans son édition du 12 décembre.

*« La Petite République française, qui jouit à Lorient d'une popularité bien méritée, vient de consacrer à notre contrée une série d'articles fort curieux. Un*

5. Chauris 2011.

6. Reproduit intégralement en fac-similé dans le n° 11 de *La Revue des deux îles*, 2014.

7. *Lampion de Berluron*, 1879, ADM.

8. *Le Petit National*, journal républicain, 2-12-1879.

*de ses rédacteurs, touriste au coup d'œil exercé, au style précis, a parcouru toute la région d'Auray, découvert à deux pas de nous un petit coin du Moyen-Âge absolument oublié par cette grande étourdie de Révolution française. Nous étions loin de soupçonner même dans un coin du Morbihan, une confusion du spirituel et du temporel comme celle qui règle les destinées d'Houat et d'Hoedic.* »<sup>9</sup>

Pour les recteurs d'Hoedic et de Houat, l'effet de cette campagne de presse est dévastateur. Le recteur Raude, accablé, initie alors dans le registre BMS une longue première note sur les événements qui secouent les deux îles, résumé des événements de l'année sur l'île, qu'il reprendra à chaque fin d'année. L'origine palantine des *Lettres de Bretagne* ne fait pas de doute pour le recteur, même s'il ne cite pas Adrien Bonnelle.

*« Vers la fin de novembre 1879, parurent dans La Petite République française, journal radical anticlérical, plusieurs lettres pleines de calomnies contre le recteur de Houat, et par suite contre le recteur d'Hoedic. Dans ces lettres, évidemment inspirées par quelques personnalités bruyantes de Palais, jalouses de voir la religion puissante dans les deux îles, on tournait en ridicule le recteur de Houat, à cause de ses multiples fonctions de recteur, d'adjoint spécial, de syndic des gens de mer, etc., etc. Le but évident de ces articles était de dépouiller les recteurs des deux îles de toutes leurs fonctions civiles. Ces bruits étaient mis en circulation à Palais, à Quiberon, partout. De plus ces articles furent coupés et adaptés à des caricatures insérées dans le Lampion de Berluron. On y représentait le recteur de Houat comme un roi, comme un tyran, dans les positions les plus grotesques. C'était abominable. On y ajoutait que ce qu'on disait de Houat devait s'appliquer à Hoedic. Toute licence était donnée aux calomnies et aux outrages. C'était le signal de l'assaut terrible livré aux divers titres des recteurs des deux îles. C'était comme une annonce de leur prochaine déchéance. Le souffle révolutionnaire allait passer sur nos îles. »*<sup>10</sup>

Ces textes du groupe de presse de Gambetta, mettant en cause les principes de la République, ne pouvaient passer inaperçus dans les hautes sphères du gouvernement.

### **François Escart, une vision idéalisée des deux îles**

Étonnant télescopage de calendrier, le 15 décembre 1879, le mois même où les recteurs de Houat et d'Hoedic subissent les durs assauts de la presse républicaine, le sociologue d'inspiration catholique François Escart publie une étude sur les deux îles qu'il vient de visiter. Elles sont décidément l'objet de beaucoup d'attention.

À l'opposé des attaques anticléricales que nous venons de voir, Escart décrit une avant-garde de société idéale sous la tutelle de leur recteur, à l'image des « *Sociétés coopératives de consommation et d'approvisionnement* » qui sont nées en Angleterre en 1844 selon Frédéric Le Play<sup>11</sup>, le mentor de François Escart.

9. 12-12-1879, *Le Phare de Bretagne*, ADM.

10. Notes de Raude pour 1879, BMS, APHd.

11. Le Play 1875.

1<sup>re</sup> ANNÉE. — N° 8

21 DÉCEMBRE 1879.



Un lampion, ça doit se poser partout n'est ce pas ! aussi bien sur une croix, que dessus un monument, voir même a côté d'un trou qui est dangereux pour que les citoyens y tombent pas dedans. Aujourd'hui, je va mettre mon lampion dessus un trône, rien que ça d'aplomb ! et je va vous mettre en pleine lumière la position de môciou Lavenot le curé de l'île d'Houat.

Y a dedans c'te île, un pauvre martyr, qui changerait pas sa simple cure contre le trône pontifical, et lui malin, pas que nous

Le Lampion de Berluron, 1879 : le recteur Lavenot est tourné en ridicule, présenté de manière grotesque, affublé d'une couronne, de bouteilles de vin et de ce nez «recourbé comme le bec d'un oiseau de proie». (ADM)

*«Une paroisse modèle. Le communisme vient de reprendre la parole au congrès ouvrier de Marseille, cachant sous le nom de collectivisme ses tendances spoliatrices. L'occasion est sans doute propice de se remettre sous les yeux quelques-uns des moyens par lesquels notre France chrétienne avait su résoudre l'accord dans les questions de propriété et de travail en commun. (...) En face de Quiberon est une suite de rochers entourés par les flots dont deux îlots plus importants sont habités : Hoedic et Houat (...). Des hommes aux mœurs simples, dont les familles partagent leurs journées entre les travaux de la pêche et de l'agriculture, et les devoirs de la piété chrétienne, y vivent au nombre de cinq à six cents. (...) C'est le curé qui, sous le nom de recteur, est le père spirituel de chacun de ces petits états; qui régit seul tous les intérêts de leurs habitants. (...) La religion catholique a donc suffi pour garder à cette population bienheureuse le bienfait de ses douces lois. (...)*

*La population des deux îles a été l'une des premières à prendre, ou plutôt à retrouver, les pratiques des sociétés coopératives de consommation et d'approvisionnement qui faisaient le fond des communautés du Moyen Âge. (...)*

*S'étonnera-t-on qu'avec des institutions si sages, soutenues par de tels principes, les mœurs soient restées pures et dignes des maisons des meilleurs âges sur ce coin de terre presque ignoré ?»<sup>12</sup>*

Voilà du baume au cœur pour nos deux recteurs insulaires accablés par les outrages républicains... François Escard anticipe cependant les orages s'accumulant perçues lors de sa visite.

*«Et pourtant, le jour n'est peut-être pas loin où nous apprendrons que quelque loi bien libérale est venue se mettre en travers de toutes ces œuvres fécondes en établissant des apôtres laïques et obligatoires (...) dans chacune des fonctions auxquelles a suffi seul jusqu'ici un prêtre de Jésus-Christ chargé du choix principal de veiller sur les âmes de ses hommes primitifs.»*

Sous le nom de Paul La Grenée, F. Escard publie en 1880, une version expurgée et remaniée du *Règlement d'Hoedic depuis 1822*<sup>13</sup>, qui va circuler dans les hautes sphères parisiennes et sur lequel s'appuiera l'administration dans le cadre de l'érection en communes des deux îles.

Quelques années plus tard, en mars 1883, le journal *Le Phare de Bretagne*, se réjouit des interventions de l'ancien préfet de Montluc à la Société de législation comparée et dans le journal *Le Droit populaire*, contestant les analyses de François Escard sur le régime des recteurs à Houat et Hoedic. Le *«Règlement d'Hoedic depuis 1822»* devenu la légendaire *«Charte d'Hoedic»* est pour Escard un *«monument législatif»*, là où Montluc ne voit que de *«simples notes des desservants»*.<sup>14</sup> L'article du *Phare* non signé est cité comme provenant de l'*Avenir de Rennes*.

*«Voyage aux îles de canards. Les îles de Houat et Hoedic ont été longtemps exploitées par les littérateurs cléricaux comme présentant au monde moderne l'admirable exemple de la conservation des mœurs et des institutions de l'âge d'or, jusqu'au jour où un barbare administrateur (notre compatriote, ô honte!)*

12. Escard 1879.

13. Buttin 2019.

14. Voir à ce sujet *Le règlement d'Hoedic depuis 1822, genèse d'une légende*, Buttin 2019.

*n'a pas craint de transformer l'or pur en vil alliage dans l'affreux creuset de la civilisation républicaine!*

*Un publiciste (inconnu) de Dieppe, ayant récemment reproduit ces légendes, qui avait trouvé un certain écho à la Société de législation comparée de Paris, M. de Montluc a cru devoir prendre la parole à la dernière séance générale de cette savante association, pour rappeler ses éminents auditeurs au sentiment de l'exacte et prosaïque réalité. L'ancien préfet du Morbihan n'a rien découvert de remarquable dans ces îles, si ce n'est la longue série des empiétements du clergé... Est-ce bien là quelque chose de particulier à Houat et à Hoedic? L'autorité avait eu le tort de conférer, aux recteurs de ces deux paroisses, fonction d'officier de l'État civil et de syndic des gens de mer. Par voie d'accroissement, ils étaient arrivés à additionner successivement celle de percepteur, de juge de paix, de maître d'école, de télégraphiste, de facteurs, sans compter celle de... cabaretier! Notre impitoyable compatriote ne leur a laissé, paraît-il, que cette dernière prérogative civile. Mais du moins la République ne cherche pas à la leur contester. Pourquoi le prêtre, si ça lui plaît, ne vivrait-il pas de l'autel... et du zinc, tout à la fois? Le successeur de Monsieur de Montluc avait, il est vrai, proposé de transformer cette institution œnophile en établissement de bienfaisance. On assure que l'idée a paru facétieuse à l'ancien ministre de l'Intérieur, où l'on savait que les deux buvettes rapportent de 12 à 20 000 fr de bénéfices annuels à l'exploitation : joli bureau de charité pour les consommateurs!*

*Allons, encore une légende à l'eau! C'est égal, elle surnagera. Fluctuat nec mergitur<sup>15</sup>, le canard!»<sup>16</sup>*

L'auteur est anonyme, le style ironique, propre à ces articles inspirés par les républicains. Mais celui-ci ne peut être issu en 1883 du Palais : la municipalité n'ayant cessé, nous allons le voir, de « contester » les juteuses cantines de ces recteurs « vivant du zinc ».

Malgré cette réfutation en haut lieu du travail d'Escard, à court d'arguments, les républicains n'en retiendront pas moins son concept de « société coopérative de consommation », afin de débouter les recteurs de leurs prétentions sur la cantine.

Revenons en 1880, la presse républicaine continue son travail, alimentée par la cellule d'Adrien Bonnelle. Dès le début de l'année 1880, elle rappelle son devoir à l'administration : mettre un terme aux dictatures d'Hoedic et de Houat.

*« Depuis que nous avons signalé, dans les Lettres de Bretagne qui ont été très remarquées, l'incroyable situation de ces deux îles du Morbihan, administrées chacune par leur curé, comme en plein Moyen-Âge, nous n'avons pas appris que le gouvernement ait rien fait pour y mettre un terme. (...)*

*Monsieur l'Abbé Lavenot est toujours dictateur d'Houat, Monsieur l'Abbé Raude dictateur d'Hoedic, les malheureux habitants des deux îles sont toujours traités en parias, et La Petite République française, qui a la première dénoncé le scandale ne cessera de demander justice. Toutes les lois, tous les*

15. Devise de la ville de Paris, signifiant « Il flotte, mais ne coule pas ». Référence parisienne dans ces propos républicains, soulignant l'influence de la capitale dans la ferveur républicaine palantine.

16. Le Phare de Bretagne, 4-3-1883, ADM.

*règlements sont violés à Houat et Hoedic. Il y a déjà un mois que nous l'avons démontré. Nous supplions le ministère d'agir, sans tarder davantage.»<sup>17</sup>*

D'autres articles alimentent la cabale. Francisque Sarcey, autre célébrité parisienne qui se faisait surnommer l'«*Oncle*», d'une plume goguenarde se moque de l'abbé Lavenot, «*Un prêtre roi*», dans *Le XIX<sup>e</sup> siècle* du 7 février.

*«Je ne puis vous affirmer que le dieu qui gouverne l'île de Houat soit aussi bon que vous le dites. J'ai vu plusieurs fois ce curé : c'est un homme d'une quarantaine d'années, bien en chair, à l'œil assez dur, au nez recourbé comme un bec d'oiseau, il n'a pas l'air d'être trop bon. Mais qui sait si après tout son peuple n'est pas heureux ? Les gens du Paraguay ne se plaignaient pas de leurs maîtres. Ils ont même été fort surpris la première fois qu'a été poussé chez eux le fameux mot de Candide : "Mangeons du jésuite ! Mangeons du jésuite !" Ils avaient fort bien pris l'habitude d'être mangés eux-mêmes».*

Ou encore jusque dans le sud-ouest, dans *La Dépêche de Toulouse* du 18 février 1880.

*«Bien plus que Louis XIV, l'abbé Lavenot peut dire "L'État, c'est moi !" (...) Qui donc aurait pu croire que, cent ans après la Révolution, on trouverait encore en France des principautés ecclésiastiques ?»*

### Nomination d'adjoints spéciaux laïques

La campagne de presse fait son chemin, influence les esprits. Or à Vannes, comme au niveau national, les républicains prennent le relais dans l'administration. Le nouveau préfet du Morbihan nommé le 22 décembre 1879, Léon de Montluc, est un républicain convaincu<sup>18</sup>. Dès le 21 janvier 1880, il révisé la position de ses services concernant Hoedic et Houat. «*J'ai l'intention d'instruire cette affaire*», confie-t-il au sous-préfet.

Quelques mois plus tard, Montluc communique au ministère de l'Intérieur un rapport sur la situation des deux îles. Nous n'en avons connaissance que par la réponse du ministre datée du 4 juin 1879, acceptant la proposition du préfet de nommer comme adjoints spéciaux des laïcs et non plus les recteurs.

*«Monsieur le Préfet, j'ai pris connaissance de votre rapport relatif aux îles d'Houat et d'Hoedic. Il est assurément très désirable que la situation irrégulière dans laquelle se trouvent, depuis de longues années, ces deux fractions de la commune de Palais ait un terme aussi prochain que possible, et je vous autorise à me présenter, dès que votre choix sera fait, les deux candidats qui devront remplacer comme adjoints spéciaux les desservants actuellement en exercice.*

*Car il ne vous appartiendrait pas, ainsi que vous paraissez le supposer, d'investir, même à titre provisoire, ces deux adjoints spéciaux qui doivent être nommés par décret du Président de la République, comme le maire et les adjoints municipaux du chef-lieu de la commune.»<sup>19</sup>*

17. *La Petite République française*, in *Le Phare de Bretagne*, 11-1-1880, ADM.

18. Sur Montluc, cf. Buttin 2019, p. 180.

19. ADM M170.

Les échanges entre Vannes, Lorient et Le Palais se poursuivent. Une grande impatience s'exprime pour une mise en œuvre rapide. Le 23 juin, le maire de Palais, Charles Cheval, propose des noms pour des adjoints spéciaux laïques et invite le préfet à hâter la procédure.

*«Des réclamations parviennent journellement à la mairie à propos des agissements des adjoints spéciaux de Houat et d'Hoedic. Les habitants sont plus que jamais malmenés par eux, surtout à Houat. De plus, ces messieurs vendent des terrains appartenant aux sections et cela sans autorisation, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le signaler par ma lettre d'hier. En un mot, il y a urgence à ce que cet état de choses cesse le plus tôt possible.*

*Aussi je m'empresse, après mûr examen, de vous faire les propositions suivantes pour le remplacement des curés comme adjoints spéciaux. Je propose donc de nommer à Houat, Monsieur Le Roux Ferdinand, marin, âgé de 39 ans, étant né à Houat le 22 janvier 1841; à Hoedic monsieur Blanchet Jean-Louis, marin, âgé de 54 ans, étant né à Hoedic le 11 octobre 1825. Je vous serais infiniment reconnaissant, Monsieur le Sous-préfet de vouloir bien prier Monsieur le Préfet de hâter le plus possible la nomination des nouveaux adjoints spéciaux.»*<sup>20</sup>

Le 26 juin, le préfet Montluc s'en réfère au ministre, en insistant.

*«Je vous serais obligé de hâter la préparation du décret à intervenir, car l'urgence existe (...) D'une part, il importe que la situation irrégulière, je dirais même illégale, dans laquelle se trouve ces deux îles cesse promptement. Il est non moins nécessaire de soustraire à l'influence fâcheuse que les desservants exercent sur elles du point de vue politique et de mettre un terme aux abus qui se produisent sous leur administration. D'autre part, les desservants, informés des démarches faites pour leur trouver des successeurs, insistent pour être déchargés des fonctions d'officier d'état civil, avec l'intention de créer quelque embarras à l'administration.»*<sup>21</sup>

Le décret est finalement signé le 30 juin 1880 par le Président de la République Jules Grévy<sup>22</sup>.

Les deux recteurs sont consternés. À Hoedic, Joseph Raude confie sa désolation dans ses notes annuelles.

*«À la fin du mois de juin 1880 s'est produit un événement qui va changer la face des choses dans l'île d'Hoedic. Jusqu'ici, de temps immémorial, l'île a été gouvernée par des recteurs successifs, tant au spirituel qu'au temporel. Depuis 1800, il joignait à son titre de curé celui d'adjoint spécial. Un décret du 30 juin, jour de l'expulsion des jésuites de leurs établissements par un gouvernement détestable, a révoqué le recteur comme adjoint spécial et nommé à sa place Blanchet Jean-Louis, homme incapable et ne jouissant d'aucune bonne considération. C'est la fin de la vie patriarcale d'Hoedic.*

*La population est indignée contre Sire Faraud, appelé Lagad Coet<sup>23</sup>, contre les rouges de Palais, etc. Quand il reçut la dépêche officielle qui lui annon-*

20. ADM M170.

21. ADM 2M170.

22. Ibid.

23. «CEil de bois», traduction Antoine Châtelier.

*çait sa nomination d'adjoint spécial, il ne se sentait pas de joie, vint chez le recteur, lui dit qu'il avait accepté avec l'intention de ne faire aucun mal à la religion, mais de relever le pays!!! Les habitants, quand ils surent qu'on avait enlevé au recteur le titre d'adjoint et qu'on l'avait donné à un tel homme, furent très mécontents, ils manifestèrent leur mécontentement en adressant au préfet une pétition pour redemander leur recteur comme adjoint spécial et rétablir l'ancien état des choses. M. le Préfet fit la sourde oreille à leurs réclamations.»<sup>24</sup>*

Raude ajoute cette autre réflexion dans les *Annales* de la paroisse :

*«Le 30 juin le gouvernement a commencé à bouleverser le régime de l'île d'Hoedic en enlevant au recteur les fonctions d'adjoint spécial. La police de la localité lui échappait avec le titre d'officier de l'état civil. Cela a été un malheur pour l'île.»*

Jean-Louis Blanchet va être adjoint spécial jusqu'en 1888. Ce personnage s'est déjà fait remarquer selon les notes des recteurs. Déjà en 1870, l'abbé Pierre Féchant évoque ses déboires avec «*Sire Faraud*».

*«Le 12 août de cette année, le sieur Jean-Louis Blanchet, dit Faraud, et son fils Louis, cités à la barre du tribunal de police correctionnel de Lorient pour coups et blessures à Hoedic, furent condamnés le 19 du même mois, le père à six jours de prison et 50 fr d'amende, le fils à 150 fr d'amende. Le 22 octobre de la susdite année, le sieur Faraud ayant reçu l'injonction du procureur de la République de faire ses six jours de prison à Lorient, vint avec sa femme (Marie-Louise Allanic) tous les deux transportés de rage, essayer de briser les portes du curé pour l'assassiner. Ils ne purent pénétrer dans le presbytère.»<sup>25</sup>*

L'homme s'avère aussi être le plus endetté à l'égard de l'église d'Hoedic. Le 30 avril de cette même année, le recteur Raude fait le point sur les «*Dettes des Hoedicaïs à la caisse de la fabrique*». Le montant total dû est de 17 052 francs, dont 6 270 francs pour les chaloupes — les prêts pour l'acquisition des chaloupes sont autour de 1 000 francs — et 10 780 francs provenant de 53 prêts aux particuliers, soit 200 francs en moyenne. La dette privée la plus élevée, 739 francs, est celle de Jean-Louis Blanchet.<sup>26</sup>

À Houat, une pétition similaire à celle d'Hoedic est adressée au préfet, texte que l'on peut supposer rédigée par l'abbé Lavenot... Elle est suivie de 44 signatures.

*«Monsieur le Préfet, par un décret du 30 juin dernier, l'autorité civile dans notre île a été retirée à notre recteur et donnée à monsieur Leroux Ferdinand. Nous, électeurs de l'île de Houat, venons réclamer contre ce changement si préjudiciable à nos intérêts. De temps immémorial, nos recteurs ont été investis des pouvoirs d'adjoint spécial; par leur intelligence et leur dévouement et leur bonté paternelle, ils nous rendent fréquemment de signalés services que nous ne trouvons plus dans celui qui le remplace. En effet, appelé continuellement en dehors de l'île par ses intérêts personnels, monsieur Le Roux ne*

24. BMS 1880, APHd.

25. BMS 1870, APHd.

26. APHd. À titre de comparaison, nous allons voir que la rémunération annuelle d'un instituteur laïque est de 900 francs.

*nous est d'aucun secours, alors que nous avons le plus besoin de lui. D'un autre côté, serait-il habituellement dans l'île qu'il nous serait encore inutile, vu qu'il est étranger à la marche des administrations, et qu'il n'a aucune connaissance des lois, même les plus usuelles. À ces raisons nous devons ajouter que monsieur Le Roux étant tout à fait antipathique à la population de l'île, il s'ensuit un malaise général, très nuisible à nos intérêts, et qui nous fait regretter de plus en plus ce changement qui a eu lieu... »<sup>27</sup>*

Après la tonitruante campagne de presse de *La Petite République française*, la presse morbihannaise suit avec attention ces changements sur les deux îles. Les journaux conservateurs de manière fataliste, tel *Le Morbihannais* du 7 juillet.

*«C'est la laïcisation des îles qui commence... La République veut faire le bonheur de ses sujets, même malgré eux ».*

Le ton est plus réjoui, allégorique même, dans le *Le Phare de Bretagne* qui se moque au passage de son confrère.

*«Il est impossible de partager les regrets du Morbihannais. (...) Le gouvernement a bien fait de faire rentrer dans la loi cette petite tribu, régie jusqu'ici par une administration d'opérette qui rappelait l'île de Tulipatan et le ministère de Sancho Pança<sup>28</sup> ».*<sup>29</sup>

Quelques jours plus tard, *Le Phare de Bretagne* maintient une pression pour achever le travail.

*«La campagne de La Petite République française vient enfin de porter ses fruits. (...) Nous félicitons le préfet d'avoir affranchi ces deux pauvres petites îles si longtemps livrées au despotisme clérical, mais il ne doit pas en rester là. (...) Il reste à faire respecter les règlements maritimes en leur retirant les fonctions de syndics des gens de mer ».*<sup>30</sup>

### Mise en place d'un service postal

Dans son courrier invitant le ministre à accélérer les nominations, le préfet Montluc évoque des abus sous l'administration des recteurs. Courant août, en réunion du conseil municipal de Palais, des opérations récentes de sessions et achats de terrains communaux réalisées par les recteurs lorsqu'ils étaient adjoints spéciaux sont contestées et portées en justice.

À Houat, il s'agit de l'achat et de la vente de parcelles par la fabrique; à Hoedic, de la vente d'un terrain au recteur Féchant qui a pris sa retraite sur l'île<sup>31</sup>. Ces cessions de terrains communaux auraient dû obtenir l'aval des autorités de la commune de tutelle qui est Le Palais.

Mais ces terrains étaient-ils communaux? C'est-à-dire appartenaient-ils à Palais, communauté étrangère aux deux îles et qui n'avait à ce jour jamais été

27. In *Le Grand* 1930, p. 8.

28. *Tulipanta* est une opérette (1868) d'Offenbach et Sancho Panza l'écuyer de Don Quichotte dans le roman de Cervantès, *Don Quichotte de la Mancha*.

29. *Le Phare de Bretagne*, 11-7-1880, ADM.

30. *Le Phare de Bretagne*, 15-7-1880, ADM.

31. *Le Grand* 1930, p. 7.

présente, ni ne s'était préoccupée de ce genre de cessions, ni d'autres soucis de gestion de leurs deux sections. Les terrains communs étaient considérés comme propriétés collectives des insulaires et non de Palais, ils avaient été gérés jusqu'alors de manière coutumière, en versant le résultat de cessions dans la caisse de la fabrique qui servait avec le recteur de substitut d'administration communautaire.

Cette ancienne pratique est ainsi brutalement interrompue au prix de lourdes condamnations des recteurs aux tribunaux de Lorient. Aucune mansuétude au regard de la longue isolation des deux îles sous la gestion des recteurs, avec l'aval des préfets et du total désintérêt de la commune supposée de tutelle, de l'aveu même du maire Charles Cheval<sup>32</sup>. Jugement politique, le 22 novembre, le tribunal de Lorient condamne très sévèrement les deux prêtres à une amende de 1600 francs.

C'est bien la guerre. Dès lors, les recteurs ostracisent toutes les initiatives des nouveaux adjoints. Une affiche placardée par l'adjoint à la cantine de Houat pour les élections cantonales et d'arrondissement est ainsi lacérée à la demande du recteur *«prétendant ne pas avoir à tolérer l'affichage de textes officiels dans une salle qui est un bien de fabrique et non un bien communal»*. Puis, le 2 août, jour de l'élection, il refuse l'accès à la salle d'école. L'affaire se termine par un procès-verbal de l'adjoint. Le ministre de l'Intérieur et des Cultes est consulté pour autoriser des poursuites...<sup>33</sup>

L'organisation du service des Postes et Télégraphes est aussi la cible des républicains. À Hoedic, il est assuré par le sémaphore, mais à Houat il est dans les mains de la sœur qui tient la boutique. Le préfet envoie un courrier demandant l'intervention du ministre des Postes et Télégraphes, Adolphe Cochery<sup>34</sup>. La cellule républicaine palentine de Bonnelle active de nouveau la presse, qui s'est avérée si efficace. Cette fois, c'est *La Lanterne* qui intervient, autre quotidien républicain et violemment anticlérical. Informé par Le Palais sur cette affaire, le journal publie un article le 6 août 1880.

*«Nous avons demandé s'il est vrai qu'il existe, dans le département du Morbihan, deux curés remplissant les fonctions de syndic des gens de mer et en recevant les émoluments; nous demandons aujourd'hui si ces révérends cumulards et martyrs n'ont pas touché, sous des noms quelconques, des traitements de facteurs ruraux.*

*Nous ferons remarquer à monsieur Cochery qu'aucun service postal n'existe, aux yeux des habitants, entre le bureau de Palais et les îles de Houat et d'Hoedic, et que, cependant, d'après les écritures de son administration, deux facteurs ruraux font chaque jour à pied le trajet entre le bureau et les deux îles (32 à 40 km de mer). Personne n'a jamais vu les facteurs et l'on nous assure que les traitements de ces fonctionnaires fictifs ont été portés en dépenses. L'administration voudrait-elle nous faire croire aux miracles.»*

32. Cf. p. 21.

33. Le Grand 1930, p. 9.

34. Le Grand 1930, p. 8-9.

Le député républicain Édouard Mathieu<sup>35</sup>, élu récemment, est aussi mobilisé. Démarches couronnées de succès. *La Lanterne* du 19 août 1880 fait part de la réponse du ministre Cocheri au député.

*« Mon cher collègue, je m'empresse de vous informer que, suivant le désir que vous m'avez exprimé, je viens de décider la création d'un service de transport des dépêches par bateau entre Le Palais et les îles de Houat et d'Hoedic, en raison d'un voyage, aller et retour, tous les cinq jours. J'ai décidé, en outre, la création de deux emplois de facteurs au bureau de Palais : l'un en résidence à Houat, et l'autre en résidence à Hoedic. »*

Un service de poste maritime est mis en place entre Le Palais et les deux îles. La religieuse, sœur Marie-Xavier, se voit contrainte d'abandonner son guichet à Houat, remplacée par un facteur<sup>36</sup>. À Hoedic, le service Postes et Télégraphes reste assuré par le sémaphore.

Dans la lutte entre les républicains et les recteurs, les moulins sont une autre source de revenus et d'influence sur les deux îles. À Houat, le moulin du Tal, le plus ancien, a été construit en 1930. Il appartient en 1880 au nouvel adjoint spécial Ferdinand Le Roux, autant dire à l'ennemi, qui de plus ne paye plus ses dettes. Le recteur Lavenot fait alors construire un nouveau moulin au sud du village<sup>37</sup>.

*« Monsieur Simon trouvant que la cantine était trop petite retira le moulin à bras pour que son emplacement servît de cave et fit construire le grand moulin qui se trouve près de la prairie du recteur à l'est du bourg. Monsieur Simon le construisit en entier avec les deniers de la fabrique. Seulement le futur meunier, Julien Bourgesse, de Baden, fournit tout le bois gratuitement. Pour le récompenser, Monsieur Simon céda au Sieur Julien Bourgesse la propriété de la moitié du moulin. Or le moulin coûtait 2000 fr. La moitié était de 1000 fr. Et les intérêts de cette moitié étaient de 50 fr. Julien Bourgesse devait verser ses 50 fr tous les ans à la fabrique. Il le fit. Sa fille, mariée à Augustin Le Roux, eut en héritage cette moitié de moulin, puis le fils de celle-ci, c'est-à-dire Ferdinand Le Roux, l'adjoint spécial de triste mémoire. (...)*

*Ferdinand exerçait la profession de meunier houatais. Ferdinand poussé par la municipalité de Palais qui venait de le nommer adjoint spécial, en haine du recteur Monsieur Lavenot, crut dans sa sagesse que le moulin, comme tous les autres immeubles fabriciens, appartenait à Palais. Donc il ne devait plus verser les 50 fr que son père avait versés jusque-là à la fabrique. La partie saine de la population houataise fut offensée de cette outrecuidance et pressa l'abbé Lavenot de construire un nouveau moulin. Une société se forma. Le projet fut mis à l'étude, et on commença l'exercice en août 1880. En avril 1881, tout était fini et il tourna superbement, pour la première fois, le lundi de Pâques. Sept actionnaires ont fourni le capital; mais la fabrique devra, par la force des choses, rembourser un jour ses co-associés et posséder seule le moulin. Celui-ci a coûté, paraît-il, 5 928,46 fr. Depuis cette époque le vieux moulin est en deuil. Actuellement il n'y a que trois petits ménages à en user. »*<sup>38</sup>

35. Édouard Mathieu a remplacé François Ratier décédé le 18-3-1880.

36. Le Grand 1930, p. 8-9.

37. *Le Phare de Bretagne*, 23-9-1880, ADM; Le Grand 1930, p. 11.

38. Recteur Gouron, Cahier paroissial de Houat, APHt.

Le moulin d'Hoedic appartient à la fabrique. Il a été construit par le recteur Stefano en 1851<sup>39</sup> qui y a installé un meunier Thuriau Le Moing dont la famille fera souche et donnera plusieurs maires à Hoedic.

Le résultat de l'élection cantonale en août 1880 permet d'évaluer un rapport de force équivalent sur les deux îles, avec 20 voix pour Adrien Bonnelle à Hoedic et 15 à Houat, soit environ 20 % de vote républicain pour chacune des îles.

### Le regard d'Adrien Bonnelle sur les deux îles

Toujours alimentée par Le Palais, la presse républicaine ne baisse pas la garde. *Le Phare de Bretagne* rappelle, le 15 août 1880, que les recteurs gardent une grande emprise sur les insulaires, malgré la nomination d'adjoints spéciaux laïques, à travers les revenus de la cantine et la fonction de syndic.

Deux semaines plus tard, le 2 septembre, un auteur anonyme signant « *Un Belle-Ilois* » publie une longue note dans ce même journal, intitulée « *Les habitants de Houat et d'Hoedic* ». Puis une autre, le 9 septembre, comme une suite à la première. Ces textes, fort bien documentés sur la vie des insulaires, sans ménagement, sont à charge contre la gestion des recteurs. Ils ne peuvent qu'émaner de la cellule républicaine de Belle-Île, de son chef le républicain radical Adrien Bonnelle. L'auteur fait part de ses impressions lors de ses « *promenades à ces deux îlots* ».

*« Monsieur le rédacteur. Les noms d'Houat et d'Hoedic tracés dans votre numéro du 26 août m'ont fait songer à quelques notes prises dans mes promenades à ces deux îlots. Je viens vous les communiquer.*

*Je crois qu'il appartient au Phare de Bretagne de verser sa lumière sur la situation déplorable faite de temps immémorial à leurs habitants. Il ne faudrait plus que nous eussions l'humiliation d'entendre dire de nouveau, comme on vient de le faire dans la presse parisienne, qu'à nos portes, en pleine civilisation, la Bretagne possède des sauvages. Ces racontars sont, il est vrai, exagérés; pourtant le mal est grand et a besoin d'être signalé, afin qu'on y porte remède. Je vais essayer de le faire, car j'ai vu et entendu, en homme qui croit au progrès et, là, le remède me semble facile. Comme vous allez le voir, il s'agit tout simplement, pour le posséder, de la légalité à obtenir pour ces déshérités, qui dépensent à se rendre malades cent fois plus qu'il ne leur faudrait pour avoir l'instruction qui les sauverait, en les faisant échapper à la cruelle démonstration citée plus haut.*

*Les marins de ces îlots — et ils le sont tous — sont peut-être les plus braves et les plus habiles pêcheurs de notre littoral. Les abords de leurs rochers sont les plus poissonneux de France, surtout en homards. Ils gagnent beaucoup d'argent, c'est par milliers de francs qu'ils vendent leurs crustacés aux Anglais qui les prennent d'habitude. Cette peinture dit assez qu'il y a là des hommes intelligents puisqu'ils sont d'habiles pêcheurs, et tout ce qu'il faut pour les faire échapper au besoin; et pourtant, à de rares exceptions, ils sont incertains du lendemain.*

39. Selon Raude in *Le règlement d'Hoedic depuis 1822*, Buttin et Audollent 2019, p. 145.

*D'abord, c'est qu'ils manquent d'école primaire sérieuse ; ensuite, c'est qu'ils ont la cantine toujours bondée de tonneaux de vin (ces vins sont exonérés des droits de l'octroi), une cantine comme en aurait rêvé Pantagruel, et c'est là que vont tous leurs sous gagnés à la peine et au danger, ce qui fait qu'au foyer la femme et les enfants pâtissent.*

*S'il était permis de hasarder une plaisanterie en traitant une question aussi sérieuse, je dirais que de même que certains enfants sont voués au bleu<sup>40</sup>, à Houat et à Hoedic ils sont voués au petit bleu, par modestie sans doute, par leurs curés !*

*J'ai assisté à leurs maigres repas à cette fameuse cantine nommée salle des Spartiates par quelques touristes en gaieté, et je puis vous affirmer qu'on n'y respire pas l'odeur embaumée du lys de Houat (*Pancratium maritimum*). Chaque pêcheur y arrive avec un morceau de pain sous le pouce, et dessus, un poisson salé ou grillé, et là l'arrosage commence — arrosage pantagruélique —, ces hommes sont des éponges !*

*Où sont vos anciens, leur demandai-je un jour, je n'en aperçois pas ? Nous ne vieillissons pas ici, me fut-il répondu, c'est probablement notre nourriture qui en est cause, et cela est parfaitement la vérité.*

*Tous ont des physionomies franches et même fines, les enfants sont gentils. Donnez-leur une bonne instruction primaire obligatoire, jusqu'à l'âge de dix ans, âge où la loi permet seulement d'inscrire un mousse aux bureaux de la marine.*

*Enlevez la cantine, et en deux générations, vous ferez ce que des siècles n'ont pu faire, et pourtant leurs guides moraux sont des prêtres, ayant charge d'âmes ! Dans ces îlots, le prêtre est syndic des gens de mer, ce qui lui donne une autorité absolue. Il est en plus directeur de la cantine, du bureau de tabac, des divers objets indispensables à la vie, vêtements, etc., etc. Le bénéfice de ces matières est, m'a-t-on assuré, de 10 000 francs, peut-être plus, par année. Cela appartient à la communauté, mais où est le contrôle ?*

*Si l'on multipliait ces 10 000 francs, plus les intérêts, par le nombre d'années où cet état de choses a commencé, on aurait, à mon avis, une somme formidable. Les églises y sont belles, je veux dire à l'intérieur, autels de marbre, etc., etc. La fabrique y a des bâtiments, mais il doit rester un gros fonds de caisse, et il existe sans doute, cela est incontestable.*

*Quoi qu'il en soit, je le répète : le remède est dans l'instruction et la disparition de la cantine. Dans une heure ou deux, les barques des pêcheurs peuvent atteindre Belle-Île ou le continent, où ils pourraient se procurer les boissons dont ils auraient besoin. Leurs familles en profiteraient. Ils arriveraient forcément à économiser. Une première économie en amènerait une autre, le bien-être arriverait et, l'instruction aidant, ils deviendraient des hommes dignes du nom d'hommes libres, comme ils le méritent par leur labeur toujours pénible et dangereux.*

*Faites rentrer les choses dans la légalité, et le succès est certain. Le prêtre était adjoint spécial (ces îlots sont des annexes de Palais), il ne l'est plus ; il tient la cantine, qu'elle disparaisse ; il est syndic des gens de mer, qu'il ne*

40. *Vouer au bleu* : faire vœu qu'un enfant sera habillé de bleu pendant quelques années en l'honneur de la Sainte Vierge, dont c'est la couleur. ([www.lalanguefrancaise.com](http://www.lalanguefrancaise.com))

*le soit plus. Nous avons cru un moment cette situation décidée, car on s'en est sérieusement occupé, il en a été autrement, et quoique d'anciens maîtres au cabotage se soient présentés pour tenir cet emploi, on a résolu en haut lieu que les choses resteraient comme par le passé. Est-ce correct, nous en doutons. Le prêtre doit veiller à son église et rien de plus. Si encore il y avait pénurie d'hommes capables, mais il en existe plus qu'il n'en faut pour le poste de syndic.*

*Que notre député M. Mathieu continue là la bonne besogne, il obtiendra ce changement de M. le Ministre de la Marine. Ce n'est pas douteux, comme après on obtiendra l'école et l'annulation de la cantine, et nous pouvons lui assurer que les enfants de ces déshérités n'auront pas dans l'avenir assez de louanges pour le remercier de les avoir aidés à échapper à l'ignorance de leurs pères et que critiques sérieux ou railleurs ne pourront plus bientôt dire que nous avons des sauvages à nos portes, que MM. les curés font voter comme un seul homme quand il s'agit d'un candidat hostile à la République. Quoique pourtant, depuis 1871 où nous envoyons des délégués dans ces îles lors des élections, une partie des électeurs a été enlevée à la pression de leur guide séculaire.*

*La population de Houat est composée de 239 habitants, celle d'Hoedic de 324. C'était à Hoedic que l'auteur de Vert-Vert avait placé le héros de son Carême impromptu. Ce héros était le curé de l'île. Les poètes sont des prophètes. Gresset avait deviné la cantine et son bleu gaudissant.*

*J'aurais bien encore quelque chose à ajouter, mais je suis déjà prolix et le proverbe dit : "qui veut trop prouver ne prouve rien".*

*Veuillez agréer, Monsieur le rédacteur l'assurance de ma sincère sympathie.*

*Un Belle-Ilois. »<sup>41</sup>*

Beau témoignage sur la pêche du homard et de la langouste, qui apporte un afflux de richesse à cette époque sur les deux îles<sup>42</sup>, sans doute plus puissant sur Hoedic que sur Houat. Mais l'essentiel des gains part dans la cantine. Le même «Belle-Îlois» reprend sa plume dans un deuxième article une semaine plus tard.

*« On nous écrit de Belle-Île.*

*Monsieur le rédacteur, j'ai reçu la visite d'un villégiaturiste fort original, comme vous l'allez voir, et à qui l'on a dit que j'étais probablement l'auteur, de l'article publié dans Le Phare de Bretagne, le 2 septembre, sur les habitants des îlots d'Houat et d'Hoedic. Après les compliments d'usage, il a ajouté :*

*J'ai lu dernièrement Le Courrier du Soir où l'on traite les habitants d'Houat et d'Hoedic de sauvages, et j'y ai vu que le reporter du dit journal connaît peu E. Sue ou qu'il ne l'a pas lu avec fruit, car le grand romancier a écrit quelque part "Terre, s'écria la vigie, nous sommes dans un pays civilisé, j'aperçois une potence". Or, à Houat et à Hoedic, ils boivent du vin, énormément de vin, et les sauvages n'en ont jamais bu. Nous sommes donc bien en pays civilisé à Houat et à Hoedic, ce qui ne les empêche pas d'aimer l'eau de feu, boisson favorite des hommes de la nature.*

41. Le Phare de Bretagne, 2-9-1880, ADM.

42. Voir Le Cercle du homard et la Grande émigration, Buttin 2022.



*Ne plaisantons plus, si cela est possible. Oui, je dis comme vous : il est déplorable de voir ces braves gens dépenser aussi mal le fruit de leurs travaux. Mais où je trouve leurs guides moraux coupables, eux les défenseurs de la fameuse triade : religion, famille, propriété, c'est d'accepter que ces braves gens prennent leur repas à la cantine entre eux, plutôt qu'au foyer, avec leurs femmes et leurs enfants. C'est là, à mon avis, une atteinte grave au devoir familial... Le sauvage ici est dépassé.*

*Quant à la religion, — cette question formidable — lorsque l'homme le plus érudit de la terre n'y voit que mystère, que sera-ce donc pour le Houatais et l'Hoedicaïs, illettrés complètement ? "Je cherche la réponse et ne la trouve point."*

*Reste la propriété. Eh bien ici, malgré les 50, 60 et même 100 francs gagnés par homme, chaque semaine, à la pêche du homard, je ne la vois nulle part, excepté — comme dans les tableaux flamands, — au coin de la fameuse cantine aux tonneaux intarissables... Et dire qu'on l'a surnommée salle des Spartiates... Quelle ironie. Quand on y boit près d'une barrique de vin par jour dans la belle saison — saison de pêche. La fameuse base sociale reçoit de rudes coups de bélier dans ces îles, et je la crois fortement ébranlée.*

*Vous avez dit encore que les boissons introduites dans ces îles, vins et alcools (il s'y boit aussi beaucoup d'eau-de-vie), sont exonérées des droits d'octroi. Ah ! certes, rien qu'avec ce bénéfice, ces braves gens pourraient rétribuer un instituteur primaire comme il n'en est pas de rétribué en France. Mais ce bénéfice, où va-t-il ? À la communauté. Comment se fait-il alors que j'ai vu une lettre du curé d'Hoedic à un constructeur de Palais à propos d'un canot neuf que celui-ci hésitait à livrer à un pêcheur, lettre dans laquelle il était dit : "C'est un brave homme, mais aimant un peu, lisez beaucoup, la chopine." Le canot ne fut pas livré à l'amateur de chopine. Pourquoi la communauté ne le lui a-t-elle pas fait avoir, et surtout pourquoi lui donner à boire ? Un dernier mot : vous dites aussi "ces hommes ne vivent pas vieux", c'est possible, mais est-ce que la mer, qui en engloutit de temps à autre, n'en serait pas un peu cause, est-ce que l'abus des boissons ne pousserait pas ces pêcheurs naturellement braves, dans le danger, qu'ils éviteraient sans cela. Je suis un de ceux qui ne croient pas au Bon Dieu des buveurs, mais qui croient le contraire.*

*Mes compliments encore d'avoir dit tout haut ce que l'on pense généralement tout bas. Oui, il faut annuler l'exploitation de la cantine. Ce n'est pas l'état sauvage qui existe dans ces îles, c'est le Moyen-Âge égaré en Bretagne.*

*Je vous livre sans commentaire, M. le rédacteur, les réflexions de mon visiteur, et je serais charmé de les voir reproduites dans votre excellent journal.*

*Agréé, je vous prie, l'assurance de ma sincère sympathie.*

*Un Belle-Ilois. »*

L'auteur fait intervenir cette fois un mystérieux « villégiaturiste ». Réalité ou personnage de fiction avec lequel joue le Belle-îlois ? Le *Courrier du soir* est un journal parisien dirigé par Pierre Baragnon, journaliste et homme politique très actif à Paris, proche des mouvements républicains radicaux.

L'article du *Courrier du soir*, difficile à retrouver, est étonnemment intégré dans une chronique mondaine — « chère Madame... » — en date du 6 août 1880,

simplement signé M. B. Sa lecture ne laisse guère de doute sur l'anonyme : il s'agit du même Adrien Marie Félix Bonnelle, de son nom complet<sup>43</sup>.

Le texte, antérieur aux deux autres, est de la même tonalité, bien renseigné, mais dans une version plus hallucinée, plus noire. Bien peu tendre pour les « sauvages » insulaires, que les républicains veulent secourir. Bonnelle s'est-il relâché dans cet article non signé, s'adressant à un public parisien bien éloigné du Morbihan ? Il avoue d'entrée qu'il est obsédé par Hoedic, Houat et ses recteurs... En voici quelques extraits.

*« Je suis allé de Belle-Île à l'île de Houat en bateau pêcheur. Je vous parlerai plus tard de Belle-Île, de son climat exceptionnel, de ses sites merveilleux et de ses habitants doux, aimables et hospitaliers. En ce moment je suis trop possédé de mes deux îles bretonnes pour vous entretenir des spectacles de la nature. (...) »*

*J'étais nourri dans la crainte de Dieu et dans le respect de ses prêtres, mais de ce gouvernement théocratique, ce maître Jacques qui d'une main tient les clefs du paradis et de l'autre la mesure d'étain du "troquet" me fait penser aux pharisiens de l'Évangile et à certains sépulcres blanchis dont j'ouïs parler en mon enfance. (...) »*

*Mais quand le Houatais rentre au petit jour fatigué de sa lutte avec l'océan et qu'il ne trouve chez lui que la mauvaise bouillie de blé noir, il va au cabaret, car il n'a pas le droit d'avoir du vin à domicile. Il se présente avec une tranche de pain sous son bras c'est la formalité requise et il boit, il boit toujours sans se soucier de la femme qui se meurt de froid et de faim à la hutte et de l'enfant qui peut être dévoré par son cochon — le fait s'est vu en plein jour.*

*Vous devez comprendre chère Madame que des Français voués à cette existence méritent à peine le nom d'homme. L'instruction est nulle, quand il faut voter le curé suffit : on est toujours sûr qu'il y a 75 voix sur 75 votants pour son candidat. (...) »*

*Là, j'ai trouvé une langue bizarre qui n'est ni le breton, ni le français. La maison est bien celle dépeinte par les romanciers. Sur la terre humide grouille bête et gens — il y a si peu de différence. L'ignoble animal que la mode qualifie de "porte-veine"<sup>44</sup> y joue le principal rôle pendant sa vie et surtout après sa mort. Il y a des vaches qui se nourrissent de goémons et des chevaux à moustaches. Ils sont de petite taille, sales maigres ; et la nature a orné leurs lèvres d'un poil long qui les empêche de s'écorcher en arrachant l'herbe des rochers.*

*Que voulez-vous chère Madame, il y aura toujours de l'argent pour doter de grasses sinécures. Mais qui s'occuperait de malheureux pêcheurs qui autour du menhir de Houat se croient toujours au temps de St Gildas et de St Goustan. De deux choses l'une, si les îles de Houat et d'Hoedic sont françaises, il importe qu'elles jouissent des institutions du continent et que les pouvoirs civils, militaires, religieux et commerciaux soient séparés ; ou bien, si le ministère n'en a cure, qu'on l'érige en royaume indépendant sous le pontificat de Lavenot <sup>1er</sup>, mais au moins qu'on n'inflige pas à la population intelligente et républicaine*

43. Registre de l'état civil, certificat de décès du 30-4-1888, ADM.

44. Équivalent de porte-chance. Peut-être le rat ?

*de Belle-Île la honte de compter parmi ses électeurs 150 sauvages, le plus souvent absents.*

*Bien respectueusement à vous, M. B.»*<sup>45</sup>

Notons que si l'existence de la cantine est remise en question, sa propriété n'est pas encore revendiquée par Palais. Mais elle va commencer à l'être par les adjoints spéciaux...

### **Intronisations des adjoints spéciaux laïques**

Les nouveaux adjoints spéciaux laïques sont confrontés à l'absence de ressources pour toute initiative, là où le recteur adjoint puisait dans le budget de la fabrique intégrant les revenus de la cantine, importants à l'échelle des deux îles. C'est à la cantine que se concentre la richesse de l'île et le pouvoir. C'est l'objet de toute l'attention de l'adjoint spécial Jean-Louis Blanchet, note le recteur Raude.

*«La cantine surtout était le point de mire. Il cherchait à l'avoir pour lui par tous les moyens, tantôt par des promesses, tantôt par des menaces. Son frère Paul Blanchet lui disait hautement qu'ils finiraient par s'en emparer. Ils croyaient que le recteur et l'Église pour laquelle les anciens recteurs l'avaient établie auraient facilement cédé leurs droits. Ils se sont trompés. Malgré leurs paroles brutales, malgré les mensonges répandus, malgré les taquineries incessantes de Palais, la cantine reste la propriété de l'Église.»*<sup>46</sup>

Avec la nouvelle gouvernance, constate le «Belle-Îlois» dans le *Phare de Bretagne*, les recteurs revendiquant l'argent des cantines comme étant de la fabrique, les sections de la municipalité de Palais n'ont localement aucune ressource.

*«Le garde champêtre de Houat est allé faire visite à son chef, l'adjoint spécial, pour lui demander des appointements (c'est le curé qui le payait d'ordinaire); nez de l'adjoint; pas un sou en caisse et pour cause. Allons voir Monsieur le Curé. De l'argent, dit M. le Curé, je n'en ai pas (d'une voix de stentor) adresse toi à Palais, ta commune. Mais Monsieur le Curé vous avez de l'argent? (...) Oui j'ai de l'argent, mais il est tout à la... fabrique!»*<sup>47</sup>

Même absence de ressources pour l'adjoint d'Hoedic souligne le «Belle-Îlois», et même fin de non-recevoir du recteur...

*«Un dernier mot sur Hoedic dont, il faut l'avouer, le curé est très aimable et très hospitalier pour les étrangers. L'aridité de l'atmosphère occasionnée par les grandes chaleurs a mis à sec les deux seules fontaines de l'îlot. Hoedic allait manquer... de vin, jamais, mais d'eau douce; l'adjoint spécial, comme c'était son devoir, en instruit le curé et ajoute : "en creusant un peu les fontaines auront de l'eau"... "Et l'argent pour le travail" riposte le curé; nouveau nez de l'adjoint (pardon lecteur); "mais vous en avez", "oui, mais il est tout à la fabrique". Heureusement.»*<sup>48</sup>

45. *Courrier du soir*, 6-8-1880, texte repris dans *Le Phare de Bretagne* le 15-8-1880, ADM.

46. Notes de Raude pour 1880, BMS, APHd.

47. *Le Phare de Bretagne*, 23-09-1880, ADM.

48. *Ibid.*

Fin septembre 1880, une intronisation officielle des adjoints spéciaux est organisée, destinée à marquer le coup sur les îles, à frapper l'esprit des insulaires. Le conseiller général et adjoint au maire Adrien Bonnelle est bien sûr de la cérémonie. L'accueil des recteurs, on s'en doute, est réservé.

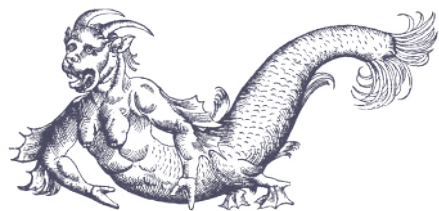
*« Une descente à Houat, à grande mise en scène, est organisée. Le 18 septembre, une chaloupe à vapeur conduit à l'île un certain nombre de personnages. Parmi eux se trouvent : le conseiller général et le conseiller d'arrondissement du canton de Belle-Île, un conseiller de préfecture tout chamarré d'argent, l'épée au côté. Ces messieurs viennent pour l'intronisation de M. Ferdinand Le Roux. Hélas ! Nulle fanfare n'attaque La Marseillaise ; nul vivat ne retentit à l'instant où ils mettent pied à terre. Aucun drapeau, aucun pavois claquant au vent : les Houatais, au bon moment, se sont calfeutrés chez eux ; le visage collé aux vitres ils guettent le passage de nos honorables ! Les représentants du peuple et de l'administration furent donc obligés de se rendre directement chez Le Roux, où eut lieu la cérémonie d'installation. »<sup>49</sup>*

La délégation se rend le lendemain 19 septembre à Hoedic. Réception de nouveau glaciale, la cérémonie devra aussi se faire au domicile du nouvel adjoint spécial où le recteur est convié à s'expliquer.

*« On vit arriver dans l'île un conseiller de préfecture, délégué du préfet, la moitié du conseil municipal de Palais, M. M. Bonnelle, Hardouin, Leclerc, etc., etc., trois gendarmes, comme pour prendre l'île d'assaut. C'était un dimanche. Leur intention était de s'emparer par la force de la cantine. Ils n'osèrent pas. La population était indignée et inquiète. Le délégué de la préfecture voulut exiger un local du recteur qui lui répondit que tous les bâtiments publics d'Hoedic appartiennent à la fabrique et, qu'il n'avait aucun local à lui prêter. Sur ce, après quelques paroles vives, il donna ordre d'aller chez le nouvel adjoint et invita le recteur à les suivre. Il se mit à énumérer une foule de griefs plus ou moins futiles, et puis attaqua la question de propriété. Le recteur lui répondit nettement que tout ce que ses prédécesseurs avaient fait avait été acquis et construit pour la fabrique et aux frais de la fabrique ou Église, et que la commune ni la section de commune n'avaient rien à y voir. C'était comme recteurs et représentants l'Église que les prêtres avaient agi, et non comme adjoints spéciaux. C'est la vérité. Quand les interrogations furent terminées, le recteur sortit. »<sup>50</sup>*

49. Le Grand 1930, p. 9.

50. Notes de Raude pour 1880, BMS, APH.



– III –

**PLAIDOYER DU MAIRE DE PALAIS**

**[1880-1881]**

**Sus aux recteurs Lavenot et Raude**

Le 26 septembre 1880, une délibération du conseil municipal de Palais fait état de l'installation des deux adjoints spéciaux et conteste que les « *biens des sections* » appartiennent à la fabrique comme le prétendent les recteurs. Les desservants des deux îles auraient agi dans ces acquisitions comme adjoints spéciaux et non comme recteurs.

*« Monsieur le Président dit que les curés des îles de Houat et d'Hoedic prétendent que tous les biens de la section appartiennent à la fabrique, ainsi : église, cimetière, presbytère, école, cantine, bateau, etc. tous auraient été construits avec les deniers de la fabrique. Ces observations sont de tout point erronées, et il serait facile de prouver que tous ces bâtiments ont été construits avec le concours de tous les habitants et, qu'en maintes circonstances, le conseil municipal de Palais a voté des crédits pour leur entretien. »*

On se rappelle que le maire revendiquait l'exact contraire en novembre 1879.

*« Aucune relation officielle avec la section mère, et pour ainsi dire, pas de relation d'affaires avec la commune de Palais. »<sup>1</sup>*

Poursuivons la délibération du 26 septembre 1880.

*« Il profite de l'occasion qui lui est offerte pour demander au conseil une décision l'autorisant à faire le nécessaire pour faire reconnaître les droits de la commune de Palais sur tous les biens meubles et immeubles illégalement détenus par les desservants de Houat et d'Hoedic.*

*Le conseil municipal, après en avoir délibéré, considérant que l'exposé fait par le maire est exact, considérant que les biens dont se prétendent aujourd'hui propriétaires les fabriques de Houat et d'Hoedic, au moins sur l'allégation de M. M. les Desservants, sont des biens communaux appartenant aux sections de Houat et d'Hoedic, qu'ils ont toujours été considérés comme tels et que si les curés les ont administrés jusqu'à ce jour, c'est précisément en leur qualité d'adjoints spéciaux, que l'action de la commune*

1. Délibérations du conseil municipal, 16-11-1879, AMP, Cf. p. 44.

*contre les fabriques de Houat et d'Hoedic, ou tous autres, afin d'être maintenue dans ses propriétés et jouissance est bien fondée.*

*Est d'avis qu'il y a lieu d'autoriser M. Le Maire à former l'action dont il s'agit contre les présidents des fabriques de Houat et d'Hoedic ou tous autres, devant tous tribunaux compétents et à plaider jusqu'à jugement définitif, et même sur appel, s'il y a lieu.* »<sup>2</sup>

Voilà une déclaration liminaire qui frise la réécriture de l'histoire des deux îles. Dans un compte rendu de séance de la fabrique daté du 21 novembre 1880, le recteur Lavenot s'offusque de ces assertions de Palais.

*«Les titres de propriété et les archives de la fabrique de Houat prouveront à qui il appartiendra que l'on a toujours considéré les biens en question comme biens de la fabrique de Houat.»*<sup>3</sup>

Les cantines incitant les insulaires à la boisson devaient être fermées, expliquait Adrien Bonnelle. Leurs ressources sont maintenant devenues l'objet des convoitises. Ces commerces n'ont pourtant jamais été à la commune qui était inexistante sur l'île comme nous l'avons vu.

À Houat, l'adjoint spécial Ferdinand Le Roux est confronté au quotidien à une très forte personnalité. Sa relation avec le recteur Lavenot prend rapidement un tour dramatique : *«le maire de Palais avise le préfet que la situation de l'adjoint devient intolérable, et qu'il faut à tout prix obtenir le départ du recteur»*<sup>4</sup>.

C'est cette fois au ministre des Cultes que les conseillers de Palais font adresser, en date du 25 janvier 1881, un courrier signé de l'adjoint spécial et de plusieurs Houatais. Plainte contre le recteur... n'oubliant pas la cantine.

*«Malgré que nous avons un adjoint laïque, l'administration de l'île est restée à Monsieur le Recteur qui remplissait autrefois les fonctions d'adjoint, qui garde toujours, malgré que ce ne soit pas légal, les fonctions de syndic des gens de mer et surtout qui garde la bourse de la communauté puisque c'est lui qui tient le débit de boissons ainsi que le bureau de tabac, l'épicerie et mercerie, et il est en plus fruitier et marchand de légumes, et il défend aux habitants de l'île de ne rien acheter au continent, car il faut tout à l'Église. (...) Autrefois, Monsieur le Ministre, tous les commerces ci-dessus étaient aux comptes de la commune et le bénéfice servait aux frais et au travail de l'île. Maintenant il ne reste plus rien pour l'entretien de notre malheureuse île puisque le recteur a tout mis ce qui appartenait à la section sur le nom de la fabrique des édifices que nous avons fait élever et que chaque ménage a fourni 20 fr sur un autre fonds que je dois me faire un devoir de vous signaler. (...)*

*Pour la moindre des choses, il nous renvoie nos enfants de l'école. Ainsi le mien a été renvoyé depuis deux ans sans avoir eu d'éducation que ce que je puis lui apprendre, et cela parce que je n'ai pas voulu lui payer 1 fr d'amende qu'il avait infligée à mon fils. (...)*

*Il va jusqu'à retrancher le monde. Comme c'est lui qui tient la cantine, il défend à la cantinière de donner à boire aux individus qui lui déplaisent*

2. Délibérations du conseil municipal de Palais, 26-9-1880, AMP.

3. Registre de la fabrique de Houat, APHt.

4. Le Grand 1930, p. 10.

*et cependant nous n'avons pas les moyens de faire venir de la boisson d'ailleurs et un verre de vin, quand on revient de passer 24 ou 48 heures à la mer sans rien, ne vous fait pas de mal, malgré cela il faut s'en passer parce que l'on ne plaît pas à Monsieur le Recteur et que l'on n'est pas de son opinion.*

*Aussi, Monsieur le Ministre, nous vous prions par grâce de bien vouloir nous le faire remplacer le plus tôt possible et nous vous serons tous bien reconnaissants, car c'est lui qui est auteur de tout le désaccord qu'il y a entre les habitants. (...)»<sup>5</sup>*

Cette vision partielle répétée sur la propriété des commerces pourrait prendre allure de vérité pour des décideurs éloignés, ignorant tout des deux îles. Elle est reprise par le maire, qui va jongler, nous allons le voir, sur ce qui est d'«*intérêt commun*» et ce qui est communal, bien de la commune.

Le ministre des Cultes renvoie une copie de la plainte de l'adjoint spécial de Houat au préfet, ajoutant qu'une enquête minutieuse s'impose et qu'il doit prendre sans retard toutes dispositions pour qu'un rapport soit fait dans le minimum de temps.<sup>6</sup> C'est le maire de Palais, Charles Cheval qui répond à cette demande dans une longue missive de douze pages datée du 3 mars 1881. Elle développe dans le détail les griefs des républicains contre les recteurs Lavenot et Raude. On se doute que l'adjoint du maire Adrien Bonnelle, s'il ne l'a rédigé, a contribué à ce mémoire. Son style, le détail des informations reportées, ne lui est pas étranger.

*«J'ai pris connaissance de la plainte; elle m'a paru d'une élégance irrésistible à tout égard : éloquente par sa sincérité indéniable, et éloquente surtout et probante par son orthographe fantaisiste. Quand donc l'instruction primaire sera-t-elle donnée dans une mesure totale, que tous puissent s'exprimer par la parole et la plume, à peu près correctement et intelligiblement? Notez que c'est le plus capable des habitants de Houat qui a tenu la plume et qu'aucun des autres ne serait à même d'en faire autant. (...)»*

*Le programme républicain a fait quelques biens dans les îlots, il est rentré dans la loi et a nommé des adjoints spéciaux laïques. (...) La commune de Palais avait cru la tâche terminée et avait salué la nomination d'adjoints spéciaux laïques comme le commencement d'une ère nouvelle, comme l'avènement d'une administration destinée à trouver le bien-être à donner le bien-être à ces pauvres gens et à les sauver de la misère affreuse où ils crouissent. (...)»*

*L'adjoint spécial laïque allait prendre l'administration de la section qui lui était confiée par le Président de la République, allait en gérer les biens et en surveiller les intérêts sous la direction et avec les conseils de l'administration supérieure. Hélas, l'administration de l'île est restée au desservant, comme le dit cruellement le pauvre adjoint spécial. Il règne en maître absolu, despotique, insatiable et inassouvi. La sainte ignorance a réussi jusqu'à présent à arrêter toutes plaintes et toutes doléances. (...)»*

5. Courrier du 25-1-1881, AMP. Il s'agit d'une copie ayant respecté l'importante dysorthographe de l'auteur, que nous n'avons pas gardée ici. Selon toute vraisemblance elle était écrite par l'instituteur R. Huard qui en a imaginé la cacographie et non par l'adjoint spécial. Voir commentaires du maire.

6. Le Grand 1930, p. 11.

*Que fallait-il cependant pour que la situation changeât immédiatement de face ? Tout simplement que les adjoints spéciaux laïques fussent chargés des fonctions civiles que jusque-là les desservants avaient incarnées en leur personne. Il fallait que le syndicat des gens de mer fût retiré au desservant dont les fonctions salariées sont incompatibles avec les fonctions de syndic ; fonction d'une importance considérable puisque tous les hommes sont, dans les îlots, inscrits maritimes. Il fallait que l'administration des biens meubles et immeubles de la section fût remise à l'adjoint spécial laïque lors des installations par le délégué du préfet du Morbihan ; que notamment la gérance de la cantine lui fut confiée comme celle du magasin, du débit de tabac, de la chaloupe, etc., etc. Cette remise ne fut pas effectuée. »*

L'essentiel de l'objectif de ce rapport est là : priver le recteur du pouvoir qui lui reste comme syndic, mais surtout mettre la main sur les biens et les ressources de la fabrique, de cette cantine en particulier drainant l'essentiel de l'argent gagné par les insulaires.

S'ensuit, dans le rapport du maire, une série de griefs parfois anecdotiques destinés à étayer les revendications. Monsieur le Ministre de l'Intérieur voulait une enquête minutieuse, il est servi.

*« Houat a parlé ; il n'a pas tout dit ; les faits sont tellement nombreux, tellement répétés que la tyrannie est devenue la règle et se fait sentir chaque jour par les tracasseries, par des piqûres qui un jour ou l'autre, si on n'y met ordre provoqueront une explosion quelconque. (...) »*

*Monsieur l'Abbé n'est plus adjoint, mais conservant en chef la gérance de la cantine, il s'arroge le droit de police qui ne saurait appartenir qu'au représentant de l'autorité. Il consigne la cantine à qui lui plaît ou plutôt à qui lui déplaît. C'est ainsi que l'adjoint spécial se voit refuser l'entrée de cet établissement. (...) »*

*À qui appartient la chaloupe construite dans l'intérêt communal ? À moi, répond l'abbé et il donne ou refuse le passage selon sa fantaisie. Dernièrement un habitant de Houat se trouvant à Palais voulut s'embarquer pour rentrer chez lui à bord de cette chaloupe. Il n'est pas des amis de Monsieur Lavenot, Monsieur Lavenot le fit débarquer. (...) »*

*Désirant éloigner de l'adjoint les quelques habitants qui l'entourent, il reprochait tout dernièrement à Isidore Le Roux de fréquenter l'adjoint et Deschamps son secrétaire ordinaire. "Un homme de cœur", disait-il, "ne fréquente pas des pères de bâtard" (sic). Monsieur Lavenot était-il fondé, par ses succès, à prononcer de telles paroles, si peu conforme à l'esprit de charité chrétienne qui fait d'habitude l'ornement du clergé français ? (...) »*

*Il y a 18 mois, sur le refus que lui faisait Mélanie Le Gurun de payer je ne sais quel impôt, il la frappe chez elle, alors qu'elle avait un jeune enfant entre les bras, avec une violence telle que cette malheureuse fut obligée de sortir tout ensanglantée pour échapper à cet accès d'amour évangélique. Elle fut reçue dans cet état par deux témoins dont l'un Charles Leberre est vivant l'autre Nicolas Le Scoarnec est décédé. (...) »*

*Le terrain de pâture est commun tout naturellement ; une partie de ce terrain a été réservée pour les bêtes difficiles, vicieuses ; l'abbé y met des bêtes,*

*pas vicieuses du tout. Mais en revanche il exige 50 ct, par mois, pour chaque bête qu'on demande à y mettre parce que vicieuses. Que deviennent ces petites sommes ? (...)*

*Comme la cantine, le magasin a été créé dans l'intérêt commun; mais bientôt les desservants y virent une source de bénéfices personnels, et Monsieur Lavenot qui a, paraît-il, besoin d'argent, renchérit sur les habitudes de ses devanciers, car non seulement il garde tous les produits du magasin, et interdit de se fournir ailleurs, mais encore il vend à des prix exagérés (si le magasin lui appartenait, il paierait patente je suppose), 75 ct sur un demi-kilo de sucre qui se vend partout 35 ct. (...)*

*C'est aussi dans ce magasin que se débite le tabac, l'ancienne titulaire Brigitte Le Gurun étant à la retraite, le tabac de par la volonté de Monsieur l'Abbé Lavenot se vend par kilo 60 ct de plus que le prix légal!»<sup>7</sup>*

Hoedic n'est pas oubliée. Sur l'île cohabitent le recteur Raude en poste et son prédécesseur à la retraite Pierre Féchant qui le seconde lors de son absence. À lire le rapport, ces deux hommes ne sont que violence verbale et violence physique.

*«Ce qui se trouve à Houat se retrouve à Hoedic; les situations sont identiques. Il serait donc inutile de réunir les griefs contre Monsieur Raude le desservant d'Hoedic; cependant je désire vous édifier également à son sujet et vous prier de ne pas séparer la cause des Hoedicaïs de celle de Houataïs.*

*À Hoedic régnait, il y a quelques années, M. l'Abbé Féchant qui valait Monsieur l'Abbé Lavenot. Il y a pris sa retraite, et lors des absences assez fréquentes et assez prolongées de Monsieur Raude, c'est lui qui remplit toutes les fonctions. (...) Le desservant fut mis d'office à la retraite par l'évêque de Vannes, en raison d'insultes prononcées en chaire contre les habitants et surtout les habitants d'Hoedic. (...)*

*Il fut remplacé par Monsieur Raude, le desservant actuel qui a, aussi lui, l'injure facile. Ne pouvant s'exprimer en latin, il dit ça en breton à ses ouailles, les jeunes filles d'Hoedic, "vous faites comme des génisses au mois de mai". (...)*

*Monsieur Raude, comme son collègue de Houat, est violent. Mais au moins ses violences et ses coups s'adressent aux hommes. C'est ainsi qu'il frappe à la cantine, il y a 3 ou 4 mois, Joseph Allanic, l'adjoint intervint et le calme. Penn Jean-Pierre avait soif; il entre à la cantine, mais le curé le reçoit à coups de bâtons "votre famille est dans le besoin, vous n'avez pas à boire" l'intention était bonne, mais les coups de bâtons étaient superflus. Monsieur Raude n'avait pas précisément à chasser les marchands du temple. (...)*

*Les mêmes abus règnent à Houat et à Hoedic; les desservants ont évidemment les mêmes procédés; Hoedic appartient à Monsieur Raude, comme Houat à Monsieur Lavenot.»<sup>8</sup>*

Il est difficile de faire la part des choses sur toutes ces accusations. Un «ensemble de ragots»? C'est ce que soutient Roger Le Grand en 1930

7. 17-3-1881, AMP.

8. *Ibid.*

dans son évocation de cette période, sous le titre *Les dernières années du Royaume de Houat*.

*«Ce rapport si bien fourni était en réalité l'ensemble de ragots colportés un peu partout par le conseil municipal de Palais, maire en tête. Le bon combat pour faire revenir Houat sous la férule républicaine (...)»<sup>9</sup>*

C'est vraisemblable en partie. Cependant ces recteurs sont sans doute des saints hommes, mais restent des hommes... Qui héritent à leur arrivée d'une position d'emprise sur les insulaires, emprise sur laquelle était basé l'équilibre de vie commune, loin de tout contrôle, loin de toute possibilité de modération. Selon le caractère de chacun, la démonstration de pouvoir pouvait être considérée comme nécessaire pour maintenir une harmonie suivant les principes de la religion.

La mauvaise foi du mémoire transparaît dans sa narration de deux drames de la mer qui ont eu lieu en 1877 et 1878, où le recteur-syndic et les sœurs sont présentés comme les meneurs du pillage.

*«Les fonctions de syndic des gens de mer qui sont dévolues à Monsieur Raude à Hoedic, comme à Houat à l'abbé Lavenot, leur servent à maintenir les habitants sous son autorité et même à commettre des actes suivants que je ne veux pas qualifier.*

*1) Le navire la Ville de Nantes<sup>10</sup> s'est perdu à Hoedic ; il y a eu vol d'épave à la suite duquel le tribunal de Lorient condamne un certain nombre d'Hoedicaïs à l'amende. Tous affirment que le syndic et les religieuses ont poussé au vol en suggérant que, les marchandises devant être perdues, il serait préférable qu'elles profitent à l'île. Ce qui est certain c'est que l'abbé Raude a tout payé, frais et amendes.*

*2) Un navire chargé de charbon de terre s'est également perdu à Hoedic. Le syndic partagea entre les habitants le charbon qu'on put sauver. Les apureurs intervinrent, l'abbé reconnut son tort et paya 900 fr. C'est du moins le chiffre qu'il annonce.*

*Tel est le syndic Raude. Voilà les exemples donnés par les desservants aux populations qu'ils sont chargés de moraliser... Faut-il s'étonner du servilisme et de la barbarie où en sont réduites les populations de ces îlots.»<sup>11</sup>*

Voyons maintenant la version que le recteur Raude donne dans le registre BMS des événements ayant suivi ces naufrages. Comment il a géré ces affaires délicates à sa façon, pour l'intérêt de la collectivité.

*«Dans la nuit du quatre au 5 octobre, est venu échouer sur la base de l'Anglais<sup>12</sup>, en face du port d'Hoedic, à un mille du rivage, le vapeur La Ville de Nantes, chargé d'orge pour Gloucester (Angleterre). Le gréement a été sauvé en partie ainsi que l'équipage. Mais la cargaison a été abîmée. Les habitants ont eu beaucoup de désagréments à son sujet. Neuf d'entre eux ont été traduits devant la police correctionnelle de Lorient et ont subi une*

9. Le Grand 1930, p. 11-12

10. Le *Ville de Nantes* est un vapeur chargé d'orge de 39 m, 135 tx, 120 ch, construit à Clichy en 1857, avec 14 hommes d'équipage. Il fait naufrage le 5 octobre 1877 au sud d'Hoedic. 10-10-1877, *Journal du Morbihan*.

11. 17-3-1881, AMP.

12. S'agit-il du *Kareg Saoz*, roche de l'Anglais à l'ouest des Grands Cardinaux ? Buttin et al. 2022, p. 126 & 131.

*amende. Lors du naufrage tous les habitants avaient participé à l'enlèvement des orges. Neuf seulement furent cités en justice et condamnés. Pour égaliser l'amende, le recteur l'a répartie entre les familles et, à cause de leur pauvreté, la fabrique se chargea seule du paiement et paya ainsi pour les Hoedicaïs une somme de 320 fr. Ils doivent reconnaissance à l'Église. Le recteur se chargea de payer pour eux cette somme, pour les payer du transport des pierres des murs du jardin du couvent. »<sup>13</sup>*

Raude est de nouveau amené en 1878, à payer une amende sur les fonds de la fabrique pour éviter une poursuite des insulaires pour pillage maritime.

*« Le 7 février de cette année est venu à la côte au Port Blanc, par un temps brumeux, le lougre Philomène venant d'Angleterre avec un chargement de charbon. Pour le sauver, on fut obligé de jeter une partie du charbon à la mer. Le capitaine Camenen de Locmariaquer exigea 800 fr pour le charbon pris par les habitants. L'église paya pour eux. Ils lui doivent bien de la reconnaissance. »<sup>14</sup>*

Pour cette époque, 320 et 800 fr sont une belle somme. Cette orge et ce charbon qui arrivent du large sont une manne pour les insulaires démunis de tout, fortune de mer dont la récupération fait partie de toute une culture insulaire. Le recteur, les sœurs auraient-ils incité au pillage ?

Pour conclure, Monsieur le Maire de Palais brosse une fresque du futur des deux îles sous une gestion républicaine assumée.

*« Si la gestion de tous les biens communaux était confiée aux adjoints spéciaux laïques, si d'un autre côté les syndicats étaient confiés à d'autres, nul doute que le bien-être arrivant au moyen des revenus que l'on sait parmi ces populations et que l'instruction primaire qui leur sera donnée largement, ne change bientôt les conditions dans lesquelles elles vivent, n'élèvent leur niveau moral en leur inculquant le sentiment de la dignité et n'en fassent des populations reconnaissantes et dévouées à la République. »<sup>15</sup>*

La cantine bien « commun » dans le développement du texte est devenue bien « communal » dans la conclusion.

### **La cantine est un bien curial**

Les deux recteurs, contestés de toute part, doivent entamer les complexes procédures afin de contrer les poursuites judiciaires de Palais concernant les biens de la fabrique. Ils requièrent, le 11 novembre 1880, l'assistance du grand vicaire<sup>16</sup> et d'hommes de loi.

Le 21 novembre 1880, le conseil de fabrique d'Hoedic, « s'inscrit en faux contre les audacieuses prétentions du conseil municipal de Palais » et demande à la préfecture l'autorisation de défendre les propriétés de l'Église devant les tribunaux.

13. 1877, BMS, APHd.

14. 1878, BMS, APHd.

15. 17-3-1881, AMP.

16. Actuel vicaire général, n° 2 de l'évêché.

C'est alors, fin 1880, que le recteur Raude ouvre un *registre sommier*<sup>17</sup> où sont notés tous les éléments qu'il a pu rassembler sur l'origine des biens de « l'Église d'Hoedic ou fabrique d'Hoedic ». Ce document touffu de 126 pages rassemble des témoignages des anciens recteurs, des entreprises qui sont intervenues, etc. Au demeurant, fort intéressants pour l'histoire de l'île. Raude y explique l'origine de la cantine et des biens de la fabrique.

*« On ne connaît pas la date précise de l'établissement de la cantine. Ce qui est certain c'est qu'un curé d'Hoedic l'établit autrefois de ses propres deniers, et ce curé est Monsieur l'Abbé Marion qui a été curé de l'île d'Hoedic de 1786 à 1820. Pendant ce rectorat, il se mit à tenir une pauvre cantine. La vue du dénuement de son église et de son presbytère et l'impossibilité absolue pour ses paroissiens de fournir quoi que ce soit à l'Église lui inspirèrent l'idée de créer cet établissement à son compte et de ses deniers pour le laisser à ses successeurs, comme simple recteur de la paroisse, pour le bénéfice de l'Église et sans être contrôlé par qui que ce soit. L'évêque approuva sa pensée. Quand il est parti d'Hoedic en 1820 pour prendre sa retraite à Arradon, il laissa sa cantine à son successeur Monsieur Glajeau qui y mit aussi son avoir et une partie de son patrimoine et qu'il laissa à son successeur, Monsieur Sagot, à son départ pour le continent (...).*

*Grâce à leur esprit d'économie [les recteurs] ont pu construire aux comptes et au profit de l'Église et des recteurs successifs, plusieurs immeubles, tel que presbytère, église, couvent et maison d'école, maison dite cantine, maison dite boutique, moulins, etc., sans avoir recours ni aux particuliers, ni à la commune, ni à l'État. Ils ont aussi prêté sans intérêt à beaucoup de particuliers de l'île, des sommes importantes, grâce auxquelles ces particuliers ont pu se soulager dans leur misérable situation. Mais le but principal des recteurs était de se créer eux-mêmes des ressources pour les besoins du culte catholique et leurs bonnes œuvres, de ne rien demander aux paroissiens déjà si pauvres. La petite boutique ou magasin établi dans le même but en 1843 par Monsieur Rio curé a donné pendant longtemps peu de ressources à l'Église. »*<sup>18</sup>

Le recteur Raude distingue le bâti, propriétés de la fabrique, de l'usage, la maison-cantine, un bien foncier, de la cantine en tant que commerce, un bien commercial.

*« Le conseil de fabrique reconnaît que le presbytère et ses dépendances, la maison cantine, le couvent et le moulin sont à l'usage de Monsieur le Recteur et que le droit d'administration sur la cantine et la boutique appartient uniquement à Monsieur le Recteur d'Hoedic qui a reçu ces droits et privilèges de ses prédécesseurs fondateurs de ses établissements commerciaux pour le profit de leur église. »*<sup>19</sup>

L'argumentation que développe le recteur Raude en avril 1881 sur la propriété de ces établissements commerciaux laisse peu de place à une interprétation comme bien communal.

17. Registre où sont recensées des séries de biens, faits juridiques, lieux, etc.

18. Raude dans le registre sommier, p. 3-5, 28-8-1880, APHd.

19. Délibérations du conseil de fabrique, 24-4-1881. APHd.

*«La cantine et la boutique établie dans les dépendances du presbytère ne sont pas l'œuvre du conseil de fabrique puisqu'elles existaient avant celui-ci à Hoedic, mais l'œuvre personnelle des recteurs (le fait personnel et privé des recteurs), librement acceptée par la population (...)*

*De leurs propres deniers et sans le secours pécuniaire d'aucun habitant ni d'aucune administration, ils ont fondé jadis ses divers établissements commerciaux, ils ont toujours administré sans contrôle pour les transmettre dans les mêmes conditions uniquement aux prêtres leur successeur dans la paroisse. (...)*

*Ces droits curiaux attestés par les témoignages de tous les anciens recteurs et celui des habitants eux-mêmes, transmis de recteur à recteur jusqu'à ce jour, ont été confirmés en 1863 par la décision du directeur général des Contributions indirectes en date du 12 novembre 1863 et la lettre de l'inspecteur des Contributions indirectes en date du 19 novembre 1863, lesquels déclarent que la cantine est administrée par le desservant en sa qualité de curé ou recteur. Ces droits sont donc antérieurs au conseil de fabrique qui n'a été organisé que le 20 septembre 1864 par Monseigneur Gazailhan. De fait, les recteurs de tout temps jusqu'à ce jour ont fait à leurs risques et périls ces divers commerces, sans en rendre compte à qui que ce soit. C'est particulier à l'île d'Hoedic. On ne peut nier l'histoire et la vérité. Ce sont des biens de cure.»<sup>20</sup>*

Le Règlement d'Hoedic depuis 1822<sup>21</sup> confirme dans l'article 6 cette intervention de l'administration en 1863, importante pour le statut de la cantine. Le recteur Rio (1839-49), peut-être avec le souci d'officialiser l'établissement, fait rentrer la cantine dans le droit commun en régularisant en 1847 le règlement des «droits de débit». Cependant, dans une note ultérieure, le recteur Féchant (1865-76) regrette la perte induite de 30 000 fr et approuve en même temps l'initiative de son prédécesseur le recteur Costevec (1861-65) d'avoir fait cesser la perception des droits. Ce que confirme ce courrier de l'administration du 19 novembre 1863<sup>22</sup> mentionné par Raude.

*« Attention de Monsieur le Curé desservant d'Hoedic, en sa qualité d'administrateur de la cantine. (...) Monsieur le Directeur général [de l'administration des contributions indirectes] a décidé sous la date du 12 décembre que la cantine que vous administrez ne sera plus soumise aux exercices, tant qu'elle restera réglementée comme elle l'est, c'est-à-dire qu'elle ne servira qu'aux habitants formant sous votre surveillance une association, et quelques rares voyageurs. (...) L'inspecteur des contributions directes.»<sup>23</sup>*

Le recteur Mathurin Costevec est néanmoins conscient du statut incertain des biens de la paroisse. Il consulte l'abbé André en 1864, un docteur en droit canonique du Vaucluse, sur les démarches possibles pour régulariser «ce petit bien» développé au cours des années, sans consentement formel de la commune de tutelle. En fait de «petit bien...», s'exclame l'abbé docteur dans sa réponse :

*«Il est excessivement regrettable dans l'intérêt d'une belle œuvre que notre honorable consultant et ses prédécesseurs se soient décidés à bâtir des*

20. Raude, registre sommier, p. 87-88, 24-4-1881, APHd.

21. Buttin & Audollent 2019, p. 125-126.

22. Voir Le Règlement d'Hoedic depuis 1822, Buttin & Audollent 2019.

23. Lettre du 19-11-1863 reproduite dans le registre sommier, p. 8-9, APHd.

## Autre note

La cantine et la boutique <sup>(Comme commerces)</sup> établis dans les Dépendances du presbytère ne sont pas l'œuvre du conseil de Fabrique puisqu'elles existaient avant celui-ci à Hoedic, mais l'œuvre <sup>(Le fait personnel et privé)</sup> personnelle des Recteurs, (librement acceptée par la population,) pour venir en aide à l'Eglise, à ses divers ~~besoins~~ <sup>chrétiens</sup> et à leurs autres bonnes œuvres. De leurs propres deniers et sans le secours pécuniaire d'aucun habitant ni d'aucune administration. <sup>(Monsieur Morin de 1786 à 1820)</sup> Ils ont fondé <sup>(Monsieur Hoedic de 1843)</sup> ces divers établissements commerciaux, les ont toujours administrés sans contrôle pour les transmettre dans les mêmes conditions ~~uniquement~~ aux prêtres leurs successeurs dans la paroisse. Aussi est-il écrit dans l'ancien règlement qu'ils ne sont comptables que d'eux-mêmes et de leur conscience. Ces droits curiaux attestés par les témoignages de tous les anciens recteurs et celui des habitants eux-mêmes, transmis de recteur à recteur jusqu'à ce jour, ont été confirmés en 1863 par la décision du Directeur général des Contributions Indirectes en date du 12 Novembre 1863 et la lettre de l'Inspecteur des Contributions Indirectes en date du 19 Novembre 1863, lesquelles déclarent que la cantine est administrée par le Desservant en sa qualité de ~~Père~~ ou recteur. Ces droits sont

88

Donc antérieurs au Conseil de fabrique, qui n'a été organisé que le 20 Septembre 1864 par Monsieur Gazarthan. Defait les Recteurs ont de tout temps jusqu'à ce jour fait à leurs risques et périls ces divers commerces sans en rendre compte à qui que ce soit. C'est particulier à l'île d'Île d'Île; ~~Ainsi~~ On ne peut nier l'histoire et la vérité. Ce sont des biens de cure.

Le Recteur d'Île d'Île

J. M. Raude  
Île d'Île, le 24 avril 1881

L'argumentation que développe le recteur Raude sur la propriété de la cantine et de la boutique laisse peu de place à une interprétation comme bien communal. (Registre sommier, 1881, APHD)

constructions considérables sur un terrain aussi mouvant que le consentement présumé de la commune. Il était très facile, alors que rien ne pouvait exciter la convoitise soit communale soit domaniale de faire concéder à la fabrique les susdits terrains. Mais aujourd'hui il faudra beaucoup de diplomatie pour ne pas s'entendre dire : sic vos non vobis nidificatis aves<sup>24</sup> (...)

Que faire hélas pour sauvegarder les magnifiques immeubles susmentionnés ? Nous ne voyons que la diplomatie, et beaucoup de diplomatie, par la raison qu'une fabrique assez puissante pour avoir four, moulin, plusieurs maisons, etc. contrarie un peu les idées dominantes. Nous proposons dès lors de continuer à jouir paisiblement de ce petit empire au sein de l'océan, remettant à l'avenir, à une prescription en espérance, à l'imprévu, au temps, à mille autres nuages de cette valeur, le soin de régulariser cet état de choses. (...)

Si notre consultant ne croit pas utile de donner suite à cette idée, il ne lui reste qu'à faire de la diplomatie auprès du conseil municipal à fin de l'amener à demander l'autorisation de céder légalement à la fabrique tel

24. Vers attribué à Virgile : « Ainsi, mais non pour vous, oiseaux, vous bâtissez un nid ».

*terrain dont ladite fabrique jouit depuis longtemps et sur lesquelles elle a fait pendant cette jouissance des constructions utiles. Heureusement, notre consultant habite une province où l'on ne trouve pas contre l'Église cette niaise hostilité municipale que l'on rencontre trop souvent ailleurs. Alors, avec de l'adresse, il peut arriver à ses fins. »<sup>25</sup>*

Avis rédigé en 1864... Les temps ont changé en 1880. Pour Houat et Hoedic, l'hostilité contre l'Église a dépassé le stade de la « niaiserie ». Il n'est plus temps de « *jouir paisiblement* » mais bien de se défendre.

Précisons que la cantine de Houat a été créée plus tardivement, en 1830, par le recteur Mathurin Simon et la boutique en 1832 par le recteur Jérôme Kersaho<sup>26</sup>. Nous reviendrons sur ce point.

### Les syndic des gens de mer laïcisés

Sur un autre front, entre juillet et décembre 1880, les radicaux de Palais maintiennent pression, à travers la presse républicaine, sur l'amiral Jauréguiberry, ministre de la Marine, pour l'abolition de l'attribution aux recteurs des deux îles de la charge de syndic des gens de mer<sup>27</sup>.

*« Est-il vrai qu'il existe dans le département du Morbihan des curés syndic des gens de mer ? (...) Est-il vrai que cette situation illégale a été signalée à Monsieur le Ministre, et qu'il a persisté à maintenir ce cumul entre les saintes mains des pontifes de nos braves marins. »<sup>28</sup>*

*« Est-ce qu'un grand chef de la Marine française ne doit pas toujours protéger les anciens marins ? Est-ce que les 900 fr que touchent par an les curés de Houat et d'Hoedic, pour leur place de syndic, ne seraient pas mieux placés entre les mains d'un vieux marin comme le veut la loi ? »<sup>29</sup>*

*« L'amiral aime trop la soutane. C'est la mode aujourd'hui, il paraît, dans la Marine, où l'on voit tous les grands aller à la messe en uniforme. (...) C'est à la République à débrouiller ces cartes-là, elle a bien des choses à faire ; il faut pour cela que tous les bons citoyens l'aident et dénoncent les choses injustes : c'est le seul moyen de gouverner droit et d'enfoncer les jésuites. »<sup>30</sup>*

Cette nouvelle campagne n'est pas sans résultats. Un commissaire de la Marine vient enquêter le 2 mai 1881, note le recteur Raude.

*« Le 2 mai, le commissaire de Marine de Belle-Île vint faire une enquête contre le recteur comme syndic des gens de mer et tâcha d'arracher*

25. Consultation canonico-civile adressée en 1864 par Monsieur Costevet, ancien recteur d'Hoedic, à Monsieur l'Abbé André, curé du Vaucluse, docteur en droit canonique, registre sommier, p. 116-117, APHD.

26. Voir courrier du recteur Kersaho du 22-7-1885, p. 146.

27. Cette institution ancienne structurant le monde maritime remonte à Colbert, quand il crée le régime des classes en 1668. Tous les marins du royaume sont recensés, classés et inscrits sur un rôle général des marins, afin de fournir la Marine en hommes. Puis, en 1784, le littoral est divisé en quartiers maritimes, eux-mêmes divisés en syndicats, afin de gérer les inscrits maritimes. Un syndicat commun Houat et Hoedic est créé au quartier de Belle-Île en 1842, avant la création d'un syndicat pour chaque île en 1851. En 1927, le quartier de Belle-Île sera rattaché au quartier d'Auray.

28. *La Lanterne*, 7-7-1880.

29. *Le Phare de Bretagne*, 14-10-1880, ADM.

30. *Le Phare de Bretagne*, 7-11-1880, ADM.

*quelques accusations contre lui. D'Hoedic, il alla enquêter le recteur de Houat.* »<sup>31</sup>

Même si l'amiral «*aime trop la soutane*», la fonction de syndic devient difficile à maintenir aux mains des recteurs. Par une décision ministérielle du 6 août 1881, les recteurs des deux îles sont démis de leurs responsabilités de syndics des gens de mer.

Nouvelle victoire pour les républicains de Palais, nouvelle perte de pouvoir des recteurs. Ce changement amène une nouvelle personnalité extérieure à l'île. Aucun insulaire des deux îles n'ayant l'instruction nécessaire pour tenir cette fonction, elle avait été confiée aux recteurs par l'ancienne administration.

À la fin de l'été 1881, les nouveaux syndics arrivent sur les deux îles.

*«Le nouveau syndic vint le 1<sup>er</sup> septembre. Depuis longtemps le recteur d'Hoedic remplissait officieusement les fonctions de syndic des gens de mer; (...) Le souffle de la République a détruit tout cela pour le laïciser. Le 22 août, l'adjoint spécial a répandu le bruit que le futur syndic et le futur maître d'école s'empareraient d'un coin de la maison des sœurs. Le 31 août, il a voulu, sans demander permission ni aux aubergistes ni au recteur, attacher une affiche à la porte ou à la cloison de la maison cantine. Dès qu'elle a vu cela, une des aubergistes l'a prié d'enlever son affiche sous peine de n'avoir pas de vin, même en payant comptant. Il est venu trouver le recteur pour se plaindre. Le recteur lui a dit d'enlever son papier et il aurait du vin. C'est ce qu'il a fait. Le 1<sup>er</sup> septembre, le recteur a remis les registres de la Marine au nouveau syndic. (...)*

*Le 24 octobre, le commissaire de Marine est venu chercher un emplacement de maison pour le nouveau syndic et l'instituteur laïque. Il paraît qu'on compte bâtir à l'endroit même acheté déjà par M. Féchant, à l'ouest du couvent.* »<sup>32</sup>

### Création d'écoles publiques

En septembre 1880, «*à la suite des agissements des curés des deux îles*» le conseil municipal de Palais «*émet à l'unanimité le vœu qu'une école publique laïque soit immédiatement créée dans chaque section*».

*«Considérant que le programme de l'enseignement proposé à Houat et à Hédic qui comporte, comme chacun le sait, l'enseignement d'un idiome breton et langue latine plutôt que de la langue française, n'est pas faite pour éclairer les populations de ces deux îles, mais bien pour les tenir le plus longtemps possible dans cet état d'asservissement où on les trouve encore aujourd'hui.*

*Considérant qu'il importe de mettre fin au despotisme de ceux qui ont dirigé jusqu'à ce jour les écoles et qui consiste à exclure des classes les enfants dont les parents se refusent à une obéissance passive au curé.*

31. Notes de Raude pour 1881, BMS, APHd.

32. *Ibid.*

*Considérant qu'il est du devoir de la République de faire sortir les habitants de ces deux îles infortunées de ce terrible état d'ignorance dans lequel ils ont été soigneusement tenus jusqu'à ce jour.* »<sup>33</sup>

Le Petit Breton réagit le 8 octobre 1880, de manière peu progressiste, en accablant le préfet de Montluc sur ce projet d'écoles publiques destinées à «retenir la population masculine des îles assez de temps pour en faire une pépinière d'adjoints spéciaux».

*«Les pêcheurs ne consentiront jamais, et à vrai dire ne peuvent consentir, à se priver du concours de leurs enfants pour les envoyer à l'école; (...) à se condamner eux-mêmes et à condamner plus tard leurs enfants à mourir de faim, pour la plus grande gloire du régime laïque! Dès qu'un garçon est en âge de tenir une écoute, il commence le rude métier qu'il est destiné à mener un jour, et pour lequel il n'est jamais trop tôt de commencer son apprentissage. (...)*

*Tous les administrateurs qui se sont succédé depuis 1792 dans le Morbihan, avaient eu le bon sens (...) de laisser l'administration de Houat et Hoedic aux seuls hommes capables de gérer les intérêts des insulaires, c'est-à-dire aux recteurs qui s'étaient acquittés de cette tâche avec dévouement (...) Il a fallu l'arrivée de M. de Montluc dans le Morbihan pour troubler la paix intérieure dont jouissaient ces deux pauvres petits coins de terre si déshérités par ailleurs. Aussi peut-il être certain que son nom sera longtemps prononcé sur les côtes de Houat et d'Hoedic, accompagné d'épithètes que les échos de ces îles, plus libres que nous, peuvent seuls se répéter les uns aux autres.* »<sup>34</sup>

En fin d'année, dans ses délibérations du 19 décembre 1880, le conseil municipal de Palais insiste de nouveau pour que soit créée une école publique sur chacune des deux îles.

*«Considérant que les écoles libres qui ont été créées ne remplissent pas leur but, qu'elles sont absolument à la discrétion du desservant, qui abusant de son autorité et de la situation, interdit l'école ou l'ouvre à qui lui plaît, et ne permet qu'une instruction nullement en rapport avec le programme en vigueur. Émet à l'unanimité l'avis qu'il y a lieu de créer dans chacune des sections de Houat et Hoedic une école de hameau. (...) Est d'avis que la dépense de ces écoles soit supportée par l'État jusqu'à l'érection de ses sections en communes (...).* »<sup>35</sup>

La décision de création d'écoles de la République est finalement actée lors d'une réunion du 19 janvier 1881 du conseil départemental de l'Instruction publique. Décision confirmée par le ministre de l'Instruction publique le 21 février.

*«Monsieur le Préfet expose que l'utilité de ces écoles est incontestable et leur création urgente. (...) Des locaux existent déjà, ce sont les bâtiments militaires dont les sections sont locataires; il serait possible d'y établir provi-*

33. Délibérations du conseil municipal de Palais, sept 1880, AMP.

34. Le Petit Breton 8-10-1880, ADM.

35. Délibérations du conseil municipal de Palais, 19-12-1880, AMP.

*soirement les futures écoles (logement et classe comprise). (...) À la majorité, les conclusions du rapport de M. le Préfet sont adoptées.* »<sup>36</sup>

Le 6 mars, le conseil municipal de Palais se réjouit de l'annonce de cette décision et évoque le recrutement des instituteurs, qu'il souhaite à même de soutenir les adjoints spéciaux.

*« En raison de la situation tout exceptionnelle de ces deux îles, il comptait précisément demander des instituteurs pour diriger ces écoles. Il fait remarquer à ce sujet qu'à côté des écoles publiques qui vont s'ouvrir il y aura toujours les écoles libres existantes et qui sont tenues par des congréganistes. Ce sera toujours là une ressource pour les parents qui préféreraient confier leur petite fille à des femmes.*

*Il dit de plus qu'il est indispensable qu'un instituteur soit envoyé dans chacune des îles, car il est au moins douteux qu'une institutrice puisse résister efficacement à l'influence du curé. L'instituteur, au contraire, arriverait à aplanir toute difficulté. Et, argument aussi considérable que celui tiré de l'école libre tenue par des femmes, il importe d'une façon toute particulière qu'il y ait dans chacune de ses sections un instituteur déjà au courant des affaires administratives, car cet instituteur devra remplir les fonctions de secrétaire de mairie et mettre en toute circonstance ses connaissances administratives au service de l'adjoint spécial.* »<sup>37</sup>

Avant même la rentrée de septembre, l'adjoint spécial Le Roux est impatient et inclut un rappel sur cette question de son courrier au Président de la République du 10 juin 1881<sup>38</sup>.

*« Il y a longtemps que l'on nous promet un maître d'école et nous avons beau espérer sans que personne ne se présente. Cependant nos enfants sont sans instruction faute de cela, car Monsieur le Desservant nous renvoie nos enfants de son école à nous républicains pour la moindre des choses.* »<sup>39</sup>

En septembre 1881, arrive finalement dans l'archipel les très attendus instituteurs laïques, Julien Le Déan à Hoedic et R. Huard<sup>40</sup> à Houat. De même qu'avec les nouveaux syndics, c'est l'arrivée sur chacune des deux îles d'une nouvelle personnalité extérieure à l'île, éduquée, naturellement républicaine.

*« Un jour donc, un long squelette barbu, couronné d'un long chapeau et affublé d'une lévite<sup>41</sup> démesurément longue pour cacher ses jambes phénoménales, opéra sa majestueuse descente dans l'île. Debout au milieu d'un groupe qu'il dominait de toute la tête, près du port, il ouvre la bouche et dit : "je viens de la part de mes chefs, je viens civiliser les sauvages de Houat." Ces sauvages houatais le reléguèrent au fort où il est depuis.* »<sup>42</sup>

L'arrivée de l'instituteur Huard est ainsi brossée par le recteur Gouron vers 1885. On devine une personnalité mûre et d'expérience, ce qui se confirmera dans son soutien à l'adjoint spécial, mais aussi un original qui deviendra la

36. Création et suppression d'écoles et d'emplois, Morbihan 1870-1873. Archives nationales F/7/9997.

37. Délibérations du conseil municipal de Palais, AMP.

38. Cf. p. 89.

39. Courrier du 10-6-1881, AMP.

40. Nous ne connaissons que l'initiale de son prénom.

41. Long manteau descendant à mi-mollet.

42. Cahier paroissial, APHT.

bête noire de l'abbé Gouron. Celui d'Hoedic n'est par contre âgé que de 19 ans, frais émoulu de l'école normale formant les instituteurs.

La presse conservatrice ironise sur ces nominations et l'ostracisme de la population à leur arrivée. Ils arrivent en effet en terrains minés.

*«Ainsi des adjoints spéciaux laïques ont été nommés. Pauvres adjoints, leur orthographe aussi laïque que fantastique est à la hauteur de leurs prétentions. Peu au courant des devoirs que leur imposent leurs fonctions, ils sont au contraire à cheval sur leurs droits et s'imaginent éblouir les populations par l'esprit mirifique de leur écharpe. Les syndicats maritimes ont été laïcisés, moyen comme un autre de réduire les ressources pourtant bien restreintes des recteurs qui recevaient une indemnité pour ce service.*

*Un comble, c'est la nomination d'instituteurs laïques. Deux de ces malheureux ont été expédiés dans les îles où ils n'ont pas un élève, tandis que l'école mixte tenue par les religieuses est très suivie, mais on veut enlever aux bonnes sœurs l'éducation des petits garçons. Nos magisters sont logés chacun dans un fort dont ils forment la garnison avec le nouveau syndic. Ils peuvent du haut des murailles de leur donjon contempler la mer, ou se livrer à la pêche à la ligne, la pêche aux élèves ne donnant pas : les parents ne veulent pas d'école sans Dieu, sans prière et sans catéchisme.»<sup>43</sup>*

L'école est installée pour les deux îles dans une salle du fort qui sert aussi de bureau pour la mairie et le syndic des gens de mer. Le recteur Gouron évoque à sa façon (en 1885) ce qui est devenu le local, «l'aire» des républicains, à Houat.

*«Dans un intérieur déjà en ruine se logent l'instituteur et le garde champêtre Deschamps. C'est là que nos deux aigles ont déposé leurs aires, au milieu d'une couronne de crottin de rats. C'est là que nos deux puissants correspondants de la franc-maçonnerie préparent et forment les orages qui désolent ce petit pays. Longtemps, ils ont eu le bureau télégraphique sous la main; désormais ils ne l'ont plus, le bureau est transféré au bourg. Pour eux, la citadelle est tout : église, école logis et ciel!»*

Le recteur Raude évoque dans ses notes pour 1881 ses premiers contacts avec Julien Le Déan.

*«Le 12 septembre, l'instituteur laïque tant de fois annoncé arriva à d'Hoedic. C'est un jeune homme de 19 ans du nom de Julien Le Déan. Il ne montre pas avoir beaucoup de religion ni de politesse. Le 13 septembre, l'instituteur vint montrer sa lettre de nomination au recteur et, à l'instigation sans doute de Bonnelle et Cie, lui demanda un local pour sa classe. Le recteur lui fit remarquer que la commune n'avait aucun local à Hoedic en dehors du fort, que la maison d'école des sœurs appartient à l'Église et qu'il lui était impossible de lui trouver un local. Il alla s'installer au fort où il est resté plusieurs semaines sans avoir de garçons.*

*Cependant l'adjoint spécial a fait mille efforts pour intimider les parents. Il parcourait le village, allait auprès de l'auberge un papier à la main, disant qu'il avait reçu ordre du gouvernement d'obliger les parents d'envoyer leurs enfants à l'instituteur et que s'ils ne le faisaient pas, ils auraient deux mois de prison.»<sup>44</sup>*

43. Le Morbihannais, 5-10-1881, ADM.

44. Notes de Raude pour 1881, BMS, APHd.



Le 10 octobre 1881, réjoui, l'adjoint spécial d'Hoedic informe le maire de Palais que la classe a finalement commencé... et va inclure le catéchisme, à quelques mois seulement de la laïcisation de l'école laïque et de ses programmes par la loi du 28 mars 1882. Ce courrier signé «*Blanchet*» est d'une belle écriture, celle de l'instituteur dans son rôle annexe de secrétaire de l'adjoint spécial. Il est suivi d'une liste de matériel nécessaire pour la classe.

*«J'ai le bonheur de vous annoncer que l'instituteur a enfin pu commencer la classe aujourd'hui. Il a débuté ce matin avec un élève et a fini sa journée avec quinze. Il est probable qu'il en aura encore cinq ou six. Espérons que cela continue pendant tout le cours de l'année. L'une des causes qui ont empêché les enfants de venir plutôt à l'école c'est que leurs parents, leur mère du moins, croyait qu'on ne leur enseignerait plus le catéchisme. Pour qu'ils continuent à les envoyer, l'instituteur le leur enseignera comme faisaient les bonnes sœurs. Et à cela il n'aura pas grand peine, car ils n'en savent guère. En conséquence, je vous prie, Monsieur le Maire, de m'envoyer quelques exemplaires du catéchisme.»*<sup>45</sup>

Sur la base du recensement de 1896<sup>46</sup>, on peut estimer qu'en 1880 Hoedic comporte une cinquantaine d'enfants en âge d'aller à l'école (7 à 13 ans), dont une vingtaine de garçons. L'«école du diable» a donc finalement trouvé ses marques... mais doit se résoudre à enseigner le catéchisme, un signe de compromis.

L'ambiance est aussi tendue avec le recteur de Houat. Le 11 novembre 1881, l'instituteur R. Huard signale au conseiller général Adrien Bonnelle une passe d'armes avec le recteur Lavenot, au cours d'une messe.

*«Monsieur le Conseiller général, j'ai l'honneur d'informer Monsieur le Maire de Palais et Monsieur l'Inspecteur de l'arrondissement du fait qui s'est passé aujourd'hui à l'église à mon sujet. Très attentif à ce que disait le curé, il s'est adressé à moi vers le milieu de son sermon par ses paroles : "Pourquoi me regardez-vous?" "Vous m'insultez!" Attaqué dans mon honneur et dans ma réputation devant mes élèves et devant le public, dans un lieu où il est défendu de répondre, je demande à mes chefs qu'il me soit permis de poursuivre Monsieur Lavenot afin qu'il répare le tort qu'il m'a fait. (...)»*<sup>47</sup>

Soulignons enfin que si Le Palais n'a, à ce jour, guère investi dans ses deux sections, l'arrivée de ces deux instituteurs devient une charge non négligeable à la charge de la municipalité. Les instituteurs ne deviendront fonctionnaires qu'avec la Loi du 19 juillet 1889 et seront alors payés par l'État. Mais Le Palais compte bien mettre la main sur les cantines et leurs juteuses ressources...

### Échauffourées à la cantine

Pendant que s'échangent moult courriers entre Le Palais et la préfecture sur les manœuvres des recteurs, la vie sur les deux îles continue son cours, de plus en plus perturbée par les interventions de Palais relayées par les

45. AMP.

46. Buttin 2021.

47. AMP.

adjoints spéciaux. Le recteur Raude donne dans le registre BMS un aperçu des activités de l'adjoint spécial d'Hoedic pour l'année 1881.

*« Les vexations contre les deux recteurs d'Hoedic et de Houat ont continué pendant cette année. L'adjoint spécial d'Hoedic, Blanchet Jean-Louis dit Faraud, soutenu par Bonnelle et quelques autres francs-maçons de Palais, n'a pas cessé depuis le mois de janvier de répandre de mauvais bruits dans le public, d'annoncer que le recteur perdrait son syndicat, qu'on enverrait un instituteur laïque, qu'on enlèverait l'auberge au recteur ou qu'on bâtirait une autre, etc., etc... »*

*Au mois de janvier, il y eut élections municipales. Pour la première fois, l'adjoint spécial fut porté sur la liste radicale et nommé conseiller municipal de la commune de Palais. Il se trouva on ne peut plus fier de sa nomination. Mais ses titres civils laïques ne lui donnèrent pas pour cela plus de crédit auprès des habitants de l'île d'Hoedic. Dépourvu de tout mérite et de toute influence morale, il ne peut ni pendant l'hiver ni pendant l'été faire vider l'étang, curer le ruisseau, faire relever les murs des champs et garder les bestiaux. Tout est allé à la ruine.*

*Voyant qu'il ne pouvait pas faire ce que faisaient auparavant les recteurs, il a déclaré qu'il était seulement agent du gouvernement et qu'il n'était pas chargé des intérêts des habitants. Si le recteur, par pure complaisance, n'avait pas donné quelques avis en chaire, le blé et le jonc eussent été ravagés par les bêtes. Au commencement de l'année, l'adjoint spécial avait promis des secours aux habitants et le gouvernement n'a rien accordé.*

*Il est allé plusieurs fois à Palais s'entendre avec ses amis les radicaux pour faire la guerre au recteur. Au mois de février, il reçut de Palais l'ordre d'espionner le recteur avec des modèles de procès-verbaux tout faits contre lui dans le cas où il aurait dit quelque chose contre le gouvernement, où il aurait frappé quelqu'un à la cantine en y mettant de l'ordre. La signature seule manquait. Guilbaud guetteur<sup>48</sup> les montra au recteur. »<sup>49</sup>*

Deux incidents violents se déroulent autour des cantines en avril 1881. Le premier à Hoedic, sobrement mentionné dans une note du recteur.

*« Dans la semaine du 4 au 10 avril, Paul Blanchet et son frère l'adjoint, pendant que le recteur se trouvait à Belle-Île, ont insulté les deux aubergistes. Guilbaud, le chef guetteur, ivrogne pommé<sup>50</sup>, les soutenait dans leurs injures. Leurs garçons Désiré Blanchet et Gilles Blanchet firent chorus avec eux. Quand le recteur fut de retour, il dit à la cantinière de ne pas leur donner à boire pendant quelques jours; ce qui fut fait. Ce même Paul Blanchet a menacé plusieurs fois les aubergistes et leur a adressé toutes sortes de paroles ordurières, leur disant quelquefois qu'elles perdraient bientôt leur emploi, leur promettant d'autres fois une plus grande rétribution si elles voulaient renoncer à servir le recteur. »<sup>51</sup>*

Effet du printemps ? La même semaine, éclate un incident à Houat entre le recteur Lavenot et l'adjoint spécial Ferdinand Le Roux et quelques-uns de leurs partisans. Un vrai pugilat, décrit avec force détails dans le procès-verbal

48. Guetteur du sémaphore.

49. Notes de Raude pour 1881, BMS, APHd.

50. Vieille expression, ivrogne achevé.

51. Notes de Raude pour 1881, BMS, APHd.

rédigé par l'adjoint spécial à l'attention du maire. Rédaction sans beaucoup d'aide cette fois, semble-t-il, du moins pas celle de l'instituteur.

*«Le 10 avril, (...) je suis allé à la cantine pour boire une chopine de vin avant d'aller me reposer. Il y avait Le Gurun Marc et Le Gurun Alexandre qui se disputaient. Je leur ai dit 3 fois de se taire ou je leur aurais dressé procès-verbal. Ces deux hommes ont fini leur dispute lorsque Monsieur Lavenot est entré aussitôt comme je disais que j'aurais dressé procès-verbal. Il me dit que la cantine lui appartenait et que je n'avais pas le droit de faire la police là et qu'il n'y avait que lui qui devait faire la police là-dedans. Je lui ai dit "qui êtes-vous donc ici ?" Il m'a répondu "je suis membre de la fabrique, et fermez la bouche, pauvre innocent, car vous êtes ivre." (...) Je suis allé devant lui, demander à la cantinière si elle m'avait servi de quoi à boire pour m'enivrer, elle a répondu qu'elle ne m'avait servi qu'une chopine de vin et un sou d'eau-de-vie, alors il m'a pris par le bras pour me mettre dehors de la cantine (...). Je lui ai dit que je lui aurais dressé procès-verbal. Il m'a répondu que j'avais déjà fait deux qui n'avait pas porté beaucoup de valeur. Il me dit qu'ils allaient me retrancher pour un mois de la cantine. Je lui ai répondu que cela ne me faisait rien. "Demain vous m'enverrez votre rôle". Je lui ai répondu que oui.*

*Alors Le Gurun Arnel a pris la parole en me disant, "tu viendras commander sur nos affaires toi", et son beau-frère Le Gurun Victor qui me dit "toi tu es un adjoint, tu ne sais pas mettre ton nom, encore bien moins dresser un procès-verbal". "Je le ferai faire par mon secrétaire et je le signerai". Là, le recteur a dit en breton, "garçons, crochez dedans et poussez le dehors". Au même instant, ils ont sauté cinq à six sur moi et ils m'ont traîné jusqu'à la porte où Le Gurun Victor m'a pris au cou en leur disant, "laissez-le avec moi maintenant". Il m'a donné aussitôt un coup de poing dans la tête et trois coups de pied dans le côté avec son sabot, qui m'ont fait souffrir plusieurs jours, mais les plus acharnés sur moi était le Gurun Victor qui m'a frappé et Le Gurun Arnel qui m'a donné un coup de poing en me disant, "qu'est-ce que tu es toi ?"*

*Je lui ai dit "frappe, mais tu paieras ça". Le Roux Isidore se trouvait à la porte en dehors lorsqu'on me pousse, il a voulu prendre ma défense, il a dit à Le Gurun Victor, "cochon as-tu le droit de frapper le monde comme ça toi ?" Au même instant, Le Gurun Victor lui a donné un coup de pied avec son sabot dans l'estomac. Le Roux Isidore a riposté par un coup : il est parti chez lui. Le Gurun Victor cherchait partout Le Roux Isidore pour le frapper encore, mais le trouvant, il est retourné à moi qui me trouvais appuyé sur une barrique vide qui se trouvait auprès de la cantine, pour me remettre un peu des coups que j'avais reçus, il m'a croché de retour au cou, me mettant son poing sous le nez, mais son père lui a dit ne frappe pas.*

*De là, j'ai rentré pour prendre ma casquette qui était tombée dans la cantine, le recteur se trouvait encore là et j'ai dit "faut-il être canaille pour avantager le mal comme ça" ; il a pris des témoins "Vous entendez, il me traite de canaille". Je lui ai dit "je ne cite personne". Voici les noms des personnes qui se trouvaient à la cantine et en dehors lorsque c'est arrivé. Le Gurun*

*Athanase jeune, Le Berre Charles, Le Roux Barnabé, Scouarnec Patern, le grand Pierre-Marie, Le Palmec Stéphane, Le Fur Louis, (...)*

*Je n'ai pas pu dresser le procès-verbal le lundi, car tous les bateaux étaient partis à la pêche le matin, il a fallu espérer la rentrée des bateaux qui a eu lieu le jeudi et vendredi, il me fallait le nom des témoins. Le lundi 11 avril, j'ai fait envoyer mon rôle chez lui par ma fille comme il me l'avait demandé, j'étais occupé au port à bord de mon bateau. À mon retour j'ai trouvé un billet de Monsieur le Recteur qui me disait de passer chez lui, je suis allé aussitôt pour prendre mon rôle, car il est syndic des gens de mer. À ma rentrée chez lui, il me dit "êtes-vous ce matin ce que vous étiez hier soir ?" Je lui ai répondu "je suis ce matin ce que j'étais hier soir et que je faisais mon devoir". Il m'a demandé à m'arranger avec lui en ami, je lui ai dit "je ferai mon devoir". Sur quoi nous adjoint spécial susdit avons dressé procès-verbal contre Monsieur Lavenot Pierre-Marie, desservant à l'île de Houat ainsi qu'à Le Gurun Victor et Le Gurun Armel qui ont frappé et se trouvaient en état d'ivresse.*

*Fait à Houat, le 15 avril 1881, l'Adjoint spécial Le Roux Ferdinand* »<sup>52</sup>

L'affaire n'en reste pas là. Le 10 juin 1881, l'adjoint spécial envoie au Président de la République un courrier revenant sur cette algarade et sollicitant le limogeage du recteur Lavenot. Il est signé de l'adjoint, mais le style administratif ampoulé, semé tout de même de quelques fautes pour crédibiliser l'auteur, suggère une rédaction par les républicains de Palais ou par l'instituteur.

*« Ces faits n'ont jamais été portés à votre connaissance, car vous qui personifiez l'équité et la justice, vous vous seriez fait un devoir de faire respecter l'adjoint spécial qui n'a accepté les fonctions que vous lui aviez fait l'honneur de lui confier, que par dévouement pour ses compatriotes et pour soutenir le gouvernement républicain. (...) »*

*Nous osons espérer, Monsieur le Président de la République, que vous accueillerez favorablement notre respectueuse requête et que vous voudrez bien faire sortir toute une population de l'état d'asservissement dans lequel nous vivons encore. (...) »*

*Je suis avec respect, Monsieur le Président de la République, votre très humble et obéissant serviteur.* »<sup>53</sup>

De son côté, le recteur Raude égrène dans ses *Notes pour 1881*, une nouvelle litanie des désordres qui se succèdent, mois après mois, sur l'île sœur.

*« Le chef guetteur Guilbaud, d'accord avec l'adjoint spécial, fit du désordre à l'auberge le 13 mai et insulta grossièrement Marie-Joseph Allanic. Pendant les dernières semaines de mai, Désiré Blanchet et quelques autres jeunes gens revenus du service n'ont cessé de chanter la Marseillaise, souvent en passant auprès de l'église et du presbytère.*

*Le 5 juin, Bonnelle et Hardouin*<sup>54</sup> *vinrent à Hoedic, s'installèrent au sémaphore et essayèrent de comploter avec quelques mauvais garnements de*

52. Copie du procès-verbal, AMP.

53. AMP.

54. De même que Bonnelle, Hardouin est adjoint du maire de Palais.

*l'île. Ils ont essayé de sonder le terrain au sujet de l'établissement d'une cantine laïque. Après leur passage, l'adjoint spécial a fait mille promesses aux aubergistes si elles voulaient quitter le recteur pour s'attacher à lui. Ruses du serpent voulant tromper Ève. Mais ces filles, sachant qu'elles ne dépendent que du recteur, ont repoussé le tentateur.*

*Dans le mois de juin, l'adjoint spécial, après avoir affirmé la moitié des pâturages intérieurs du fort au recteur, nia son engagement et donna une partie de ces pâturages au guetteur Gouzerh.*

*Le 26 juin, Jean Blanchet et quelques autres jeunes gens voulurent entrer à neuf heures à l'auberge qui était fermée et menacèrent les aubergistes en disant : "bientôt elles auront la tête bien basse".*

*Le 10 juillet, Joséphine Le Palmec, fille de Jacques, vint, poussée par son oncle l'adjoint, trouver le recteur pour lui demander s'il avait dit qu'elle avait veillé toute la nuit avec un jeune homme. Le recteur n'avait rien dit.*

*Au mois d'août, on avait répandu le bruit que l'adjoint avait écrit à Belle-Île contre le recteur pour l'accuser de ne pas s'occuper de la clôture des champs.*

*Aux élections législatives du 24 août, le vote avait eu lieu en dépit du bon sens dans la maison de l'adjoint. Il n'y avait à côté de la boîte qu'un ou deux assesseurs. On aurait dit que la boîte avait été ouverte.*

*Le 23 septembre, Désiré Blanchet, Gilles Blanchet, Jean Blanchet, Jules Raoul ont insulté l'aubergiste d'une façon abominable et ont renversé la table de la cave. Ils ont même poussé et insulté M. le Recteur qui est allé voir les dégâts et les prier de sortir de la maison. Le recteur a écrit au procureur de la République à Lorient, qui a étouffé l'affaire.*

*Dans la nuit du 26 au 27 septembre, le jardin du recteur a été ravagé par quelques mauvais garnements. Le recteur a demandé une enquête. L'adjoint, dont les parents étaient compromis dans l'affaire, a réussi à étouffer l'enquête. Le recteur en sera quitte pour remplacer huit arbres fruitiers brisés et hachés par ces malfaiteurs.*

*Le 21 novembre, quelques jeunes gens ont transporté le canot du recteur du port au village et l'ont jeté dans une brèche du mur. Le chien de Paul Blanchet a tué et blessé plusieurs poules et oies et canards du recteur et des autres particuliers, sans qu'on lui fasse rien,... etc. »<sup>55</sup>*

La fête nationale du 14 juillet 1881 est dignement célébrée à Hoedic par les partisans de la République, mais cela se termine mal observe le recteur Raude.

*«L'adjoint spécial, Guilbaud et quelques jeunes gens voulurent faire une grande solennité. Il y eut drapeau et oriflammes et feu d'artifice au sémaphore; le long de la maison de l'adjoint et de son frère Paul, lanternes vénitiennes. Après avoir promené leur drapeau dans le village et chanté la Marseillaise, Désiré Blanchet et Gilles Blanchet voulurent allumer leurs lanternes. Une dispute s'élève entre eux vers 10 heures du soir, puis des coups de poing, des coups de pied; le sang coule. L'adjoint et son frère Paul se battent. Jolie terminaison, digne de la fête. »<sup>56</sup>*

55. Notes de Raude pour 1881, BMS, APHd

56. *Ibid.*

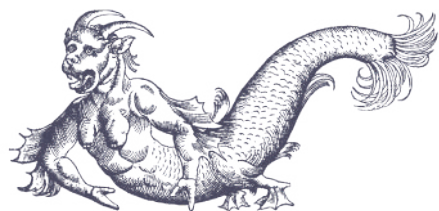
En septembre 1880, l'administration fiscale fait son apparition pour la première fois afin de scruter les biens de l'Église.

*«Le 2 septembre, arrivée du contrôleur. C'est la première fois. Il a pris note des immeubles de l'église, presbytère, couvent ou maison des sœurs, maison cantine, etc., moulin, etc., pour les impôts des portes et fenêtres, et les patentes. Le tour des particuliers viendra plus tard. Les habitants sentiront bientôt les douceurs du changement de régime.*

*Le 9 septembre sont venus à Hoedic, après avoir passé par Houat, l'inspecteur des contributions indirectes de Vannes et le Receveur des contributions indirectes de Palais. Ils se sont adressés au recteur et lui ont déclaré que l'exemption de droits accordée jusque-là à sa cantine cessait à partir de ce jour et qu'il aurait à s'entendre pour un abonnement avec l'administration des contributions indirectes. Ils ont interrogé le recteur sur le nombre des barriques bues, sur le bénéfice de la cantine, sur l'emploi de ce bénéfice, etc., etc.»<sup>57</sup>*

---

57. *Ibid.*



## – IV –

### L'ENJEU DES CANTINES

[1881-1882]

#### Le statut des cantines selon Le Palais

Le 5 septembre 1881, un nouveau préfet, Henri Vel Durand, est nommé à Vannes. Dans une lettre au sous-préfet, il aborde dès octobre la dernière question qui hante Le Palais concernant les deux îles : récupérer les cantines...

*« Depuis mon arrivée j'ai été saisi des difficultés auxquelles donne lieu dans les îles d'Houat et Hoedic le maintien, aux mains des desservants des deux îles, de la gérance des cantines qui y sont établies. Mon prédécesseur a longtemps insisté auprès des ministères des Finances et de l'Intérieur pour obtenir une décision ou une mesure qui porte un remède à la situation. Il s'est toujours heurté à des objections (...) auxquelles nous devons tout au moins chercher à échapper. À ne consulter que les convenances, il n'est pas douteux que la gérance d'une cantine par un membre du culte ne constitue un abus, scandale que l'autorité seule du ministre des Cultes devrait pouvoir faire cesser.*

*Je crois utile d'étudier dès à présent les diverses combinaisons qui permettraient d'atteindre le résultat cherché. (...) Diverses questions ont déjà été posées à la municipalité de Palais qui n'a pu y répondre qu'imparfaitement. Je crois utile de revenir sur quelques-unes et d'en ajouter de nouvelles, auxquelles je vous prie d'inviter Monsieur le Maire de Palais à répondre après qu'il se sera entouré de tous les renseignements utiles. »<sup>1</sup>*

À le lire, le nouveau préfet ne peut tolérer des prêtres « vivant du zinc ». Les lois de la République se basent-elles donc sur des questions de convenance ?

Afin de trouver une piste, douze questions sont posées par le préfet dans son courrier. Le maire de Palais, Pierre Lamy-Poupard<sup>2</sup>, assisté de son adjoint Adrien Bonnelle y répondent dans un nouveau et long rapport<sup>3</sup> adressé au sous-préfet (son interlocuteur obligé dans l'administration préfectorale...), remerciant le préfet de sa clairvoyance concernant les deux îles et tentant de démonter la revendication des recteurs sur la cantine.

*« Permettez-moi de vous féliciter tout d'abord de la lettre de Monsieur le Préfet concernant Houat et Hoedic et de me réjouir de la solution prochaine dont elle*

1. Lettre du 20 octobre 1881, AMP.

2. Élu le 6 mars 1881, [www.annuaire-mairie.fr](http://www.annuaire-mairie.fr).

3. Document non daté, circa novembre 1881, AMP.

*est le gage. J'ai réuni mon conseil des ministres, je veux dire que j'ai appelé mon adjoint à discuter la question que vous avez bien voulu me soumettre; (...) De la lecture approfondie de la lettre ministérielle du 16 octobre 1880 qui est le seul document officiel que possède la mairie de Palais au sujet des cantines de Houat et d'Hédic, nous avons conclu qu'on ne peut rien conclure tellement elle est peu précise, tellement elle est diplomatique. Mais elle nous apprend, au moins, que les cantines ont été établies dans l'intérêt général de chacune des sections, qu'elles avaient un but de bienfaisance et que leurs gérants devaient rendre des comptes. Puis, si elle n'indique pas la source de ce renseignement, elle contient cet avis que la situation date de longtemps et a été maintenue par une décision du 10 septembre 1863 prise, sur l'avis conforme du préfet du Morbihan, par l'administration des contributions directes.*

*Ceci dit, nous passons aux questions posées par Monsieur le Préfet, et nous y répondons de notre mieux, ainsi que suit :*

*1– Quelle est l'origine des cantines ?*

*2– Quelle est la date de leur création ?*

*3– De quelle autorité les gérants tiennent-ils la gérance ?*

*Il existait autrefois à Houat et à Hoedic des débits tenus par des particuliers. Les débits, mal approvisionnés en raison des faibles ressources de leurs titulaires et des difficultés de ravitaillement, ne pouvaient parer aux besoins de la consommation et les desservants, touchés les premiers, se servant de leur qualité d'adjoints spéciaux, se faisant l'objet de leurs administrés, ont pu provoquer l'autorisation d'ouvrir les cantines aux conditions indiquées par la lettre ministérielle du 16 octobre 1880; mais plus vraisemblablement, et c'est ce qui ressort des déclarations tout récemment obtenues d'habitants des îlots, ces cantines ont été instituées par les habitants eux-mêmes, proprio motu<sup>4</sup> et peut-être sur l'initiative des adjoints spéciaux.*

*Voilà quant à l'origine. Quant à la date de la création, rien ne nous l'indique officiellement puisque nulle trace de cette affaire n'existe à la mairie de Palais et que les adjoints spéciaux, s'abritant sous leurs fonctions de desservant, ont toujours agi sans prendre l'attache de la mairie. Cependant il résulte des renseignements que nous venons de nous procurer que l'on peut faire résulter à 40 ans environ la création de ses cantines.*

*Il y a donc lieu de conclure de ce qui vient d'être dit au cas où les cantines ont été ouvertes avec l'autorisation des administrations, les gérants ont été désignés par elles et, qu'au contraire, ils ont été désignés par leurs fonctions à leurs administrés, si les cantines proviennent d'une génération spontanée. C'est cette dernière option qui nous semble probable.*

*En tout cas, ou plutôt dans ce dernier cas, la décision de 1863 maintenant le statu quo n'a pu être prise qu'après enquête, et sur les renseignements fournis par les adjoints spéciaux. Les desservants, qui remplissaient alors les fonctions d'adjoint spécial, ne peuvent revenir aujourd'hui sur leur déclaration. Par suite, il demeure établi que la cantine a été créée dans l'intérêt de la section puisque les bénéfices servaient à être appliqués à secourir les habitants; que le gérant devait rendre des comptes, et en outre que la décision prise en 1863 peut être rapportée en tout ou partie.*

4. « De leur propre initiative », référence à une lettre apostolique émise par le pape de sa propre initiative.



*En somme, à chaque changement de desservant et sans autre formalité, le nouveau venu prenait la suite des affaires du partant et administrait la section sans attendre sa nomination d'adjoint spécial, de syndic des gens de mer, sans demander aux intéressés d'être confirmés dans la gérance des choses communes, cantine, magasin, etc., etc.»*

Sur la base d'informations confuses faute d'éléments concrets, qui montrent pour le moins que Le Palais ignorait ce qui se passait dans ses sections, le maire pense pouvoir attribuer avec certitude à la section ce que les recteurs revendiquent réaliser dans le cadre et au profit de la paroisse. Rien n'interdit à un prêtre de tenir un débit de boissons, en toute transparence avec l'administration. Le recteur Rio régularise en 1847 la perception des droits puis les deux îles en seront dispensées par le fisc en 1863<sup>5</sup>.

Poursuivons le rapport du maire de Palais.

*«4—Quel mode de comptabilité est en usage ?*

*5—Y a-t-il un conseil de surveillance ?*

*6—Quelles sont ses attributions ?*

*7—À qui les comptes sont-ils rendus, l'ont-ils été régulièrement ?*

*La comptabilité est celle des premiers temps de l'ère chrétienne. Tout va à la caisse commune. Mais c'est le curé qui tient la caisse et la tient bien. (...) Les curés ont sans doute une comptabilité quelconque, des livres, mais bien fin ou bien puissant qui pourrait y avoir connaissance, à moins que l'évêque ne le veuille, mais le voudrait-il...*

*Il existe dans chaque îlot un règlement très circonstancié qui a au moins trois pages et qui a été réclamé en vain par la mairie de Palais après l'installation des adjoints spéciaux nommés l'année dernière. Le règlement instituait, paraît-il, un conseil des anciens, chargé d'étayer le curé en disant comme lui. À la création des cantines, il était à Hoedic composé de 12 membres. Il se réunissait tous les mois pour recevoir les comptes de la cantine, c'est-à-dire pour compter la caisse, qui avait trois clés. Le conseil a été consulté sur les secours à accorder, sur les travaux à faire.*

*À Hoedic, il fut fait des travaux qui demandaient beaucoup d'argent et ralentirent la distribution des secours, peu à peu le conseil fut moins consulté, compta la caisse moins souvent; à l'occasion, le curé mettait dehors les membres trop curieux, questionneurs. Et vers 1866, la caisse n'avait plus qu'une clé et rarement ouverte pour les secours le conseil ne fonctionna plus. À Houat a-t-il existé, a-t-il fonctionné ? On ne s'y souvient pas. Il y a plus de 30 ans que le curé n'a pas donné de secours, nous déclarait un habitant de Houat au commencement de l'année courante.*

*Il est vrai de dire qu'il n'y a pas de surveillance ni même de comptabilité. Il est certain qu'au jour où les gérants seront appelés naturellement à rendre leurs comptes, ils seront embarrassés. Jusqu'à présent ils n'en ont jamais rendu aux intéressés.»*

Nous l'avons vu dans une autre étude<sup>6</sup>, les chroniqueurs qui depuis l'abbé Delalande ont commenté l'histoire des deux îles, dans leur enthousiasme

5. Buttin & Audollent 2019, pp. 125-126.

6. Buttin 2019.

apologétique, ont laissé entendre qu'Hoedic et Houat étaient régies par les recteurs sur les bases d'une même charte.

*Le règlement d'Hoedic depuis 1822* est en fait le seul document qui ait jamais existé sous cette forme. Le texte d'origine, touffu, a été publié dans une version simplifiée et remaniée par La Grenée, *alias* F. Escart, en 1800. Dès lors, ce document a pu être diffusé. Il est connu de la préfecture, de Palais; il ira jusqu'au ministère de l'Intérieur et au Conseil d'État lors de la constitution des dossiers pour la création des communes. Aucun règlement écrit similaire ne semble jamais avoir été rédigé à Houat.

Le maire de Palais évoque un «*conseil des anciens*» qui recevrait les comptes. Rien ne suggère cela dans le *Règlement d'Hoedic*. Un conseil de sept notables est réuni en 1826 par le recteur Glajean (1820-1828) non pas pour contrôler les comptes, mais afin de valider un règlement interne à la cantine par les habitants (article 6 du *Règlement d'Hoedic*). Le recteur Rio (1839-49) constitue par la suite un conseil de douze notables (article 9), de nouveau afin de valider les nouveaux articles du règlement, sans mission sur la cantine et sans avoir été actif au-delà de sa première réunion.<sup>7</sup>

Le premier conseil de fabrique est institué à Hoedic en 1864<sup>8</sup> par le recteur Costevet (1861-65), et apparemment plus tard à Houat, le premier compte rendu de séance n'étant daté que de 1880<sup>9</sup>. Formalité légale sans grande effectivité sur les deux îles. Les conseils de fabrique étaient censés avoir une armoire à trois clés pour y déposer les registres de délibérations, titres et deniers de la fabrique, avec les clés confiées au curé, au président et au trésorier. Une telle armoire a-t-elle existé sur les deux îles ? L'article 1 du *Règlement d'Hoedic* précise que la comptabilité de l'Église était l'affaire exclusive des recteurs.

*«Le profit de la cantine se verse, ainsi que tout ce qui revient à l'Église, dans le trésor qui est au presbytère à la seule disposition du Recteur. De ce trésor l'on tire ce qui est nécessaire pour l'entretien de l'église et du presbytère; l'on prête, sans intérêt des grosses aux chaloupes de l'île et de l'argent aux particuliers dans leur extrême nécessité».*<sup>10</sup>

La cantine donnait aux recteurs des moyens exceptionnels (à l'échelle des deux îles) autorisant des investissements immobiliers pour la communauté, mais aussi des aides pour les paroissiens. Nous avons vu qu'en avril 1880, le recteur Raude comptabilise un montant d'aides diverses auprès des 53 emprunteurs, s'élevant à 17 052 fr, dont 6 270 fr pour l'acquisition des chaloupes. Les prêts pour une chaloupe — d'une valeur de 3 000 fr — sont de l'ordre de 1 000 fr<sup>11</sup>.

Raude note cependant en marge de l'article 1 du *Règlement d'Hoedic* :

7. Buttin & Audollent 2019, Buttin 2019.

8. Registre de fabrique, ADM 30J85/1.

9. Le cahier de délibération de la fabrique de Houat est intégré dans la reliure tome I du cahier de paroisse.

10. Buttin & Audollent 2019. Une grosse est un ancien terme juridique pour un acte notarié exécutoire. Sur les deux îles, le recteur fait (aussi) office de notaire et rédige un acte lors de prêts aux insulaires sur les fonds de l'Église. Un tel acte est reproduit p. 203.

11. Archives de la paroisse.

*« Depuis bien longtemps le Recteur ne prête plus de l'argent pour des grosses aux chaloupes, et depuis 1880, ils ne prêtent plus même aux particuliers, car à cause de leur mauvaise foi, il n'y a plus moyen de faire rentrer les dettes »<sup>12</sup>.*

Entre emprunts pour le bateau et autres dettes, les cinq partenaires d'une chaloupe doivent en 1880 au recteur Raude 2 848 fr et par ailleurs 1500 fr à des particuliers de Vannes. Or, ils ne peuvent pas rembourser cette dette extérieure à l'île et l'huissier leur envoie une signification de saisie de leurs biens, maison et sillons, qui doivent être vendus pour 2 000 fr. L'argent rentre pourtant à Hoedic en ces années où la pêche au homard est fort rémunératrice. Les endettés acculés se retournent alors de nouveau vers le recteur, entre pleurs et menaces.

*« Depuis huit jours, je n'ai aucune paix de la part de ces pauvres gens. Ils viennent chez moi tantôt ensemble, tantôt les uns après les autres, me tracassent pour que je leur donne cette somme, usant à mon égard tantôt de promesses, tantôt par leurs pleurs, tantôt par leurs menaces, disant qu'ils vont télégraphier ici, télégraphier là, qu'il y aura révolte dans le pays, si je refuse l'argent. »<sup>13</sup>*

Reprenons le fil du rapport du maire de Palais, les réponses aux cinq dernières questions du préfet.

*« 8 – Quel emploi a été fait des fonds ?*

*9 – Est-ce avec le produit de la cantine qu'ont été édifiés les bâtiments affectés aux divers services communaux, église, mairie, école ?*

*10 – L'entretien de ses divers bâtiments est-il prélevé sur les bénéfices ?*

*11 – Les bâtiments sont-ils des propriétés communales ?*

*12 – La fabrique perçoit-elle quelque chose sur les bénéfices ?*

*Tout d'abord (à Hoedic) le bénéfice provenant de la cantine a été employé, du moins en partie, à venir en aide aux habitants. On prêtait 1000 fr à qui voulait faire construire une chaloupe de pêche, on faisait des avances à qui avait des besoins de grains, d'appareils de pêche, etc., etc. Et bientôt les prêts et les avances étaient remboursés petit à petit, et la caisse continue à s'enfler grâce au formidable bénéfice de la cantine. On reconstruisit l'église, l'ancienne s'ensablant de façon à être impraticable. L'église fut achevée en 1853. Les habitants avaient coopéré à cette construction, comme ils le firent pour toutes les constructions ultérieures, par des corvées gratuites : extrayant la pierre, la portant à pied d'œuvre, servant le maçon, etc. Le moulin fut construit tout d'abord vers 1846-47.<sup>14</sup>*

*Bref vers 1865, il y avait 47 000 fr environ en caisse. Monsieur le Costevic (?), or il était question de prélever sur cette somme celle nécessaire pour libérer ceux endettés d'entre les habitants, et une autre somme destinée à être répartie entre tous. Lorsque Monsieur Féchant vint et prononça ego nominor leo<sup>15</sup>, il prit tout et c'est à peine si, sous son pontificat, le secours de 1000 fr fut accordé trois fois. Il ne rendait plus de comptes, je veux dire on ne comptait*

12. Buttin & Audollent 2019.

13. Lettre de Raude à l'évêque du 14-12-1880, AEV.

14. Construit en réalité en 1851, par le recteur Stéphane.

15. « Je m'appelle lion », ie se tailler la part du lion, fable d'Ésope.

plus l'argent en caisse. Le curé Féchant fit construire un grand bâtiment qu'on appelle le couvent, et qui contient l'école et le magasin commun. Le bâtiment fut achevé en 1871. Le même fut mis d'office à la retraite vers 1874 ou 1875 pour insulte à ses ouailles.

L'abbé Raude, lui ayant succédé, continua ses erreurs au point de vue de l'emploi des bénéfices de la cantine; jamais il n'a rendu compte, s'il a fait quelques avances sur les fonds de la cantine, ce n'est qu'à des préférés, à des partisans dévoués, au bedeau, par exemple et aux autres salariés de l'église qui composent depuis l'année dernière le conseil de fabrique. Autrefois le conseil des anciens faisait fonction de conseil de fabrique.

C'est encore avec les fonds de la cantine que fut monté le magasin commun, auquel il y a quelques années il fut donné une extension importante. On y trouve un peu de tout. Le curé fait les prix à sa guise, perçoit des bénéfices considérables dont il rend compte comme de ceux de la cantine.

À Houat, il ne paraît pas qu'il y ait été fait de construction, sauf peut-être le bâtiment servant au magasin commun et à l'école. À ce sujet il n'est pas inopportun de faire remarquer que l'école libre s'est maintenue dans ce local (à Hoedic de même) et qu'il a fallu installer l'école publique de hameau dans un bâtiment loué.

Il n'a donc été fait à Houat que peu de dépenses et constructions dans l'intérêt public, mais en revanche les secours n'ont pas été plus considérables. Le curé, qui n'a jamais rendu de compte, doit, par suite, avoir une caisse formidablement remplie; quoique la consommation à Houat étant sensiblement moindre qu'à Hoedic, les bénéfices s'en ressentent proportionnellement.

En tout cas, à Houat comme à Hoedic, c'est avec les bénéfices des cantines qu'on a tout fait, qu'on entretient tout. C'est avec les fonds en caisse que le curé paye la contribution foncière, quitte à réclamer ensuite aux habitants. Il payait également les institutrices, la faisant-fonction de garde champêtre, l'équipage et l'entretien de la chaloupe et toutes les dépenses quelconques étaient prélevées sur la caisse commune, en sorte qu'il est facile de répondre à la onzième question. Oui, sans doute, tous les édifices sont communaux, car ils ont été bâtis sur des terrains appartenant à la commune, car ils ont été construits à l'aide de l'effort commun, et des deniers communs, ils appartiennent au moins à la section, s'ils n'appartiennent pas à la commune. Et cependant les curés prétendent que tout ce qui existe à Houat et à Hoedic, bâtiments, cantine, magasin, chaloupes, etc., tout ce qui suit, appartient aux fabriques. Cette allégation date de l'année dernière, (?), ils se sont empressés de porter au budget de la fabrique (?) les produits de la cantine, et autres. (...)

La fabrique ne possède rien. On a, en vérité, inscrit à son nom au cadastre lors de la formation du cadastre à Hoedic : le cimetière, l'église (la nouvelle a été bâtie après) la maison d'école (le couvent est bâti depuis), le presbytère et ses dépendances; à Houat : (article église de Houat) tous les mêmes immeubles et quelques parcelles de terre. Mais qu'importe ces inscriptions. L'église de Houat peut-elle posséder? Et avec quoi les fabriques auraient-elles acquis et construit? Elles n'ont pas 200 fr de revenus par an.

Les places à l'église se paient 25 ct par tête et par an. Et le curé perçoit 7 fr pour les enterrements, messes d'enterrement et messes de huitaine com-

prises. La vérité c'est que les curés avant d'avoir à leur disposition les servantes de la cantine, étaient obligés de faire appel aux habitants et probablement de fournir eux-mêmes aux besoins du culte et que depuis la création des cantines, ils ont puisé comme ils ont voulu dans la caisse commune.

Il y a dans chaque île une chaloupe commune qu'on appelle la chaloupe du curé; elle appartient évidemment à la fabrique... Voilà donc la fabrique qui ne possède que 200 fr de revenus, qui entretient une chaloupe qui coûte au moins 1500 fr par an. La situation est tellement criante que les curés le sentent eux-mêmes. Ils ont compris qu'elle ne saurait persister et avec l'accord touchant qu'on remarque dans tous leurs agissements, ils ont fait récemment un approvisionnement considérable d'ornements d'église, vases sacrés, croix, vêtements pour le prêtre, pour les enfants de chœur. Est-ce assez significatif?

Pour répondre à la douzième question, nous disons donc que si la fabrique a prélevé une somme quelconque sur les revenus de la cantine, ou de ceux du magasin qui n'est que l'émanation de la cantine, elle a pu, par les mains du gérant de la cantine, percevoir sur ces fonds tout ce qu'elle a voulu.

En égard des revenus de la fabrique, considérons les revenus de la cantine. Il est très facile de s'en rendre compte approximativement :

La chaloupe du curé, que nous appelons, nous, la chaloupe commune, fait en moyenne (pour Hoedic) un voyage mensuel de ravitaillement et revient avec un plein chargement soit 20 barriques de vin blanc et rouge, et deux barriques d'eau-de-vie. Chaque barrique vaut 225 litres. Le litre de vin rouge se vend 70 ct, le vin blanc 50 ct. Prenons une moyenne de 60 ct, quoiqu'il se consomme plus de vin rouge. C'est une recette par an de 32 400 au minimum. Le vin blanc actuellement est cher comme le vin rouge, il vaut 70 fr, le rouge 90 fr, chiffres exagérés. C'est une moyenne de 80 fr. Prenons 90 fr de moyenne de la barrique à cause des frais, d'où une dépense annuelle de 21 600 fr. Le litre d'eau-de-vie se vend 2 fr par petit verre, et c'est ainsi qu'il se consomme davantage. Le litre vaut plus. À 2 fr le litre, c'est une recette annuelle de 10 800 fr. Le litre tout frais compris ne revient pas à 1,75. Prenons ce chiffre, il constitue une dépense annuelle de 9 450 fr.

Que de bien-être l'on pourrait donner aux habitants d'Hoedic avec de pareilles ressources!

À Houat, la consommation est moindre, les bénéfices sont également moindres tout naturellement. Mais ils sont dans la même proportion. Dans ces îlots, les magasins sont à présent, grâce à l'aide qu'ils ont trouvée dans la cantine, à même de produire également d'excellents résultats. »

Cette longue argumentation du maire de Palais, se révèle riche d'enseignements sur l'économie de la vie insulaire dans cette deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il en ressort, comme déjà établi dans l'étude sur *Le Cycle du homard*<sup>16</sup>, que les deux îles drainent alors une certaine richesse issue des résultats de la pêche du homard et de la langouste initiée vers le milieu du siècle. Il en ressort aussi que ce flux est plus important à Hoedic que sur l'île de Houat, où « les bénéfices sont moindres ». Étonnamment, dans tous ces

16. Buttin 2021.

développements les informations tendent à être moins complètes, moins précises pour Houat que pour Hoedic.

Ces flux annoncés par Le Palais sont importants ! 4500 l de vin et 450 l d'eau de vies par mois, soit 7560 l d'alcool pur par an (considérant 10° pour le vin et 40° pour l'eau-de-vie), représentent 21,8 l par habitant (environ 350 à Hoedic). Selon T. Fillaut, en 1900 cette consommation d'alcool pur est proche de la moyenne nationale. Elle est évaluée à 9,9 l/an par habitant en Finistère, 11,6 l en Côtes-du-Nord, 11,9 l en Morbihan, 29,8 l, en Ille-et-Vilaine, 34,2 l en région parisienne et 18,6 l en moyenne française<sup>17</sup>.

Sur les deux îles, ce flux de richesse bénéficie d'abord directement aux insulaires, oublie de préciser le maire. À Hoedic, tout le quartier à l'ouest du presbytère (l'actuelle bibliothèque) date de cette époque, maisons parfois richement meublées. Mais il est vrai qu'une grande partie des revenus est captée par les achats de boissons dans les cantines des recteurs. La moralité de la tenue de débit de boissons par des prêtres pose sans doute question. Les recteurs en avaient du moins un certain contrôle. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la perte de prestige des recteurs et la multiplication des débits de boissons privés à Hoedic vont engendrer une anarchie et un appauvrissement tels que s'ensuivra une émigration de plus la moitié des insulaires.<sup>18</sup>

Le résultat annuel de la cantine, estime le rapport, est de l'ordre de 12 000 fr pour Hoedic, somme importante pour ces petites communautés. Auxquels s'ajoutent les résultats du magasin et du moulin. Selon différents commentaires, au fil des notes de l'époque, on voit une maison et des sillons saisis pour 2 000 fr, la valeur d'une chaloupe à 3 000 fr<sup>19</sup>.

Ce qu'explique finalement le maire de Palais, c'est que cet argent est réinvesti d'une manière ou d'une autre pour la collectivité : pour les dépenses courantes, en aides et prêts aux insulaires en investissement bâtiments ou pour la décoration de l'église. L'église d'Hoedic Notre-Dame-la-Blanche bénéficie ainsi à cette époque d'équipements exceptionnels, apportés par différents recteurs : tels l'autel, le baptistère, les anges en marbre de Carrare par l'abbé Féchant, les boiseries et statues sculptées par le recteur Raude.

Il n'est par contre nullement évoqué dans les propos du maire toute forme d'enrichissement personnel. Il ressort plutôt de la lecture de ce rapport une certaine abnégation des prêtres, si l'on admet avec le recteur Raude que le commerce de la cantine était leur propriété. Or rien dans ce qu'argumente le maire de Palais ne semble remettre en question ce statut privé des cantines.

Pour conclure, joignant dans une même allégorie les évangélistes et le fabuliste païen Ésope, le rapport de Palais propose tout simplement de « rendre » les cantines et magasins, et leurs revenus, à la commune de Palais.

*« O muthos déloi<sup>20</sup> qu'il faut rendre à César, nous voulons dire à la section, ce qui lui appartient. Et considérant qu'il importe d'assurer la bonne gestion et le*

17. Fillaut 1983, p. 36.

18. Voir *Le cycle du homard et la Grande émigration hoedicaise*, Buttin 2021.

19. Cahier des dépenses de la paroisse, achat du recteur Costevic en 1864, APHd.

20. Locution ouvrant la conclusion des fables d'Ésope voulant dire « La fable montre... »

*bon fonctionnement des ressources de la section, considérant en outre que la cantine a été créée dans le but principal de venir en aide aux habitants, ainsi que le démontre le prix des boissons, et que l'a constaté l'enquête faite en 1863, nous pensons qu'il y a lieu de rattacher les cantines et les magasins au bureau de bienfaisance de Palais, pour être administrés au mieux des intérêts respectifs de chaque section. Nous joignons au présent un embryon de projet de règlement pour le cas où l'avis que nous nous permettons d'émettre à la suite de (?) serait agréé.*

*Et nous nous tenons, comme c'est notre devoir, à votre disposition pour tous autres renseignements qui nous seraient demandés. »*

Le recteur Raude prend acte de cette longue délibération du maire de Palais, ne se laisse pas démonter et se déclare prêt à se défendre. Ses *Notes pour 1881* suggèrent que la préfecture n'a finalement pas suivi Le Palais dans ses arguments et se concluent avec une note d'optimisme. Pour lui cette affaire semble close. Nous verrons ce qu'il en est...

*«L'Église d'Hoedic a pendant l'année 1881 victorieusement résisté aux attaques de ses ennemis. Au mois de septembre 1880, le conseil municipal de Palais, après avoir opéré une descente solennelle dans l'île avec le délégué du préfet, soi-disant pour installer le nouvel adjoint, mais au fond pour voir s'il ne pouvait pas dépouiller le recteur et l'Église de leurs biens, fit une délibération par laquelle il demandait à s'emparer des biens de la fabrique d'Hoedic. Quand on eut connaissance de cette injustice, le recteur assembla le conseil de fabrique qui déclara qu'il était prêt à soutenir les droits de l'Église devant tous les tribunaux compétents. La délibération fut envoyée à la préfecture et quand on vit clairement les choses, on dit au conseil municipal de Palais qu'il n'avait aucun droit sur ces biens.*

*Ce sont les Recteurs seuls qui les ont acquis, construits et restaurés pour le compte de l'Église, de temps immémorial. (...) On aurait voulu appauvrir l'Église, en forçant le recteur d'abandonner la cantine ou la boutique comme commerces et comme source de ces bénéfices. Mais il a tenu bon et il tiendra bon, parce que, vu la pauvreté des habitants, s'il ne tenait pas ces établissements, l'entretien du culte catholique à Hoedic serait impossible. Il gardera ce que ses prédécesseurs ont créé. Que tout cela soit pour votre gloire, ô mon Dieu!»<sup>21</sup>*

## Un enterrement civil

En fin d'année 1881, alimentée par leur «*correspondant*» palantin, la presse régionale, à laquelle va se joindre *La Petite République française*, nous fait vivre les péripéties d'une escarmouche à Houat entre l'adjoint spécial et l'abbé Lavenot, chacun se raidissant dans sa posture. Un premier article paraît dans *Le Phare de Bretagne* le 4 novembre 1881.

*«Houat vient d'avoir aussi son enfouissement civil comme disent nos aimables catholiques, et ce qu'il y a de plus curieux dans ce fait, c'est que le curé Lavenot, en est l'unique cause. Le père Gouzerh, marin, vieillard de 77 ans, était patron du bateau de la fabrique et dévoué à Monsieur Lavenot corps et*

21. Notes de Raude pour 1881, BMS, APHd.

âme. Quand son neveu lui disait : "venez avec moi, vous gagnerez davantage". Le bonhomme répondait : "tu travailles pour de l'argent, et moi pour l'Église!". Débarquant par un temps d'orage il se cassa le bras; il dut prendre le lit et ne le quitta plus. Il était mourant quand Monsieur Le Roux, l'adjoint actuel de Houat, devant aller sur le continent et prévoyant son décès, remit à un Houatais lettré une feuille en blanc, signée par lui et portant le cachet de la mairie, afin qu'il la remplit au besoin pour l'apporter au curé. Cela fut fait, car le bonhomme mourut. Mais le curé prétendit qu'on avait fait un faux et ne voulut pas enterrer ce pauvre vieux serviteur blessé à son service. Le cadavre resta deux jours sans sépulture. Le soir du deuxième jour, la fille du décédé alla trouver Monsieur Lavenot et lui dit que le cadavre était dans un état de décomposition complète. Et bien, répondit le prêtre cruel, faites-lui creuser une fosse et faites-l'y mettre : je ne l'enterrerai pas. L'enterrement civil eut lieu. On jeta quelques pelletées de sable sur le vieux marin et tout fut dit. Le lendemain Monsieur Lavenot alla dire à la fille Gouzerh : "couvrez donc entièrement la fosse, ou bien les chiens iront manger le cadavre!"

Cela n'a pas besoin de commentaire. Il faut pourtant dire, tant Monsieur Lavenot a abruti les Houtais, qu'à part quelques-uns d'entre eux, ils ont applaudi à la conduite de leur curé. Monsieur Lavenot ne peut digérer la perte de ses fonctions de syndic et d'adjoint spécial, et il se venge à sa manière. »<sup>22</sup>

L'abbé Lavenot réagit à cet article qui le met en cause en envoyant une lettre de mise au point publiée par *Le Morbihannais* le 16 novembre et par *Le Phare de Bretagne* le 17.

«Houat, le 13 novembre. On me communique le numéro du 4 novembre du *Phare de Bretagne*. (...) ou l'impudence le dispute à l'odieux, vous m'obligez à rompre, à votre égard, le silence que j'ai gardé jusqu'à ce jour et à vous adresser la rectification suivante. Le Gouzerh François n'a été enterré civilement le 18 octobre dernier, que parce que Monsieur Leroux Ferdinand a refusé obstinément et contrairement à son devoir de délivrer un permis d'inhumer. Cet abus de pouvoir a exaspéré la population qui a protesté en assistant massivement à l'enterrement nocturne et, le lendemain, au service funèbre de ce vieillard aimé et estimé de tous ceux qui le connaissent. Quant aux détails qui auraient précédé ou suivi l'enterrement, d'après votre correspondant, ils n'ont guère existé que dans son imagination en goguette. Les expressions de cruel, d'abruti, d'ignoble et de monstruosité qui émaillent cet article, montre suffisamment ce qu'est M. l'Adjoint spécial de Houat, assisté de ces deux ou trois amis.

Vous avez publié l'attaque, vous voudrez bien aussi, Monsieur, sans autre réquisition de ma part donner place à la rectification dans le prochain numéro de votre journal. »<sup>23</sup>

*Le Morbihannais*, journal conservateur, précise que l'adjoint spécial est bien de retour avant l'enterrement, mais n'a pas voulu intervenir.

«M. l'Adjoint spécial de Houat est marin-pêcheur et, par conséquent, souvent absent. Or aucune inhumation ne peut se faire sans l'autorisation de l'offi-

22. *Le Phare de Bretagne*, 4-11-1881, ADM.

23. *Le Phare de Bretagne*, 17-11-1881, ADM.

cier de l'État civil d'après l'article 77 du code, sous peine de contravention. Monsieur l'Adjoint spécial est seul compétent pour constater le décès et délivrer les permis d'inhumer. Il laisse, paraît-il, à ses amis des permis signés en blanc ce qui est parfaitement irrégulier; d'autres fois c'est l'instituteur qui signe comme cela est arrivé le 4 août dernier. Pour le cas particulier de l'enterrement du sieur Gouzerh, mort le 16 octobre, Monsieur l'Adjoint était encore absent et ne revint que le mardi 18 octobre au soir.

La fille du défunt lui fit la déclaration du décès et lui demanda un permis qui fut refusé, sous le prétexte qu'il en avait déjà été délivré un pendant son absence. Par qui ? Il n'y a qu'un adjoint à Houat; qu'on en nomme une demi-douzaine, et ils pourront se remplacer légalement. Toujours est-il que, sous l'administration de M. l'Adjoint, deux enterrements civils ont eu lieu à Houat : le premier, en septembre 1880. La population est indignée et demande que les gens qui acceptent des fonctions les remplissent. »<sup>24</sup>

L'affaire n'en reste pas là. Le conseiller Adrien Bonnelle (auteur présumé), outré par la mésaventure de son protégé houatais réagit dans la presse parisienne avec une longue lettre à *La Petite République française*, sous la signature « Un Belle-Îlois ».

« À Monsieur Lavenot, ex-adjoint spécial, ex-syndic des gens de mer, et toujours recteur et tenant cantine à Houat. Votre lettre du 13 courant veut une réponse. Elle sera la dernière, car je sais votre conversation impossible. Est-il vrai, oui ou non, qu'à la mort du brave père Gouzerh, vous avez reçu un permis d'inhumer, signé Le Roux, adjoint spécial, et portant le cachet de la mairie ? Que le regardant vous avez dit : c'est un faux, je n'enterrais pas ? Oui, n'est-ce pas ? Eh bien pourquoi n'avoir pas fait l'enterrement ? Qui vous en eut empêché ? Le Roux était absent et tout se serait passé décemment et sans bruit.

Leroux me disait il y a quelques jours qu'il a ignoré le moment de l'enterrement civil auquel il ne songeait nullement, sans cela il eut mis son écharpe et serait allé conduire son vieux et brave collègue à sa dernière demeure. Leroux revient à Houat, et vous l'invitez à passer chez vous ! Mais il est votre chef, et c'est vous qui deviez passer chez lui. Vous pouviez bien vous déranger pour satisfaire la famille de votre vieux matelot, qui l'a fait si souvent pour vous plaire. Non les concessions vous sont inconnues. Du jour où vous revêtez la soutane, vous êtes l'alpha et l'oméga le représentant de Dieu sur la terre. Cet orgueil vous dévore et jamais la société républicaine ne pourra s'entendre avec la vôtre, et fatalement l'une des deux disparaîtra.

Un exemple de cet orgueil vous concernant, vous êtes fils de pauvres sauniers du golfe du Morbihan et qui, à Houat, êtes la théocratie incarnée. Quand cet esprit gracieux, Monsieur Gaitet, actuellement sous-préfet à Ploërmel et alors délégué de l'honorable préfet Monsieur de Montluc vint à Houat pour vous relever de vos fonctions d'adjoint spécial en compagnie des conseillers généraux et d'arrondissement de Belle-Île, vous leur avez demandé si c'était un traquenard qu'ils vous tendaient, vous les avez laissés dans la rue, sans les inviter à entrer dans votre fabrique. Vous avez été irrévérencieux pour les représentants les plus élevés du département et de Belle-Île. Ils ne portaient pas votre robe, c'est vrai et dès lors, ils ne comptaient pas pour vous.

24. Le Morbihannais, 16-11-1881, ADM.

*Maintenant, puisque vous m'en donnez l'occasion, je vous demanderais depuis quand vous êtes si soucieux de l'exécution sans merci de la lettre et de l'esprit des règlements que vous reprochez à Leroux d'avoir oublié "comme c'était son devoir!"*

*Depuis le jour de votre arrivée à Houat jusqu'à cette année, vous avez été syndic des gens de mer, poste qui vous rapportait 900 fr par an, appointements refusés par plusieurs de vos prédécesseurs. Depuis deux ans, deux pauvres marins demandaient ce poste, et vous le saviez; pourquoi l'avoir gardé, sachant surtout que la loi veut que ce soit un marin et pas d'autres qui le tiennent. De plus, vous tenez une cantine, or la loi ne permet pas au syndic de faire du commerce, vous le saviez encore, et pourtant vous vous y mainteniez quoique, en plus, vous avez fait abandon des biens de ce monde.*

*Vous répondez par le mot : "imagination en goguette" à certains exposés moins bien sonnants à votre oreille que celui des écus. Mais c'est à la cantine qu'on se met en goguette, et je trouverai toujours très mal qu'un prêtre tienne une cantine au bénéfice de n'importe qui ou n'importe quoi. Où s'en va l'argent si chichement gagné par de pauvres pêcheurs ! À part Hoedic, je vous défie de trouver un exemple semblable dans la France entière. Je trouve encore d'un mauvais exemple ce que vous faites en émargeant au budget d'une République que vous exécutez, dont vous rêvez le renversement, en ne perdant jamais une occasion de faire voter pour des candidats monarchistes. Cette fois, si vous me donniez un démenti de nouveau, vous le donneriez à tout Belle-Île, qui le sait.*

*Croyez-m'en, nous n'amusons guère le public restons en-là avec l'affaire de l'enterrement civil ou nocturne comme vous l'appellez. Vous ai-je offensé ? Hélas un trop vrai adage dit qu'il n'y a que la vérité qui offense. Et puis chaque jour vous répétez et faites répéter l'oraison dominicale dont la conclusion est : "et pardonnez-nous nos offenses comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés" ce que vous mettez à exécution, j'ose l'espérer. Dans tous les cas, j'ai 30 années de service complètement désintéressé à la cause de la République, et je me suis fait assez d'amis dans notre camp, même à la chambre des députés, même au gouvernement, pour l'appeler de cette affaire, si besoin était au grand ministre que la France entière acclame aujourd'hui, Paul Bert. Je vous salue, Monsieur Lavenot. »<sup>25</sup>*

Cette querelle illustre le niveau de passion et de conflit atteint par les parties, ne rien céder sur rien. L'invocation de Paul Bert, alors ministre de l'Instruction publique et des Cultes du gouvernement Gambetta, est celle d'un républicain radical ayant collaboré avec Jean Macé à la direction de la Ligue de l'enseignement. Ligue que nous avons déjà évoquée, dont Adrien Bonnelle animait une cellule à Palais. Saints de Dieu contre saints de la laïcité...

À Hoedic, le recteur Raude suit bien sûr cette affaire, et ces publications qui sont diffusées chez ses paroissiens

*«Le Phare de Bretagne, mauvais journal de Lorient, a fait paraître dans le courant de novembre, contre M. Lavenot Recteur de Houat deux lettres*

25. *La Petite République française*, 23-12-1881.

*venant de Palais. Toujours la même source. L'auteur de ces lettres, pour exciter de plus en plus contre le recteur de Houat et pervertir l'esprit d'Hoedic, a envoyé plusieurs exemplaires de ce journal radical et atroce à divers habitants de l'île.»<sup>26</sup>*

### Fureur épouvantable à la cantine

Dès janvier 1882, un nouvel épisode de la guerre des cantines se déroule, cette fois à Hoedic. Le recteur Raude, fidèle chroniqueur, relate en détail ces nouveaux affrontements qui prennent un tour dramatique.

*«Pendant l'année 1882, les deux familles de Jean-Louis Blanchet, dit Faraud adjoint spécial, et de Paul Blanchet, son frère, ont continué leur guerre acharnée contre le recteur et l'Église d'Hoedic. Le recteur a soutenu courageusement la lutte qui, ralentie par instant, se réveillait bientôt avec une nouvelle vivacité.*

*Le 28 janvier 1882, Désiré Blanchet, fils de Paul, et aussi méchant que son père, se mit dès le matin à attaquer et injurier les deux aubergistes Marie-Joseph Allanic et Trifine Blanchet. Vers midi, il revint prendre quelques chopines. Comme il avait déjà assez bu et qu'il devait à la cantine une assez forte somme, on finit par lui refuser de la boisson. Il entra alors dans une fureur épouvantable et se mit à injurier et à outrager surtout Marie-Joseph Allanic par des paroles et des gestes abominables. Les obscénités s'adressaient même au recteur. Il n'est pas de paroles obscènes qu'il ne prononçât ni de gestes infâmes qu'il ne fit. La furie était dans ses yeux et dans tout son corps. Marie-Joseph eut peur des coups de cet énergomène et ferma la porte de la cloison intérieure qui sépare la cave de l'appartement des buveurs.*

*Que fit alors notre possédé ? Il s'arma d'un banc, et, en proférant des menaces et des injures, en disant qu'il allait tout détruire, il se mit à battre en brèche la porte de la cloison, tantôt avec ce banc, tantôt avec les pieds et les mains. Sous ces violents efforts, le verre du baromètre se brisa, un verre à boire tomba de l'étagère et se brisa, la table qui touchait à la cloison recula et sans les deux aubergistes, les bouteilles pleines qu'elle soutenait se seraient brisées, enfin la porte de la cloison elle-même finit par s'entrouvrir, car les verrous venaient de se détacher.*

*Par bonheur, quelques personnes accoururent et réussirent à faire sortir le perturbateur. Arrivé dehors, il alla frapper encore quelques coups sur la grande porte, en menaçant Marie-Joseph Allanic et le recteur de les étrangler. Plusieurs fois dans la suite, il a renouvelé ses injures. Marie-Joseph vint trouver le recteur qui chargea M. Le Gouellec, avocat à Lorient, de poursuivre le calomniateur et l'insulteur devant les tribunaux.*

*Le 26 février 1882, l'adjoint spécial, aidé de son neveu Désiré, de l'instituteur, du guetteur Gouzerh, du syndic des gens de mer, appela chez lui tous les matelots de l'île et les engagea à signer tous une pétition pour enlever la cantine au recteur ou pour avoir une nouvelle cantine, une cantine tout à fait laïque, de faire ainsi concurrence au recteur et d'abattre la sienne, si c'était possible. Le lendemain et le surlendemain on continua à prendre des signa-*

26. Notes de Raude pour 1881, BMS, APHd.

tures chez le maître d'école. L'adjoint faisait miroiter à leurs yeux mille fausses promesses. On dit que trente ou trente-six pauvres marins se laissèrent prendre au piège et signèrent. Ils expédièrent immédiatement leur demande au sous-préfet, au préfet, etc., etc. Elle est tombée à l'eau ou jetée dans le panier des chiffons. Beaucoup de signataires ont dit ensuite pour s'excuser qu'ils ne savaient pas ce qu'ils signaient.

Le 10 mars vers le soir, Désiré Blanchet reçut de l'huissier l'assignation de comparaître devant le tribunal correctionnel de Lorient pour ses faits et gestes envers le recteur et Marie-Joseph Allanic à l'auberge. À cette nouvelle, une noire fureur s'empara de lui. Il alla vers 10 heures du soir avec son frère Pierre faire du tapage aux portes et fenêtres de la cantine fermée depuis longtemps et dans l'intérieur de laquelle les cantinières tremblaient de peur. Il vint ensuite dans la cour du presbytère, se mit à frapper la porte à grands coups de poing et de pieds et à la secouer violemment au milieu d'une colère et de paroles très injurieuses. Tout le monde y était couché. On se réveilla en sursaut et effrayé. La servante lui cria qu'on ferait venir les gendarmes et alla effarée se cacher au fond de la maison. La sœur du recteur était également toute tremblante. Elles ne purent fermer l'œil de toute la nuit. Le recteur leur dit de rester tranquilles et de laisser ce polisson faire du tapage, mais que s'il réussissait à casser la porte, il le recevrait à coups de bâton. Ils étaient deux, son frère et lui, voyant qu'on ne faisait pas attention à eux, ils contournèrent le presbytère, parlèrent d'aller chercher un fusil et une échelle et d'escalader les fenêtres des chambres. Ils finirent par renoncer à leur projet et se retirer. Mais la terreur régna toute la nuit au presbytère.

Le 12 mars, Désiré Blanchet proféra devant plusieurs personnes des blasphèmes hideux contre le crucifix et les choses saintes. Son père Paul Blanchet s'exprimait dans le même sens. Le 19 mars, ce Désiré reprocha à son oncle l'adjoint d'être la cause de ses sottises et de ses délits, puisqu'il promettait l'impunité aux malfaiteurs. Le 20 mars, l'adjoint signa et fit signer par d'autres un certificat de bonne conduite pour Désiré qui se rendait à Lorient. Le 24 mars Désiré Blanchet fut jugé à Lorient pour violences à la cantine et diffamation contre Marie-Joseph Allanic et le recteur. Le prononcé du jugement fut remis à huitaine, c'est-à-dire le 31 mars. Désiré Blanchet fut condamné à 150 fr de dommages et intérêts à chacun des deux diffamés et aux frais du tribunal. Ces frais montent à 161 fr et avec l'indemnité des cinq témoins (17,50 frs chacun) à 248,50 fr. M. le Recteur les a payés au tribunal et a pris hypothèque sur les biens présents et futurs du sieur Désiré Blanchet<sup>27</sup>. En outre, les plaidoiries de son avocat ont coûté 65 fr à M. le Recteur qui les a payés.

Le 16 avril, jour de Quasimodo, l'adjoint spécial est venu faire du désordre au sein du conseil de fabrique et se disputer avec les divers conseillers. Après avoir pris connaissance des recettes et des dépenses, il est sorti sans vouloir signer le procès-verbal de la séance. Il avait dit que 36 habitants avaient signé au mois de mars pour enlever la cantine au Recteur. Les conseillers de fabrique se sont montrés à son égard d'une excessive faiblesse de caractère. Le Recteur ne peut s'appuyer presque sur personne pour se défendre contre les violences de l'adjoint.

27. En faisant sans doute signer une reconnaissance de dette similaire à celle de Pierre Le Gurun, Cf. p. 203.

*Le 22 août, l'huissier Rio est venu signifier le jugement à Désiré Blanchet. Son père est entré dans une fureur si violente, qu'il en faillit mourir. Ils ont tous les deux revomi leurs injures.* »<sup>28</sup>

Étonnantes cantines tenues par des prêtres! Cantines qui leur apportaient des ressources certes, mais laissaient les paroissiens s'enivrer et par suite les menacer des pires extrémités. Étonnants prêtres poursuivant en justice de tels comportements, gagnant le procès, mais payant les amendes sur les fonds de l'Église pour les porter sur le compte local du condamné. Avec bien peu d'espoir d'être remboursés un jour. Ce système a eu son heure d'efficacité quand les îles étaient isolées de tout. Mais pouvait-il encore fonctionner dans le cadre d'un État laïque?

### Une fessée républicaine

Le 4 juillet 1882, l'adjoint spécial Le Roux, de Houat, informe le maire de Palais des réjouissances prévues pour le 14 juillet... dont le centre de gravité doit être l'église.

*«J'ai l'honneur de vous informer que notre fête nationale sera célébrée dans la section que j'ai l'honneur d'administrer avec l'éclat que nos ressources permettent. Voici le petit programme de ce jour. Dès la veille, la fête sera annoncée par un carillon. Le jour de la fête, dès l'aurore, le drapeau national flottera à l'un des angles de la tour de l'église et il restera jusqu'au soir. Le soir, feu de joie, illumination de la façade supérieure de l'église et des quatre angles de la tour, feu de Bengale et lancement des fusées. Comme l'an dernier vous voudrez bien m'adresser des fusées, des feux de Bengale et autre chose si vous en avez.»*<sup>29</sup>

Vu le contexte sur les deux îles, il pourrait y avoir une volonté de provocation dans ce programme centré sur l'église! Mais, faute de mairie, c'est le seul bâtiment central du village représentant la communauté. Selon un témoignage de l'instituteur Huard, l'abbé Lavenot ne semble pas réagir à ces manifestations. Par contre, ce jour-là, une bande de gamins houspille l'instituteur qui leur répond à coups de pied. Réaction offusquée du Morbihannais.

*«Aujourd'hui dans une petite île du Morbihan, Houat, un instituteur laïque a encore maltraité un enfant de 13 ans, Hippolyte le G., et voici dans quelles circonstances. Le 14 juillet après avoir sonné les cloches, malgré la défense du recteur, l'instituteur de Houat se promène dans "son" île. Il passait dans un sentier étroit, suivi de quelques enfants mis en gaieté par les allures majestueuses de leur pédagogue. Or, comme l'a dit La Fontaine, cet âge est sans pitié. Aussi, sans aucun souci de la dignité de leur magistère, les gamins se suivant à la file, lancèrent-ils au maître, qui son chapeau, qui son béret. C'était peu respectueux, mais le respect ne se commande pas, il faut d'abord l'inspirer. Or nos jeunes gens, de plus en plus animés, firent une poussée qui amena le premier de la bande dans les jambes de l'instituteur. Celui-ci, furieux, se retourne et, saisissant cet enfant (non pas le plus coupable), le jette à terre et, par trois fois, le relève à grands coups de pied.*

28. Notes de Raude pour 1882, BMS, APHd.

29. Lettre de Le Roux au maire de Palais, 4-7-1882, AMP.

*L'enfant meurtri se traîne jusque chez ses parents, où il garde le lit deux jours. L'instituteur a été agacé, c'est évident, mais il devait chasser les gamins et ne pas en brutaliser un, au point de lui laisser des traces de ses coups. Dans le Morbihan, un frère instituteur a été révoqué pour avoir fait baisser la terre à un élève. Nous ne demandons pas la mort du pêcheur de Houat, mais qu'il reçoive, lui laïc en faute, ce que l'administration administre si généreusement aux congréganistes pour des peccadilles.*

*D'un autre côté, il paraît que l'instituteur de Houat se mêle de ce qui ne le regarde pas. Réclame le titre de propriété des Houatais, rédige et fait signer par l'adjoint les arrêtés les plus grotesques, qu'on affiche jusque dans l'intérieur des maisons, ce qui constitue une violation de domicile. De plus en vertu des anciennes coutumes de l'île, il s'est établi percepteur et reçoit, sans titre et sans donner de reçus, les sommes dues pour le foin et la lande vendus autrefois au profit de la communauté. L'administration a voulu laïciser Houat et Hoedic; nous demandons qu'elle fasse les choses régulièrement et que, par l'érection de ces îles en communes, elles mettent fin à des abus complètement inconnus au temps où le Recteur et le conseil des anciens gouvernaient, à la satisfaction générale, les excellents insulaires. »<sup>30</sup>*

Quel peut-être le correspondant houatais qui informe ainsi la presse? Avec ce style. Autre que le recteur Lavenot... Au-delà de la fessée, cet article souligne le poids que prend l'instituteur de Houat dans les affaires de la commune, secrétaire d'un adjoint spécial qui est souvent absent.

L'article du *Morbihannais*, repris dans les jours qui suivent par divers journaux conservateurs, ne passe pas inaperçu et amène un inspecteur de l'académie à se rendre à Houat le 10 août pour enquêter sur cette affaire. Son rapport précise la version des événements de l'instituteur Huard.

*« M. l'Adjoint spécial avait l'intention de faire sonner les cloches dès le 13 juillet au soir pour annoncer la fête du 14; mais Monsieur Lavenot, desservant, étant absent et n'étant rentré à Houat que dans la soirée, les clés ne me furent pas remises en temps opportun pour cette sonnerie. Elle a lieu le lendemain matin et j'y fus aidé par quelques jeunes gens au nombre desquels se trouvait Hippolyte Le Gurun, choriste. J'arborais le drapeau. Le desservant savait dans quel but j'avais, au nom de Monsieur l'Adjoint spécial, réclamé les clés du clocher. Le soir, je retirais le drapeau et les lanternes vénitiennes en raison du mauvais temps et Monsieur Lavenot me gouailla sur le mauvais temps. Accompagné du desservant, je remis le drapeau entre les mains de Monsieur l'Adjoint spécial et avec ma femme je me rendais chez moi lorsque quelques enfants (une douzaine) me demandèrent si j'allais tirer les quelques pièces d'artifice qui constituaient notre feu. Sur ma réponse affirmative et à la suite de quelques explications bienveillantes dont je l'accompagnais, ils nous suivirent ma femme et moi puis ne tardèrent pas, après des chuchotements significatifs, à devenir agressifs. D'abord les coiffures vinrent rouler près de nos pas, puis des pierres; à ce moment je leur reprochais leur conduite, et me remis en route. Ils se poussèrent les uns les autres et l'un d'eux vint me heurter par derrière. Me retournant brusquement, je le saisis et lui donnais du pied*

30. Le *Morbihannais*, 4-8-1882, ADM.

*au derrière. Ma femme et moi atteignîmes le fort accompagné de Madame Deschamps qui était témoin. Le lendemain la mère d'Hippolyte Le Gurun me déclara que j'avais bien fait, qu'elle avait défendu à son fils d'aller auprès du fort et qu'elle lui ferait tâter de la corde.* »<sup>31</sup>

Cependant ni Huard, ni le garde champêtre, ni l'adjoint spécial ne sont présents sur l'île lors du passage de l'inspecteur. Il recueille ensuite la déclaration en breton de Marguerite Le Gurun, mère de Hippolyte, qu'il doit faire traduire.

*« Mon fils a été fortement battu; il ne pouvait plus s'asseoir; il a souffert pendant quatre jours; on voyait les traces des coups; il a été jeté par terre à coups de sabot. Cependant il n'avait rien fait, il avait été poussé; c'est à celui qui avait poussé qu'il fallait donner une correction. Si mon fils avait tort, je l'aurais fouetté. Il n'est pas à Houat, il est allé lever des casiers. »*<sup>32</sup>

Quand l'inspecteur propose de confronter cette déclaration avec le témoin Deschamps, M<sup>me</sup> Le Gurun et son interprète s'enfuient précipitamment *« malgré tous mes efforts »*. Ensuite, rien de vraiment nouveau avec le témoignage de Deschamps, sinon un doute sur la façon dont l'instituteur est chaussé : un dur sabot ou un doux soulier... L'inspecteur conclut son rapport en dédouanant l'instituteur de la République

*« J'estime que dans la circonstance, Monsieur Huard a montré une patience, une modération dont ni vous ni moi ne serions capables. Le Morbihannais seul, et peut-être Monsieur Lavenot dont la bonne foi et l'esprit évangélique sont bien connus, auraient présenté l'autre fesse. »*<sup>33</sup>

En décembre de cette même année 1882, le *Courrier des campagnes*, autre journal conservateur, accable de nouveau l'instituteur Huard pour des *« actes de brutalités »* envers les enfants :

*« Aujourd'hui, nous apprenons d'autres actes de brutalités, accomplis par l'instituteur de Houat qui possède deux martinets : un pour les grands et l'autre pour les petits élèves. Il en use et même en abuse, contrairement aux règlements. Ses élèves fuient la classe : le maître va les chercher et les ramène à coups de martinets et, aux besoins, à coups de pied. Une nouvelle enquête établira ces faits. S'il s'agissait d'un frère, il serait révoqué depuis longtemps. Il est vrai que Monsieur l'Instituteur de Houat s'arrange de façon à empêcher les enfants d'arriver à l'heure au catéchisme en les gardant en retenue. C'est ça du laïcisme. Nous signalons l'école de Houat à l'attention de M. l'Inspecteur d'académie. »*<sup>34</sup>

### Fête nationale virant au burlesque

La fête nationale de cette année 1882 a été autrement animée à Hoedic. Le fidèle chroniqueur *« Un Belle-Îlois »*, en fait une relation indignée dans *Le Phare de Bretagne* du 22 juillet.

31. Courrier du 28-9-1882 de l'académie de Rennes au maire de Palais, AMP.

32. *Ibid.*

33. Courrier du 28-9-1882 de l'académie de Rennes au maire de Palais, AMP.

34. *Le Courrier des campagnes*, 7-12-1882, ADM.

«Monsieur le Directeur veuillez me permettre, au nom de la civilisation attaquée à nos portes par des prêtres, d'écrire les lignes suivantes dans votre excellent journal. J'ai en main toutes les preuves de ce que je vais dire. Le 14 juillet, ordre avait été donné par l'adjoint spécial d'Hoedic au garde champêtre, de sonner les cloches en signe de réjouissances, mais les femmes en empêchèrent ce dernier qui, prévoyant le reste, alla à travers champs et devint introuvable pendant la journée.

Qui avait excité ces femmes; il serait inutile de nommer les deux prêtres d'Hoedic, M. Raude et M. Féchant, car lorsque M. l'Instituteur vint pour la seconde fois fixer sur l'église le drapeau national qui venait d'être enlevé, il rencontra le curé Raude qui se dirigeait vers ladite église, et un moment après, le drapeau était abattu. Ce drapeau a été enlevé six fois...

Il est temps que l'autorité supérieure agisse et vienne donner son appui moral à l'adjoint spécial et à ses aides méprisés par les prêtres et par la masse des habitants qu'ils dirigent avec les clés de la cantine, fait monstrueux et démoralisateur et qui ne se voit nulle part en France qu'à Houat et à Hoedic.

Si ces prêtres n'étaient pas des ingrats et des égoïstes, des ennemis avoués de notre République qui les nourrit, ils auraient songé, avant de laisser ainsi insulter notre drapeau national, que c'est lui, porté si vaillamment, qui a ouvert aux missions religieuses les portes du Japon et de la Chine. Aujourd'hui, il y a la protection assurée où il existait hier des massacres. Et c'est à ce drapeau arraché six fois de l'église de Hoedic, qu'on doit cette protection. Pendant que cette insulte était faite par des femmes, le curé chinois Raude, riait à sa fenêtre.

Cela soulève le cœur d'indignation et de douleur.»<sup>35</sup>

On sent une honnête révolte dans ces propos, dans ce manque de respect pour le drapeau symbole de la République. Mais cette fête symbolique de la République doit-elle se focaliser sur l'édifice incarnant l'Église ?

Quelques jours plus tard, le 30 juillet, *Le Courrier des campagnes* se gausse de l'indignation du *Phare* et reprend à sa façon le déroulé de cette journée burlesque.

«Un voyageur qui se trouvait à l'île d'Hoedic le 14 juillet nous adresse l'homérique récit suivant de la fête soi-disant nationale. Nous dédions cette relation au *Phare*, qui a publié sur l'éclipse du garde champêtre et les crimes des habitants de Hoedic un article prétentieux et boursoufflé. (...)

La fête du 14 juillet m'a paru si comique et si ridicule à Hoedic que je ne puis résister à l'envie de la narrer en quelques mots. Déjà depuis quelques jours l'adjoint spécial Blanchet avait reçu de Belle-Île drapeaux et fusées. On annonçait une fête splendide. La veille au soir, l'adjoint spécial donna l'ordre de faire sonner les cloches, après avoir demandé autorisation à qui de droit. Hélas ! Pas de sonneur ! Personne ne s'en charge, pas même son garde champêtre qui, après quelques velléités, recule devant le mécontentement de la population. Elle était indignée de voir mettre les cloches du bon Dieu au service d'une fête profane. Les cloches gardèrent donc le silence.

Toute la matinée du lendemain se passa tranquille. Tous les habitants vaquaient à leur travail ordinaire, excepté l'adjoint spécial, le jeune maître

35. *Le Phare de Bretagne*, 22-07-1882, ADM.

*d'école laïque et le syndic des gens de mer qui se promenaient en habits de fête. Vers midi l'adjoint et son instituteur allèrent pavoiser l'église, en fixant leur drapeau au pignon d'une chapelle latérale. Jamais, on n'avait vu pavoiser l'église d'Hoedic. Agir ainsi, disait-on de toute part, c'était manquer à la maison de Dieu et au dortoir des morts enterrés autour de l'église. C'est alors que la scène devient intéressante.*

*La nouvelle de cet acte se répand comme un éclair dans le village. On s'attroupe, on se poste à une certaine distance, on veut voir ce qui va se passer. Ce sont des bandes de femmes, des enfants, d'hommes accroupis ou debout dans les rues et dirigeant le regard vers l'église. Dès que l'instituteur et l'adjoint se sont retirés, deux jeunes filles se détachent des groupes, courent au drapeau avec des fourches et l'abattent. Au même instant, débouchent les deux agents : l'adjoint et l'instituteur. À la vue de leur drapeau étendu à terre, ils entrent en fureur, interpellent inutilement à droite et à gauche et finissent par le replacer. Quatre fois il fut fixé à la façade de l'église, et quatre fois il fut enlevé par de courageuses jeunes filles. Chaque fois l'assemblée partait d'un éclat de rire et poussait des cris de joie. Il y avait de quoi.*

*On voyait l'adjoint spécial et l'instituteur courir tous les deux à toutes jambes, l'un d'un côté, l'autre de l'autre, après les femmes et filles de l'île. Pas de relâche ! Toujours en haleine et blottis dans quelques coins pour exercer la surveillance sans jamais réussir ! Toujours exerçant une infructueuse gymnastique !*

*Nos deux porte-drapeaux, ne pouvant pavoiser l'église, reculèrent alors d'une semelle, et allèrent à travers les tombes planter leur emblème au bout du cimetière au milieu d'un amas de sable. C'était offrir aux femmes une prise encore plus facile.*

*À peine ont-ils sauté tous les deux par-dessus les murs pour se retirer à leur cachette, que deux ou trois autres femmes, de plus en plus irritées de voir traiter sans respect le tombeau de leurs parents, courent déplanter le drapeau et le jettent de côté ou l'emportent avec elles à quelque distance, en fuyant à toutes jambes devant l'adjoint, qui lui-même court de toutes ses forces devant le public ébahi. Il a ainsi couru l'écharpe sur le ventre, pendant trois ou quatre heures, après une douzaine de personnes, parmi lesquelles se trouvaient tantôt sa fille, tantôt sa sœur, tantôt une voisine. Ces scènes se renouvelèrent quatre ou cinq fois encore pour le cimetière. Voilà son fils, jeune homme de 24 ans, qui va vers lui pour lui enlever son drapeau. Tous les deux, ils bondissent dans le cimetière. Mais le fils est le plus leste, arrache le drapeau et saute dehors. Le père qui le poursuit, va l'atteindre en haut du mur, lorsqu'il manque son coup et dégringole hors du cimetière en s'écorchant le nez. Les assistants partent d'un grand éclat de rire.*

*Cependant l'adjoint se relève avec la vélocité d'un chat, prend une grosse pierre, court après son fils, en le menaçant, lui lance sa pierre sans l'atteindre, et quand il arrive chez lui, le pied du drapeau est en pièces. Il revient néanmoins à la charge. Le grand drapeau qui décore la façade de sa maison est enlevé et transporté à la barrière du cimetière. Après l'y avoir attaché, l'adjoint reste pendant quelque temps monter la garde avec l'insti-*

*tuteur. Mais ils ont besoin probablement de s'humecter le gosier desséché par tant d'exploits et se retirent à l'instant. Quelques femmes à la suite en profitent pour enlever ce nouveau et superbe drapeau et le transportent à une certaine distance au milieu de quelques touffes de chardons. Elles ont à peine fini de jeter leur fardeau et de s'enfuir, qu'elles voient les deux coureurs apparaître à l'horizon. Par bonheur, elles prennent un détour et se sauvent. Les deux fonctionnaires se mettent à la recherche de l'emblème perdu. À force de fureter, ils finissent par le retrouver. Il jure qu'ils ne l'approcheront plus ni du cimetière ni de l'église et le reportent silencieusement chez l'adjoint. La victoire était restée aux femmes. L'adjoint menace de les poursuivre; mais elles ont l'air de ne pas craindre.*

*Les années se suivent sans se ressembler. L'an dernier, la fête avait tourné au tragique. Une querelle s'éleva entre le fils de l'adjoint et son cousin, entre l'adjoint et son frère, parce que les uns prétendaient mieux fêter la République que les autres. L'un d'eux a eu quelques dents brisées. Cette année la fête a été comique. Peu importe! Il est triste de voir de tels hommes à la tête d'une population.*

*Le soir, la fête civile eut lieu au fort, demeure du maître d'école et du syndic des gens de mer. Deux ou trois fusées seulement réussirent; toutes les autres ratèrent. L'une d'elles sauta à la figure et sur la main gauche de l'instituteur. Tous les indigènes étaient furieux contre les fonctionnaires qu'ils accusaient d'avoir perdu leur île.*

*On dit que le lendemain, l'adjoint spécial et l'instituteur, semblables à des héros frappés dans le combat, se montrèrent leurs blessures l'un à l'autre, l'un sa main brûlée, l'autre son genou endolori et son nez écorché, et essayèrent de se consoler de leur malchance en pensant à la puissance de la République. Espérons qu'elle ne laissera pas de si grand dévouement sans récompense.»<sup>36</sup>*

De nouveau, quel peut bien être ce voyageur-correspondant hoedicaïsi qui informe ainsi la presse? Avec ce style... Autre que le recteur Raude... Les voilà sur le terrain médiatique des républicains, avec leur ironie, leur version des faits.

À Hoedic, comme à Houat, l'église est le support retenu pour la célébration de la fête nationale. Le sémaphore n'aurait-il pas fait un support tout aussi digne? Mais le «régime des cultes reconnus», résultant du Concordat de Bonaparte (1801), laisse une place légitime au drapeau français sur l'église.

Pour compléter la couverture de la fête nationale à Hoedic, d'autres détails de cette journée mémorable sont reportés dans les *Notes pour 1882* du recteur Raude.

*«La fête du 14 juillet, fête de la République, au lieu d'être tragique comme l'an dernier, a tourné cette année au comique. (...) Tout le monde était venu au spectacle (...) voir l'instituteur et l'adjoint courir à qui mieux mieux à la poursuite de ces femmes courageuses. (...) À la fin on vit l'adjoint courir après son propre fils ceinture tricolore sur le ventre, s'élancer sur lui du haut du mur du cimetière, tomber en dehors à la renverse, s'écorcher le nez et le genou, saisir une grosse pierre et la lancer après son fils qui cassa le pied du drapeau. L'adjoint revint*

36. Le Courrier des campagnes, 30-7-1882, ADM.

*avec un autre drapeau qu'on détacha de nouveau et qu'on cacha aussi loin dans les touffes de chardon. Il renonça alors dès lors à l'opération, et les femmes avaient remporté la victoire. Le soir, l'instituteur se brûla la main au fort. »<sup>37</sup>*

### **Ô Seigneur! Soutenez le courage de votre pauvre serviteur**

Dans le contexte volcanique de 1882, l'adjoint spécial d'Hoedic Jean-Louis Blanchet cherche un autre angle d'attaque, en contestant une construction du recteur qui empiéterait sur le terrain communal... Mais, note le recteur Raude, il n'a pas gain de cause.

*«Le 15 avril, l'adjoint spécial et l'instituteur laïque ont appelé le recteur pour visiter son champ du Lano et le mur construit à l'angle nord-ouest du presbytère pour enclore son fumier sur le terrain de la fabrique. Il prétendait que le recteur avait empiété sur le terrain communal. Le 1<sup>er</sup> juin, l'adjoint spécial dressa procès-verbal contre le recteur au sujet du mur fait l'année précédente autour du fumier du presbytère, en prétendant faussement que ce mur a été bâti sur la voie publique. Le recteur qui n'en savait rien, reçoit le 3 juillet du commissaire de police de Palais l'avis de se rendre à cause de cela pour le mardi 11 juillet devant le tribunal de simple police.*

*Le recteur ne s'y étant pas rendu, reçoit un second avertissement pour le 25 juillet. Il n'y va pas encore. Deux gendarmes en guise d'huissier vinrent alors le citer pour le 8 août. Dès le 5 août, il reçut du commissaire de police une seconde citation pour le 8, parce qu'il n'avait pas logé ces deux gendarmes. Le 8 août, le recteur se rendit à la justice de paix, assisté d'un avocat M. Le Gouellec, de Lorient, et de quelques témoins d'Hoedic. Malgré l'impudence et les mensonges du sieur adjoint et des gendarmes, il fut acquitté sans dépens. »<sup>38</sup>*

Acquittement dont prend acte, le 3 août 1882, le journal *Le Morbihan* sous le titre «*La guerre aux Prêtres*».

*«Fort des témoignages spontanés de plusieurs habitants de l'île, Monsieur Le Gouellec, après avoir démontré qu'il ne pouvait y avoir de contravention, puisqu'il n'y avait pas de chemin là où Monsieur le Recteur a construit un mur, n'a pas eu de peine à obtenir l'acquiescement de son client. Mais il a flétri comme il le méritait, ceux qui ne cherchent qu'à semer la division et la haine au sein de cette population pacifique et honnête. »<sup>39</sup>*

Une contestation de même nature est menée en juillet à Houat par l'adjoint spécial Ferdinand Le Roux contre Jean-René Le Gurun qui «*persiste dans son entêtement, fait continuer les travaux malgré de nouvelles défenses*» sur un terrain communal de trois sur six mètres.

Au-delà de ces violentes querelles avec les insulaires gagnés aux républicains, le recteur Raude est confronté à une baisse de ses ressources. Le conseil de fabrique qui se tient à la Quasimodo (premier dimanche après Pâques, le 16 avril en 1882), décide d'une indemnité pour subvenir à ses besoins.

37. Notes de Raude pour 1882, BMS, APHd. Cette maison deviendra par la suite la maison de M<sup>me</sup> Veuillet, la sage-femme, puis l'école libre devenue récemment publique, avant d'être entièrement reconstruite en 2022.

38. Notes de Raude pour 1882, BMS, APHd.

39. *Le Morbihan*, 3-8-1882, ADM.

Monsieur Le Maire

J'ai l'honneur de vous informer que le 8 et le 9.  
Courant, la femme Palmee nommée Marie et sa fille  
Marie Jaquette Demeurant à Houat ont insulté  
1<sup>re</sup> Marie Anna Leroux femme SCOARNE la mère de  
cette dernière, la femme Leroux Bernabé et la fille  
Le Fier Marie perrière en les traitant de voleuses  
reste de la Ville, insulte qui équivaut à putains.

Ces insultes ont été dites en public et devant de  
nombreux témoins,

Les plaignantes Demandent que la femme  
Palmee et sa fille soient appelées en Conciliation  
Devant Monsieur Le Juge De paix De Palais  
afin que ces insultes qui Continuent Depuis si  
Longtemps aient une fin.

Je vous serais obligé Monsieur Le Maire de me  
dire, si lorsqu'on vient se plaindre à moi d'avoir  
été insulté, je dois rédiger procès verbal.

Daignez Monsieur Le Maire agréer,  
L'expression de mon plus profond respect  
Le garde Champêtre Deschamps pour  
L'adjoint spicial  
Leroux  
Houat Le 10 octobre 1882.



En octobre 1882, l'adjoint Le Roux rapporte au maire de Palais un échange d'insultes entre femmes, les unes traitant les autres de « voleuses, reste de la ville, insulte qui équivaut à putains ». (AMP)

*«Considérant que la position du recteur au point de vue pécuniaire s'est beaucoup amoindrie depuis quelques années, que depuis 1873 il ne reçoit plus les 200 fr que le gouvernement lui accordait annuellement jusqu'alors, qu'en 1880 il perdit la location de 120 fr qu'on lui donnait pour la distribution des lettres, qu'au mois d'août 1881 il a perdu avec le syndicat maritime les émoluments de 900 fr attachés, qu'en 1881, plus de 25 maisons sur 58 ne lui ont pas donné de quête et que la quête menace de tomber, que d'ailleurs le casuel est nul, le recteur, quel qu'il soit, a droit à une dotation convenable, décide qu'il recevra une indemnité de 800 fr sur les fonds de la fabrique.»<sup>40</sup>*

Le même mois, le sous-préfet informe le préfet qu'une pétition a été signée par des habitants de Houat pour ériger leur île en commune. En août la même démarche est engagée à Hoedic. Cette demande a jusqu'à présent souvent été formulée, non pas par les îles, mais par la municipalité de Palais souhaitant ainsi se débarrasser de la charge de ces deux îles, dont elle ne s'occupait guère, puis par les républicains comme moyen de retirer leur pouvoir aux recteurs. La demande vient cette fois des insulaires eux-mêmes, ce qui pourrait amener l'administration à envisager de revoir sa position sur cette question.

*«Une nouvelle instruction est nécessaire puisque la demande est aujourd'hui présentée par les habitants eux-mêmes.»<sup>41</sup>*

Un autre courrier du 22 août 1882 du sous-préfet au préfet est cependant plus réservé sur les suites à donner.

*«J'estime que cette demande ne peut pour le moment avoir aucune suite : d'abord tous les signataires de la pétition sont des gens complètement à la dévotion du curé, et ce serait replonger de nouveau les habitants d'Hoedic sous la domination de ce fonctionnaire alors qu'ils commencent seulement à peine à s'émanciper.»<sup>42</sup>*

Inquiétude prémonitoire ! Les républicains de Palais sont soudainement moins pressés de rendre leur liberté aux deux îles, anticipant que les recteurs redeviendraient les pivots du gouvernement local.

Le 19 août 1882, l'entrepreneur Magnin initie à Hoedic les travaux pour la construction de la maison du syndic des gens de mer qui est hébergé jusqu'à ce jour dans le fort. Le site est à l'ouest du couvent sur le terrain que devait acquérir le recteur Féchant<sup>43</sup>.

À Hoedic, l'école libre qui reste hébergée dans le couvent doit être déclarée, ce dont se charge, pour Hoedic, sœur Saint-Chrysostome. Mais, en ces années, rien n'est simple pour ce qui relève de l'Église sur les deux îles.

*«Le 23 août, la sœur Saint-Chrysostome qui devait venir diriger l'école libre des filles, se rendit pour la seconde fois à Belle-Île et réussit enfin à faire sa déclaration d'ouverture d'école libre. C'était une sœur brevetée. Le maire de Palais, nommé Poupert, triste et grossier personnage, après l'avoir accueillie avec une politesse de garçon d'écurie, finit par signer la déclaration. Mais il lui prit fantaisie de faire suivre la déclaration d'un acte d'opposition aussi stupide qu'injuste. Il prétendait*

40. Conseil de fabrique du 16 avril 1882, registre de la fabrique, ADM.

41. Lettre du sous-préfet au préfet du 8-5-1882, ADM 1M5220.

42. Lettre du sous-préfet au préfet du 22-8-1882, ADM 1M5220.

43. *Ibid.*

*que la commune ou section de commune avait des droits sur la maison d'école ou couvent, tandis qu'elle a été bâtie par les prêtres sans avoir eu recours ni aux habitants, ni à la section de commune, ni à la commune et qu'elle appartient en propriété à la fabrique. Il en appelait au conseil départemental de l'instruction publique pour empêcher l'ouverture. Le conseil départemental qui sait que la section de commune n'a aucun droit sur cet établissement a laissé les sœurs tranquilles. La sœur Saint-Chrysostome a commencé et continué jusqu'ici son école comme si de rien n'était. C'était une pure taquinerie. On a aussi imposé les sœurs pour la cote personnelle et mobilière, et la fabrique pour la maison d'école, la maison de St Goustan ou cantine, etc. Les pièces de la sœur sont restées à la préfecture. »<sup>44</sup>*

Quelques autres incidents aussi à Houat. La cantinière, qui a porté plainte, est condamnée pour une histoire de bouteille de cidre qu'elle n'a pas voulu donner au garde champêtre et qu'il aurait prise sans son accord. La cantinière en a refusé l'argent, disant « *tu m'as volé ma bouteille, tu la paieras cher!* »<sup>45</sup>.

En octobre l'adjoint Le Roux rapporte au maire de Palais un échange d'insultes entre femmes, les unes traitant les autres de « *voleuses, reste de la ville, insulte qui équivaut à putains* ». Les plaignantes demandent réparation devant le juge. Doit-il rédiger un procès-verbal?<sup>46</sup>

Dans un autre courrier, il se plaint des affronts de la cantinière, la veuve Eulalie Le Roux, et de la tenue déplorable de la cantine.

*« Il y a quelques jours, j'étais témoin de faits abominables, des hommes ayant perdu la raison et ne tenant plus debout roulaient sur les rues. Je suis décidé Monsieur le Maire, à ne plus tolérer ces abus. »<sup>47</sup>*

Et en fin d'année, l'adjoint spécial d'Hoedic Jean-Louis Blanchet revient tourmenter le recteur Raude...

*« L'adjoint spécial est venu le 15 décembre chez M. le Recteur faire l'hypocrite et lui dire qu'il avait reçu du sous-préfet un petit papier dans lequel on lui parlait d'entrer en procès contre la fabrique. Le recteur lui a demandé ce papier, mais on s'est bien gardé de le montrer. Le papier existait sans doute dans l'imagination de l'adjoint. Enfin il cherche de toute part quelques prétextes pour s'attaquer au recteur à qui il dit en judas que ce sont les autres qui le poussent à agir ainsi. Le traître! Le misérable! Tel est en général le bilan de l'année 1882.*

*Ô Seigneur! Soutenez le courage de votre pauvre serviteur placé au milieu des loups! »<sup>48</sup>*

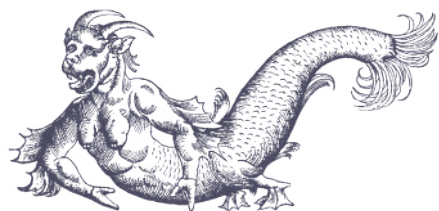
44. Notes de Raude pour 1882, BMS, APHd.

45. *Courrier de Bretagne*, 27-9-1882.

46. Lettre de Le Roux au Maire de Palais, 10-10-1882, AMP.

47. Lettre de Le Roux au Maire de Palais, 16-10-1882, AMP.

48. Notes de Raude pour 1882, BMS, APHd.



– V –

## LE NAUFRAGE DE L'EUMÉNIDE

[1882 - 1883]

### Taxe sur les foins

Le 27 mai 1882, le conseil municipal de Palais institue un droit de pacage sur les terrains communaux, nouvelle taxe devant constituer une ressource locale pour les adjoints spéciaux<sup>1</sup>. Dans ce cadre, M. Deschamps père est nommé garde champêtre à Houat. À Hoedic, une femme garde champêtre a déjà été recrutée par les recteurs.

Les insulaires trouvent injuste cette taxe qui s'ajoute à la contribution foncière, sur des terres qu'ils considèrent comme leur propriété collective, et non celle de la municipalité de tutelle ; nous l'avions vu à propos de la cession de terrains<sup>2</sup>. C'est aussi une ponction qu'ils doivent payer en direct sans les facilités apportées par le recteur sur les revenus de la cantine<sup>3</sup>.

Le nouveau garde champêtre de Houat, que l'on imagine impatient avec l'adjoint de faire rentrer cet argent, tente de percevoir cette nouvelle taxe dès janvier 1883. Il se fait aussitôt violemment rabrouer par les Houatais. Dès février, au vu de ces réactions, il est décidé au cours d'une réunion du conseil municipal, de réduire cette taxe d'un tiers.

*« Monsieur le Président fait connaître au conseil que Messieurs les adjoints spéciaux de Houat et Hoedic demandent que les taxes de pâturage établies récemment dans leur section et qui ont été fixées primitivement à 1,50 fr par an pour chaque grosse tête de bétail et à 0,75 fr par an pour chaque petite tête, soient un peu abaissées. M. l'Adjoint spécial de Houat propose de réduire ces taxes d'un tiers soit par an 1 fr au lieu de 1,50 pour chaque grosse tête de bétail et 0,50 au lieu de 0,75 pour chaque petite tête. »<sup>4</sup>*

Du côté hoedicaïs, après une première tentative infructueuse, la taxe est finalement payée en avril, explique le recteur Raude, tout en accablant l'adjoint :

*« À la fin de mars, le porteur des contraintes est venu réclamer le paiement d'une nouvelle taxe que Palais a imposée sur les communs d'Hoedic. On regimba. (...) »*

1. AMP.

2. Cf. p. 57.

3. Cf. rapport du maire de Palais de novembre 1881 : « C'est avec les fonds en caisse que le curé paye la contribution foncière. », p. 99.

4. Comptes rendus du conseil municipal, AMP.

*Le 27 avril, le percepteur est venu avec son agent des contraintes pour forcer les habitants à payer cette nouvelle taxe. On a payé en protestant contre l'injustice de la taxe. Mais les habitants ont agoni de sottises le pauvre adjoint spécial cause de tout le mal. »<sup>5</sup>*

Peu de jours après, le 31 mai 1883, le trio représentant les républicains houatais, constitué du garde champêtre, de l'adjoint et de l'instituteur, est pris à partie sur cette nouvelle taxe par les beaux-frères Armel et Vincent le Gurun. L'affaire est-elle sérieuse ? Elle est en tout cas de nouveau montée en épingle avec établissement de deux procès-verbaux, d'un pamphlet anticlérical dans la presse, le déplacement du commissaire de police de Belle-Île puis du préfet, du sous-préfet et de toute une délégation de la préfecture sur une corvette de la Marine... qui fait naufrage !

L'adjoint Le Roux envoie le jour de l'altercation un télégramme à Belle-Île *«Garde champêtre insulté, frappé par Armel Le Gurun, demande gendarme, détails par courrier»*. Le Palais apporte son soutien entier et immédiat. Dès le lendemain 1<sup>er</sup> juin, le commissaire de police de Belle-Île en personne se déplace à Houat. À son arrivée lui est remis, en main propre, le procès-verbal signé de l'adjoint. Document probablement rédigé par le secrétaire-instituteur Huard.

*«L'an 1883, le 31 mai à sept heures du soir, par devant nous Le Roux Ferdinand, adjoint spécial, affaire dite d'état civil de la section de Houat, dépendant de la commune du canton de Palais, Belle-Île-en-Mer, département du Morbihan, est comparu le Sr Deschamps Louis Vincent, garde champêtre assermenté de ladite section, lequel nous a déposé ce qui suit.*

*"J'avais terminé ma tournée ordinaire du matin et j'étais monté sur le talus d'un champ qui borde la route qui conduit du village au port, en face de la maison nouvellement construite pour le syndic des gens de mer. Je m'entretenais là depuis quelque temps avec M. l'Instituteur. Il était à peu près 9 h 30, lorsque vint à passer le Gurun Armel Marie, marin, accompagné de Le Gurun Vincent, marin. Ils me dirent qu'ils arrivaient de Nantes. Je demandais si la vente avait été bonne. Ils répondirent qu'elle n'avait pas été trop mauvaise. Le Gurun Armel Marie monta sur le fossé et me demanda une prise de tabac que je lui donnais. Il fut suivi de son compagnon qui me fait la même demande. J'ai dit à Vincent de bien veiller au cheval de son frère, afin qu'il n'aille pas dans le froment y faire des dégâts, sans quoi je serais obligé de faire mon devoir. Il m'a répondu que si son cheval était pris, il ne paierait que l'amende qu'on payait autrefois, selon l'ancienne coutume du pays, mais non ce qui pourrait lui être imposé par le tribunal de la justice de paix. Et puis qu'est-ce qu'on fait de cet argent-là ? J'ai répondu que cela n'était pas mon affaire.*

*Là-dessus Le Gurun Armel s'est fâché et s'est mis à parler très fort en disant : non non, nous ne savons pas où passe cet argent-là, c'est pour vous autres. Il n'y a que vous trois salauds, trois voleurs dans l'île, qui y mettez le désordre. Puis furieux, il s'était élancé sur moi, m'a saisi par les épaules, m'a retenu d'une main par l'épaule gauche et de l'autre m'a porté un coup sur la poitrine. Il m'a ensuite secoué et repoussé. Monsieur l'Instituteur voyant cela est intervenu*

5. Notes de Raude pour 1883, BMS, APHd.

et a invité Le Gurun Armel à se retirer. S'étant adressé à l'instituteur, il lui a dit en lui crochant la barbe ce n'est pas votre grande barbe qui me fera peur. Le poing droit était déjà levé pour le frapper également, mais le coup lancé a été paré. Il a ajouté : personne ne paiera la taxe pour les bêtes ni le foin et nous l'aurons malgré tout. Avant trois jours d'ici, il y aura quelque chose de nouveau en mairie à Houat."

*En mairie, à Houat, le jour, mois, et an que dessus, L'Adjoint spécial Le Roux.* »

À son tour le commissaire dresse un procès-verbal des événements.

*« 1883, le 1<sup>er</sup> juin, à 17 h. Nous, soussigné Fournier Jean, commissaire de police de Belle-Île-en-Mer, officier de police judiciaire, auxiliaire de M. le Procureur de la République.*

*Ayant été informé par dépêche que le garde champêtre de Houat et l'instituteur avaient été victimes d'injures et de voie de fait de la part d'un Sr Le Gurun Armel. Nous nous sommes rendus sur les lieux étant accompagné des gendarmes Le Coz et Caquinot et là M. l'Adjoint spécial de Houat nous a remis le procès-verbal ci-joint constatant les faits et ajoutant que si l'autorité ne s'empressait pas de mettre ordre à tout cela, sa position à lui ainsi que celle de l'instituteur et du garde champêtre n'étaient plus tenables; que leur famille était à chaque instant l'objet de menaces et des injures les plus grossières de la plupart des habitants de Houat, lesquels n'agissaient que d'après les conseils qui leur étaient donnés au presbytère.*

*Le garde champêtre Deschamps, par nous interpellé, après avoir confirmé en tout point le contenu du procès-verbal, a ajouté : "j'avais ma plaque attachée au bras gauche et, l'instituteur et moi, nous nous trouvions dans un sentier situé à 15 m au moins du chemin que suivaient les sieurs Le Gurun. Ainsi les deux hommes se sont dérangés exprès de leur route pour venir nous trouver, nous injurier et nous frapper." J'ai su plus tard par un M. Thomas que dans la journée le Sr Le Gurun Armel s'était vanté à la cantine qui est tenue sous la direction du curé de nous avoir frappés et qu'il nous emm....*

*Ce témoin Thomas Marcellin, âgé de 53 ans, forgeron à Houat nous a déclaré ceci : "Hier 31 mai, vers les 15 h je me trouvais à boire à la cantine lorsque Le Gurun Armel est venu à la même table que moi et là il a dit à haute voix que le matin il avait secoué le garde champêtre et croché dans la barbe de l'instituteur, ajoutant qu'il n'avait pas peur et qu'il les emm... tous les deux". (...)*

*Monsieur Huard, instituteur, nous a déclaré ce qui suit : "je puis affirmer que les faits relatés dans le procès-verbal de M. l'Adjoint spécial sont l'exacte vérité." (...)*

*Après avoir recherché vainement dans tout le bourg le Sr Vincent Le Gurun, beau-frère de Le Gurun Armel, et sachant qu'il se cachait de nous, nous allions nous embarquer, lorsqu'on nous a dit qu'il était dans le port où nous l'avons interpellé. Il nous a déclaré qu'il était vrai que, lui et son beau-frère Armel, ils s'étaient dérangés de leur chemin pour aller trouver le garde et l'instituteur afin d'avoir une prise de tabac, mais que là aucune discussion n'avait eu lieu entre eux et que son beau-frère n'avait pas frappé.*

*Armel Le Gurun, âgé de 32 ans, né le 8 octobre 1851 à Houat, fils de François et de Marie-Madeleine Le Gurun, marié cinq enfants, marins pêcheurs au dit lieu, que nous avons trouvé chez lui, nous a répondu qu'il n'avait fait que*

*poser les mains sur l'épaule du garde, que tout ce que contenait le procès-verbal était faux et que le garde et l'instituteur étaient des menteurs, que du reste il fournirait des témoins pour prouver que leurs allégations étaient fausses. Lui ayant demandé à ce qu'il nous fasse connaître ses témoins, il nous a répondu qu'il les fournirait en temps et lieu. Or le garde et l'instituteur nous ont affirmé de la manière la plus positive qu'ils n'étaient que quatre au moment de la scène et que par conséquent il était tout à fait impossible à Le Gurun de prouver le contraire, à moins d'amener avec lui de faux témoins.*

*Pendant que nous étions à interroger cet homme chez lui, nous avons été obligés d'inviter sa mère à se retirer laquelle nous interrompait à chaque instant. Ce que voyant Le Gurun nous a dit : "vous êtes donc capables de tout si vous vous rendez maître chez moi." Sur notre demande, s'il nous croyait capables de lui faire du mal, il a répondu : "oui je vous en crois capables et même de mettre le feu à ma maison".*

*Nous l'avons alors invité à modérer les expressions ou nous nous verrions obligés de l'arrêter. Au moment que nous étions à interroger son beau-frère dans le port de Houat, Le Gurun nous a dit que le garde champêtre lui avait volé 300 fr et qu'il lui prouverait qu'il était un voleur. Le garde entendant cela s'est réservé de le poursuivre civilement pour cette diffamation. En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal pour être transmis à Monsieur le Procureur de la République.»*

Les républicains de Belle-Île ne peuvent rester insensibles à cette nouvelle atteinte du représentant de la République et réagissent dans *Le Phare de Bretagne*. Toujours sous une forme anonyme, cette fois l'article du *Phare de Bretagne* est signé «*On nous écrit de Palais*»; alias «*Un Belle-Ilois*»? , alias notre conseiller général... Quel qu'il soit, l'auteur adopte un ton satirique dans ce texte maniant une allégorie tonkinoise, alors que sévit en Extrême-Orient la guerre du Tonkin (1883-1885). Lavenot est comparé à l'Empereur Tu-Duc, les rebelles de Houat et Hoedic assimilés aux *Pavillons noirs*, les bandes armées de l'Empereur.

*«On nous écrit de Palais à la date du 31 mai. Mon cher rédacteur, le fameux Lavenot, 1<sup>er</sup> roi d'Houat et autres lieux, veut décidément faire concurrence à Tu-Duc. Au moment où je vous écris, le télégraphe vient de nous apporter la nouvelle que les troupes du susnommé sont en train de faire à l'adjoint spécial et au garde champêtre le même sort que les Tonkinois ont infligé au commandant Rivière. Le conseil municipal n'a pas attendu un an pour voter les crédits nécessaires et des renforts imposants vont partir par le prochain paquebot. De plus, nos deux chaloupes cuirassées dernier modèle croiseront dans les eaux d'Houat dans le but d'empêcher les Pavillons noirs d'Hoedic de faire la jonction avec les Houatais. Mais tout ému par la lecture de ces lignes, vous vous demandez probablement ce qui a pu motiver cette formidable insurrection...*

*Hélas!!! Lavenot est comme tous les rois détrônés qui, aidés par quelques factieux, passent leur existence à vouloir à toute force faire le bonheur d'un peuple qui ne veut plus d'eux. Lavenot est dans cette situation. Vous savez qu'un beau jour, on s'est aperçu que les multiples fonctions qu'il remplissait avec une ardeur et un zèle évangélique nuisaient à l'état de sa santé; et le gouvernement, toujours plein de sollicitude pour ses enfants, s'est vu*

*contraint de lui faire prendre de force un peu de repos en ne lui laissant que le rôle de desservant, métier absolument doux et tout à fait propre à fortifier le tempérament affaibli de Lavenot. Voyez comme les meilleures intentions sont méconnues, au lieu d'en avoir reconnaissance au gouvernement, Tu-Duc... ah pardon Lavenot 1<sup>er</sup> se mit en hostilité contre lui... Hostilité sourde, mais qui ne demandait qu'une occasion pour éclater avec violence.*

*Cette occasion s'est présentée ces jours derniers à propos de foin. Tant que Lavenot a été roi, il percevait lui-même les impôts. Ce qu'il se donnait de peine, le pauvre homme! Et doux, et aimable, et facile... À peine de temps en temps quelques coups aux contribuables récalcitrants; coups de poing adoucis cependant lorsqu'ils étaient destinés au beau sexe. Mais, d'un monarque, cela semblait une caresse, et l'on montrait avec orgueil les bleus occasionnés par ces amicales bourrades.*

*Donc, Lavenot percevait. Quand ses fonctions lui furent retirées, sa grande âme fut remplie d'amertume et il alla conter sa peine aux marsouins<sup>6</sup> qui en pleuraient de douleur. Aussi, lorsque l'autre jour, l'adjoint spécial voulut recouvrer les taxes sur les foins communaux, les Houatais se réunirent et jurèrent sur la tête de Lavenot de mourir plutôt que de payer. Devinez le reste de cette lamentable histoire! Une insurrection a éclaté et il a fallu rassembler en toute hâte des troupes pour marcher contre les rebelles. On est sans inquiétude ici, nos braves Belle-Ilois se promettent de faire maintes prouesses et de revenir couverts de gloire. Espérons que Jéhovah le dieu fort, le Dieu des armées<sup>7</sup> les secondera et frappera leurs ennemis, et qu'il leur prêtera le concours de son ange exterminateur, absolument comme il le fit pour les Hébreux contre les troupes de Sennachérib<sup>8</sup>. Mais si par malheur, le sort nous était contraire, nous avons juré de nous ensevelir sous les ruines de Palais plutôt que de nous rendre aux suppôts de Houat. Dès que j'aurai des nouvelles, je vous télégraphierai.»<sup>9</sup>*

Sont ainsi invoqués le Tonkin, les marsouins consolateurs, Jéhovah le dieu des armées, les troupes de Sennachérib... Quelle érudition! Quel discours, que d'invocations!

La perception d'un esprit insurrectionnel sur les deux îles, exalté par cet article de presse incite le préfet à leur rendre visite en grande pompe et sans tarder pour calmer les esprits.

Calmer les esprits? Vraiment? L'adjoint Le Roux veut marquer le coup à Houat et demande par télégraphe à Palais :

*«Peut-on placer drapeau national à la tour de l'église pour recevoir préfet sans être obligé de demander au desservant.»*

6. «*Servant sous tous les cieux sans compter notre peine*», allusion au chant d'un régiment de marsouins de l'ancienne infanterie coloniale, qui a combattu au Tonkin, aujourd'hui le 9<sup>e</sup> RCS.

7. Yahveh Tsebaoth, Éternel des armées : nom divin qui apparaît de nombreuses fois dans la Bible, évoquant un dieu puissant défenseur de son peuple.

8. Roi des Assyriens de 705 à 681 av. J.-C., en conflit avec le peuple d'Israël. Se termine dans la Bible par une catastrophe pour l'armée assyrienne : «*Et le Seigneur envoya un ange, et il extermina dans le camp assyrien tous les combattants, les chefs et les généraux. Et Sennachérib, la honte au front, retourna en son royaume, et il entra dans le temple de son Dieu; et des hommes, issus de son sang, le firent périr par le glaive.*» Bible, 2 Chroniques 32:21.

9. Le Phare de Bretagne, 3-6-1883, ADM

«[Réponse] Vous n'avez aucune autorisation à demander; placez drapeau. En cas de résistance, dressez procès-verbal. »<sup>10</sup>

Toute une délégation embarque le 6 juin sur le vapeur l'*Euménide*, comprenant le préfet, le sous-préfet de Lorient, leurs familles, une commission d'enquête, et le conseiller général de Belle-Île Adrien Bonnelle. Pour «faire la jonction avec les Houatais» avec autorité, ils ont mobilisé une «chaloupe cuirassée dernier modèle», corvette à roue de la Marine de 60 m de long pour 936 tonneaux, 4 canons obusiers de 30, et un équipage d'une centaine de marins.

Mais patatras! En fait de grandeur, le navire dernier modèle rencontre un récif inconnu en arrivant à Houat. Ce que relate, non sans ironie, le *Courrier de Bretagne*.

«Un de nos correspondants nous transmet de Palais des détails fort amusants sur l'expédition au cours de laquelle l'*Euménide* dû aller s'échouer sur les sables de Houat. Il paraît qu'il s'agissait tout simplement de réprimer l'insurrection des habitants de l'île. Ces derniers qui ont accepté sans protestation le syndic des gens de mer, l'instituteur, le garde champêtre, etc., en un mot tous les bienfaits que la République a fait pleuvoir sur eux, ont trouvé de fort mauvais goûts le même gouvernement leur faisant payer un taux exagéré ces faveurs sans doute estimables. La taxe sur le foin notamment avait exaspéré les Houatais. Vite, on a compris qu'il y avait la matière pour conquérir des lauriers de la plus belle venue : après un échange de dépêche, on a armé l'*Euménide* : le préfet du Morbihan, le sous-préfet de Lorient, le conseil général de Belle-Île sont montés à bord et les Houatais terrifiés ont dû songer à organiser la défense. Ces préparatifs étaient fort inutiles : la mer était calme, le soleil était radieux.

Mais hélas! Au moment où l'enthousiasme des conquérants atteignait la plus haute pression indiquée par les manomètres, l'*Euménide* fraternisait avec un rocher qui ouvrait une voie d'eau, amenait l'extinction des feux et condamnait à l'échouage le navire de guerre dont la vue devait pulvériser les révoltés de Houat. Fort heureusement, tout se borne à des dégâts matériels et à des froissements d'amour propre. Le télégramme relatant la victoire, rédigé sur le modèle de bulletin de la Grande Armée, a dû être remplacé par la demande d'un remorqueur. »<sup>11</sup>

Le renflouage de l'*Euménide* fait l'objet d'un long article de l'ingénieur Frot publié en juillet 1883 dans la *Revue maritime et coloniale*. Le navire amené comme un symbole du pouvoir de l'État repart piteusement le 13 juin, encadré de deux bateaux et d'une citerne.

«L'*Euménide* remorqué par le Souffleur et flanqué à tribord du Galilée et à bâbord de la citerne quitta la plage de Houat le 13 juin à 11 h du matin et entra dans le port de Lorient le soir même; à 10 h il était au bassin. »<sup>12</sup>

Cette roche, alors inconnue de la Marine, a été baptisée *Roche de l'Euménide* sur la carte du SHOM<sup>13</sup>, mémoire du naufrage de ce navire. Mémoire de la révolte contre la «taxe sur les foins»...

10. AMP.

11. *Courrier de Bretagne*, 27-6-1883, ADM.

12. Frot, 1883.

13. Service hydrographique et océanographique de la Marine.

83<sup>ème</sup> ANNÉE. — N° 11

(20 centimes le numéro)

Mercredi 27 Juin 1883.

# COURRIER DE BRETAGNE

## JOURNAL LORIENTAIS

Un de nos correspondants nous transmet de Palais (Belle-Ile) des détails fort amusants sur l'expédition au cours de laquelle l'*Euménide* a dû aller échouer sur les sables de Houat. Il paraît qu'il s'agissait tout simplement de réprimer l'insurrection des habitants de l'île : ces derniers qui ont accepté sans protestation le syndic des gens de mer, l'instituteur, le garde-champêtre, etc., en un mot tous les bienfaits que la République a fait pleuvoir sur eux, ont trouvé de fort mauvais goût le même gouvernement leur faisant payer à un taux exagéré ces faveurs sans doute inestimables. La taxe sur le foin notamment avait exaspéré les Houatais. Vite, on a compris qu'il y avait là matière pour conquérir des lauriers de la plus belle venue : après un échange de dépêches, on a armé l'*Euménide* : le Préfet du Morbihan, le sous-

préfet de Lorient, le conseiller général de Belle-Ile sont montés à bord et les Houatais terrifiés ont dû songer à organiser la défense.

Ces préparatifs étaient fort inutiles : la mer était calme : le soleil était radieux ; mais hélas ! au moment où l'enthousiasme des conquérants atteignait la plus haute pression indiquée par les manomètres, l'*Euménide* fraternisait avec un rocher qui ouvrait une voie d'eau amenait l'extinction des feux et condamnait à l'échouage le navire de guerre dont la vue devait pulvériser les révoltés de Houat.

Fort heureusement, tout se borne à des dégâts matériels et à des froissements d'amour-propre. Le télégramme relatant la victoire, rédigé sur le modèle des Bulletins de la grande armée a dû être remplacé par la demande d'un remorqueur.



Afin de calmer les esprits, toute une délégation d'élus et de la préfecture embarque le 6 juin 1883 sur le vapeur de la Marine l'*Euménide*, corvette à roue de 54 m (photo coll. Dousset - SHM Vincennes). Mais en fait de grandeur, le navire rencontre un récif inconnu en arrivant à Houat. Ce que relate, non sans ironie, le *Courrier de Bretagne* (ADM).

Le recteur Raude confirme laconiquement dans ses notes que cette équipée pleine d'imprévus a fini par arriver à Hoedic.

*« Le 6 juin, le préfet, le sous-préfet et Bonelle sont venus à Hoedic essayer de relever le prestige de leur adjoint spécial. Vains efforts! »*

La présence de l'autorité, veut croire de son côté le préfet, aurait tout de même été salubre. C'est ce qu'il explique dans un échange ultérieur où il se plaint à l'évêque de l'esprit de révolte attisé par les recteurs contre les adjoints spéciaux :

*« Il a fallu ma présence sur l'île pour que ces faits blâmables ne se soient pas renouvelés. »<sup>14</sup>*

Cette affaire des taxes des foin se prolonge à Houat jusqu'après le départ du recteur Lavenot. Son successeur le recteur Gouron doit affronter dès son arrivée une attaque en règle des républicains contre la cantine et cette question de la taxe de pacages toujours pas réglée par les Houatais et qui pourrait les ruiner. Le recteur Gouron a, semble-t-il, une bonne relation avec le percepteur qui est passé à Houat puis lui a envoyé ce courrier de conciliation, reçu le 25 novembre 1883 et signé « Jacques ».

*« Mon cher Monsieur Gouron, ainsi que vous avez bien voulu m'autoriser, je viens vous entretenir de la question des taxes de pâturages dont je vous ai dit quelques mots lors de notre entrevue à Houat. Ces taxes ont été imposées en 1882 pour les deux îles de Houat et Hoedic par une délibération du conseil municipal de Palais, approuvée du préfet, pour faire face au paiement des contributions du commun des îles, et du salaire de garde champêtre.*

*Celles d'Hoedic ont été acquittées, sauf pour quelques personnes qui seront l'objet de poursuites. Quelques habitants de Houat ont seuls payé la leur, malgré les frais qui ont été faits. Le maire de Palais, ainsi que son conseil, étant bien décidés à faire rentrer ses taxes, je désire, avant de continuer les poursuites qui seront désormais la saisie et la vente, faire appel à votre bienveillante intervention. Et si vous voulez bien me prêter votre concours que je réclame uniquement dans l'intérêt des Houatais et pour éviter l'emploi des moyens de coercition, j'ai l'espoir que vous réussirez à les amener à se libérer. Monsieur Lavenot lui-même est mis en demeure de solder cette taxe, sous peine de subir à Camors une exécution complète.*

*Dans le cas où vos démarches seraient couronnées de succès, le débiteur aurait à s'acquitter soit à mon bureau, soit entre les mains de l'instituteur qui leur délivrera une quittance à souche libératoire. Je rendrai compte alors à Monsieur le Préfet de la cessation de l'opposition, en lui rappelant sa promesse de demander au gouvernement la remise des frais de condamnation prononcés contre un certain nombre de vos insulaires. Quel que soit le résultat de votre intervention, je vous serais bien reconnaissant de me le faire connaître. Jacques. »<sup>15</sup>*

Suivent quarante-six noms, avec la somme due pour chacun et le montant total de 373,50 fr. Gouron lui répond le même jour. Il tente de trouver une solution et s'épanche sur les problèmes de Houat sollicitant son aide. On

14. Courrier du préfet à l'évêque, 10-8-1883, AEV.

15. Copie du courrier, cahier paroissial, APHT.

devine dans ce recteur une personnalité moins clivante que l'abbé Lavenot. Mais aussi très déterminée.

*« Cher Monsieur le Percepteur, je vous accuse enfin réception de votre lettre du 14 novembre 1883. Le soir même, j'ai réuni les hommes de l'endroit et je leur ai lu votre lettre ainsi que l'énumération des sommes dues par chacun. Ils ont trouvé que la somme était trop forte; je leur ai expliqué que l'augmentation provenait de ce que les frais de condamnation déjà prononcés étaient compris. Est-ce vrai ? Dites-le-moi s'il vous plaît. Ils trouvaient dur d'être obligés de payer tous les ans cette somme pour un terrain qui appartient à l'île en tant que commun de village.*

*Et réellement, Monsieur le Percepteur, je sais que mes insulaires sont pauvres, je sais qu'il est bien pénible pour eux, vu leurs modiques ressources, de poser un antécédent si onéreux; en outre, ils ont deviné que cette imposition servait à fournir une rétribution au garde champêtre; leur garde champêtre, je vous l'affirme, n'est pas supporté dans l'île.*

*En présence de cet état de choses, j'ai eu le courage d'insister en abondant toujours dans votre sens, en montrant vos intentions bienveillantes. Mes paroissiens m'ont bien écouté, et quelques-uns m'ont répliqué au milieu du silence "Monsieur, jamais nous n'avons refusé de payer nos contributions. On les a augmentées sans nous donner avis, et sans que nous ayons offert de prétextes" (...) Bref, je crois qu'ils paieront, mais veuillez m'écrire encore une lettre. »<sup>16</sup>*

### Un 14 juillet de nouveau mouvementé

Le 14 juillet est une date haute en symboles pour les républicains qu'ils se doivent de fêter. Le fidèle *Phare de Bretagne*, et Adrien Bonnelle son correspondant anonyme, ne manquent pas de donner de nouveau un compte rendu haut en couleur des péripéties insulaires pour le 14 juillet 1883, dans ce style si spécial, parsemé de références exotiques.

*« Houat et Hoedic. Dans ces îles fortunées ont eu lieu d'émouvantes péripéties. Le Phare de Bretagne, toujours soucieux de tenir ses lecteurs au courant de ce qui peut se passer d'intéressant dans la région, a organisé depuis peu à cet effet un service télégraphique spécial, à l'instar de Paris. Nous donnons aujourd'hui à nos lecteurs le texte même des différentes dépêches qui nous sont parvenues en ce qui concerne la façon dont les Pavillons noirs de Houat et d'Hoedic ont célébré la fête du 14 juillet. Si nous n'avons pas publié ces documents au fur et à mesure qu'ils nous sont parvenus, c'est que nous avons craint que nos lecteurs, dans l'attente fiévreuse d'un dénouement imprévu, n'en éprouvassent de trop violentes émotions. Si nous nous sommes trompés, nous demandons que l'on nous tienne compte de nos bonnes intentions :*

*- Houat, 13 juillet, 6 h soir — Adjoint spécial demande à curé clés tour pour arborer drapeau. Curé avant de livrer clé exige qu'adjoint s'engage par écrit à réparer à ses frais dégâts du bâtiment. Grande émotion.*

*- Houat, 14 juillet, 6 h matin — Adjoint a requis forgeron pour forcer porte tour. Curé intervient et dit qu'il va livrer clé si adjoint s'engage par écrit à payer cinq*

16. Lettre du recteur Gouron au percepteur, 5-11-1883, AMP.

*sous frais et plus s'il y a lieu. Adjoint refuse et somme de nouveau de livrer clé. Émotion augmente.*

- Houat, 6 h ½ matin — Curé demande à adjoint de s'engager par écrit à enlever seulement clous qui sont plantés aux angles tour. Adjoint refuse. Forgeron se prépare à forcer porte. Clous s'en va. Anxiété!

- Houat, 7 h matin — Victoire! Curé apporte clé. Drapeau flotte sur la tour..

- Houat, 8 h ½ matin — Adjoint fait placer drapeau sur presbytère. Physionomies deviennent sombres. Émotion renaît. On s'attend à tout. Curé est pâle, mais se prépare au martyre.

- Houat, 9 h matin — Curé a pris son couteau, a coupé drapeau, l'a foulé aux pieds et dit qu'il recommencera chaque fois qu'on le placera. Émotion grandit.

- Houat, 9 h 05 matin — Finis Poloniae<sup>17</sup>! Adjoint dresse procès-verbal.

*D'un autre côté nous recevons d'Hoedic les télégrammes suivants :*

- Hoedic, 7 h matin — Pavillons noirs sont rassemblés. Drapeau blanc flotte à la tour. Adjoint donne ordre de le descendre. Curé s'engage à le faire.

- Hoedic, 8 h matin — Curé n'a rien fait. Drapeau flotte toujours. Adjoint le fait descendre.

- Hoedic, 8 h ½ matin — Papillons noirs furieux. Sur drapeau est écrit "Spécialité pour chemise".

- Hoedic, 8 h 33 matin — Alas ! poor Yorick<sup>18</sup>. Adjoint dresse procès-verbal!

*C'en est donc fait, voilà de nouveaux martyrs!*

Ô Pie IX, du haut du bienheureux séjour que tu as si bien gagné en couchant pendant si longtemps sur la paille<sup>19</sup>, tes regards se portent sur Houat et Hoedic, considère, je t'en prie, la situation déplorable de deux de tes anciens subordonnés et porte au pied du trône céleste leurs plaintes, afin que, lorsqu'à leur tour ils se présenteront à la porte du paradis, tenant comme pièces justificatives : l'un le drapeau qu'il a foulé aux pieds et l'autre la chemise réclame qu'il a arborée sur un presbytère, Saint-Pierre les reconnaisse de suite pour des fidèles et leur dise : "Venez, nos bien-aimés, venez reposer sur la couette de plume que je vous ai préparée, vos membres fatigués par la dure des cachots républicains!" *Et il y aura grande joie dans le ciel!*»<sup>20</sup>

Suivons maintenant les facéties des «Pavillons noirs», telles que restituées par les adjoints spéciaux.

À Hoedic d'abord. Le 14 est un jour calme. Mais le lendemain, 15 juillet, un drapeau blanc — couleur du Roi — est érigé sur l'église, «pour vexer sans doute l'adjoint qui la veille avait apposé le drapeau tricolore» note le recteur Raude<sup>21</sup>. L'adjoint spécial Blanchet dresse un procès-verbal accompagné d'un courrier adressé au maire de Palais.

17. Fin de l'Empire ou littéralement fin de la Pologne, cri de Kościuszko mis à terre durant l'insurrection de 1794 qu'il commande; la République des Deux Nations est effacée de la carte de l'Europe en 1795 par le troisième partage de la Pologne.

18. «Hélas! pauvre Yorick», in Hamlet Shakespeare. Yorick est un bouffon à la cour royale du Danemark, dont seul le crâne apparaît, quand Hamlet engage la conversation avec lui.

19. La paille des prisons : les papes se sont considérés prisonniers du Vatican suite à la prise de Rome par les forces armées du royaume d'Italie le 20 septembre 1870, jusqu'aux accords de Latran du 11 janvier 1929, confirmant que la religion catholique demeure la religion de l'État italien.

20. Phare de Bretagne, 22-7-1883.

21. Notes de Raude pour 1883, BMS, APHd.

*« Hoedic le 15 juillet 1883. Monsieur le Maire, je suis heureux de vous informer que la journée du 14 juillet a été très calme, que personne n'a osé enlever le drapeau tricolore que nous avons placé sur l'église et que la soirée a été assez gaie. Je profite de l'occasion pour vous remercier de nous avoir envoyé des pièces d'artifice et des globes pour illuminations. Mais ce matin j'étais fort contrarié de voir flotter le drapeau blanc sur l'église. Même il y en avait un second planté sur le mur qui enclot le cimetière. Des jeunes gens avant la première messe l'ont enlevé et déchiré.*

*Au reçu de votre dépêche, j'ai donné au curé l'ordre d'enlever celui qui flottait encore sur l'église. Il m'a promis de le faire, mais n'a pas tenu sa parole. Aussi nous sommes allés environ une heure après et nous avons enlevé ce drapeau qui porte pour devise non pas "Vive Henri V", mais "Spécialité pour chemises" et que nous vous envoyons comme curiosité. Je n'ai pu savoir qui a placé ces drapeaux sur l'église. Mais le curé étant responsable de ce qui se passe dans son église, j'ai dressé procès-verbal contre lui parce qu'il n'a pas enlevé cet emblème séditieux. Ci-joint ce procès-verbal. Agréez, Monsieur le Maire, l'hommage de mes sentiments dévoués. L'adjoint spécial Blanchet. »<sup>22</sup>*

À Houat, le recteur Lavenot ne se contente pas d'observer ce que font ses ouailles comme le fait le recteur Raude. Il va être l'acteur principal de la révolte. Voyons ce qu'en dit l'adjoint spécial Le Roux dans les deux procès-verbaux qu'il dresse pour cette commémoration mouvementée. Le premier est daté du 13 juillet.

*« L'an 1883 à 7h du soir, le 13 juillet, nous soussigné Leroux Ferdinand, Adjoint spécial de la section de Houat, dépendante de la commune de Palais, canton de ladite commune, arrondissement de Lorient, département du Morbihan, constatons ce qui suit.*

*Vers 6 heures du soir, pour nous conformer aux instructions renfermées dans la circulaire du Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Cultes, relativement à la célébration de la fête nationale, nous avons adressé au sieur Lavenot Pierre-Marie, desservant de la section de Houat, une réquisition écrite, par laquelle nous faisons connaître au dit sieur Lavenot que notre intention était d'annoncer la fête nationale par un carillon et que nous demandions la clé de la tour pour l'accomplissement de cet acte. Nous lui faisons en même temps savoir qu'elle nous serait nécessaire pour le lendemain. Notre garde champêtre fut chargé de poster notre missive au desservant. Après avoir pris lecture le desservant a répondu : "dis à l'adjoint spécial que je refuse la clé pour ce soir. Si l'adjoint spécial veut s'engager par écrit de réparer à ses frais les dégâts faits à la tour l'an dernier, le 14 juillet, je remettrai la clé demain". Vu le refus d'obéissance à nos ordres de la part du sieur Lavenot desservant de la section de Houat, on n'a pu annoncer la fête nationale comme nous en avions le désir. De quoi, nous, adjoint spécial de la section de Houat, avons rédigé le présent procès-verbal. En mairie, à Houat, les jours, mois et an que dessus. »<sup>23</sup>*

Le second daté du 14 juillet.

*« Vers huit heures et demie, nous nous sommes rendus à la maison presbytérale, accompagnés du garde champêtre et de notre secrétaire pour arborer*

22. Archives de Palais.

23. AMP.

*le drapeau national au portail de cet édifice communal*<sup>24</sup>. Le seul ouvrier de l'île fut requis par nous pour ce travail (Thomas Marcellin, forgeron). L'ouvrier avait à peu près terminé son travail lorsque le sieur Lavenot, desservant, s'est présenté devant nous en disant : "je proteste contre l'action que vous venez d'accomplir". Puis il donna ordre à sa bonne d'aller lui chercher des témoins ce qu'elle fit aussitôt. Peu après arrivent le Gurun Étienne (vieux) 71 ans, profession de marin pêcheur, président de la fabrique ; Le Fur Bonaventure, marin pêcheur, âgé de 59 ans ; Le Gurun Gabriel, marin pêcheur, âgé de 34 ans, tous trois nés et domiciliés à Houat.

Dès que ces derniers furent arrivés, le desservant leur dit : "voyez quels hommes nous avons !" Puis montant à l'échelle armé de son couteau, il a coupé les ficelles et endommagé le pied du drapeau ; il nous l'a offert et, voyant que nous ne le prenons pas, il l'a jeté à terre. Puis s'adressant à nous il a dit : "tous les prêtres qui ont fait cela l'année dernière ont été acquittés et par conséquent je ne crains rien". Il a ajouté : "je le descendrai autant de fois que vous le placerez". Nous avons immédiatement commandé à l'ouvrier de le replacer ; ce qu'il allait faire lorsque le desservant lui a dit qu'il commettait une illégalité. Une seconde fois, nous avons commandé, au même ouvrier, au nom de la loi, de le replacer. Le desservant a repris, en faisant un geste significatif à l'ouvrier : "je vous le défends, je proteste toujours, et je vous le répète, vous faites une illégalité". Enfin au troisième commandement, "au nom de la loi, je vous ordonne de le replacer". Le desservant a repris : "et bien moi aussi, au nom de la loi je vous défends de le replacer". Nous avons ensuite commandé à notre garde de replacer le drapeau national, ce qu'il a exécuté aussitôt. Le desservant s'étant écrié : "je proteste de nouveau, et je vous défends de le replacer". Le garde champêtre a répondu : "Monsieur, je ne connais, et je n'exécute que les ordres de mes chefs".

*Le drapeau national remis à sa première place, le desservant a voulu se servir une seconde fois de la même échelle, ce que nous lui avons formellement refusé. Il a alors commandé à l'un des trois hommes ci-dessus nommés d'aller lui en chercher une, ce qui a été fait, et une deuxième fois le desservant a jeté le drapeau à terre. Nous nous sommes alors retirés. En foi de quoi, nous l'adjoint spécial de la section de Houat, avons rédigé le présent procès-verbal, pour servir à qui il appartient d'en connaître.* »<sup>25</sup>

L'objectif de l'adjoint n'est sans doute pas seulement de célébrer la fête nationale, mais de marquer le territoire sur un édifice de l'Église. La réaction tranchante de Lavenot concernant le presbytère alors que, l'année précédente, il a laissé poser un drapeau sur l'église sans histoire, pourrait se comprendre pour le presbytère qu'il considère comme propriété de la fabrique non aliénée en 1789.

Le 25 juillet 1883, un homme se rend à Houat muni de papiers à en tête de la préfecture. L'adjoint étant absent, il rencontre le garde champêtre qui lui montre le drapeau endommagé. L'homme de la préfecture assigne l'adjoint spécial comme témoin pour le 31 août, dans « l'affaire du desservant et du drapeau ». L'instituteur Huard demande au maire de Palais d'informer l'adjoint.

24. Les biens de l'Église sont confisqués en 1789.

25. AMP.

Celui-ci est souvent, précise l'instituteur, chez la veuve Saludo à Locmaria en Belle-Île<sup>26</sup>.

Peu de temps après, le 10 août, le préfet Courtois communique à l'évêque copie des procès-verbaux concernant le 14 juillet à Hoedic et à Houat, griefs auxquels s'ajoutent la guérilla de la taxe des pacages, l'esprit de révolte, le refus de Lavenot de certificats de décès délivrés en l'absence de l'adjoint. Le courrier est accompagné d'une pressante demande de remplacer les deux desservants :

*« Je n'ai pas à insister M. l'Évêque sur la gravité des faits qui, vous comprendrez comme moi, rendent impossible le maintien des deux desservants à leur poste. (...) J'ai reçu une pétition de 31 habitants de Houat demandant le déplacement de Monsieur Lavenot et me priant de solliciter la nomination d'un autre ecclésiastique ayant un cœur ressemblant à celui de leur regretté M. Audo. Je n'ai pas à en faire état aujourd'hui auprès de vous, voulant me renfermer strictement dans des faits administratifs. »<sup>27</sup>*

### Plaidoyer du recteur Raude

L'évêque communique aux deux recteurs copie des accusations du préfet, visant à les démettre de leur fonction. Nous n'avons pas connaissance d'une réponse du recteur Lavenot. Le recteur Raude répond, en date du 20 août 1883, une longue missive, de son écriture régulière et serrée, se défendant des accusations relayées par la préfecture et expliquant le dévouement nécessaire pour le séjour d'un prêtre isolé sur ces îles.

*« Monseigneur, j'ai reçu de votre grandeur communication d'un procès-verbal relatif au drapeau blanc apposé le 15 juillet dernier sur l'église d'Hoedic. Le procès-verbal qui relate le fait contient des inexactitudes et permettez-moi de lui opposer quelques mots de défense.*

*D'après sa teneur, je parais être accusé, sinon d'avoir placé le drapeau, au moins moi d'avoir été négligent à le faire enlever. Eh bien ! Ces allégations sont erronées. J'affirme d'abord n'avoir apposé aucun drapeau sur l'église et je défie qui que ce soit de me contredire. Tout le monde sait et Monsieur l'Adjoint spécial lui-même a déclaré que cette imposition ne venait pas de moi. On l'a attribué tantôt à des filles, tantôt à des garçons, sans savoir lesquels. Il n'est pas de ma compétence de faire cette recherche. Dès la veille, les habitants étaient mécontents de l'adjoint spécial qui pour la première fois avait pavoisé l'église d'Hoedic. Il est facile d'apposer un drapeau sur le pignon ouest de l'église. Une échelle de 3 m suffit. Le long de la rampe du pignon, il y a un escalier en pierre, terminé par une échelle en fer. D'après le dire général, le drapeau a dû être placé au milieu de la nuit.*

*Mais le procès-verbal semble surtout m'accuser de négligence à abattre le drapeau blanc. Comme l'adjoint spécial et l'instituteur m'avaient dit l'an dernier qu'ils n'avaient pas besoin de ma permission pour apposer le drapeau sur l'église et que de fait cette année ils l'ont mis et retiré sans m'en donner aucun avis, je n'étais plus sûr de mon droit de surveillance et je croyais que*

26. Lettre de R. Huard au maire de Palais, circa 25-7-1883, AMP.

27. Lettre du préfet à l'évêque, 10-8-1883, AEV.

*l'enlèvement de l'emblème délictueux était l'affaire de la police locale et non la mienne. Il faut cependant vous avouer que je trouvais dur de voir tout le monde arborer des drapeaux sur l'église sans mon autorisation, d'autant plus que l'église appartient exclusivement à la fabrique ayant été reconstruite de fond en comble il y a 30 ans par un de mes prédécesseurs sans avoir demandé aucun secours à la commune.*

*Il semblerait, d'après le procès-verbal, que Monsieur Blanchet après avoir vu l'emblème est venu immédiatement me prévenir de l'enlever. Or toute la matinée s'est écoulée avant qu'il m'ait donné cet avis. Dès 5 h du matin, il a constaté la présence du drapeau sur l'église. Il m'a dit lui-même devant plusieurs personnes qu'il était encore au lit lorsqu'un étranger est venu lui signaler le fait. Dans la matinée, il est passé et repassé auprès de l'église pour aller au sémaphore, sans s'occuper de faire abattre l'emblème en question.*

*Comme je me suis rendu de bonne heure à l'église pour les fonctions de mon ministère, j'ai aperçu deux drapeaux blancs : l'un à la porte du cimetière l'autre au pignon de l'église. Quelque temps après, le drapeau du cimetière sur lequel on voyait des images religieuses avait été enlevé. Reste celui du pignon.*

*Après la grand-messe vers 11 h du matin, au moment où je me mettais à table pour déjeuner, car j'étais encore à jeun, l'adjoint spécial est venu me prévenir d'enlever le drapeau qui était sur l'église. Je lui ai représenté pourquoi il ne l'avait point fait abattre avant ce moment, qu'il devait rechercher le coupable et le forcer à l'abattre, que c'était à lui et non à moi de faire cet enlèvement. "Je sais bien", me répondit-il en présence des personnes de la maison, "je sais bien que ce n'est pas vous qui avez apposé le drapeau blanc à l'église vous êtes le gardien de l'édifice, mais c'est à vous de le faire enlever". Je lui ai promis aussitôt de le faire enlever.*

*Mais comme il voulut bien me laisser achever mon dîner avant de faire cette opération et qu'il proposait même de l'abattre immédiatement sur mes instances, je continuais mon repas. Quand je l'eus terminé, je me hâtai d'aller vers l'église pour procéder à l'abattage du drapeau. Mais quand j'arrivais auprès du pignon, l'adjoint spécial et l'instituteur étaient déjà en train d'appliquer l'échelle et de descendre le calicot. La chose une fois terminée je partis en faisant remarquer à l'adjoint spécial cinq ou six ardoises brisées par l'échelle. Il y avait à peine une demi-heure et non pas une heure que l'adjoint spécial avait été chez moi, au dire des personnes qui avaient assisté à l'entrevue. La négligence ne venait pas de moi, et je ne pouvais pas agir plus promptement. Venons-en aux griefs exposés contre moi par M. le Préfet. Je dois vous dire que je ne m'occupe que de ce que qui concerne l'église de l'île d'Hoedic.*

*1<sup>er</sup>— "M. M. Raude et Lavenot ont fomenté dans les deux îles un esprit de révolte qui s'est manifesté par un commencement d'exécution qui a eu des suites déplorables."*

*S'il y a eu révolte à Houat, je n'en sais rien. Quant à Hoedic c'est la première nouvelle d'une révolte quelconque et de ses suites déplorables. Nous pouvons attester qu'il n'y a jamais eu de révolte dans notre île. D'ailleurs je n'ai pas non plus fomenté l'esprit de révolte, je ne me croyais pas un révolutionnaire. Ceux qui me connaissent savent à quoi s'en tenir sur la valeur de cette assertion.*



*L'adjoint spécial lui-même a dit et redit souvent qu'il n'a rien à dire de moi et que je suis un homme pacifique.*

2<sup>e</sup>— *“Depuis que ces messieurs ne sont plus adjoints spéciaux, ils ont excité leurs paroissiens contre les membres civils qui leur ont succédé dans ses fonctions.”*

*Je n'ai pas excité mes paroissiens contre l'adjoint spécial d'Hoedic. Ce qui m'afflige c'est de voir les désordres introduits dans l'île depuis quelque temps, c'est les disputes, les injures, les paroles obscènes, les rixes même sanglantes entre familles. Je vous dois la vérité. Les habitants d'Hoedic avaient peu de sympathie et d'estime pour Monsieur Blanchet avant qu'il ne fût adjoint spécial. Cette antipathie et cette mésestime ne font que s'accroître depuis qu'il est en fonction. Est-ce ma faute ? Puis-je contraindre les sentiments d'une population ? Je ne le contrarie en rien et le laisse tout à fait tranquille. Je lui ai rendu maintes fois service et j'ai tempéré l'animosité de plusieurs contre lui, prêchant la patience et la charité.*

3<sup>e</sup>— *“Il y a plus encore. Les deux desservants ont organisé le refus de l'impôt. Le percepteur a dû tout d'abord décerner des contraintes et dresser des procès-verbaux de saisie. Il y en a, notamment, contre les deux desservants. Je dois dire cependant que Monsieur le Desservant d'Hoedic sur les remontrances du percepteur a fini par payer ses impôts personnels.”*

*Je puis certifier que je n'ai pour ma part organisé aucun refus d'impôts. Tous les ans j'ai payé mes contributions et je n'ai engagé personne à ne pas payer les siennes. Si d'autres refusent de payer, c'est leurs affaires et non celle de leur recteur. Mais ici presque tout le monde, je crois, a payé les siennes. Monsieur le Préfet parle sans doute de la taxe de pâturages, de la taxe de jouissance imposée l'an dernier pour la première fois sur les communs d'Hoedic.*

*Les habitants d'Hoedic à qui appartiennent ces communs, et qui en ont toujours payé les contributions foncières, ont trouvé pénible et onéreuse une surtaxe de jouissance de 1,50 franc par bête, ce qui triple leurs impôts d'autrefois. Cette taxe était nouvelle et n'existait pas, croit-on, dans les autres communes du continent. Ils l'ont trouvée injuste, se sont plaints, et ont fini par payer. En leur qualité de citoyens français, ils ont bien le droit de défendre leur propriété et de dire qu'une taxe est injuste ou trop forte.*

*Quant à moi, l'avis officiel de cette taxe ne m'est arrivé qu'au mois de février. Le percepteur m'écrivit pour me dire de la lui payer ou de le laisser faire les avoir, car il lui serait pénible de me poursuivre avec mes paroissiens à cause des services que je lui ai rendus jadis dans la perception des impôts. Je lui répondis que cette taxe me paraissait exorbitante et même injuste, mais que je paierais néanmoins si elle était revêtue de toutes les conditions légales quitte à recouvrer mon argent, si on annulait ou diminuait la taxe. Quand il vint à Hoedic, au mois d'avril, je l'ai payée le premier, ou l'un des premiers, en protestant toujours pour le fond. Je n'ai reçu de lui aucune autre remontrance ou la menace de poursuite, si je refusais de payer. Les Houatais n'ont pas payé.*

4<sup>e</sup>— *“Vous comprendrez, Monsieur l'Évêque, que la conduite des deux desservants rend leur maintien impossible à Hoedic et Houat. Je ne puis tolérer plus longtemps une pareille révolte contre nos institutions et nos lois.”*

*Si M. le Préfet s'imagine que le séjour d'Hoedic soit on ne peut plus agréable, il se fait d'une étrange illusion. Pour la faire évanouir, il lui suffit de passer au milieu de nous cinq ou six mois de l'hiver. Ici, on est sans relations sociales, sans amis, sans agrément ni du côté des habitants ni du côté du territoire, emprisonné au milieu des flots, exposé à voir des scènes pénibles que la police locale ne saurait faire cesser, en butte aux hostilités sourdes ou déclarées de la municipalité. Mais je ne veux pas aujourd'hui vous faire l'histoire des avanies et des vexations que depuis trois ans j'ai eu à subir. Pour demeurer à Hoedic, quand on n'y est pas né, et qu'on a reçu un peu d'instruction, il faut du dévouement. Dévouement, je veux le conserver en dépit des découragements de la nature.*

*Depuis sept ans, il me semble que ma conduite dans cette paroisse a été sage et régulière. Où est la révolte contre les institutions et les lois de la France ? J'aime ma patrie autant que personne et j'en admire les défenseurs tels que l'amiral Courbet qui se trouvant dans la baie de Quiberon, vint à Hoedic quelques jours avant son départ pour le Tonkin et daigna m'honorer de sa visite. Monsieur le Préfet a été complètement induit en erreur à mon sujet et la source de ses informations doit se trouver auprès de quelque personne peu amie de la soutane.*

*Daignez agréer, Monseigneur, avec mes vifs remerciements de m'avoir communiqué ces accusations, l'hommage de mes sentiments les plus respectueux. Hoedic, le 20 août 1883 Jean-Marie Raude. »<sup>28</sup>*

L'évêque fait part au préfet dans un courrier du 31 août 1883 de la réponse de Raude, en le défendant, et questionne de nouveau la pertinence des bouleversements qu'ont connus les deux îles.

*« Monsieur Raude est un prêtre inoffensif, fidèle à tous ses devoirs, d'un caractère bienveillant. Il ne s'occupe que de son ministère. Le dévouement et l'obéissance le retiennent depuis neuf ans dans l'exil où la situation d'un pasteur finira par devenir intolérable si l'administration civile ne le couvre pas de sa protection.*

*Monsieur le Préfet, celui de vos prédécesseurs qui a cru pouvoir et devoir enlever aux desservants d'Hoedic et de Houat les privilèges reconnus nécessaires par le gouvernement qui a précédé celui-ci, a obéi à des hommes plus soucieux de leur visée politique que des intérêts des habitants de ces deux îles. Mes réclamations n'ont pas été accueillies favorablement.*

*Je le regrette seulement pour ces populations si malheureuses et pour les prêtres qui ont la charité d'exercer le saint ministère dans de pareilles conditions, mais aussi pour les hauts fonctionnaires qui ont pris dans le cas dont il s'agit des mesures dont nous voyons déjà les tristes conséquences. »<sup>29</sup>*

Le préfet reste inflexible dans sa réponse du 3 septembre...

*« J'apprécie tout le dévouement à ses fonctions qui peut déterminer le desservant à rester dans un endroit aussi dénué de ressources que peut l'être l'île d'Hoedic. Mais je maintiens formellement les observations que j'ai cru devoir vous présenter à son sujet. »<sup>30</sup>*

28. AEV.

29. Ibid.

30. Ibid.

Un mois plus tard, le préfet informe l'évêque que la taxe de pacage a bien été payée à Hoedic, mais toujours pas à Houat.<sup>31</sup> Elle sera réglée plus tard, nous y reviendrons.

Le recteur Raude témoigne au fil de ses notes personnelles de cette dégradation au quotidien de la vie insulaire.

*«Dès les premiers jours de janvier, le sieur Blanchet adjoint spécial se mit à répandre de nouveau des bruits relatifs à un procès que la commune ferait à la fabrique. Il chercha à intimider Blanchet Pierre-Jean, le président de la fabrique, en disant qu'on ne pouvait faire une réparation sans sa permission. (...)*

*Paul Blanchet et son fils Désiré ont encore continué leur vie de désordres. Ainsi le 29 janvier, ce Désiré a pris une paire de sabots à la boutique et est parti sans la payer. (...)*

*À la Fête-Dieu, l'instituteur nommé Le Déan s'est comporté d'une façon scandaleuse. Il est venu se placer le chapeau sur la tête à quelques pas de la procession, au moment du passage du Saint-Sacrement. La population en fut indignée et on le menaça de coups de poing.*

*Le 15 juin, maître Bonnelle, le tyran de Belle-Île, vint visiter les écoles.*

*Le 30 juillet, l'adjoint spécial et son frère Paul restèrent à l'auberge après les autres consommateurs et se mirent à insulter et jusqu'à frapper les aubergistes. On appela au secours, et aussitôt ils s'enfuirent comme des voleurs. Comme il n'y a plus de police dans l'île, les disputes ont été fréquentes entre plusieurs familles au sujet de petits héritages. Le plus fort, le plus hardi, le plus brailard l'emportait. Il y a eu même des scènes de combats. Autrefois le recteur, par son ascendant et son autorité, arrangeait tout cela.»<sup>32</sup>*

## La balance et le baromètre

Pour les insulaires, octobre était la période des salaisons, du porc et de la vieille, constitution de réserves pour les mois d'hiver. Les recteurs assuraient traditionnellement la livraison et la distribution du sel nécessaire, avant que cela ne soit repris par les adjoints spéciaux. Le sel était taxé, mais les insulaires avaient un quota en franchise.

En octobre 1883, les relations se sont encore durcies à Houat, si cela est possible, entre l'adjoint spécial et le recteur. Or c'est le recteur qui gère le magasin de la fabrique équipée d'une balance susceptible de peser le sel. Il est vraisemblable que les années précédentes un compromis a été trouvé pour que le sel soit pesé avec la balance de la fabrique.

Mais plus de compromis avec le diable! Ni le recteur Lavenot, ni l'adjoint spécial Le Roux ne veulent rien céder. Par messagers et mots interposés, le Roux prétend que la balance est une propriété collective en dépôt dans le magasin de la fabrique. Lavenot lui répond.

*«Houat, le 19 octobre 1883. Monsieur l'Adjoint spécial de Houat, le garde champêtre me remet un billet de vous ainsi conçu.*

31. Courrier du préfet à l'évêque, 4-10-1883, AEV.

32. Notes de Raude pour 1883, BMS, APHd.

“Service public — nous adjoint spécial de la section de Houat, requérons de nous remettre pour la distribution annuelle du sel à faire aux habitants, la bascule et les poids déposés à Houat. En mairie à Houat, le 19 octobre 1883, l'adjoint spécial signé Leroux”

*J'ai l'honneur de vous déclarer, Monsieur l'Adjoint spécial, que je n'ai ni bascule ni poids en dépôt chez moi. Monsieur Lavenot.*»<sup>33</sup>

L'adjoint envoie alors un télégramme à Palais.

*«Télégramme. Houat le 19 oct. Adjoint spécial de Houat à maire Palais. Sel arrivé. Population prévenue par deux publications. Distribution doit se faire au port. Habitants se dérangent. Envoyer garde champêtre demander bascule au desservant qui la refuse. Bascule appartient aux habitants. J'attends des ordres.»*

Puis dresse un procès-verbal.

*«L'an 1883, le 19 octobre à 4 h, de l'après-midi. Nous, adjoint spécial de la section de Houat, commune de Palais, canton de Belle-Île-en-Mer, Département du Morbihan. Avons fait publier à la date du 18 du même mois que le sel accordé chaque année en franchise aux habitants était arrivé par la chaloupe Manne du ciel, patron Leroux Isidore, et que contrairement aux habitudes antérieures, la distribution se ferait au port et non au village, afin de prévenir les chicanes qui se renouvellent tous les ans et pour éviter les déchets considérables occasionnés par ce déplacement. Ces mesures furent approuvées par la population.*

*Le lendemain matin 19, la population se rendit au port. Sur notre ordre, le garde champêtre est allé en notre nom et verbalement demander au desservant la bascule et les poids pour peser le sel au port. Le desservant a répondu : “je refuse la bascule, je ne la donnerai pas pour peser le sel au port, de crainte de l'abîmer. Si on pèse le sel au village, alors oui je donnerai la bascule”. Nous adressons aussitôt une réquisition écrite au desservant et ainsi conçue : “services publics - nous, adjoint spécial de Houat, requérons de nous remettre pour la distribution annuelle de sel à faire aux habitants, la bascule et les poids déposés à Houat”. À cette réquisition monsieur le desservant a répondu : “Monsieur l'Adjoint spécial de Houat, j'ai l'honneur de vous déclarer que je n'ai ni bascule ni poids en dépôt chez moi”.*

*Vu cette réponse, nous avons adressé la même réquisition au président de la fabrique, plus ces mots déposés à Houat, dans l'un des magasins gérés par la fabrique. Le président qui est complètement illettré s'est rendu au presbytère avec sa missive et l'a remise au desservant pour qu'il lui dise ce qu'elle contenait. De retour chez lui le président dit au garde qui attendait la réponse : “le curé m'a dit que cela ne me regardait pas, que ce n'est pas mon affaire et qu'il ne donnera pas la bascule. Il la donnera tout de même, si l'adjoint spécial veut faire partager le sel au village”.*

*De tout ce qui précède, nous adjoint spécial de Houat, vu le refus du desservant et attendu que la bascule réclamée n'est pas la propriété de la fabrique, mais bien celle des habitants et que par ce mauvais vouloir un dérangement de la population a été occasionné, nous avons rédigé contre le desservant*

33. AMP.

*Lavenot le présent procès-verbal, pour être transmis à qui il appartiendra d'en connaître. En mairie, à Houat, les jours, mois et an que dessus. L'adjoint spécial Leroux.* »<sup>34</sup>

Dix jours plus tard, l'adjoint Le Roux formule une autre requête : le recteur Lavenot ne doit-il pas rendre le baromètre qui lui a été remis lorsqu'il était adjoint spécial ? Il adresse deux télégrammes à Palais l'un le 29 octobre 1883, l'autre le lendemain.

*«Desservant Lavenot est détenteur du baromètre donné par l'administration pendant qu'il était adjoint spécial. Sur baromètre est écrit Houat. Il serait bon de lui faire restituer.»*<sup>35</sup>

*«Desservant Lavenot refuse de me remettre le baromètre de la section. Comme tout le reste, il appartient, dit-il, à la fabrique.»*<sup>36</sup>

Nouvelle lettre de l'adjoint au maire de Palais expliquant cette dernière joute entre Ferdinand Le Roux et le recteur Lavenot. L'adjoint y annonce le départ le 31 octobre de l'abbé Lavenot (1877-1883) et son remplacement par le recteur Gouron (1883-1888).

*«Houat le 31 octobre 1883.*

*Monsieur le Maire, ce fut Deschamps père qui fut chargé par Monsieur Lavenot de prendre chez Guillaume horloger à Palais, le baromètre donné à la section de Houat en octobre 1877, avec cette inscription gravée "Houat". Il y eut même au sujet de ce baromètre un petit conflit entre Lavenot et le père Deschamps. Il paraît que le baromètre ne se trouvant pas, Lavenot aurait dit : "mais c'est grave, c'est sérieux ! Savez-vous que ce baromètre n'est pas à moi !... Il vient du ministre de l'Intérieur. Je serais obligé d'en rendre compte". C'est tout ce que l'on dit du baromètre et de son origine à Houat.*

*Pendant que Lavenot a été adjoint spécial, syndic des gens de mer, etc., etc., le baromètre a été placé à la cantine communale, ou propriété communale. Depuis que ces charges lui étaient retirées, le baromètre a été transféré au presbytère où personne autre que ce monsieur ne pouvait en profiter. Quelque temps, plusieurs marins demandent où est le baromètre. Monsieur le Syndic des gens de mer sur les réclamations qui lui ont été faites par les pêcheurs de l'île, en a informé son chef Monsieur le Commissaire de l'Inscription maritime à Palais. On lui a répondu que cette affaire regardait la municipalité, car, quant à la Marine, elle ignorait l'origine du baromètre à Houat.*

*Le nouveau desservant du nom de Gouron est natif de Groix, il était vicaire à Plouhinec. Il a fait son entrée à Houat mardi, le 30 octobre et Lavenot a quitté le pays le lendemain mercredi 31 octobre. Plusieurs Houatais et Houataises ont accompagné leur ancien chef jusqu'à la grève où les dernières instructions ont été données au successeur (il n'y a pas de doute). Le nouveau titulaire, un moment avant la séparation, se serait détourné vers les témoins de la scène et aurait dit "il n'y aura rien de changé tout marchera comme le passé" (sous réserve).*

34. AMP.

35. Télégramme du 29-10-88, AMP.

36. Télégramme du 30-10-88, AMP.

*Agréez, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments respectueux, l'Adjoint spécial.* »<sup>37</sup>

### Procès du recteur Lavenot

Avant son départ de Houat, le 10 octobre, commence le procès du recteur Lavenot à Lorient poursuivi pour le drapeau arraché à différentes reprises le 14 juillet du portail du presbytère, auxquels s'ajoutent quelques autres griefs signalés par l'adjoint spécial. Sur le fond la principale question dans l'affaire du drapeau est celle de la propriété du presbytère.

*« Monsieur le Curé d'Houat affirme que le presbytère appartient à la fabrique et que la commune n'y a aucun droit. Il en donne la preuve. En l'espèce, le tribunal — qui a du reste remis le prononcé du jugement à la huitaine — doit statuer sur la question de propriété. Il est clair que si l'immeuble n'appartient pas à la commune c'est sans droits que l'adjoint spécial d'Houat a violé un domicile privé et pour se faire, il doit être poursuivi. Si l'immeuble appartient à la commune le tribunal aura à apprécier le délit, si délit il y a, et, si le délit est admis, les circonstances particulièrement atténuantes de la conduite du curé. Or elles ressortent de l'attitude agressive d'un groupe d'habitants, adjoint spécial et instituteur en tête. Ainsi que l'a fait fort judicieusement remarquer Monsieur le Président, le curé pouvant protester d'une façon plus en harmonie avec le caractère sacré dont il est revêtu. En théorie nous sommes tout à fait de son avis ; mais hélas ! Dans la pratique ordinaire des choses de la vie, difficile d'être toujours calme et de garder son sang-froid en présence de ce qu'on considère comme une violation d'un droit et un attentat contre sa liberté. Dès lors, il est juste et équitable d'admettre la bonne foi du prévenu. (...) »*<sup>38</sup>

Le 24 octobre, l'abbé Lavenot est condamné à une amende de 300 fr, jugement qui ne satisfait ni Lavenot, qui fait appel, ni le ministère public qui fait de son côté appel *a minima*, considérant que la peine appliquée est trop faible.<sup>39</sup>

Quelques jours avant, le 20 octobre 1883, l'évêque décide de transférer le recteur Lavenot à Camors. Victoire des républicains, titre du *Phare de Bretagne* : « *Un Roi en exil* ».

*« Nous croyons savoir que sur les instances du préfet du Morbihan l'évêque de Vannes a décidé le déplacement de Lavenot I<sup>er</sup>, curé de Houat, qui vient d'être condamné à 300 fr d'amende, et que ce déplacement va être ordonné. »*<sup>40</sup>

Le 12 décembre, le jugement en appel est prononcé : l'abbé reste condamné, mais à une moindre peine, le ministère public est débouté.

*« Monsieur l'Abbé Lavenot se défend avec beaucoup d'énergie. Comme dans toutes les affaires de drapeau arboré sur des presbytères et arraché par les desservants, le prévenu soutient que les agents de la municipalité n'ont pas le droit d'arborer de drapeau sur un édifice appartenant à la fabrique. Interrogé*

37. AMP.

38. Audience correctionnelle du 10 octobre, *Courrier de Bretagne*, 13/10/1883, ADM.

39. *Le Phare de Bretagne* 16-12-1883, ADM.

40. *Le Phare de Bretagne* 28-10-1883, ADM.

*sur ce point, le desservant affirme que, dans sa conscience, il croit le presbytère d'Houat la propriété de la fabrique. M. le Maire de Palais affirme pourtant que ce bâtiment est la propriété de la commune.*

*Réponse : il a été bâti en 1787 par Monsieur Lorcy.»<sup>41</sup>*

Le président revient sur le refus de la «*perception de certaines taxes*», le refus de «*célébrer les funérailles de deux habitants de l'île*». Le litige principal reste l'affaire du drapeau et a suscité, écrit *Le Morbihannais* un sévère réquisitoire de l'avocat général Bonnet : «*avec sa violence habituelle, il a requis contre le curé la peine d'emprisonnement, la peine de l'amende lui paraissant insuffisante.*» *Le Phare de Bretagne* voit cela sous un autre angle.

*« Cette situation M. l'Avocat général Bonnet nous la fait connaître dans un réquisitoire énergique et pétillant d'esprit. (...) Entrant ensuite dans le vif de la question, M. l'Avocat général constate que la jurisprudence de la Cour de cassation dit pourtant que le maire peut apposer un drapeau sur un presbytère à condition seulement qu'il ne gêne pas celui qui l'habite. Or, le presbytère de Monsieur Lavenot est précédé d'une cour et c'est au-dessus de la porte de cette cour que ce drapeau national renversé par Monsieur Lavenot a été apposé le 14 juillet dernier. Monsieur l'Avocat général termine au requérant une peine sévère d'emprisonnement. Ce n'est pas en le condamnant à l'amende, toujours payée par les fidèles, mais en le condamnant à la prison qu'on punit un prêtre, conclut M. l'Avocat général. (...)*

*La plaidoirie de Maître Legoualec se poursuit des heures entières. Sans nier le renversement du drapeau national, le défenseur affirme que Monsieur Lavenot se croyait dans son droit en l'enlevant, puisque sa conviction était que le presbytère était la propriété de la fabrique. Maître Legoualec développe longuement cette thèse. C'est ainsi qu'il nous explique que dans l'île de Houat les titres de propriété sont inconnus et que le cadastre seul établit les droits de chacun. Or, sur les plans du cadastre, le presbytère est porté comme faisant partie des biens de la fabrique. Le jugement a été remis.»<sup>42</sup>*

Le jugement est rendu le 21 décembre nous apprend *Le Phare de Bretagne*.

*« Épilogue d'une épopée héroï-comique (...) La cour a débouté le prévenu de ses conclusions, tant principales que subsidiaires, formulées en appel; débouté également le ministère public dans son appel a minima; confirmé le jugement du tribunal de Lorient, mais réduit l'amende à 50 fr et aux frais. MM. les Cléricaux s'en tirent à peu de frais; d'autant plus que, comme le disait mercredi dernier Monsieur l'Avocat général, ce sont les bons paroissiens qui paient.»<sup>43</sup>*

Il y est établi que le presbytère a été construit en 1787, «*antérieurement au décret du 4 novembre 1789 qui a mis à la disposition de l'État les biens ecclésiastiques*». Il serait de ce fait devenu propriété nationale<sup>44</sup> : le recteur en a la jouissance, mais ne peut empêcher la commune d'arborer le drapeau national sur le portail du bâtiment, ce qui ne peut troubler la jouissance de

41. *Le Phare de Bretagne* 16-12-1883, ADM.

42. *Ibid.*

43. *Le Phare de Bretagne*, 23-12-1883, ADM.

44. Ce point, nous l'avons vu, est contesté par les recteurs, mais ils manquent sans doute de documents écrits.

son occupant. Mais pour les recteurs le presbytère, étant propriété privée du recteur Lorcy qui l'a fait construire sur ses deniers, n'entre pas en 1789 dans l'aliénation des biens de l'Église. Il n'est revenu à la fabrique qu'à la mort de l'abbé Lorcy en 1895<sup>45</sup>.

Le jugement admet des circonstances atténuantes,

*«résultant que rien dans la cause ne prouve que le prévenu ait eu la moindre pensée d'insulter au drapeau national, eu égard aux hésitations de la jurisprudence, il a pu se faire illusion, dans une certaine mesure, sur la nature et la portée de son droit.»*<sup>46</sup>

Au décès de l'abbé Lavenot, en 1895, *La Semaine religieuse et sociale* publie une nécrologie toute en éloge où transparaît tout de même le caractère fort et intransigeant du prêtre.

*«Partout où il a vécu, il a été dans toute la force du mot, l'homme du devoir, et son zèle, animé par un véritable esprit de sacrifice, lui a concilié l'estime de tous les honnêtes gens. (...) N'ayant qu'un but, la gloire de Dieu et le salut des âmes, il allait en avant malgré les obstacles, fort de sa conscience et de sa bonne volonté. Pendant sa vie pleine d'œuvres poursuivies avec une courageuse persévérance, il a pu se tromper quelquefois, mais aucun de ceux qui l'ont connu ne mettra en doute la pureté de ses intentions.»*<sup>47</sup>

Soulignons ici la contribution de l'abbé Lavenot pour des études historiques archéologiques et ethnologiques, évoquée par Christine Hartemann dans *La Revue des deux îles* à l'occasion d'une étude sur un roman anonyme, *«Le Royaume d'Houat»*, qui lui est fort probablement attribuable<sup>48</sup>.

Partant de Houat à Camors, le recteur Lavenot arrive au «Pays des loups», région au nord de Pluvignier, constituée d'une grande forêt peuplée de bûcherons et de savetiers. A-t-il retrouvé dans cette Bretagne continentale une peuplade plus heureuse, plus éduquée, n'ayant pas subi la tyrannie théocratique à l'œuvre sur les deux îles ? Trois ans après son arrivée, en 1886, ce pays subit une épidémie de dysenterie, Camors est la commune la plus atteinte avec sa voisine Pluvignier. Le docteur Négadelle, médecin de première classe de la Marine est envoyé en mission spéciale à la demande du préfet du Morbihan. Son rapport donne une vision assez effroyable des conditions de vie de la population rencontrée.

*«Les habitants de ce pays sont très pauvres et ne prennent absolument aucun soin, soit de leur propriété, soit de celle de leurs maisons. Ils jettent la selle des malades devant leur porte, et même parfois les vident dans la maison même, au milieu des cochons des poulets, au milieu desquels ils grouillent. J'ai même vu le fait suivant ce matin : la mère, malade depuis huit jours et le fils depuis dix, ne voulant pas se mettre dans leur lit, et que j'ai trouvés couchés sur la paille dans leur écurie, déféquant en n'importe quel point dans cette écurie. Cette maison a perdu un de ses enfants, il y a quelques jours, et présente encore quatre cas de maladie, dont un en bonne voie. Ils se refusent,*

45. Cf. Kersaho 1885, p. 148.

46. *Le Phare de Bretagne* 23-12-1883, ADM.

47. *La semaine religieuse et sociale*, n° 36, 1-8-1895, p. 483-485.

48. Hartemann 2021.

*d'ailleurs, à prendre aucun médicament. Un autre enfant que j'ai vu est, dans une autre maison, atteint depuis trois semaines. Il a perdu son père, il y a une quinzaine de jours ; il a, en ce moment, une diarrhée incessante avec un amaigrissement considérable ; il est couché sur une paille et va librement sous lui, sans qu'on ne change jamais la paille ou la toile. (...)*

*Avec des gens tels que je vous les ai dépeints, je crois que même la présence d'un seul médecin n'offre aucune utilité, car ils se refusent à adopter les mesures qu'on leur indique et à prendre quoique ce soit de ce qu'on leur prescrit. J'essaie de mon mieux de faire ce que je dois dans les circonstances où je me trouve, mais je suis obligé de constater l'inutilité de mes efforts. »<sup>49</sup>*

### **Tentative de « grand coup » républicain**

Le jugement de l'abbé Lavenot, recteur de Houat, est un succès pour les républicains, ils ont obtenu son remplacement, l'abbé a quitté l'île le 20 octobre.

Profitant du flou résultant de l'arrivée d'un nouveau recteur, le Palais tente alors un coup de main sur l'île. Dès le départ de Lavenot, un représentant de la municipalité est envoyé à Houat avec pour mission de s'installer à la cantine et d'en prendre la gestion. Le maire invite par ailleurs le préfet Courtois à se rendre sur l'île sans tarder. Le préfet se rend effectivement à Houat le 4 novembre, rassemble les hommes, «*témoigne de ses sentiments affectueux*» et «*pour les tirer de l'ornière*» organise un référendum afin de nommer un conseil de douze notables inspiré du *Règlement d'Hoedic*, les douze plus «*indépendants*»<sup>50</sup>. Nous avons connaissance du procès-verbal de cette réunion par un courrier quelques années plus tard du maire de Palais au sous-préfet, daté du 9 novembre 1886.

*«Procès-verbal en date du 17 novembre 1883, portant les signatures de Monsieur Courtois préfet du Morbihan, de Monsieur le Secrétaire général du Morbihan, de l'abbé Gouron recteur, et de Messieurs Le Roux et Le Berre.*

*Ce procès-verbal constate :*

*1— Que les règlements concernant la cantine et le magasin sont maintenus, mais sous les modifications suivantes. Le gérant sera nommé pour deux ans, il sera assisté de 12 notables. Il rendra chaque année compte des opérations de sa gérance au maire de la commune et les soumettra, par avance, au moins chaque mois, au conseil des notables.*

*2— Que les élections auxquelles il a été procédé à Houat ont donné pour résultat, savoir : a été nommé gérant Le Berre Charles ; notables, l'adjoint spécial, le desservant, le syndic des gens de mer, Le Palmec Mathurin, Deschamps Marin, Le Gurun Victor jeune, Le Fur Joseph, Le Bourghès Jean-Marie, Le Roux Isidore, Le Palmec Anselme, Le Palmec Magloire, Le Gurun Henri. »*

Le nouveau recteur, l'abbé Gouron, signataire de ce procès-verbal, est dépossédé de la gestion de la cantine qui passe ainsi sous la tutelle de la municipalité. Conscient de l'enjeu, il en explique le contexte à l'avocat de l'évêché H. Le Gouellec.

49. Fouquet 1886, p. 15-19.

50. Escard 1897.

« Suivant l'administration de mon prédécesseur, Monsieur l'abbé Lavenot, les empiétements de la municipalité de Palais devaient être difficiles : un grand coup ne pouvait se faire que sous un jeune administrateur. Or c'est ce qui est arrivé. À peine étais-je entré dans l'île comme recteur, alors que je n'avais encore eu le temps d'étudier ni les archives, ni les titres de propriété de la fabrique de Houat, alors que la constitution même de l'île et toutes les questions brûlantes qui s'y rattachent m'étaient tout à fait inconnues, un vapeur de Belle-Île accosta à Houat et Monsieur le Préfet débarqua accompagné de Monsieur Bonnelle et de quelques autres. C'était le dimanche 4 novembre 1883.

Tous les hommes furent convoqués à la mairie, c'est-à-dire au fort. Je m'y rendis accompagné de tous les insulaires. En entrant dans la salle, je vais présenter mon respect au préfet en lui disant qu'il ne devait pas s'attendre à recevoir de moi le moindre renseignement puisque je ne connaissais pas l'île. Je le sais bien répondit-il très courtoisement. Il n'ajoute pas qu'il venait précisément parce que je ne connaissais rien dans les affaires.

Quand tous les Houatais furent réunis, le préfet debout dans la chaire du maître d'école prononça un discours. Je viens, dit-il, au nom du ministre, faire respecter la loi dans cette île qui doit être française, et par conséquent régie selon les lois françaises. Mes intentions ne sont pas hostiles : je veux seulement rétablir le vieux règlement de l'île, règlement qui n'est plus observé. Il faut élire un gérant qui serait chargé des comptes de la boutique et de la cantine et 12 notables pour surveiller ses comptes. Cette proposition me sembla toute naturelle : je ne craignais pas d'avoir à présenter mes comptes devant les douze notables en question, et j'approuvais la demande du préfet. Aussitôt on procède à l'élection d'un gérant. Tous les Houatais dirent nous choisissons Monsieur le Recteur. Mais oui, dit le préfet vous pouvez choisir qui vous voudrez, Monsieur le Recteur ou un autre, cependant je crois que vous feriez mieux de prendre celui qui par sa fonction est en contact direct avec la préfecture. C'était nommer l'adjoint spécial Le Roux. Mais le peuple répliqua : non nous voulons que ce soit Monsieur le Recteur.

Alors pendant qu'on se demandait de quelle manière procéder pour réunir les suffrages (par main levée ou par billet), le préfet lança une question irritante. Il dit aux insulaires qu'eux-mêmes avaient demandé le changement de Monsieur Lavenot. Aussitôt des cris s'élèvent des quatre coins de la salle, on oublie le gérant et on nie l'assertion du préfet avec un entrain réel.

Vingt minutes se passent ainsi en vaine discussion, enfin le préfet élève la voix et dit : il faut en finir, j'entends nommer Le Berre Charles comme gérant, quelqu'un est-il à protester ? Aussitôt le silence se fait, on se regarde surpris. Une seule voix se fait entendre, c'est celle du préfet qui dit à l'instituteur : Monsieur le Secrétaire, inscrivez Charles Le Berre comme gérant. La même voix continue : maintenant, choisissez les 12 notables, Monsieur le desservant, Monsieur l'adjoint, Monsieur le Syndic, etc.. Les douze furent nommés sans égard pour les votes, c'est-à-dire rapidement : procès-verbal fut dressé et la salle se vida... Le coup était fait. »<sup>51</sup>

51. Copie non datée, cahier paroissial, APHt.

Dans ses échanges avec l'abbé Gouron, le vicaire général n'est pas très rassurant sur les conséquences de cet arrêté.

*«Cet arrêté change, selon moi, la situation des affaires de l'île de Houat. Le recteur n'aura plus la libre disposition des revenus de la boutique et de la cantine. Ce sera le conseil des douze qui réglera toute chose. Si votre influence est prépondérante dans ce conseil, les choses pourront se passer comme autrefois; mais s'il en était autrement, vous pourriez vous trouver au milieu de grosses difficultés. Je crains bien que vos insulaires n'aient à se repentir de l'ingérence de Belle-Île dans leurs affaires. Ils auraient tout intérêt à vivre de leur propre vie et si l'état des choses actuelles devait durer, ils devraient faire tous leurs efforts pour s'ériger en commune distincte.»<sup>52</sup>*

Le 11 novembre 1883, une délibération du conseil municipal de Palais renouvelle une notification aux fabriques des deux îles en date du 26 septembre 1883 sur sa résolution de plaider contre elles sur la propriété des biens de la section.

Le 29 novembre, l'adjoint spécial Le Roux sent bien la situation et se félicite auprès du maire : *«Je suis content de la manière dont le conseil municipal fait marcher les affaires. Nous tenons enfin les Houatais! Il n'était pas trop tôt»*. Il exprime tout de même un doute sur le gérant du nouveau conseil, Charles Le Berre, qui est *«loin d'être à la hauteur de ses fonctions»* et n'aurait accepté la gérance que pour s'en décharger sur le recteur. *«Ce qu'il serait impossible de tolérer!»<sup>53</sup>* Le même jour, il adresse à Palais où il se trouve une convocation du nouveau conseil des douze.

*«Monsieur, j'ai l'honneur de vous prévenir que le conseil des notables de la section, dont vous faites partie, est invité à se réunir à la mairie qui sera le lieu de ses séances, le 2 décembre à 15 h.»<sup>54</sup>*

Stupeur du recteur Gouron! Qui note ses réflexions dans le cahier paroissial et provoque une réunion du même conseil, mais le vendredi 30 novembre, et au presbytère.

*«Le gérant et les 12 notables reçoivent cet avis, car tous les mois il faut se réunir. Cette hardiesse est vraiment trop forte. Le procès n'a pas eu lieu et déjà tout appartiendrait à la commune? Pourquoi donc l'adjoint est-il le président? Pourquoi convoque-t-il? Pourquoi la séance devrait-elle avoir lieu à la mairie, c'est-à-dire au Grand Fort situé au sud-ouest du bourg? C'est que la mairie est tout et que la municipalité gère un bien qui est sien. Il est plus que temps d'agir et de chasser toutes les illusions. Aussitôt après réception de cet avis émané de la municipalité, le recteur se met à parcourir le bourg et à convoquer lui-même le même conseil le lendemain 30 novembre. La réunion est faite au presbytère.»<sup>55</sup>*

Conscient des enjeux, le recteur Gouron fait venir à cette réunion son collègue l'abbé Raude, recteur d'Hoedic, qui a une bonne expérience de ces combats.

52. Copie non datée, cahier paroissial, APHt.

53. Lettre de F. Le Roux au maire de Palais, 29-11-1883, AMP.

54. Copie courrier du 29-9-1883, cahier paroissial, APHt.

55. Notes du recteur Gouron, APHt.

Doublé sur cette réunion, n'ayant pu, semble-t-il, y assister étant à Belle-Île, l'adjoint spécial Le Roux flaire une entourloupe et commence à s'inquiéter... Le 5 décembre, il fait part au maire des manigances qui semblent se tramer du côté du presbytère et sollicite un soutien moral et opérationnel...

*«Ainsi que je vous l'ai fait savoir par mon télégramme de dimanche, 2 courant, j'ai convoqué le conseil des notables le 29 novembre et lui ai fait savoir en même temps que le lieu des séances serait à la mairie ainsi que le voulait Monsieur le Préfet. Le lendemain 30 novembre nos notables se réunissaient chez le curé. Dimanche 2 décembre devait avoir lieu la réunion à la mairie à 15 h. Le curé en sa qualité de membre des notables avait reçu sa convocation. À la grand-messe il annonça qu'il y aurait réunion du conseil de fabrique à 15 h. N'était-ce pas calculé ! Pour moi notre nouveau curé n'est autre chose que de la doublure de Lavenot.*

*Comment expliquer en effet le séjour à Houat du curé Raude d'Hoedic ? Il arrive ici précipitamment jeudi soir passe la journée du vendredi, assiste à la réunion, et repart le samedi matin. J'appelle cela de l'entente. Je crois que ces messieurs notables confondent le conseil de fabrique avec le conseil des notables, et que pour eux c'est le même conseil. Il se met joliment le doigt dans l'œil, ou je me trompe ; la fabrique n'a rien à voir dans ces affaires.*

*L'inventaire qui aurait dû être fait aussitôt n'est pas encore commencé. Monsieur le Préfet, il attendra probablement longtemps, s'il ne pousse l'épée au dos du gérant Le Berre. Il se confirme que Le Berre n'aurait accepté la gérance que pour s'en décharger sur le curé.*

*Par le fait, il n'y aurait rien de changé, et les choses seraient régies comme autrefois. Le curé serait tout. Monsieur le Préfet, et vous Monsieur le Maire, vous voulez des comptes sérieux et exacts. Il n'est pas possible que vous en ayez de cette façon. Monsieur le Préfet a-t-il reçu les fameux règlements qu'il a réclamés au curé ? J'en doute. Je dirais même que non.*

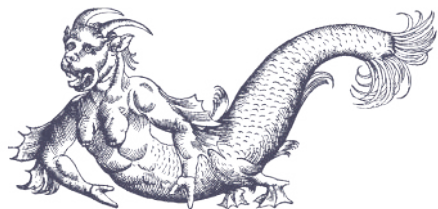
*Ce qui gêne considérablement ces messieurs c'est qu'il faut absolument demander des comptes au sieur Lavenot. Jusqu'à présent rien de fait et de plus c'est qu'on se dispute à ne rien faire. Luttons tous en cœur, serrons nos rangs et qu'une prompte victoire viennent nous réjouir le cœur. Donnez-nous vos ordres, vos avis, vos conseils et tout sera exécuté à la lettre. Monsieur le Syndic des gens de mer est un combattant de plus et soyez certain qu'il nous donne la main.*

*Agréez Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments dévoués,  
l'Adjoint spécial, Le Roux. »<sup>56</sup>*

Nous l'avons vu, en 1881, le maire de Palais s'interroge sur l'existence d'un règlement à Houat similaire au *Règlement d'Hoedic depuis 1822* : « À Houat a-t-il existé, a-t-il fonctionné ? »<sup>57</sup>. Le préfet le recherche à son tour, demande au recteur Gouron de le rechercher dans les papiers de la paroisse et en fait part à l'adjoint Le Roux. Il s'y réfère même, imprudemment, dans son arrêté pour la création d'un conseil des douze, lequel est censé « *maintenir* » un règlement inconnu de tous...

56. Courrier de Le Roux à Palais, 5-12-1883, AMP.

57. Cf. p. 96.



– VI –

**L'ENFER, UNE NOUVELLE AUBERGE À HOEDIC**

**[1883 - 1885]**

**Démission du conseil des douze**

Qu'est-il sorti de la réunion du nouveau « *conseil des douze notables* » qui s'est tenue le 30 novembre à Houat ? Le nouveau recteur, qui n'est pas un tendron, ne s'est pas laissé déposséder. À son tour de faire un « *grand coup* ».

En réponse à la tentative de mainmise des républicains, conseillé par le recteur Raude venu en urgence, le conseil des douze du préfet adresse sa démission générale au maire, au préfet et au ministre, pour protester contre la prise de possession de la cantine et du magasin.

*« Démission du conseil des notables de la paroisse de Houat.*

*Le trente novembre, le conseil des notables de la paroisse de Houat s'étant réuni sous la présidence du gérant Charles Le Berre, dans le local du presbytère, a délibéré sur la conduite à tenir en présence de la première des convocations mensuelles émanées officiellement de la municipalité de Palais.*

*Étaient présents Charles Le Berre, Victor Le Gurun, Marin Deschamps, Anselme le Palmec, Joseph Le Fur, Mathurin Le Palmec, Isidore Le Roux, Magloire Le Palmec, Jean-Marie Le Bourgesse, Maurice Gouron.*

*Considérant :*

*1—que les deux immeubles, cantine et boutique n'appartiennent nullement à la commune ni à la section de commune ; que, les desservants qui les ont construits vivent encore, peuvent témoigner et témoignent de fait qu'ils les ont construits avec les deniers de la fabrique ;*

*2—que le commerce exercé dans ces deux immeubles n'a pas été créé par la commune et n'appartient nullement à la commune ni à la section de communes ;*

*3—que personne n'a le droit de demander compte de sa gestion à un négociant quelconque qui gère et possède son commerce ;*

*4—que le conseil municipal de Palais profite de la création par Monsieur le Préfet du conseil des douze pour s'ingérer dans une administration qui ne le regarde pas ;*

*5—que le conseil de fabrique de Houat réclame à juste titre contre son exclusion du conseil des notables, disant que lui-même devrait y figurer en première ligne puisque les biens susdits lui appartiennent ;*

6—que le recteur a toujours été, en sa qualité de desservant, avant qu'il n'eût le titre officiel d'adjoint spécial, administrateur sans conteste de cette cantine et de cette boutique qu'il a établies lui-même;

7—que le conseil de fabrique demande la réintégration du desservant dans ses fonctions de gérant;

nous avons l'honneur Monsieur le Préfet de remettre entre vos mains nos démissions de gérant et de conseiller des notables.

Fait à Houat le jour, mois et an que dessus.»<sup>1</sup>

Le recteur accompagne cette délibération de ce courrier à l'attention du préfet.

«Monsieur le Préfet, le conseil des notables ayant à sa tête le gérant Le Berre me prie de vous remettre leur démission. Je profite de l'occasion, Monsieur le Préfet, pour vous informer que l'ancien règlement de l'île de Houat ne se trouve pas dans les archives. Je l'ai cherché, mais en vain. Ces jours derniers, j'ai su par un ancien desservant d'Hoedic que Houat n'a jamais eu de règlement écrit. Je vous transmets cette réponse, désolé de ne pouvoir satisfaire votre désir.»<sup>2</sup>

Gouron rajoute ce commentaire dans ses notes personnelles.

«Cette lettre à la préfecture produisit l'effet d'un coup de foudre et Monsieur Courtois répondit au recteur par quelques mots gonflés de rage et presque menaçants. N'importe. La défense personnifiée dans le conseil de fabrique apparaissait debout sur son propre terrain; et devant elle le préfet reculait. Donc la boutique et la cantine constituent un bien de fabrique. Désormais il faut rester sur ce terrain. Cependant le procès annoncé et demandé par la municipalité est toujours là comme une épée de Damoclès.»<sup>3</sup>

Incidemment — nous l'avons vu dans une précédente étude —, le recteur Gouron précise au préfet que, contrairement à Hoedic, il n'y a jamais eu cet ancien règlement écrit à Houat auquel le préfet se réfère dans son arrêté.<sup>4</sup>

La délibération du conseil des douze met en avant le témoignage d'anciens recteurs sur les immeubles et commerces de la paroisse. L'abbé Kersaho, recteur de Houat de 1832 à 1837, à l'origine de la cantine, est amené à rédiger un tel témoignage pour le dossier d'érection en commune. Il est adressé au recteur Gouron le 22 juillet 1885.

«Vous me demandez, mon cher Recteur, quelle est l'origine de la cantine et de la boutique de Houat. Je vais vous satisfaire.

Avant 1828, les habitants de l'île de Houat faisaient le petit cabotage, c'est-à-dire achetaient la sardine aux pêcheurs et allaient la revendre à La Rochelle ou ailleurs. Pour faire ce commerce, ils étaient obligés d'emprunter de l'argent au continent; on leur prêtait à 3 % par mois pendant la durée de la pêche<sup>5</sup>. Quand elle n'était pas lucrative, c'est à peine s'ils pouvaient s'acquitter envers leurs créanciers.

Mon honorable prédécesseur, Monsieur Simon, pour les tirer de cette situation déplorable établit de lui-même une cantine. Alors les environs de Houat

1. Copie dans le cahier paroissial, APHT.

2. *Ibid.*

3. Cahier paroissial, APHT.

4. Buttin 2018.

5. Taux très élevé! Dans un contexte avec un franc-or sans inflation.

*étaient fréquentés par un bon nombre d'autres pêcheurs. La cantine réussit; on y vendait de 60 à 70 barriques de vin par an<sup>6</sup>. Avec le bénéfice, qui était d'environ 20 fr par barrique, le recteur put délivrer les Houatais de l'accablante obligation où ils étaient d'emprunter à un taux si onéreux, entretenir l'église et prêter sans intérêt à ceux qui se trouvaient dans le besoin. Pour la grosse, on payait à la bourse commune 5 fr par année quand la pêche avait été bonne.*

*Quand j'arrivais à Houat, en 1831, je ne pouvais qu'approuver ce qu'avait fait mon prédécesseur; mais beaucoup d'autres choses restaient à faire : il n'y avait pas d'école, et les habitants avaient souvent besoin de certaines choses qu'il fallait attendre longtemps. À cette époque il y avait très peu d'instituteurs, et d'institutrices, et on ne les payait pas. J'envoyais donc une jeune personne de l'île à Auray pour apprendre ce qu'elle pourrait et en faire une maîtresse d'école. En attendant, je réunissais les enfants et leur donnais des leçons. C'est alors que j'ai bâti une maison pour servir d'école et de boutique. Tout cela a été fait sans aucun secours étranger. La commune de Belle-Île n'y a été pour rien; la cantine suffisait à toutes les dépenses.*

*Quant au presbytère il a été construit avant la Révolution par Monsieur Lorcy, recteur de Houat, qui le payait de ses deniers. Le terrain sur lequel il a été bâti n'a jamais été aliéné parce qu'il appartenait à Monsieur Lorcy. Plus tard, la fabrique en a pris possession, et, en 1832, elle en jouissait si bien comme propriétaire que lorsque je dus construire une école et une boutique, je construisis, en son nom, sur ce terrain, et personne ne songea à réclamer.*

*Je remplissais les fonctions de maire, de syndic, de receveur; ma signature était reconnue valable par toutes les administrations, et je n'avais aucun titre officiel. Pour toutes ces fonctions je n'ai jamais demandé, ni reçu, un centime du gouvernement, ni de la commune. Le gouvernement de l'île était un gouvernement paternel et patriarcal, approuvé de tout le monde et particulièrement de Monsieur Loroy, alors préfet du Morbihan, qui n'était pourtant pas un clérical. Les habitants de Houat ne s'en plaignaient pas, ce régime leur était trop avantageux et ne coûtait rien.*

*Les seuls rapports que j'ai eus avec la commune, ou plutôt avec le secrétaire de la mairie, Monsieur Lanco, qui je crois vit encore, concernaient uniquement l'octroi<sup>7</sup> qui peut-être aurait dû appartenir à Houat, puisque la commune de Belle-Île ne nous donnait aucun secours.»<sup>8</sup>*

Les affrontements se durcissent à Houat avec cette tentative de saisie administrative sur la cantine et la boutique et la création avortée d'un conseil des douze.

### **L'école libre de Houat en procès**

L'école primaire libre de Houat a donc été fondée en 1832 par le recteur Kersaho. Depuis 1880 cette école ne reçoit plus que les petites filles, car à cette date un instituteur laïque «breveté» est venu prendre soin des douze ou treize petits garçons de l'île<sup>9</sup>.

6. Sur une base annuelle 65 x 20 = 1300 fr, à comparer aux 10 à 15 000 fr évalués par les républicains.

7. Ancienne contribution perçue par une municipalité sur les marchandises de consommation locale. Supprimé en 1943.

8. ADM 1M5220.

9. Notes de Gouron, cahier paroissial, APht.

En 1883, en raison d'une nouvelle loi imposant le brevet pour enseigner, l'abbé Lavenot fait venir sœur Marie-de-Lourdes, dotée du brevet, comme nouvelle institutrice. Arrivée à Houat, elle remplit les formalités voulues par la loi pour ouvrir une école, comme l'a fait à Hoedic sœur Saint-Chrysostome en 1883. Un mois après, elle ouvre son école « *qui faisait la joie des habitants de l'île* »<sup>10</sup>. Mais le 1<sup>er</sup> janvier 1884, un courrier arrive de la préfecture interdisant l'école en raison d'un vice d'une procédure bien compliquée. Sœur Marie répond, nous dit l'abbé Gouron, « *une lettre un peu brusque que M. Lavenot dicta à la sœur et que la sœur dut transcrire et expédier à Palais* ».

*«Houat, le 23 septembre. Monsieur le Maire, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre honoré du 21 courant puis de la copie d'une lettre de Monsieur le Sous-Préfet de Lorient et enfin de la copie en triple expédition de ma déclaration d'ouverture d'une école primaire libre de filles à Houat. Sur ses copies, vous déclarez ne pas vous opposer à l'ouverture de mon école. Je prends acte de votre déclaration, Monsieur Le Maire, et vous en remercie. Vous certifiez ces copies conformes à la déclaration inscrite au registre, sous le numéro 97. Cela peut être, car je l'ai signée de bonne foi, sans la lire, la croyant conforme à la déclaration que j'avais remise le 26 août à Monsieur l'Adjoint spécial de Houat; mais quelle n'a pas été ma surprise aujourd'hui, Monsieur le Maire, en lisant les changements que vous aviez faits dans ma déclaration! Ainsi vous me faites dire que le local occupé actuellement par l'école des filles est communal. Je proteste contre cette modification introduite subrepticement dans ma déclaration. Le local qui a servi jusqu'à présent à l'école primaire libre des filles de Houat appartient à la fabrique et je n'ai ni le pouvoir ni le vouloir de vous en transférer la propriété. Je vous prie, Monsieur le Maire, de vouloir bien effacer sur le registre ce mot communal qui n'a rien à voir et à transmettre à Monsieur le Procureur de la République et à Monsieur le Sous-Préfet de Lorient les copies de ma déclaration que je vous ai laissées, ou de me les adresser à moi-même. Dans l'attente de l'honneur de vous lire, je vous prie, Monsieur le Maire, d'agréer mes civilités respectueuses. Maurice Jeanne Marie, en religion sœur Marie de Lourdes. »*<sup>11</sup>

Cette affaire illustre la pression exercée de toutes les manières par les républicains de Belle-Île.

Tout en étant ferme et formelle, la réponse de Lavenot-sœur Marie est respectueuse... jusqu'au qualificatif « *subrepticement* » qui est retenu comme insulte au maire dans l'accomplissement de ses fonctions.

*«Ces Messieurs de Palais avaient fait dire à la sœur "qu'elle demandait à ouvrir une école libre dans le local communal occupé par les religieux. Le mot communal avait été subrepticement ajouté" dictait Monsieur Lavenot et ce malheureux terme subrepticement constituant une injure obligeant la sœur à aller s'asseoir sur le banc des criminels au tribunal de Lorient. »*<sup>12</sup>

La sœur institutrice est menacée de poursuites en justice, à moins qu'elle n'accepte le statut d'institutrice communale. Telle est la teneur du courrier du préfet Courtois que reçoit sœur Marie le 21 décembre.

10. Notes de Gouron, cahier paroissial. APHt.

11. 1883, AMP.

12. Notes de Gouron, cahier paroissial. APHt.

*« Madame, parmi les pièces que vous avez produites à l'appui de votre déclaration d'ouvrir à Houat une école libre de filles, et que j'ai reçues par l'intermédiaire de Monsieur le Sous-Préfet de Lorient, je n'ai trouvé ni le récépissé de ce magistrat ni celui de Monsieur le Procureur de la République. Vous ne pouviez il est vrai, fournir ces récépissés, puisque, je m'en suis assuré, vous n'avez pas adressé à ces magistrats la copie de votre déclaration. Vous n'ignorez pas cependant, car Monsieur le Maire de Palais vous l'a rappelé à deux reprises différentes, que la loi du 15 mars 1850 vous imposait l'obligation de remplir cette formalité. Vous avez néanmoins ouvert votre école en contravention à l'article 27 de la loi précitée, et sans d'ailleurs en avoir reçu l'autorisation.*

*Je vous invite en conséquence à fermer immédiatement cette école, et je vous déclare en outre que j'ai l'intention bien arrêtée de vous faire poursuivre devant le tribunal correctionnel en vertu de l'article 29 de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1850. Toutefois, si la congrégation à laquelle vous appartenez consent à vous proposer à ma nomination comme institutrice communale, je suis disposé à vous agréer en cette qualité et à abandonner toute poursuite contre vous.*

*Je crois devoir ajouter que, votre dossier eut-il été complet, j'aurais fait quand même opposition à l'ouverture de votre école. Il ne m'était pas possible en effet d'admettre que vous établissiez une école dite libre dans un bâtiment qui n'appartient nullement à la fabrique, mais qui est propriété ou de la commune ou tout au moins des habitants de Houat, puisqu'il a été construit avec les sous et les souscriptions de ces habitants.*

*J'attends votre réponse et je désire la recevoir dans les plus brefs délais. Recevez Madame, l'assurance de ma considération distinguée. »<sup>13</sup>*

Le préfet tient pour acquise une propriété communale du local de l'école libre, et de ce fait gomme le caractère « subreptice » de la correction du maire. Surprenant sur un sujet en litige et non jugé, le fait du pouvoir. Quant à la proposition de mansuétude si la sœur adhère à l'école laïque, n'est-elle pas inacceptable dans le contexte de l'époque sans amener la sœur à renier son engagement ? Ne pouvant donner suite à une telle proposition, sœur Marie « *alla s'asseoir sur le banc des criminels au tribunal de Lorient. Malgré la défense de M<sup>e</sup> Le Gouellec, elle fut condamnée à 16 fr d'amende.* » L'abbé Gouron précise dans ses notes que l'inspirateur de la lettre envoyée par sœur Marie « *prudemment restait à l'écart* »...

L'affaire ne s'arrête pas là. L'école étant fermée, Sœur Marie fait tout de même le catéchisme pour les enfants qui vont faire leur communion. Le recteur Gouro note dans le cahier paroissial :

*« Tous les jours on remarque le garde champêtre et le grand instituteur appelé Diwan Hir<sup>14</sup> rôder autour de la communauté. Dans des têtes pareilles, les intentions pures ne séjournent pas, il faut donc s'en inquiéter. Cependant que peuvent-ils nous faire ? M<sup>e</sup> Le Gouellec, le grand vicaire et d'autres m'ont dit qu'on peut faire le catéchisme.*

*Il y a de l'orage dans l'air. L'inspecteur m'assure que l'enseignement du catéchisme constitue une école clandestine. La bombe éclate. La sœur est citée en police correctionnelle pour avoir ouvert son école malgré la défense du*

13. Lettre du préfet Courtois à Jeanne Moris, 21-12-1883, AMP.

14. *Diwan Hir* = longues jambes en breton (traduction Antoine Châtelier).

*préfet. Cette fois elle est condamnée à 25 fr d'amende. Pauvre sœur, elle revient toute meurtrie moralement et cependant ses misères ne touchent pas encore à leurs fins. »*<sup>15</sup>

De fait, ce n'est pas fini... La religieuse renouvelle sa demande d'ouvrir l'école.

*«Au commencement de mars nous arrive un grand papier de la préfecture. Maître Diwar Hir est heureux. "Les religieuses vont être chassées", dit-il, "et moi, môa, je viendrai tenir mon école ici". De son long doigt, il montre le couvent. Les femmes de Houat apprennent cette parole. Qu'il vienne, s'écrient-elles d'une même voix, qu'il vienne. Il n'en sortira pas. Déjà on prépare des pierres pour lapider le Diwar Hir. Hier une vieille femme dont le tablier ne serait pas assez solide pour tenir des pierres dit avec véhémence, moi je prendrai ma fourche et je ferai trois trous dans son derrière! Les hommes de leur côté restent sombres, et se réunissent par groupes. Le mot d'ordre parmi eux est celui-ci : si on veut nous arracher nos religieuses, il y aura du sang répandu. Pourquoi Diwar Hir, la sottise en personne, a-t-il fait tant de bruit avec son grand papier ? »*<sup>16</sup>

La réponse de la préfecture, qui réjouit tant Diwar Hir, est de nouveau négative.

*«Réponse qui ouvrait de grands et doux horizons devant les immenses enjambées du maigre Huard Diwar Hir. »*

La préfecture prétexte qu'il y a un litige sur la propriété des bâtiments que la fabrique prétend détenir. Et que les mœurs publiques pourraient être affectées.

*«Les enfants ne peuvent être acceptés que si leur père s'engage à déposer leur superflu à la cantine, qu'on fait ainsi de l'ivrognerie des parents une condition de l'éducation des enfants ».*

Le recteur Gouron clarifie ce point dans ses notes. On apprend que l'adjoint spécial Le Roux a ouvert un débit de boissons en 1881, comme l'avait fait son père Barnabé Le Roux pendant la construction du fort<sup>17</sup>.

*«Dans l'île de Houat, il y a deux auberges. L'une, qui date du temps de mon oncle [le recteur Kersaho], consacre intégralement son bénéfice à entretenir l'école gratuite libre. Cette institution d'une cantine pour couvrir les dépenses publiques est à coup sûr une institution singulière, mais vu la petitesse et la situation exceptionnelle de la localité elle devient presque indispensable. L'autre auberge, dont l'existence est peut-être inconnue de l'administration préfectorale, enrichit simplement son propriétaire<sup>18</sup>. Cela posé, les parents qui fréquentent la première auberge nommée cantine, ont droit à ce que leurs enfants soient reçus gratuitement à l'école. Les parents qui fréquentent la seconde ne peuvent y faire recevoir leurs enfants qu'en payant. Et c'est justice. Si je dérogeais à cette vieille convention passée entre les Houatais indigènes, tous me jetteraient la pierre et cependant l'arrêté préfectoral appelle cela faire de l'ivrognerie des parents une condition de l'éducation des enfants. »*<sup>19</sup>

15. Notes de Gouron, cahier paroissial, APht.

16. *Ibid.*

17. Il y eut alors simultanément sept débits dans l'île : Sébastien Le Fur, Antoine Le Fur, Barnabé Le Roux, François Gouzerh, Guillaume le Gurun (vieux), Robot l'entrepreneur, la fabrique. Recteur Gouron, cahier paroissial APht.

18. Nouvelle auberge ouverte par l'adjoint spécial Ferdinand Le Roux.

19. Notes de Gouron, cahier paroissial, APht.

Au commencement de Mars, nous arrive un grand papier de la Préfecture. Maître Diwar-hir est heureux. Les religieuses vont être chassées, dit-il, et moi, môa, je viendrai tenir mon école ici. De son long doigt, il montre le couvent. Les femmes de Hoedic apprennent cette parole : Qu'il vienne, s'écrient-elles d'un même voix, qu'il vienne : il n'en sortira pas. Déjà on prépare des pierres pour lapider le Diwar-hir. Une vieille femme dont le tablier ne servirait pas assez solide pour tenir des pierres. Dit avec véhémence : Moi, je prendrai ma fourche, et je ferai trois trous dans son derrière ! Les hommes de leur côté restent sombres, et se réunissent ~~par~~ groupes : Le mot d'ordre parmi ~~elles~~ est celui-ci : Si on veut nous arracher nos religieuses, il y aura du sang répandu. Souryewi Diwar-hir, la sottise en personne, a-t-il fait tant de bruit avec son grand papier ?

M. Gouron

«Au commencement de mars nous arrive un grand papier de la préfecture. Maître Diwar Hir est heureux. "Les religieuses vont être chassées", dit-il, "et moi, môa, je viendrai tenir mon école ici."» (Notes de l'abbé Gouron, cahier paroissial, APHT).

Il fait part de sa surprise au préfet devant ce nouveau refus. Lequel lui répond le 29 février 1884.

*« Mon intention n'est point d'enlever les sœurs de l'école, mais je tiens essentiellement à ce que celle-ci soit dirigée par une institutrice communale. J'ai dit et je répète à Madame Maurice que je nommerais à ce titre la sœur que me présenterait sa communauté. »<sup>20</sup>*

Gouron refuse de se laisser prendre à ce qu'il considère comme un stratagème.

*« De cette lettre il résulte que l'administration veut que nous ayons une école communale et que cette école se tienne dans le local fabricien. Évidemment c'est un piège : mettez le pot de fer en contact réel avec le pot de terre celui-ci sera brisé. Un jour l'administration tendra la main, s'adjugera le tout, et refusera même à la fabrique l'autorisation de se défendre. »<sup>21</sup>*

L'Église attaque alors le préfet devant le conseil départemental qui, le 21 mars 1884, confirme le refus du préfet. Mais sans avoir entendu la défense. Recherche de divers appuis, tentative de contester... Nouvelle opposition du conseil municipal *« accompagné cette fois d'une peine disciplinaire, défense d'enseigner dans le canton de Belle-Île. »*

Le recteur laisse percevoir un début de désespoir dans ses notes.

*« C'est de cette manière que la situation se complique de plus en plus. Nous sommes sur un volcan, de tous côtés je ne vois qu'écueils et ruines.*

*L'école est fermée. Une institutrice athée, laïque peut nous venir. À nos portes se trouvent les tribunaux réformés qui nous menacent de spoliation. Sans le sou, que faire ? La population est menacée de vente ou de saisie<sup>22</sup>. La fabrique va être dépossédée par son tuteur, le gouvernement, de tout ce qui ne regarde pas directement le culte. Que faire ? (...)*

*Rien. L'orage s'amoncelle là-bas devant nous. N'importe, contentons-nous de nous asseoir et de le regarder. Quand la foudre tombera, nous tâcherons de nous garer. »<sup>23</sup>*

L'école libre de Houat reste fermée, prise dans le maelström des luttes entre les républicains et les recteurs des deux îles. Gouron lance de multiples sollicitations pour tenter de la rouvrir, auprès de l'administration de l'instruction, de divers soutiens politiques. Le 15 décembre 1884, un nouveau courrier au préfet.

*« Je voudrais que l'école des filles fût ouverte à Houat : vraiment j'ai pitié de ses petits-enfants qui sont sans instruction aucune depuis un an. Voilà un an en effet que l'école reste fermée. Tandis qu'à Hoedic tout marche sans obstacle, ici la population gémit douloureusement. Je vous en supplie veuillez mettre un terme à cet état de choses. »<sup>24</sup>*

Auquel le préfet donne enfin une suite favorable, en date du 22 décembre.

*« J'ai reçu la lettre que vous avez écrite le 15 de ce mois pour me demander d'autoriser provisoirement l'ouverture d'une école de filles à Houat. J'étais formellement décidé à nommer dans cette île une institution publique et j'avais*

20. Copie du courrier, cahier paroissial, APht.

21. Notes de Gouron, cahier paroissial, APht.

22. En raison de la taxe des foins impayée. Cf. p. 119.

23. Notes de Gouron, cahier paroissial, APht.

24. Copie du courrier, cahier paroissial, APht.

*fait dans ce but toutes les démarches nécessaires. Mais le conseil municipal de Palais ayant au dernier moment refusé de voter la création de cette école, je ne crois plus aujourd'hui devoir donner suite à mon projet. En conséquence, je n'autoriserai la réouverture de l'école libre que lorsque la demande sera faite et lorsque la future directrice m'aura adressé un dossier régulier et complet.* »<sup>25</sup>

Cris de victoire et soulagement au presbytère de Houat.

*« Quel bonheur, le ciel se déclare pour nous. Nous aurons notre école libre. Vive Saint-Joseph! »*<sup>26</sup>

En marge de cette affaire, le recteur Gouron note d'une plume acerbe une autre tentative d'accaparement des sources de revenus de l'île. Intéressante aussi pour ce qu'elle révèle sur le poids de l'instituteur laïque à Houat et ses relations avec le recteur.

*« Pour comble de malheur, de nouvelles ruines se préparent. Maître Huard a révélé que son chien Ferdinand Leroux, étant adjoint et aubergiste, aurait pu également être buraliste. Vite, il sort de son fort, arrive au bourg et frappe à la porte de l'auberge. Ferdinand n'est pas présent. En deux fois, il a traversé le bourg et d'une longue enjambée il arrive près du moulin. Mon cher maître, lui dit-il vous êtes déjà adjoint, aubergiste et meunier si vous étiez buraliste ? Et ben ! Ce métier attirera forcément les Houatais à votre auberge. L'idée n'était pas mauvaise, et fut acceptée. Une visite d'inspection fut provoquée et les deux employés de la régie en partant de l'île disaient nous reviendrons bientôt. »*<sup>27</sup>

Une vieille Houataise de 75 ans tient cet emploi. Quelques irrégularités ont été trouvées... Cependant *« jusqu'à décision, il pourra être maintenu »* conclut le service de contributions indirectes.

### Sociétés coopératives de consommation

Dans ses notes personnelles pour 1883, le recteur Raude s'inquiète d'une nouvelle argumentation de Palais concernant la cantine.

*« Au mois de décembre, les municipaux de Palais ont attaqué la source même des bénéfices de l'Église, la cantine et le magasin ou boutique. Après avoir prétendu que ces biens étaient communaux, appartenaient à la section de commune, à la communauté civile, ils ont trouvé une nouvelle invention et ont prétendu que ces commerces sont le fait d'une société coopérative de consommation.*

*Le préfet, le sous-préfet et le maire demandent en conséquence au recteur les comptes de cette prétendue société. Or il n'y a jamais eu à Hoedic aucune société coopérative de consommation. La cantine et le magasin ou boutique sont des commerces privés créés par les recteurs pour le profit de l'Église, c'est-à-dire pour les divers besoins du culte catholique dans la paroisse ; c'est leur œuvre personnelle. Aucun habitant n'a fourni quoi que ce soit dans ces établissements. C'est un nouveau stratagème. Le recteur a refusé tout (...) Ad majorem Dei gloriam*<sup>28</sup>. »<sup>29</sup>

25. Copie du courrier, cahier paroissial, APHt

26. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHt.

27. Ibid.

28. « À la plus grande gloire de Dieu ».

29. Notes de Raude pour 1883, BMS, APHd.

D'où vient ce concept de coopératives de consommation ? Quelle est cette « nouvelle invention », se demande le recteur Raude ? C'est pourtant lui qui a reçu quelques années plus tôt, en 1879, François Escard, avant qu'il ne publie son étude sur les deux îles où est décrit, dans un esprit apologétique, un mode de vie proche de l'idéal des « sociétés coopératives de consommation »<sup>30</sup>. Raude peut-il accepter cette nouvelle attaque, venant d'un soutien qu'il a reçu ?

Pour le recteur Gouron, qui n'était pas sur l'archipel lors du passage de François Escard, ce lien ne fait pas de doute.

*« Monsieur Courtois, préfet du Morbihan, après avoir lu l'opuscule de Monsieur Escard intitulé les pêcheurs d'Hoedic, s'était convaincu qu'il y avait ici une société coopérative et, comme conséquence directe, il voulait que tous les immeubles publics avec leurs commerces appartiennent à la commune et non à la fabrique. Il décréta donc par lui-même que les deux commerces exercés dans les deux immeubles boutique et cantine étaient faits au nom du pays et que le bénéfice devait être géré au nom du pays. »*<sup>31</sup>

Cette nouvelle approche « coopérative de consommation » est décrite dans un long mémoire développant ses possibles applications juridiques contre les recteurs d'Hoedic et de Houat. Le document ni daté ni signé, présenté comme une « consultation d'avocat », sera joint à un courrier que nous retrouverons plus tard, en date du 29 novembre 1888, du sous-préfet au préfet, destiné à l'élaboration du dossier d'érection en commune des deux îles.

On peut penser avec Roger Le Grand, lui-même avocat<sup>32</sup>, qu'il a été rédigé par l'avocat Roux-Lavergne, vers fin 1883, quand le recteur Raude s'inquiète de ce nouveau stratagème. Cet avocat, « jurisconsulte habituel de la préfecture » selon Le Grand, est un pilier du parti républicain dans le sud Morbihan, conseiller général où il retrouve Adrien Bonnelle. Il sera maire de Lorient en 1886.

L'auteur du rapport l'explique en préambule : l'objectif n'est pas de faire un état des lieux mais de trouver un moyen juridique pour récupérer les cantines afin de mettre fin à ce qui est d'avance défini comme un « abus grave ». Le diagnostic est préétabli.

*« Vous m'avez fait communiquer le dossier relatif aux îles de Houat et d'Hoedic, afin de vous exprimer mon avis au sujet tant de la gestion des cantines de ces îles que de leurs produits détournés aujourd'hui de leur destination et de rechercher par quelle voie légale il serait possible de mettre un terme à des abus graves dont se plaignent les habitants de ces îles. »*

*Ces cantines, leurs produits, divers immeubles bâtis avec les bénéfices de ces cantines sont aujourd'hui dans les mains des desservants d'Houat et d'Hoedic qui prétendent que la fabrique de leur Église est seule propriétaire. Pour apprécier tout d'abord cette prétention, il est nécessaire de rechercher l'origine de ces cantines, de savoir par qui elles ont été créées et de connaître dans quel but elles l'ont été.*

*Les îles de Houat et d'Hoedic renferment une population de pêcheurs peu nombreuse, qui ne migre jamais, ne se marie qu'entre elle. La date de leur*

30. Cf. p. 50.

31. Cahier paroissial de Houat, APHT.

32. Le Grand 1930, p. 14-15. Sur Roger Le Grand voir l'introduction de Christine Hartemann au roman *Le Res-sac*, publié par Melvan en 2018.

venue sur ces îles et leur lieu d'origine sont inconnus; on suppose que c'est de la presqu'île de Rhuys que les habitants de ces îles sont originaires. Ce n'est que depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, depuis 1822 que ces îles ont été gouvernées tant au spirituel qu'au temporel par leurs desservants respectifs. Jusque-là, le plus ancien des habitants était le chef de cette peuplade. Les bateaux et les produits de la pêche étaient communs. L'abbaye de Saint-Gildas-de-Rhuys se prétendait le seigneur de ces îles et elle percevait la dîme à la quatrième gerbe; souvent ces îles se trouvaient sans desservant, et ce n'est à proprement parler qu'à partir du XIX<sup>e</sup> siècle que des desservants ont été régulièrement établis.

Les habitants de ces îles, qui de tout temps avaient mis en commun leur industrie, la pêche, constituaient une masse commune avec les profits d'un magasin qu'ils avaient établi et où ils s'approvisionnaient des choses usuelles de la vie. Cette masse commune servait à secourir les nécessiteux, à faire les travaux d'intérêt commun, à prêter de l'argent aux habitants pour la construction des bateaux, etc. Une seule cantine était permise dans chaque île; on construisait, toujours au moyen de la masse commune, des bateaux appartenant à l'île et lui payait une redevance.

Ce fut à partir de 1822 que les recteurs ou desservants de ces îles mirent d'une façon efficace la main sur la gestion du temporel et dressèrent un règlement, dont le seul que nous connaissons est intitulé : Règlement d'Hoedic depuis 1822. D'après l'article premier de ce règlement, le profit de la cantine est versé "dans le trésor qui est au presbytère à la seule disposition du curé". "Le recteur tient, dit toujours le règlement, note des dépenses, nomme les notables, règle et dirige tout ce que ce qui regarde le bien général, spirituel et temporel, prête, fait payer ou rendre, et ne doit compte qu'à sa conscience. Avec le produit de la cantine et des ressources communes, l'église a été reconstruite, on a bâti le presbytère, l'école, la cantine, et fait d'autres travaux d'intérêt commun". (...) Désormais, nous savons avec quelles ressources ont été créées les cantines, et dans quel but; aussi la question de propriété de ces cantines, de leurs produits, n'est plus difficile à résoudre. Avant le règlement de 1822, nous ne trouvons pas l'immixtion du recteur. Les habitants au début vivent en commun d'une industrie commune; au fur et à mesure que la vie sociale se développe, l'individu se particularise et reprend ses droits, tout en laissant au fonds commun, alimenté par le bénéfice des cantines et magasins communs, dans le but de servir à chacun des membres de la communauté à l'heure du besoin. À cette époque, comment la fabrique eût-elle pu être propriétaire de ces cantines, de ces magasins et de leurs produits? Y avait-il même une fabrique régulièrement constituée? Était-elle la créatrice, la donataire de ces cantines et magasins? Le produit lui en était-il destiné? Certainement non.»

Depuis 1822, date à laquelle intervient le recteur, comme administrateur, gérant de ces cantines et magasins, est-ce que la fabrique, si tant est qu'elle existât régulièrement, a été autorisée à accepter, à acquérir ces cantines? Non.

Dès lors, aux termes du décret du 3 décembre 1809, la fabrique n'a même pas l'ombre d'un prétexte pour se prétendre propriétaire. Il appartient à l'autorité administrative de dire si les fabriques des Églises de Houat et d'Hoedic ont été autorisées à acquérir, à créer, à gérer ces cantines, à en percevoir, à en détenir, à en employer les produits. Après cette déclaration, le véritable propriétaire pourra s'adresser aux tribunaux ordinaires pour revendiquer, s'il y a lieu, sa propriété; mais cette déclaration doit être préalable à toute instance.

*Ceci mène à la question de savoir quel est le véritable propriétaire de ces cantines, de leurs produits, et des objets acquis ou obtenus au moyen de ces produits.*

*Les habitants de Houat et d'Hoedic sont incontestablement les seuls et véritables propriétaires. C'est certainement une véritable société coopérative de consommation qu'ils ont fondée et qui existe encore à l'heure actuelle. Cette société, au point de vue de la loi, est nulle et de nul effet pour inobservation des formalités prescrites à peine de nullité; mais elle n'en constitue pas moins en fait, entre les associés, une société coopérative de consommation, et n'en produit pas moins en fait, entre les associés, les effets.*

*Il suit que seuls des habitants, les associés, sont propriétaires indivis du fonds social et des objets requis au moyen du revenu social. Il en résulte que les habitants ont le droit indéniable de poursuivre la dissolution de cette association, de changer le gérant, le recteur, de demander compte au gérant, malgré la clause que celui-ci ne doit "compte qu'à sa conscience" parce qu'une semblable clause, contraire à la loi, est réputée non existante et ne saurait lier aucun des associés.»<sup>33</sup>*

Voilà une écriture de l'Histoire destinée à servir les objectifs des républicains : sur l'absence de desservants avant la Révolution, l'organisation de la vie insulaire, puis la main mise de recteurs nouvellement arrivés sur des structures préexistantes créées par les insulaires. Elle a pour finalité d'assimiler, sur chacune des deux îles, les cantines aux « sociétés coopératives de consommation » évoquées par François Escart. Coopératives de fait, qui s'ignoraient, et dont les habitants auraient tout de même été propriétaires, sans le savoir.

Rappelons qu'avant 1789, les deux îles sont bien propriétés de l'abbaye de Saint Gildas. Elles deviennent, en 1653, des trêves de la paroisse de Saint-Gildas-de-Rhuys qui va assurer la présence de desservants sur Hoedic et Houat jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup><sup>34</sup>. Qui en doute hormis l'avocat de la sous-préfecture ?

Le recteur Raude l'explique, la première cantine d'Hoedic est une singularité. Elle résulte d'une initiative personnelle de l'abbé Marion dans le contexte exceptionnel de sa présence entre 1786 et 1820, quand les deux îles étaient plus souvent territoire anglais que français. Les liens avec la France étaient occasionnels, la confiscation des biens de l'Église avait supprimé en 1789 toute perspective de ressources pour des œuvres sociales. Il fallait survivre, il fallait approvisionner, il fallait des moyens<sup>35</sup>. Nulle indication que les consommateurs n'aient été en aucune manière co-acteurs de la création et de la gestion de cette cantine.

Le recteur Raude différencie pour la cantine d'Hoedic le bâti du fonds de commerce. Le bâti est propriété de la fabrique, reconstruit à plusieurs reprises sur ce qui restait de l'ancienne chapelle Saint Goustan, sur les fonds de la fabrique alimentés par la cantine. Le fonds de commerce est propriété curiale, établi par Marion avec ses ressources personnelles, transmis à ses successeurs recteurs, qui en versent le résultat à la fabrique. Aucune règle n'empêche un

33. Document non daté, joint à un courrier du sous-préfet au préfet du 29-11-1888, ADM M5220.

34. Mauffret 2017.

35. Sur Marion, voir Buttin 2010.

curé de tenir une cantine à titre personnel. N'oublions pas que l'administration fiscale a acté en 1863 le fait que ce sont les recteurs qui tiennent les cantines<sup>36</sup>.

Quant à la cantine de Houat, elle n'a vraiment connu le jour que vers 1830<sup>37</sup>, établie par le recteur Simon dans le cadre de la fabrique.

*« Sous l'administration de Monsieur Roussel [1809-1819] et de Monsieur Maheo [1819-1829] il y avait une auberge dans l'île. Un particulier, surveillé par quatre autres, la tenait dans le local fabricien, et versait de temps à autre entre les mains du recteur une portion du boni net. Le recteur employait cet argent ainsi que les produits des offrandes à enrichir sa pauvre église. Monsieur Simon [1826-1832] perfectionna l'institution en 1830. Il donna de l'extension à ce commerce pour pouvoir venir en aide aux matelots, et inscrivit ses recettes et dépenses franchement au nom de la fabrique. »<sup>38</sup>*

Le conseil de fabrique le rappelle dans sa délibération du 20 décembre 1883, accompagnant la démission du conseil des douze : *« le recteur est administrateur sans conteste de cette cantine et de cette boutique qu'il a établies lui-même. »*<sup>39</sup>

Le décret du 3 décembre 1809 évoqué par l'avocat de la préfecture concerne les fabriques d'église. Ce décret interdirait-il à une fabrique de faire commerce dans une cantine ? L'avocat pose la question sans y répondre et peut être en doute-t-il puisqu'il oriente son argumentation vers l'approche « coopérative de consommation » de fait...

Ceci étant établi pour l'avocat, il déroule les actions qui seraient à engager sur la base de cette interprétation de l'histoire sociale des deux îles, d'une part pour les biens de la fabrique acquis avec l'argent de la cantine, d'autre part pour les cantines (et autres boutiques) elles-mêmes.

*« Mais surgit une question délicate : cette association de coopération est-elle constituée dans l'intérêt privé des habitants ; en un mot, les habitants peuvent-ils agir comme section de communes pour des biens communaux, ou au contraire doivent-ils agir ut singuli<sup>40</sup>, dans un intérêt privé, relativement aux droits personnels et privés de chacun deux ?*

*Sans doute le presbytère, l'église, l'école construits avec le produit des cantines sont, par leur destination, affectés d'un caractère public, excluant toute idée, toute possibilité de propriété privée, et dès lors ces objets appartiennent à la commune qui seule peut revendiquer ces objets créés par les habitants pour elle. C'est à elle seule à faire reconnaître son droit par les tribunaux ordinaires, droit qui ne peut lui être contesté régulièrement ni par le recteur, simple administrateur, simple gérant, ni par la fabrique ; le décret de 1809 s'y oppose et l'État n'autorisera pas la fabrique à plaider ni par aucun des habitants agissant ut singuli ; la nature de ces biens, nous le répétons, étant exclusive de toute possibilité de propriété privée. (...)*

*Pour la cantine, tout autre est la solution. Ici nous sommes en présence d'une propriété privée, de l'objet nécessaire à l'association de consumma-*

36. Cf. p. 77.

37. Voir aussi courrier de Kersaho du 22-7-1885, Cf. p. 148.

38. Recteur Gouron, cahier paroissial de Houat, 1886, APHT.

39. Cf. p. 148.

40. Action juridique individuelle.

*tion. Elle appartient aux associés, aux habitants, et doit être limitée au profit des associés, dès lors que la dissolution de l'association aura été prononcée. Quant au compte de gestion, ce sont les habitants seuls, agissant ut singuli, à titre privé, comme associés, qui peuvent les exiger devant les tribunaux ordinaires; contre le gérant de la société, contre le recteur, et un seul des habitants, un seul des associés a qualité pour introduire cette demande. (...)*

*Les habitants d'Houat et d'Hoedic ou quelques-uns d'eux doivent appeler devant les tribunaux leur desservant en qualité de gérant de cette société de coopération de consommation pour : 1) obtenir les comptes réguliers de la gestion; 2) faire prononcer la dissolution de ces associations; 3) faire ordonner entre les associés la licitation des immeubles, cantine, magasin, etc., et le partage entre les associés des valeurs mobilières et du prix des licitations comprenant l'actif social.*

*Tel est mon avis sur cette affaire qui en l'examinant attentivement ne présente pas les difficultés qu'une étude superficielle semble.* »<sup>41</sup>

Cette consultation va ressurgir en février 1888, quand elle inspirera de nouveau le ministère de l'Intérieur pour ramener les cantines dans la sphère communale.

En marge de ces combats, d'autres soucis accablent parfois les insulaires. Le recteur Raude note dans le registre BMS au début de l'année 1884 une épidémie de croup<sup>42</sup> « *qui a fait beaucoup de victimes parmi les enfants de l'île* ».

### **Le recteur Raude défend les biens de la fabrique**

Le 2 décembre 1883, Le Palais rappelle aux deux îles qu'elles doivent statuer sur la propriété des biens collectifs, demande déjà effectuée en 1880 et demeurée sans réponse<sup>43</sup>.

*« Conformément à la lettre du sous-préfet, je vous prie de bien vouloir réunir extraordinairement le conseil de fabrique pour émettre son avis sur le vote du conseil municipal de Palais en date du 26 septembre 1880. »*<sup>44</sup>

Début 1884, l'adjoint spécial Blanchet informe le préfet que le conseil de fabrique d'Hoedic n'a toujours pas délibéré sur les prétentions de Palais sur la cantine et refuse de le faire, « *le recteur agit seul et dit avoir fait délibération qu'il enverra plus tard* »<sup>45</sup>. Il est possible que l'adjoint ait raison et que le procès-verbal en date du 2 décembre 1883 n'ait été post-rédigé et communiqué par Raude qu'en janvier 1884, sous la pression du préfet.

Voyons tout d'abord les *Notes pour 1884* de l'abbé Raude évoquant une réunion le 2 décembre 1883, non mentionnée dans ses *Notes pour 1883* et qui n'a peut-être jamais existé.

41. Document non daté, joint à un courrier du sous-préfet au préfet du 29-11-1888, ADM M5220.

42. Croup — qui signifie « hennir » en vieil anglais, « *to cry hoarsely* » selon [www.merriam-webster.com](http://www.merriam-webster.com) — est la diphthérie, laryngite aiguë de l'enfant.

43. Délibération du 26-9-1880, Cf. p. 69.

44. In Séance extraordinaire du 2 décembre, registre de la fabrique, ADM 30J85/1.

45. Télégramme au préfet, 24-01-84, ADM O-1280.

« Nous avons vu qu'à la fin de novembre 1883, le président du conseil de fabrique d'Hoedic reçut de Palais l'avis et l'autorisation de réunir le conseil de fabrique pour examiner s'il devait résister aux prétentions renouvelées du Conseil municipal sur les biens de l'Église d'Hoedic.

Le conseil de fabrique se réunit le 2 décembre, renouvela l'affirmation de ses droits de propriété sur les divers immeubles dont ont toujours joui les recteurs et l'Église, et demanda au conseil de préfecture l'autorisation de défendre ses droits devant tous les tribunaux compétents.

Les choses en restèrent là pendant plusieurs semaines. Le maire de Palais, au nom du préfet et du sous-préfet, avait demandé à la fin de novembre 1883 ses comptes de cantine et de magasin ou boutique à M. le Recteur sous le titre de gérant de ces deux établissements, sous prétexte que ces établissements appartenaient à une société coopérative. On demandait à M. le Recteur la date de la constitution de la société, le nombre des associés, les profits, etc. et on le priait d'envoyer toutes ces pièces remplies à la mairie pour le 6 janvier 1884 au plus tard et sans manque.

M. le Recteur, fort de son droit d'administration unique et sachant qu'il n'y a jamais eu à Hoedic de société coopérative de consommation, rejeta toutes ces prétentions usurpatrices, ne répondit rien et resta parfaitement tranquille.

Vers la fin de janvier 1884, M. le Préfet réclama d'urgence la délibération du conseil de fabrique au sujet de sa résistance aux injustes prétentions de la municipalité de Palais et de l'adjoint spécial Blanchet. M. le Recteur la lui expédia. »<sup>46</sup>

Voici donc ce compte rendu du conseil de fabrique d'Hoedic daté du 2 décembre 1883, envoyé fin janvier 1884 à la préfecture.

« Monsieur le Président déclare que les réclamations du conseil municipal de Palais sont injustes et propose au conseil de fabrique de les examiner de nouveau afin de prendre une décision conforme à la vérité.

Le conseil de fabrique, après en avoir délibéré, considérant :

1<sup>er</sup> – que depuis M. l'Abbé Marion, recteur de Hoedic en 1786, les recteurs ou desservants d'Hoedic ont créé librement en leur simple qualité de recteur et par leurs efforts personnels, le commerce de la cantine et plus tard celui de la boutique ou magasin pour le profit de l'église ou fabrique d'Hoedic, c'est-à-dire pour les divers intérêts et besoins du culte catholique et leurs bonnes œuvres catholiques de la paroisse, selon leur libre disposition ; et que, depuis cette époque, ils ont administré seuls sans conteste, de recteur à recteur, leur établissement sans le secours et le contrôle de qui que ce soit, à l'aide des personnes qu'ils y préposaient et préposent, et sous la haute autorité de Monseigneur l'Évêque.

2<sup>e</sup> – avec les seules ressources de ces deux établissements, les recteurs ou desservants et le conseil de fabrique ont acquis et construit tous les biens meubles et immeubles appartenant à la fabrique en toute propriété, tels que l'église et le cimetière, le presbytère et dépendance, la maison dite cantine ou ancienne chapelle Saint-Goustan, la maison d'école ou couvent, le moulin et dépendance, le bateau, etc., etc., pour le compte de la fabrique, sans le secours ni de la commune de Palais ou la section de communes d'Hoedic ni de l'État.

46. Notes de Raude pour 1884, BMS, APHd.

3<sup>e</sup>— que si le conseil municipal de Palais a voté des crédits pour l'entretien des immeubles fabriciens d'Hoedic, on l'ignorait et ni les curés, ni la fabrique n'ont reçu de crédit dans ce but de la commune de Palais.

4<sup>e</sup>— que si, pour la construction de quelques édifices religieux, il y a eu concours par charrois d'un certain nombre d'habitants, ou de tous les habitants, ce concours était l'effet de leur bienveillance pour leur pasteur et la fabrique et, d'ailleurs, ce concours leur a été payé.

5<sup>e</sup>— que les recteurs ont employé une bonne partie de leurs ressources à prêter de l'argent sans intérêt à beaucoup de familles de la paroisse, à entretenir une école libre pour les enfants, à faire donner des remèdes et des soins gratuits aux malades, etc., etc., et ont ainsi de tout temps rendu de grands services à leurs paroissiens.

6<sup>e</sup>— que les divers immeubles signalés plus haut ont toujours été considérés jusqu'à présent par les habitants de l'île non pas comme biens communaux, comme bien de la section de commune, mais comme bien ecclésiastiques et propriétés de l'église ou fabrique, et que si quelques habitants voulaient revendiquer ces biens pour la communauté civile, ce serait bien à tort, contre tout droit, et à l'instigation d'influences extérieures.

7<sup>e</sup>— que les curés successifs depuis une longue durée ont administré ces biens non pas à titre d'adjoints spéciaux et pour le compte de la section de commune, mais en leur simple qualité de desservants ou de membres du conseil de fabrique et pour le compte de l'Église ou fabrique, et qu'ils les administraient même avant d'être adjoints spéciaux.

8<sup>e</sup>— que le titre, la prescription, le témoignage des anciens curés et celui des habitants eux-mêmes confirment toutes ces raisons;

*Est d'avis qu'il y a lieu, pour sauvegarder tous les droits et biens de la fabrique, de défendre à l'action que la commune de Palais se propose d'intenter à la fabrique d'Hoedic, et autorise Monsieur le Trésorier à faire toute diligence pour demander au conseil de préfecture du Morbihan l'autorisation de défendre ses biens meubles et immeubles devant tous tribunaux compétents, d'après l'article 77 du décret du 30 décembre 1809.* »<sup>47</sup>

*Voilà, même si ce n'est pas l'objectif de ce compte rendu, un témoignage des importantes ressources dont les recteurs disposaient avec leurs commerces.*

À réception par Le Palais de cette délibération, un décret du conseil de préfecture de Vannes autorise, dès le 4 février, la commune de Palais à attaquer en justice les deux fabriques de Houat et d'Hoedic et celles-ci à se défendre devant les tribunaux, explique le recteur Raude dans ses *Notes pour 1884*.

En fin d'année 1884, rien de nouveau. Conclusion du recteur Raude de nouveau d'un optimisme un peu hâtif..

*«Messire Faraud [l'adjoint spécial] répandit le bruit dans l'île qu'il viendrait à bout du recteur et de la fabrique. Depuis cette époque jusqu'à ce jour les choses en sont restées là. La municipalité n'a donné aucun signe de vie, prouvant par là qu'elle reconnaît l'injustice de ses dires et la fausseté de ses prétentions.* »<sup>48</sup>

47. Séance extraordinaire du 2 décembre, registre de la fabrique, ADM 30J85/1.

48. Notes de Raude pour 1884, BMS, APHd.

### Nouvelles pétitions pour l'érection en communes

Depuis l'été 1882, les deux îles ne cessent de demander leur érection en communes séparées pour se sortir des initiatives de Palais. Ce que Le Palais cherchait autrefois à obtenir pour se débarrasser de ce qu'elle considérait comme un fardeau.

Mais, dans le nouveau contexte, les républicains des deux îles y perdraient le soutien des républicains de Palais. Les adjoints spéciaux d'Hoedic et de Houat rechignent en juin 1883 à enregistrer de nouvelles demandes sous forme de pétition et à les faire suivre à la préfecture, ou bien en dénigrent la validité.

*« Le 30 juin, les Hoedicaïs ont signé chez M. Féchant une pétition pour s'ériger en commune. L'adjoint spécial refusa de la légaliser malgré les instances qu'on lui fit. Il tremblait pour la perte de sa place. Le 29 juillet, on a signé derechef une nouvelle pétition. M. Féchant alla avec Pierre-Jean Blanchet et Onésime Blanchet pour la faire légaliser chez l'adjoint. Celui-ci refusa et les renvoya de chez lui avec de grossières injures. Il n'y a pas moyen d'agir contre la tyrannie. »<sup>49</sup>*

Le recteur Gouron poursuit aussi à Houat cette demande initiée par son prédécesseur. Dès son arrivée sur l'île, il demande conseil au percepteur qui l'a contacté pour résoudre le règlement des taxes de pacage et avec qui il a tissé de bonnes relations.

*« Puisque vous me témoignez de l'estime, veuillez me donner quelques conseils d'amis. Vraiment j'ai pitié de cette population qui est bonne au fond et mon désir est d'écarter tout sujet de discorde, d'éteindre tout foyer de récriminations et de procès. Dans ce but, me trouvant pressé de toute part, j'ai promis ouvertement de faire de mon mieux pour préparer l'érection de Houat en commune. Je m'appuie sur la promesse bénévole de M. le Préfet qui promet et son appui et le consentement du conseil municipal de Palais, lors de sa visite. Ai-je bien fait ? Puis-je espérer un succès ? Je ferais bien d'écrire à Monsieur Bonnelle que je regrette bien de n'avoir pas reconnu à Houat ? Ces messieurs de Palais ne doivent pas avoir grand plaisir à poursuivre les Houatais, et peut-être seraient-ils contents d'en être séparés ? »<sup>50</sup>*

Une certaine naïveté du recteur nouvel arrivant... Plus réaliste début 1884, l'abbé Gouron entame les démarches.

*« En entreprenant cette affaire, je suis certain que je vais lutter contre vents et marées. Mais d'autre part qui ne fait rien n'obtient rien. Il faut se lancer. La première difficulté à vaincre c'est l'adjoint spécial, Ferdinand Le Roux, qui conseillé et gagné corps et âme par la municipalité de Palais ne sent plus vibrer la fibre patriotique [houataise]. En lui plus rien que le non opiniâtre et pas raisonné. Il refuse de légaliser la pétition. »<sup>51</sup>*

Le recteur sollicite l'appui du préfet pour surmonter ce refus. Une lettre du 10 janvier 1884 l'assure que « la réunion souhaitée aura lieu à la mairie et l'adjoint spécial aura ordre de signer ». Un mois se passe, enfin le 11 février, les électeurs sont réunis à la mairie. « Tous, nous sommes en présence de l'adjoint,

49. Notes de Raude pour 1883, BMS, APHd.

50. Lettre de Gouron au percepteur, 25-11-1883, AMP.

51. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHt.

*de l'instituteur et du garde champêtre, trio qui se sent un peu décontenancé. »*  
La pétition est signée et envoyée au préfet.

*« Monsieur le Préfet, les soussignés ont l'honneur de vous exposer ce qui suit. Il y a nombre d'années, la question s'agita de savoir s'il convenait d'ériger les îles de Houat et d'Hoedic en communes indépendantes. Le conseil municipal de Palais, lui-même, réclamait cette mesure en l'appuyant des meilleures et des plus justes raisons du monde; raisons que les soussignés invoquent à leur tour dans le même but et avec l'espérance d'un meilleur succès.*

*Car, dominée par on ne sait quelle considération, l'ancienne administration départementale fut seule à s'opposer à cette réforme utile, nécessaire même, demandée par les deux îles et par la métropole, tant chacune des parties y voyait son intérêt réel.*

*Et cependant tout se réunissait pour plaider cette cause, de même qu'aujourd'hui tout concourt à solliciter et à assurer son triomphe devant des juges impartiaux, animé du seul désir de bien faire.*

*Le principe vers lequel tend la démocratie, le principe qui est son but et sa raison d'être, c'est l'autonomie de l'individu. Le développement de sa force propre et de sa participation dans la plus large mesure à la direction des affaires publiques.*

*Si la sociabilité de l'homme semble faire une certaine brèche à ce principe et l'oblige à se fédérer en circonscriptions administratives ou autre, il va de soi que ces fédérations doivent être le plus fractionnées possible et ne comprendre en tout cas que les groupes et les sections qui sont unis par le voisinage, les mœurs, les intérêts afin que les uns (quoique minorité) ne soient pas écrasés ni même blessés jusque dans leur intérêt matériel, par les autres. La situation topographique de l'île d'Houat, séparée de sa métropole par quatre lieux d'une mer furieuse et souvent inabordable, est un obstacle permanent et invincible à la réunion de ce pays sur la même direction municipale que Belle-Île.*

*L'expédition des affaires souffre énormément de la nécessité de passer par l'intermédiaire d'une mairie centrale si éloignée, si étrangère à la section. Pourquoi soumettre et même exposer de pauvres pêcheurs dans leurs besoins les plus urgents à ces lenteurs indirectes, involontaires sans doute, mais si faciles à supprimer? Pourquoi ne pas les mettre en communication directe avec l'administration départementale à laquelle ils ont aussi souvent recours ou besoin de recourir?*

*Si encore on pouvait alléguer une raison, une utilité quelconque en faveur de cette annexion que la nature elle-même n'a pas voulue, à laquelle elle s'est opposée en mettant entre les deux pays une barrière trop souvent infranchissable? Mais non, Houat divisée de territoire est également divisée d'intérêt avec Le Palais. Elle est annexée à Belle-Île et cependant elle ne donne même pas une voix dans le concert municipal dont elle dépend, qui lui commande et la domine, pouvant disposer de tout chez elle, sans même consulter les vœux, les besoins, les nécessités des habitants.*

*On peut dire quelques fois que cette autorité extrême a sa source dans les secours, dans les largesses que la métropole fait à la section, dans les avantages que la section tire de son annexion à la métropole; ici rien de tout cela. Houat a sa vie propre. Elle entretient de ses deniers, à l'aide de taxes propres ou d'autres moyens, son garde champêtre, son administration particulière.*



*Tout ce qui y a été fait dans l'intérêt public l'a été avec les ressources uniques du pays. Les ports, les routes, les chemins, les fontaines, les fours sont l'œuvre des habitants, à laquelle Belle-Île n'a jamais coopéré. Œuvre due à l'initiative, aux efforts, aux sacrifices, aux travaux de la population et aux quelques secours d'argent que, sous une forme ou une autre, le précédent gouvernement a bien voulu allouer sur la demande directe et les instances des intéressés.*

*La population d'ailleurs est de 260 habitants et par conséquent suffisante pour prétendre sans ridicule à une fédération communale propre et indépendante de toute autre sujétion que celle de la loi française.*

*Le choix est donc visible. La vie administrative d'Houat ne dépend en rien de son annexion à Belle-Île. Rien ne lie, rien ne rattache ces deux pays entre lesquels les relations deviennent par suite de la création du chemin de fer de Quiberon de plus en plus rare, tandis qu'elles augmentent avec le continent.*

*Que jusqu'à présent, Houat ait été dans les chaînes de Belle-Île, c'est un fait et non pas une raison. Et les habitants de cette île attendent avec confiance d'un gouvernement libre qu'il veuille bien leur rendre la liberté dans l'érection de leur section en commune.*

*Dans cette espérance, ils ont l'honneur de se dire, Monsieur le Préfet.*

*Marin Deschamps, Onésime Le Gurun, Anselme Le Palmec, Alexandre Le Gurun, Dominique Le Gurun, Victor Le Gurun (jeune), Charles Le Berre, Fidèle Le Fur, Joseph Le Roux, Henri Le Gurun, Isidore Le Roux, Ferdinand-Marie Le Roux, Gabriel Le Scoarnec, Eugène Le Fur, Ambroise Le Fur (jeune) Jean Marie Le Bourgès (marin), Sébastien le Fur, Joseph Le Fur, Corneille Le Fur (jeune) Pierre Le Gurun, Mathurin Le Palmec, Corneille Le Fur.*

*nous soussignés certifiant en outre que les noms*

*Jean-François Le Gurun, Nicolas Le Gurun, Vincent Le Fur, Jean Vincent Le Gurun, Jean Marie Le Gurun, François Le Scoharnec, Bonaventure Le Fur, Magloire Le Scoharnec, Guillaume Le Gurun, Gabriel Le Gurun, Étienne Le Palmec, Athanase Le Gurun, Joseph Le Scoharnec, Armelle Le Gurun, Augustin Le Gurun, Ambroise Le Fur (vieux), Joseph Marie Le Gurun, Louis Rio, Étienne Le Gurun, Julien Le Gurun, Jean-Marie Bourgesse (meunier) François Le Fur, Pierre Le Gurun, Jean René Le Gurun*

*adhèrent à la pétition ci-dessus, et que leur incapacité seule de savoir écrire les empêche de le faire.*

*Signé Deschamps (marin), Le Berre, Le Bourgès, Le Gurun Henri.*

*Vu par nous adjoint spécial de Houat pour la légalisation de signature ci-dessus en mairie à Houat le 11 février 1884,*

*L'adjoint spécial Leroux. »<sup>52</sup>*

L'adjoint spécial Le Roux le signe du bout des lèvres. Il en informe le maire en dénigrant cette demande et cherche un soutien.

*«Houat, le 15 février 1884.*

*Monsieur le Maire, ainsi que je vous l'ai fait savoir par mon courrier du 11 écoulé, la réunion projetée par Monsieur Gouron, desservant, ayant pour but de faire signer une pétition par les habitants, demandant l'érection de l'île en commune. J'ai l'honneur de vous informer, que les habitants qui ont déjà protesté le 15 juillet 1883, contre une pétition visant le même but, en date du*

52. Copie dans le cahier paroissial, APHT.

*6 juin 1883, me prie d'informer l'administration de considérer comme valable ladite protestation, attendu qu'ils protesteront toujours contre semblable projet, qui est bien loin d'être l'intérêt général.*

*Le seul but de l'instigateur est, comme on peut le voir en lisant attentivement la pétition, d'arrêter le mouvement en avant vers la liberté. Du reste, cette pétition n'est que la répétition des motifs déjà invoqués dans celles qui l'ont précédée. De mon côté j'ai l'honneur de prier l'administration supérieure de ne pas s'arrêter à cette pétition qui n'a aucune valeur à mes yeux. Il ne faut pas qu'on dise un jour que l'administration, ayant fait un pas en avant pour la délivrance des habitants des îles, se soit vue forcée de reculer et d'abandonner sa conquête. Il ne faut pas que nos efforts soient stériles!*

*Agréez Monsieur le Maire l'expression de mon profond respect.* »<sup>53</sup>

Le maire de Palais tente une diversion auprès du sous-préfet en mettant en cause les recteurs qui ont abandonné leur île pour soutenir les pétitions, «*or il y avait un enterrement à faire et le curé n'était pas à son poste*». Il demande s'il n'y a «*aucun moyen de mettre ordre à ces fréquentes absences de M.M. les Desservants ?*»<sup>54</sup>.

Le préfet accuse réception au sous-préfet des pétitions, et se déclare disposé à remettre ce double projet à l'instruction<sup>55</sup>. En réponse, le sous-préfet estime que le maire de Palais ne peut se plaindre ni regretter que les sacrements ne soient pas assurés. En ce qui concerne la pétition, il n'émettra d'avis favorable «*qu'à la condition qu'il soit dit en même temps que le presbytère, l'église, l'école soit la propriété exclusive des nouvelles communes*». Il ajoute «*Palais n'a rien à perdre à la séparation et politiquement, je crois au contraire que nous ne pouvons qu'y gagner.*»<sup>56</sup>

Des élections municipales ont lieu le 4 mai et renouvellent essentiellement le maire de Palais. Raude note :

*«Aucun habitant d'Hoedic, pas même Blanchet Jean-Louis, n'était sur la liste. C'était la liste Bonnelle. Un trop grand nombre alla voter. Il y eut 53 votants sur 70 électeurs. Le vote eût lieu chez l'adjoint.»*<sup>57</sup>

À ces élections Pierre Poupart est élu à Palais comme maire, Adrien Bonnelle, par ailleurs conseiller général, est réélu comme adjoint. Nous ne connaissons pas le résultat de chaque île. Les deux adjoints spéciaux pour Hoedic et Houat restent les mêmes Jean-Louis Blanchet et Ferdinand Le Roux.

### L'auberge de la «Baudaise»

Le 15 janvier 1884, un nouvel instituteur arrive à Hoedic pour remplacer Julien Le Déan parti pour raison de santé. Le nouvel arrivant, tuberculeux, n'est guère en meilleur état, il décède le 3 mai, moins de cinq mois après son arrivée. Il a eu pourtant le temps d'ouvrir une auberge que va tenir ensuite sa veuve, renommée la «*Baudaise*». Concurrence directe des ressources du recteur. Cela

53. AMP.

54. Lettre du maire au sous-préfet, février 1884, ADM 1.M.5220.

55. Lettre du préfet au sous-préfet, 16-2-1884, ADM 1.M.5220.

56. Lettre du sous-préfet au préfet, 29-2-1884, ADM 1.M.5220.

57. Notes de Raude pour 1884, BMS, APHd.

tourne vite à la pagaille, les notes du recteur Raude pour 1884 en relatent les péripéties.

*« Le 15 janvier 1884, arriva à Hoedic un nouveau maître d'école appelée Le Corre à la place de l'impie Le Déan parti pour cause de mauvaise santé. Ce nouvel instituteur alla s'établir comme l'autre au fort avec sa femme et ses enfants.*

*Le 15 avril, sous prétexte de les habiter et d'y faire école, il loua dans le village, auprès de la cantine du recteur, deux petites maisons appartenant à la bonne sœur Anna Le Bourhis, ancienne cantinière du recteur, mais avec l'intention secrète d'y tenir auberge et autres commerces. L'adjoint spécial Blanchet et Bonnelle de Palais l'avaient poussé, lui et sa jeune femme, à agir ainsi pour faire pièce au recteur et affamer l'Église, s'ils le pouvaient.*

*En effet, les bruits d'une nouvelle auberge se mirent à circuler, et quelques jours après madame Le Corre achetait à Belle-Île verres, carafes et bouteilles. Le 25 avril, l'instituteur, installé dans sa nouvelle maison, reçut de Belle-Île du vin, de l'eau-de-vie et de la liqueur et ouvrit immédiatement son débit. Le chef guetteur Paul et l'adjoint spécial en avaient arrangé les tables et l'intérieur. On a dit même que les tables du fort avaient servi à cet arrangement. Faraud déployait un grand zèle pour attirer des pratiques au nouvel abreuvoir.*

*Les guetteurs, les gardiens de phare, le syndic des gens de mer, en un mot tous les fonctionnaires répondirent d'abord seuls à son appel. Mais peu à peu les indigènes eux-mêmes ont succombé à la tentation et s'y sont rendus tour à tour pendant l'été. Mais l'instituteur était poitrinaire, et sa maladie s'aggravait de jour en jour. Il mourut le 3 mai, fut enterré le 5 mai. La supérieure des religieuses assista à son enterrement. Le nigaud et insolent Faraud fit des reproches au recteur et à la supérieure parce que toutes les sœurs n'y avaient pas assisté. C'est un étranger qu'elles ne connaissaient même pas !*

*La nouvelle auberge a été un malheur pour les bonnes mœurs, outre qu'elle causa un préjudice très grand aux ressources de la fabrique. La veuve Le Corre, jeune femme de 22 ans, malgré les prières de sa mère, malgré l'indignation de la plupart des Hoedicaïs, et surtout des femmes, a voulu persister à tenir son débit. D'après ses aveux, maître Bonnelle lui aurait promis monts et merveilles, et la pauvre femme sans expérience s'est laissée prendre.*

*Qui vivra verra la fin de tout cela. Il n'y a plus de règles aujourd'hui à Hoedic : les ivrognes se multiplient, les jeunes gens s'enhardissent. On leur donne à boire nuit et jour. Ô malheureux temps !*

*Un jour, le 10 juin, cette jeune aubergiste vint comme une furieuse chez le recteur et le menaça de le dénoncer à Bonnelle, à l'évêché, parce que les habitants la maltraitaient en l'appelant M<sup>me</sup> Champagne, M<sup>me</sup> Raspail<sup>58</sup>, etc. Le recteur lui répondit qu'il n'était nullement coupable de ces appellations et de le laisser tranquille.*

*Le 16 juin, Désiré Le Gurun, qui s'était saoulé chez elle avec un autre, reçut de lui des coups de poing qui le forcèrent à aller à l'hôpital. On dit qu'elle garde son auberge ouverte jusqu'à dix et onze du soir.*

*Le 5 juillet, le recteur reçut d'elle une nouvelle avanie. Elle vint accompagnée de sire Faraud au presbytère m'apostropher et me menacer sous prétexte que j'aurais poussé Anna Le Bourhis à lui retirer sa maison. Je les ai renvoyés tous deux.*

58. Sans doute deux égéries du parti républicain, M<sup>me</sup> Raspail sans doute l'épouse du républicain François-Vincent Raspail, M<sup>me</sup> Champagne ?

*La fête du 14 juillet fut l'occasion de nouvelles promesses de l'adjoint spécial. Sa femme était morte il y avait deux mois, sa belle-sœur était à l'agonie et mourut ce jour-là. Rien n'y fit; il voulut se mettre en liesse pour la fête des têtes coupées. Dès la veille au soir, la tête déjà échauffée, il rencontra un jeune homme nommé Armel Le Bourhis, sur la tête duquel il brisa la hampe du drapeau et dont il mit la figure en sang, en lui enfonçant la pointe dans la tempe. Il va sans dire que le lendemain il mit le drapeau sur l'église sans en demander l'autorisation au recteur. Le soir, après avoir fait force libations chez sa protégée, la veuve Le Corre, il alla au fort lancer quelques fusées qui firent long feu. Quelques gamins seulement l'y suivirent, et s'en revinrent en criant : vive la République!*

*Pendant l'été, il réussit à entraîner beaucoup de gens chez la jeune veuve de Baud dont on appela l'auberge, L'Enfer. Quelques hommes de tout temps hostiles à la religion et aux prêtres, tel que Pierre Le Gurun, Vincent Le Gurun et Gilles Le Gurun, et aussi des jeunes gens étourdis, lui ont été fidèles.*

*Le 13 septembre, Gilles Blanchet, fils de l'adjoint spécial, après s'être enivré à l'auberge de la Baudaise, vint faire du tapage dans la vieille cantine. Marie-Joseph Allanic, la cantinière, lui refusa à boire. Il sauta par-dessus la table et menaça cette personne. Celle-ci sortit et alla dire à l'adjoint de venir chercher son fils qui faisait du désordre. L'adjoint répondit que cela ne le regardait point. Le jeune ivrogne qu'on ne pouvait pas mettre dehors brisa violemment un verre, cassa un carreau et jeta hors de l'appartement deux chandelles allumées. Il n'y a plus de police dans ce triste pays!*

*Les farces de sire Faraud ne sont pas encore passées. Le 3 octobre, comme il venait de toucher sa pension de la Marine, il ne craignit pas de s'arroser abondamment le gosier chez la Baudaise. Aussi pour le soir était-il complètement dans la vigne et se mit-il à injurier et à battre sa pauvre fille, âgée de 28 ans. Il répétait qu'il allait se marier à la jeune veuve Le Corre et qu'il empêcherait sa fille de le faire.*

*Le dimanche du rosaire 5 octobre, la scène fut plus triste encore. Après avoir assisté à la messe du matin, ou peut-être sans messe, il passa toute sa journée à l'auberge de la veuve Le Corre jouant et buvant. Quand, vers sept du soir il revint chez lui tout gorgé de vin et d'eau-de-vie, ses enfants se mirent à lui reprocher sa conduite. Furieux, il les mit dehors en les frappant et ferma sa porte. Son fils aîné arriva sur les entrefaites. Il menaça d'enfoncer la porte si son père ne l'ouvre. Celui-ci finit par ouvrir; mais il se mit à injurier son fils aîné et à lui demander de l'argent et même à le crocher jusqu'à lui déchirer la vareuse. Il alla ensuite prendre son drapeau et enfonça la pointe dans la figure de son fils. Le fils impatienté donne un coup de pied dans le côté de son père qui se laisse tomber à terre et reste là sans mouvement, la bouche entrouverte. On le croit mort. Les enfants se retirent de tous côtés en pleurant. Tout le monde accourt. On appelle la sœur, on appelle le prêtre. Ils y vont. Quand le prêtre arrive, il l'interroge, il ne dit rien. Quand la sœur vint à côté de lui, il montre son côté avec la main, tout en ne disant rien. Elle vit bien que c'était la surcharge de boisson plutôt que le coup de pied qui le gênait. On dit que quelques instants après, quand la foule se fut écoulée, il se mit à causer avec ses parents. Il jouait la comédie. Tout le monde se réjouissait presque d'en être délivré. Voilà le personnage qui est chargé de représenter la section d'Hoedic!»*

Quelle ambiance dans les îles !

À Houat, nous l'avons vu, ce n'est pas l'instituteur, mais l'adjoint spécial Ferdinand Le Roux qui a ouvert un débit de boissons quelques années plus tôt. Il sera repris par sa veuve à son décès en 1886.

*« En 1881, commencement de 82, le renégat Ferdinand Le Roux, ce fléau de l'île, entreprit de tenir cantine, et il l'a tenue. Sa veuve marche dans la même voie malgré tous mes efforts. Elle est sous l'excommunication houataise. »<sup>59</sup>*

### La fête de Saint Gildas

Les affrontements entre les deux îles et Le Palais vont se dérouler à plus bas bruit en 1885. Le conflictuel abbé Lavenot a quitté Houat en 1883. Le recteur Raude, moins conflictuel, mais très impliqué dans la défense de l'Église sur les deux îles, est remplacé à Hoedic le 24 avril 1885 par l'abbé Pierre Marie Kermorvant, âgé de 38 ans, originaire de Locmariaquer et venant de Riantec où il était vicaire. Ce recteur ne laisse pas de notes comme l'abbé Raude, il est plus difficile d'évaluer son implication. Par contre, le recteur Gouron a pris le relais de Raude, rédigeant de nombreuses notes éclairant la suite des événements.

Gouron poursuit pour autant sa vie pastorale, profitant de ce relatif répit pour une belle fête de la Saint Gildas. En tout début d'année 1885, il se félicite du beau déroulé de la fête, à laquelle ses chers républicains n'ont assisté que de loin « et ils ont bien fait, car leur présence eut fait l'effet d'un éteignoir de joie ».

*« La fête de Saint Gildas qui est célébrée toujours le jour même où elle tombe, ayant eu un cachet tout particulier cette année, je me permets d'en donner ici une relation succincte.*

*Pendant le triduum<sup>60</sup> préparatoire, quatre prêtres étrangers ont débarqué dans l'île; ce sont M. M. Thomas recteur de Larmor Baden, Le Maguet vicaire à Baden, Kermorvant vicaire à Riantec, et Le Sort vicaire à Riantec. Une grande caisse, pleine de secrets, est déposée à terre quelque temps après ces messieurs et se trouve apportée au presbytère.*

*Cependant le triduum est bien suivi, et le 29 janvier des communions nombreuses prouvent la dévotion des Houatais envers Saint Gildas. Un drapeau lui a été acheté, beau drapeau qui coûte 300 fr et qu'il faut payer. Monsieur Thomas y contribue en faisant le mardi soir des tours de physique et de prestidigitation en présence de Houatais. La séance dure une heure et demie, et le peuple est si content qu'il donne largement à Saint Gildas. Le mercredi soir au chant des cantiques, un beau ballon se gonfle au nord de l'église; tout est prêt il va s'élever aux cris répétés de "vive Saint Gildas", quand une rafale violente le jette à terre. Monsieur Thomas, notre artiste et mon cousin [l'abbé Kermorvant] sont tout déconcertés. Il clôt la séance en disant : demain ce sera mieux ! Le lendemain le peuple a le plaisir de voir les cérémonies d'une messe solennelle et d'entendre le magnifique discours de Monsieur Le Sort. Avant les vêpres deux parrains et deux marraines sont dans le chœur. On va bénir le drapeau et la statue du Sacré-Cœur. Après un discours rapide de Monsieur*

59. Recteur Gouron, cahier paroissial APHT.

60. Triduum : trois jours de prières.

*Raude, recteur d'Hoedic<sup>61</sup>, le pasteur de Houat donne les deux bénédictions. Le drapeau a eu pour parrain et marraine Corneille Le Fur et Marguerite Le Gurun. La statue du Sacré-Cœur (qui coûte 90 fr) a eu Armand Le Roux et Léontine Le Gurun.*

*Après vêpres, la procession se met en marche vers les ruines. Ici à Houat le marin chante avec un entrain admirable pendant les offices divins et le nouveau cantique composé par Monsieur Michel en l'honneur de Saint Gildas est emporté et lancé vers le ciel avec une véhémence vraiment virile. Vers le soir, la boîte aux secrets est ouverte. Elle renferme tout ce qu'il faut pour un feu d'artifice. Des poteaux sont plantés au vieux castel, et sur ces poteaux on voit des sortes de rouets, de moulins à vent et de tourniquets. En tout il y a cinq pièces, plus les fusées au nombre de 40 ou 50.*

*À six heures, par un beau clair de lune, le peuple est réuni en dehors de l'enceinte du Vieux Castel. À l'intérieur, Monsieur l'Abbé Thomas, assisté par tous les prêtres étrangers ainsi que par mes deux élèves Théophile Uhel et Victor Michel, président à l'exécution de son œuvre. Tout réussit bien, et j'espère que désormais nos deux ou trois républicains n'oseront plus attirer les Houatais le jour du 14 juillet par leurs trois ou quatre fusées insolentes. À l'extérieur du mur d'enceinte, le recteur de Houat est assis au milieu de ses ouailles et chante des cantiques. Soudain un cri joyeux retentit de toute part : nous sommes sous une pluie de feu, ou plutôt sous une pluie d'étoiles de diverses couleurs. C'est le bouquet.*

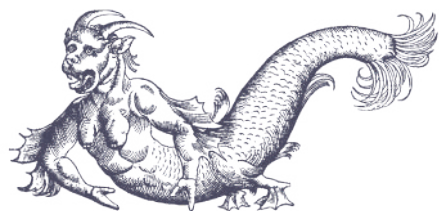
*Alors les prêtres étrangers se dirigent lentement vers le groupe extérieur, et aussitôt une voix se fait entendre au milieu d'un silence solennel. Cette voix remercie les étrangers en exécutant une cantate bretonne de circonstance. La scène aurait pu rappeler les adieux de nos anciens bardes bretons et a été d'un effet saisissant. Dans la vie du peuple, il faut de la poésie de temps à autre. Quoi de plus poétique que cette réunion de toute une paroisse sur une hauteur, sous les rayons de la lune, en présence d'un bel océan et où l'on a qu'un cœur et qu'une âme.*

*Le lendemain, les quatre prêtres étrangers s'embarquaient à Port-Navalo, et l'on se répétait encore le refrain de la veille.*

*Quant à nos chers républicains, ils ont assisté de loin et ils ont bien fait, car leur présence eu fait l'effet d'un éteignoir de joie. Qu'ils sont misérables ces pauvres gens qui, le 14 juillet, se promenaient crânement dans le bourg au milieu de la risée publique, en très beaux habits, tandis qu'ils se tiennent cachés à la fête de saint Gildas !»<sup>62</sup>*

61. L'abbé Raude, recteur d'Hoedic, n'est pas considéré comme un étranger à Houat.

62. Cahier paroissial, APHT.



## – VII –

### LES RECTEURS CHERCHENT DES SOUTIENS

[1885 - 1888]

#### Enquête pour l'érection des deux îles en communes

L'année 1885 est principalement marquée, dans les archives dont nous avons connaissance, par le rappel le 8 avril du préfet au sous-préfet qu'il faut donner suite aux pétitions des habitants d'Hoedic, et pour cela désigner un commissaire enquêteur.<sup>1</sup> Le 25 avril cet appel est réitéré, « *retard regrettable* » exprime le préfet, d'autant plus le que le conseil général s'est prononcé pour avancer vers une solution. Puis un nouveau rappel, le 10 juillet.

Le Palais propose de nommer Adrien Bonnelle comme commissaire, mais le préfet récuse cette option. Le commissaire enquêteur doit être indépendant et Bonnelle aura à se prononcer comme adjoint au maire. La municipalité de Palais n'est guère satisfaite de ce refus et laisse de nouveau traîner. Le 27 août, le sous-préfet se défend que l'affaire n'avance pas du fait de Palais... Depuis le rejet de Bonnelle, plusieurs rappels restent sans réponse.

Le 27 septembre, le conseil municipal de Palais prend finalement acte de cette séparation à venir, se félicitant d'avoir bien préparé les deux îles.

*« Les habitants d'Houat et d'Hoedic, dont l'émancipation a été préparée, paraissent maintenant capables de secouer le joug sous lequel ils ont vécu jusqu'à ce jour et de faire enfin triompher leur droit. Pour que l'œuvre soit complète, elles doivent être séparées du canton de Belle-Île et rattachées au canton de Quiberon. »*<sup>2</sup>

En novembre, la procédure pour l'érection se met en route. Le sous-préfet propose comme commissaire enquêteur pour Houat Jean-Louis Vioud, huissier à Palais et pour Hoedic Émile Cazalet, entrepreneur de travaux publics à Palais. Vioud est désigné enquêteur pour Houat par arrêté préfectoral du 11 novembre 1885, qui ordonne aussi l'élection d'une commission syndicale<sup>3</sup>.

1. Courrier du 8-4-1885, ADM 1M5220.

2. ADM 1M5220.

3. Structure élue dans une section de commune destinée à remplir une mission au nom des habitants — ici l'érection en commune — et disparaissant avec son accomplissement.

Hoedic est en suspens en raison de la «*perte*» de la pétition des habitants. Le préfet demande qu'elle soit renvoyée. La réponse de Jean-Louis Blanchet est quelque peu alambiquée, et ne fait pas preuve de bonne volonté.

*«Au moment de la réception de la pétition des habitants d'Hoedic pour s'ériger en commune, je me suis rapproché des signataires qui m'ont déclaré qu'ils n'avaient jamais eu connaissance de cette pétition et que par conséquent ils ne l'avaient pas signée. Depuis cette époque, cette pièce a été égarée ou perdue, voilà pourquoi à mon grand regret je ne puis vous la renvoyer.»<sup>4</sup>*

Peu de temps après, en janvier 1886, la mairie de Palais intervient, souhaitant que cette affaire ne traîne plus. Elle fait savoir au sous-préfet que la pétition ayant été retrouvée, Hoedic devrait être traitée comme Houat.

*«Il me fait [l'adjoint spécial d'Hoedic] parvenir la copie ci-jointe, qu'il a trouvée dans le dossier des îles, d'une pétition par laquelle les habitants d'Hoedic demandent l'érection de leur île en commune distincte.»<sup>5</sup>*

Le maire de Palais se déclare par ailleurs, en accord avec Monsieur Bonnelle et ses collègues du conseil municipal, pour un rattachement des deux îles au canton de Quiberon.

À Houat, l'abbé Gouron — et non l'adjoint spécial — s'inquiète aussi très civilement auprès de la préfecture de la lenteur des démarches.

*«Houat, le 14 janvier 1886, Monsieur le Secrétaire général veuillez agréer cette demande de renseignements avec votre bonté habituelle. Il s'agit du projet d'érection en commune de la section de Houat. Je sais que vous l'approuvez aussi je viens à vous avec confiance.*

*Les Houatais ont vraiment à cœur la réalisation de ce projet. Sans cesse, ils demandent des nouvelles et je ne sais plus que leur répondre. Il y a en effet plus d'un an que vous pensiez vous-même, Monsieur le Secrétaire général, que l'enquête allait être faite par un habitant de Quiberon; rien n'a été fait encore.*

*Dernièrement, on a appris dans l'île que la pétition des Hoedicaïs était revenue entre les mains de leur adjoint spécial et que celui-ci l'avait réexpédiée sur le champ. Depuis lors, les Houatais se demandent ce qu'on aurait fait de la leur; et dans l'ardeur de leurs vœux légitimes, ils seraient portés à accuser certains employés.*

*Veillez me donner les renseignements que vous croirez utiles pour le moment. Je sais que ces pêcheurs seraient très heureux de recevoir une nouvelle favorable; mais, dans tous les cas, je désire enlever toute cause de récriminations dans l'intérêt de la paix. Je vous en prie, daignez me dire ce qu'il faut penser de ces lenteurs dans l'exécution des formalités relativement à ce projet.*

*Qu'il me soit encore permis, en terminant, de vous offrir mes vœux de Nouvel An. Veillez me croire toujours Monsieur le Secrétaire général votre très reconnaissant et dévoué. L'Abbé Gouron, recteur de Houat.»<sup>6</sup>*

4. Courrier du 22-11-1885, ADM 1M5220.

5. ADM 1M5220.

6. Ibid.

Le préfet répond à l'abbé Gouron que le projet est à l'instruction. Le dossier d'Hoedic étant par ailleurs complet, c'est finalement le même commissaire enquêteur que pour Houat qui est désigné, J.-L. Vioud. Ce commissaire palantin sera-t-il plus indépendant que ne l'aurait été Adrien Bonnelle ? Le recteur Gouron en doute.

*« Ce commissaire est un habitant de Palais, bien plus c'est un employé de la mairie de Palais, c'est le premier secrétaire et huissier Vioud. Dans ce choix qui n'est pas d'après l'esprit de la loi, on pressent la lutte, mais sachons attendre. »*<sup>7</sup>

Un arrêté préfectoral du 27 janvier ordonne l'enquête et décide la formation d'une commission syndicale de cinq membres ayant pour mission de donner un avis pour chaque île au nom des habitants. Elle doit être élue après clôture de l'enquête.<sup>8</sup>

Une première enquête est menée le 27 décembre 1885 à Houat et le 7 février 1886 à Hoedic, mais, étonnamment, personne ne se présente à aucune des deux dates. Une nouvelle date est prévue.

*« Le 12 février, la poste apporte du nouveau. Le vieux Deschamps, garde champêtre, quitte les chopines et le chevet de l'adjoint spécial, qu'il appelle "Le Loup", et vient parcourir le village. Il a des papiers en main, et sa voix chevrotante est celle d'un homme de mauvaise humeur. Il écrit que l'enquête se fera à Houat les 1<sup>er</sup> et 2 mars prochain. On lui demande des explications, mais cela ne lui convient pas et il rentre près des barriques, non cependant sans avoir affiché la pièce en question. »*<sup>9</sup>

L'enquêteur retourne sur les deux îles début mars avec plus de succès, en commençant par l'île de Houat. Il est accompagné des adjoints du maire de Palais, souligne le recteur Gouron. Est-ce compatible avec l'indépendance du commissaire enquêteur ?

*« J'apprends que Monsieur Bonnelle, Ardouin, Milon le percepteur, le commissaire enquêteur sont au bourg. Puis la voix bien connue de notre ivrogne de garde champêtre se promène dans le bourg en annonçant que l'enquête se fera à la mairie de midi à 3 h. »*<sup>10</sup>

Son rapport est rendu public quinze jours plus tard, daté du 5 mars 1886.

*« Avis du commissaire enquêteur.*

*Le commissaire enquêteur soussigné*

*– considérant que depuis de longues années, le conseil municipal de Palais, a émis à différentes reprises, le vœu que les sections d'Hoedic et de Houat soient érigées en communes distinctes; que d'un autre côté, les populations de ces sections ont, au moyen de pétitions, maintes fois exprimé le même désir;*

*– considérant qu'il est exact de dire que la commune de Palais n'a rien de commun avec les îles de Houat et d'Hoedic, que les intérêts de ces sections*

7. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHt.

8. ADM 1M5220, arrêté dossier K846.

9. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHt.

10. *Ibid.*

*sont tout à fait distincts de ceux de la section mère, en raison des difficultés de communication et de la grande distance qui les sépare ;*

*– considérant que le chiffre de la population des nouvelles communes d’Hoedic et de Houat, qui s’élève à 326 pour la première et à 251 pour la seconde, sera encore supérieur à celui de plusieurs communes du département, telles que Saint-Malo-de-Béignon qui ne compte que 180 habitants, Saint-Léry 247, (...);*

*– considérant que la séparation des îles de Houat et d’Hoedic de la commune de Palais ne peut donner lieu à aucune difficulté pour les droits respectifs de chaque section ; que ces droits sont parfaitement délimités par la situation topographique de ces îles et que tout ce que possèdent ces sections, église, école, presbytère, cimetière, cantine, magasin, bateau de l’île, etc., etc. est la propriété exclusive de chacune d’elle ;*

*– considérant que dans le paragraphe quatre de leur déclaration les habitants de Houat affirment que leur île pourra parfaitement s’administrer elle-même, avec les ressources qu’elle possède, et qui leur sont bien suffisantes ;*

*– qu’évidemment les pétitionnaires, en parlant de leurs ressources, font allusion aux revenus de la cantine et du magasin commun, attendu qu’on ne leur en connaît pas d’autres, si ce n’est, pour Houat, une rente sur l’État de 17 fr par an, provenant de la vente d’un terrain communal pour la construction d’un fort ;*

*– considérant qu’au point de vue de l’administration de leur île, les habitants d’Hoedic, comme ceux de Houat ont intérêt à voir leur île érigée en communes distinctes ; que de son côté la section mère a un intérêt non moins considérable à la réalisation de ce projet, et cela en raison des sacrifices qu’elle s’impose tous les ans, dans l’intérêt exclusif de ces îles ;*

*– que cependant il convient de faire observer que ces nouvelles communes seraient une charge pour l’État, si les sommes de la cantine et du magasin communs des îles ne rentraient pas dans la caisse municipale ; tandis qu’au contraire, les nouvelles communes d’Hoedic et de Houat pourraient être classées parmi les bonnes communes du département, si ces ressources, qui ont absolument le caractère de ressources communales, recevaient la destination qu’ont entendu leur donner les fondateurs de ses établissements ;*

*– considérant enfin que les efforts faits par le conseil municipal de Palais, pour tenter de faire rentrer les habitants des îles d’Hoedic et d’Houat dans la libre possession et jouissance de propriétés communales ont soulevé contre lui la population de ces îles, qui ne cessent d’ailleurs de faire preuve d’un sentiment d’hostilité très marquée à l’égard de la population belle-îloise ;*

*– que dans ces conditions on ne peut que souhaiter la (xx?) et complète séparation de ces îles, non seulement de la commune de Palais et même du canton de Belle-Île-en-Mer ;*

*Est d'avis qu'il y a lieu de donner satisfaction aux vœux des populations en cause, en prononçant l'érection des îles d'Hoedic et de Houat en communes distinctes pour être attachées, comme telles, au canton de Quiberon.* »<sup>11</sup>

Sans surprise, le commissaire enquêteur retient comme acquise la position de Palais concernant les cantines et magasins, leurs ressources « *absolument communales* ».

Sur le principe de l'autonomisation, 54 avis favorables sont recueillis à Houat, aucun défavorable. Par contre à Hoedic sur les 55 personnes consultées 32 sont favorables, mais 12 sont défavorables, dont l'adjoint spécial Jean-Louis Blanchet.

Cette érection en communes distinctes, devenue un projet porté par les recteurs, doit leur permettre de soustraire les deux îles de l'influence des républicains de Palais, qu'ils estiment délétère pour l'harmonie de la vie insulaire et leur rayonnement religieux sur les insulaires.

Le 25 mars 1886, l'instituteur de Houat R. Huard informe le maire de Palais du décès de l'adjoint spécial Ferdinand Le Roux. Une place est réservée pour le corps du défunt au cimetière, « *concession cédée gratuitement et à perpétuité* » par la mairie de Palais, qui vote aussi un crédit pour l'érection d'un monument sur son tombeau<sup>12</sup>. Dans ses notes, le recteur évoque ce décès avec cette brève oraison funèbre.

*« Que son âme repose en paix. Nature assez bonne, mais très orgueilleuse, Ferdinand tendit la main aux francs-maçons de Palais, et leur donna un pied-à-terre dans l'île. Il voulait dominer partout, posséder tout le commerce, devenir une sorte de petit roi de Houat. Ce fut son rêve et les Palantins ont caressé ce rêve en lui, et lui-même s'est illusionné au point de le croire possible. (...) Son principal inspirateur fut toujours l'instituteur. »*<sup>13</sup>

Une succession est rapidement mise en route par Le Palais. Un désastre redoute le recteur Gouron!

*« Une dépêche est venue de Palais et cette dépêche nomme le Diwar Hir lui-même adjoint spécial. Les Houatais en sont furieux. Ce maître n'est pas du pays : c'est l'Hérodote de l'endroit. À quand le massacre des Innocents ? Quoi qu'il en soit Diwar Hir est presque au ciel. Sa joie n'a plus de bornes. Sa tête promène des regards de maître autour de lui, et son nez s'écorchera quand il passera par une porte un peu basse. Déjà il se donne l'auréole du prophète. Bientôt, a-t-il dit, je devrai fermer la cantine, car je ne puis pas supporter le désordre. Oh ! Le saint homme ! »*<sup>14</sup>

Mais cette situation ne dure pas. L'instituteur organise le 25 avril — sans doute à la demande de Palais — une réunion avec cinq Houatais parmi

11. ADM M5220.

12. La « neutralité des cimetières », établie par la loi du 14 novembre 1881, assure un droit d'inhumation ouvert à toutes les confessions ou convictions.

13. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHt.

14. *Ibid.*

lesquels doit être tiré au sort un nouvel adjoint spécial. Puis il communique au maire les résultats.

*«Le sort a désigné Leroux, Ferdinand-Marie [28 ans] et c'est ce nom que j'ai l'honneur de vous présenter. Il y a eu lieu d'espérer, Monsieur le Maire, que vous serez satisfait de ce choix. Le Roux Ferdinand-Marie est neveu et filleul du défunt et est déjà inspiré des mêmes sentiments (...) R. Huard, adjoint spécial»<sup>15</sup>*

À l'occasion de cette nomination prenant du recul sur le quotidien, l'abbé Gouron déplore l'impact des nouvelles idées, tout en ayant une image plutôt favorable du nouvel adjoint spécial.

*«Nous subissons, dans Houat même, un accès de crise sociale. Les idées nouvelles de liberté, d'indépendance et d'insubordination ont fait une trouée dans l'esprit houatais et, actuellement, elles s'efforcent de réagir contre le sens commun. C'est le contrecoup de la fin du vieux régime patriarcal.*

*Le premier porte-étendard a été un jeune homme récemment venu du service de l'État. Chevalier sans peur et véritable fier-à-bras, il s'est créé des adeptes parmi ceux de son âge. On le craint, mais en même temps on l'admire naïvement. (...)*

*Cette jeunesse est soutenue et encouragée dans ses révoltes par la mauvaise auberge de la veuve de Ferdinand. C'est là le rendez-vous pendant certaines journées néfastes. C'est de là qu'ils viennent certains jours se poser en maîtres à la cantine et briser vitres, chopines, bouteilles, etc. (...)*

*Le nouvel adjoint spécial Ferdinand Marie Le Roux lui-même bien qu'il soit intelligent oublie le bien commun pour protéger sa famille.»<sup>16</sup>*

## Le projet transmis au ministère de l'Intérieur

Un accord est donc en train de se dessiner sur le principe de l'érection des deux îles en communes. Mais avec quelles finances ? Le commissaire Vioud explique dans son rapport qu'il compte sur les ressources de la cantine. C'est la position de Palais depuis des années, c'est aussi celle de la préfecture. Mais cette option est inacceptable pour les recteurs.

Selon le procès-verbal du conseil de fabrique du 2 mai, le nouveau recteur d'Hoedic, l'abbé Kermorvant, ne cède rien sur le statut des propriétés fabriennes. Il envisage néanmoins une ouverture pour aider au financement des nouvelles communes, avec les ressources de la fabrique.

*«Conseil de fabrique du 2 mai 1886. (...)*

*Monsieur le Président a appelé l'attention du conseil sur l'affaire de l'érection de la section d'Hoedic en commune. Après en avoir délibéré, le conseil de fabrique, considérant les points suivants, savoir :*

*1—que cette érection en commune distincte est un bien pour le pays, lui permettant d'avoir une administration propre, à même de mieux connaître, régler et gérer ses divers intérêts et de maintenir le bon ordre ;*

15. Courrier du 24-4-1886, AMP.

16. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHt.

MAIRIE  
du  
PALAIS-HOUAT  
SECTION DU PALAIS

Houat, le 25 Avril

1886

Monsieur Le Maire



M. M. Le Berre, Charles, né le 22 septembre 1846  
Le Roux, Sidore, né le 7 déc 1851  
Le Guenn, Victor, né le 30 jan 1853  
Le Roux, Ferdinand-Marie, né le 14 janvier 1858  
Le Guenn, Henri, né le 18 février 1858,

sur mon invitation, se sont réunis aujourd'hui 25 Avril, à l'effet de procéder à la désignation d'un successeur de notre regretté M. Le Roux.

On a tiré au sort, mais avant le tirage, il a été convenu et promis que celui qui allait être désigné par le sort serait toujours appuyé par les 4 autres pour la défense des intérêts généraux de la section.

Le sort a désigné Le Roux, Ferdinand-Marie et c'est ce nom que j'ai l'honneur de vous présenter.

Il y a lieu d'espérer, Monsieur le Maire, que vous serez satisfait de ce choix. Le Roux Ferdinand-Marie est veuve et filleul du défunt et est déjà inspiré des mêmes sentiments.

Je vous prie, Monsieur le Maire,

à signer avec mes respects, le hommage de mon profond respect.

V. Oudin, adjoint spécial

R. Huard

L'instituteur R. Huard organise le 25 avril 1886 une réunion avec cinq Houatais parmi lesquels doit être tiré au sort un nouvel adjoint spécial, puis communique au maire les résultats. Le sort désigne Leroux, Ferdinand-Marie, neveu et filleul du défunt. (AMP)

*2—que par ce moyen, il fera face aux nombreuses difficultés relatives aux affaires publiques;*

*3—que, d'un autre côté, la nouvelle commune, avec ses propres ressources, pourrait à peine soutenir tous les frais de son administration, et que la fabrique, moyennant des sacrifices, pourrait lui venir en aide;*

*arrête ce qui suit. La fabrique s'engage :*

*- à payer les divers frais de cette direction ;*

*- à bâtir ou à approprier un local pour la mairie et l'école des garçons ;*

*- à payer le traitement annuel d'un garde champêtre ;*

*- à régler en général les divers frais annuels de la nouvelle commune ; ce faisant sur les bénéfices seuls de la cantine, avec réserve de ne suppléer qu'à l'insuffisance constatée des revenus annuels de ladite commune. Tous les membres du conseil déclarent approuver cette concession sous bénéfice de l'autorisation épiscopale et des autres autorisations requises.*

*Aucun autre point ne restant à examiner, le président, après lecture faite, a clos la séance. »<sup>17</sup>*

Cette option n'est pas retenue par l'administration qui poursuit la procédure engagée. Mais une commune pourrait-elle dépendre financièrement d'une fabrique ?

Le 14 août 1886, le sous-préfet émet l'avis, « *qu'il y a lieu d'ordonner la séparation des îles d'Houat et d'Hoedic de la commune de Palais et du canton de Belle-Île* ». Puis, à son tour, le conseil général du Morbihan donne un avis favorable lors de sa session du 19 août.

Il faut maintenant dessaisir les recteurs des bénéfices de la cantine, puisque c'est la solution retenue. Le préfet donne le 3 septembre des instructions au sous-préfet dans ce sens.

*« En établissant les budgets des deux sections, le comptable devra nécessairement faire entrer en ligne de compte les bénéfices provenant de la cantine, de la boutique d'épicerie et du magasin dont parlait l'adjoint. Des mesures devraient être prises pour obliger les desservants à se dessaisir des bénéfices dont il s'agit. Je vous prie de bien vouloir compléter l'instruction de l'affaire dans le sens des observations qui précèdent. »<sup>18</sup>*

Dans ce même courrier, il est précisé que les projets de budget pour 1887 fixent les produits des cantines et magasins à 15 000 fr pour Hoedic et 12 000 fr pour Houat.<sup>19</sup>

Aux élections du conseil général du 1<sup>er</sup> août 1886 ne se présentent et sont élus pour le canton de Belle-Île que les deux mêmes, Adrien Bonnelle conseiller général et Hardouin conseiller d'arrondissement. Le même jour, dans un courrier au maire, le nouvel adjoint spécial de Houat Ferdinand-Marie Le

17. Registre de la fabrique, ADM 30J85/1.

18. ADM 1M5520.

19. *Ibid.* Rappelons qu'il s'agit de très grosses sommes, un instituteur gagnant 900 fr par an.

Roux les félicite et se réjouit « *Houat est en progrès, de 8 républicains qu'ils étaient, les voilà à 13* »<sup>20</sup>.

Le 13 septembre 1886, le préfet transmet enfin au ministre de l'Intérieur les dossiers d'érection en communes des sections de Houat et d'Hoedic. Le dossier, explique-t-il, est en instance depuis 1848, aujourd'hui ce sont les habitants qui demandent leur séparation et l'avis est favorable pour toutes les parties concernées (en Morbihan). Le projet comprend aussi un rattachement au canton de Quiberon avec lequel les liaisons sont plus faciles.

L'insuffisance des ressources ne se pose plus, assure le préfet. « *Ainsi que l'expose le maire de Palais dans sa lettre du 9 septembre, tout appartient aux sections* », les projets de budgets sont largement excédentaires avec la prise en compte de ces revenus élevés pour les cantines. Le préfet accompagne son courrier d'un avis favorable<sup>21</sup>.

À réception du dossier, le ministre de l'Intérieur remet en question l'approche financière de Palais et de la préfecture du Morbihan sur une argumentation très simple. Les cantines, boutiques et magasins, répond-il au préfet, n'ont jamais figuré dans le budget de la commune de Palais et ne sont pourtant pas de création récente.<sup>22</sup>

De nouveau le préfet remonte la chaîne... S'en reporte au sous-préfet qui s'en reporte à son tour au maire de Palais, Pierre Poupard. Lequel insiste et répond le 9 novembre 1886 en développant les arguments des républicains palantins dans une nouvelle plaidoirie longue de cinq pages. Rien de vraiment nouveau justifiant que l'on s'y étende outre mesure. Le maire et son adjoint Bonnelle continuent à défendre une propriété communale des cantines, mais n'évoquent pas l'approche « *coopératives de consommation* » développée par l'avocat de la préfecture Laurent Roux-Lavergne, sans doute plus avancée par la sous-préfecture que par la municipalité de Palais.

*« Je ne peux que prier Monsieur le Préfet de se reporter au dossier déjà volumineux qui existe à la préfecture. Je maintiens que tout ce que possèdent les sections église, école, presbytère, cimetière, cantine, magasin, bateau, etc. est la propriété exclusive de chacune d'elles, attendu que tous ces bâtiments ont été construits avec les ressources des cantines et magasins communs et avec le concours des habitants. (...) »*

*L'administration occulte des desservants est plus florissante que jamais. Oui, les desservants continuent à percevoir ces bénéfices et, comme par le passé, ils ne rendent compte qu'à Dieu et à leur conscience (déclaration faite par le desservant de Houat). (...) »*

*Dans ces conditions, je n'hésite pas à dire et à soutenir que les bénéfices provenant des cantines et magasins communs peuvent et doivent servir à doter les services municipaux. Ces ressources sont très importantes et*

20. AMP.

21. Courrier du 13-9-1886, ADM 1M5520.

22. Courrier des 17-9-1886 et 29-9-1886, ADM 1M5220.

*feront que les nouvelles communes de Houat et Hoedic occupent une place honorable parmi les bonnes communes du département.*

*En terminant, je crois devoir vous faire connaître le fait suivant. Vers 1863, la caisse de cantine d'Hoedic avait besoin de réparation. On appela un ouvrier et on l'ouvrit en sa présence en le mettant à même de faire son travail ; mais avant de commencer sa besogne, cet ouvrier voulut faire compter la caisse et on constata qu'elle renfermait 47000 fr. Ce fait s'est passé alors que Monsieur Costevec était desservant d'Hoedic. »<sup>23</sup>*

Le dénouement de cette affaire montrera que l'insistance du maire et de son conseiller sur les cantines est outrancière. Elle ne peut être motivée par les besoins des futures municipalités, plutôt de l'ordre de 2 000 fr annuels avec le salaire des instituteurs à moins de 1000 fr quand ce salaire sera pris en charge par l'État (1889), montants sans commune mesure avec les revenus annoncés par les républicains pour les cantines. Plus qu'opérationnel, l'objectif est de priver les recteurs de ces commerces constitués par leurs prédécesseurs et de leurs ressources. « *Les nerfs des batailles sont les pécunes* » soulignait déjà Rabelais.

### **Gustave de Lamarzelle, député du Morbihan**

Tandis que Le Palais et les recteurs déroulent leur lutte pour le contrôle des deux îles, le recteur Gouron signale durant l'hiver 1886-1887 une terrible épidémie de croup qui emporte 19 victimes à Houat, surtout des enfants. De mauvais esprits rôdent...

*« Une épidémie putride et sans nom atteint les enfants. Trois sont déjà morts étouffés presque subitement et plusieurs sont alités souffrant d'un engorgement terrible provenant d'un amas de pourriture dans les régions du corps et de la tête. (...) La mort plane sur l'île et des bruits étranges se font entendre la nuit et même le jour. »<sup>24</sup>*

Depuis ses premières armes à Houat, Maurice Gouron a pris à bras le corps le dossier de l'érection des deux îles en communes. Avec le soutien de l'évêché, il multiplie les contacts avec les amis politiques. Il écrit « à Monsieur Noël, maire de Groix et conseiller d'arrondissement, à Monsieur le Comte de Perrien de Langdevan, conseiller général, Monsieur Martin d'Auray, Monsieur Bodan député, Monsieur de Kerdrel sénateur. »<sup>25</sup>

En mars 1887, l'abbé Gouron entend dire que le dossier est entravé, « *on a présenté à l'administration des raisons majeures qui s'y opposent*<sup>26</sup> ». Gouron tente alors un contact avec un député conservateur du Morbihan, Gustave de Lamarzelle.

*« Enhardi par l'honneur que vous m'avez fait en m'adressant une carte de bonne année, je viens implorer votre bienveillante intervention en faveur*

23. Courrier du 9-11-1886, ADM M5220.

24. Notes de Gouron 23-2-1887, cahier paroissial, APHt.

25. *Ibid.*

26. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHt.



*des deux îles de Houat et d'Hoedic dont les dossiers sont en chemin en vue d'une érection en communes distinctes. (...)*

*Longtemps je n'ai eu aucune nouvelle et actuellement j'apprends que la marche de l'affaire est entravée. Une influence ennemie qui vient de Palais probablement, nous aurait créé des obstacles et si une main puissante ne nous vient pas en aide, nous sommes encore une fois dans l'ornière. (...)*

*Je viens vous prier de reconnaître les obstacles si secrètement posés et de les lever si cela vous est possible. »<sup>27</sup>*

Fructueux contact ! Le député se renseigne, répond rapidement au recteur, en l'assurant de son aide.

*« Cette affaire est encore au ministère de l'Intérieur et les choses sont encore loin d'aller toutes seules. En principe le ministère n'est pas opposé à la solution que vous désirez. C'est le côté financier qui préoccupe seulement l'administration. La nouvelle commune n'aurait pas par elle-même de ressources suffisantes. Une seule source sérieuse de revenus existe ce sont les 12 000 fr (!) produits dans le magasin d'approvisionnement créé par un desservant.*

*Mais que deviendra cet établissement après la formation en commune ? Peut-on le considérer comme immeuble communal ? Si oui, par qui sera-t-il géré ? Par la municipalité ou par le desservant ? N'y aura-t-il pas rivalités fâcheuses pour les intérêts des habitants ?*

*L'administration trouve la situation très délicate, si délicate que le dossier va être envoyé au contentieux du ministère. Je vous dis exactement ce qui m'a été dit.*

*Si vous le jugez à propos veuillez me renseigner sur la situation exacte de ce magasin d'approvisionnement toute la question est là, je ferai ce que je pourrai pour presser l'affaire. Mais elle n'est pas près encore de se terminer. Du ministère de l'Intérieur il faut qu'elle aille au Conseil d'État et, de là, à la Chambre et au Sénat, en admettant que le Conseil d'État donne un avis favorable (...)*

*Je n'ai pas besoin de vous dire Monsieur le Recteur, que je suis toujours à votre disposition. »<sup>28</sup>*

En réponse, Gouron prépare un projet de courrier en date du 6 avril 1887 avec son évaluation du revenu de la cantine et une proposition de conciliation.

*« Les deux magasins d'approvisionnement ont été créés par un desservant : c'est parfaitement vrai. Voici en peu de mots l'état de ces deux commerces distincts.*

*Dans la cantine on débite annuellement à Houat environ 100 barriques (vins, eau-de-vie, liqueurs). En faisant un bénéfice de 30 fr par barrique en moyenne, cela fait un total de 3 000 fr, soit 2 000 fr de bénéfices nets. (...) Quant à la boutique dont le dernier inventaire porte la valeur totale des marchandises emmagasinées au chiffre de 10 751 fr, le bénéfice net est bien plus faible, mais la fabrique s'en contenterait dans un but de concilia-*

27. Copie d'un courrier du 16-3-1887, cahier paroissial, APHT.

28. Copie d'un courrier du 29-3-1887, cahier paroissial, APHT.

*tion. Cependant ce dernier commerce lui serait absolument indispensable pour exister.*

*Le bénéfice de 12 000 fr dont parle le dossier n'a jamais existé que dans l'esprit de nos contradicteurs. Les chiffres que je vous transcris vous le prouvent clairement.*

*Cela posé je réponds.*

- Peut-on considérer le magasin d'approvisionnement comme immeuble communal ?

*Oui, si l'on parle du commerce de la cantine seulement. Cette transaction définitive a été proposée à l'amiable par qui de droit avec la clause formelle si la section devient commune.*

- Par qui sera-t-il géré ?

*Par la future municipalité.*

- N'y aurait-il pas rivalités fâcheuses pour les intérêts des habitants ?

*Non, car la municipalité future serait intéressée à rétablir le monopole de son commerce en sa faveur et la population est du même avis. Quant au commerce épicerie il en serait de même. Ce monopole serait une exception à la loi générale, mais cela est accepté ici de plein gré vu la petitesse du lieu et le besoin de se créer une source assurée de revenus pour les besoins communs.* »<sup>29</sup>

Quelle est la réalité du revenu net de la cantine, difficile de le savoir. L'évaluation de la consommation est de nouveau nettement moindre à Houat qu'à Hoedic.

Il apparaît que Gouron serait prêt à céder la cantine à la commune... Mais l'évêché s'avère plus déterminé que les recteurs à défendre le statut particulier des deux îles. Il veille et s'oppose à l'envoi de cette lettre explique le recteur Gouron dans ses notes.

*« Elle est trop confiante, vu les dispositions actuelles de notre administration maçonnique. "Dans ce moment, vous savez", me dit Monseigneur, "nous devons nous attendre à recevoir le traitement le moins bienveillant. On ne nous accordera que ce que l'on ne pourra pas nous refuser." C'est malheureusement très vrai. En déclarant les ressources de l'île, on signe la spoliation totale de la fabrique puisque c'est une lutte entre le loup et l'agneau. Que Dieu nous ait en sa sainte garde, mais que sa divine providence nous délivre coûte que coûte des terribles revendications palantines.* »<sup>30</sup>

En mai 1887, le député Martin d'Auray, lui-même informé par le préfet du Morbihan, écrit au recteur Gouron que le dossier est « officieusement » au Conseil d'État. À ce stade, Gouron laisse venir...

Sous grande pression sans doute avec toutes ces démarches, le recteur ponctue ses nombreuses notes dans le cahier paroissial de sa hargne contre maître Diwar Hir (l'instituteur Huart), avec des variations, mais toujours dans le même répertoire.

29. Copie d'un courrier non envoyé datée du 6-4-1887, cahier paroissial, APHT.

30. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHT.

*«Pendant ce temps, le Diwar Hir est invisible. Un gros clou ou furoncle s'est fait jour en lui quelque part; il ne peut ni s'asseoir, ni faire la classe, ni venir à la messe. Monsieur s'ennuie me dit-on.»<sup>31</sup>*

Mais il a aussi des moments de sérénité, plus en accord avec son sacerdoce. Le 31 mai 1887 se déroule le traditionnel pèlerinage des deux îles à Sainte-Anne-d'Auray. Il a lieu après les grandes célébrations de la Pentecôte, suivies le lendemain de la procession des Arzonais, puis le mardi de la procession des îles de Houat et d'Hoedic.

*«Mardi matin, 230 paroissiens d'Hoedic et de Houat sont venus, conduits par un de leurs recteurs, accomplir leur pèlerinage. Ils l'ont fait avec une émouvante piété, comme la veille les Arzonais, Monseigneur leur a donné, avec ses félicitations, de paternels conseils, qui ne seront pas oubliés.»<sup>32</sup>*

On imagine de la part de l'évêque de «*paternels conseils*» de patience pour l'érection des deux îles en communes qui se dessine et la libération de la tutelle de Belle-Île.

Quelques mois plus tard, en septembre 1887, le maire de Palais reçoit une curieuse lettre du guetteur sémaphorique. L'adjoint spécial d'Hoedic est-il encore lui-même? Jean-Louis Blanchet, *alias* «sire Faraud», est-il encore l'ennemi juré du recteur?

*«Hoedic, le 15 septembre 1887. Monsieur le Maire, j'ai l'honneur de vous informer que Monsieur l'Adjoint spécial m'ayant insulté et diffamé à la cantine en plein public au sujet d'une conversation que j'avais avec deux personnes du pays, je vais le poursuivre en justice. De fait, non content de m'avoir insulté une première fois lorsque je lui ai dit qu'il ferait mieux de marier les gens d'une façon convenable, que si l'on était à cheval sur la loi, les mariages qu'il fait seraient nuls. Il m'a répondu qu'il mariait à la mairie. "Pas depuis que je suis à Hoedic", lui ai-je répondu. Sur sa réponse affirmative, j'ai interpellé Sylvestre Blanchet qui s'est marié le 21 juin dernier et lui ai demandé où il avait été marié. Il m'a répondu au presbytère. Voyant qu'il était contredit il est entré dans une fureur indescriptible, est allé prendre son écharpe est revenu me chercher de nouveau dispute, en me traitant de malfaiteur, etc.*

*Monsieur le Maire vous avez nommé un adjoint pour que Monsieur le Curé n'ait pas à mettre son nez dans les affaires. Je puis vous certifier que Monsieur l'Adjoint est le valet de pied du curé et qu'il lui est très nécessaire pour avoir tous les renseignements utiles à sa cause.*

*J'ai préféré prévenir Monsieur le Maire pour que l'adjoint spécial (?) en justice. Peut-être parce que je ne suis pas un fervent dévot de Monsieur le Curé que j'ai été traité de la sorte. Je suis avec respect, Monsieur le Maire, votre serviteur.*

*Belz Léon, guetteur sémaphorique à Hoedic.»<sup>33</sup>*

31. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHt.

32. *Le Petit Breton*, 24-6-1887, ADM.

33. AMP.

Qu'est-il arrivé à Jean-Louis Blanchet ? Atteint par la Grâce, s'est-il rapproché du recteur ? C'est en fait sa dernière année comme adjoint spécial. Six mois plus tard, il sera remplacé par Pierre Le Gurun à l'occasion des élections municipales de mai 1888.

### **Maître Durnerin, avocat au Conseil d'État**

Les affaires pour l'érection des communes reprennent en janvier 1888, à l'initiative du député G. de Lamarzelle qui recontacte le recteur Gouron.

*« Je prends toujours le plus grand intérêt à la question qui vous préoccupe. Il serait bon d'avoir un avocat pour plaider votre cause devant le Conseil d'État. Je pourrai vous en procurer un, M<sup>e</sup> Durnerin. C'est mon ami intime, je vous engage vivement à lui écrire. »<sup>34</sup>*

Contact est donc pris avec M<sup>e</sup> Auguste Paul Durnerin, avocat au Conseil d'État. L'érection des deux îles en communes, demande des habitants représentés par les commissions syndicales, devra passer au Conseil d'État qui est une juridiction où plaident des « avocats aux conseils ». Ils font partie d'un ordre spécifique, celui des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation qui les distinguent des « avocats à la cour » qui plaident devant les autres juridictions.<sup>35</sup>

M<sup>e</sup> Durnerin répond aux recteurs :

*« Je me chargerai bien volontiers de défendre devant le Conseil d'État les intérêts des îles de Houat et d'Hoedic, dont mon ami M. de Lamarzelle m'avait déjà entretenu dans le courant de l'année dernière. Je sais que cette affaire soulève une question très délicate relative à la situation financière qui serait faite aux nouvelles communes. J'espère que grâce aux renseignements et documents que vous pourrez me fournir nous parviendrons à résoudre le problème. Quant à la provision dont vous voulez bien me parler, je la réduirai à son minimum, à 400 fr. En cas d'insuccès, pas d'autres frais. »<sup>36</sup>*

Le recteur Gouron continue dans ses notes.

*« En réponse à cette lettre, j'ai tiré les principales lignes d'un plan budgétaire pour en montrer la possibilité. Cette pièce, signée par les membres des deux commissions syndicales, va être expédiée à M<sup>e</sup> Durnerin comme officielle. »<sup>37</sup>*

En pratique, les commissions syndicales bénéficient d'un « avocat au Conseil » et d'un médiateur en la personne du recteur. Voilà le plan budgétaire du recteur Gouron.

34. Copie d'un courrier du 21-1-1888, cahier paroissial, APHt.

35. Remerciement à Antoine Errera pour son aide à clarifier le rôle de l'avocat au Conseil dans cette affaire. Antoine Errera est juge administratif et fils de Roger Errera, ancien conseiller d'État qui nous a aussi aidés pour l'accès aux archives du Conseil d'État.

36. Copie d'un courrier non daté, cahier paroissial, APHt.

37. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHt

*« Renseignements concernant la question financière du projet d'érection en communes des îles de Houat et d'Hoedic »*

— *Recettes :*

- *Location de terrains vagues ou pâtures.*

- *Cotisations imposées annuellement par la commune à chaque ménage se partageant les produits spontanés (foin, lande, luzerne) de nos îlots inhabités et des glacis du fort<sup>38</sup>. Ce rendement sera assez considérable vu la pénurie des propriétaires en fait de fourrage.*

- *Portion des impôts et des centimes<sup>39</sup> ordonnés par les lois des finances.*

- *Produit d'un octroi à établir légalement dans les deux îles sur les boissons, octroi accepté d'avance par la majorité de la population. Le produit serait la base principale sur laquelle les deux futures municipalités établiraient l'équilibre de leur budget. Sur ce point, nous le répétons, il n'y aurait aucune difficulté, aucune rivalité.*

- *Partie que les lois accordent aux communes dans le produit des amendes.*

— *Dépenses : en ce qui concerne le budget des dépenses, il faudrait noter que les frais de traitement seront de fait relativement minimum. Ainsi,*

- *Le préposé de l'octroi sera le maire lui-même qui sera heureux, quel qu'il soit, de s'acquitter gratuitement de cet emploi très facile dans un pays isolé.*

- *Le traitement du garde champêtre est actuellement de 100 fr, mais un insulaire d'origine accepterait cette fonction pour 60 à 70 fr.*

- *Le secrétaire de mairie accepterait avec reconnaissance un traitement de 50 fr.*

- *Les dépenses des chemins vicinaux seront nulles ou très minimes.*

- *Quant aux dépenses relatives à l'instruction publique, elles seraient plus lourdes, mais si le Conseil d'État en conclut malgré notre bon vouloir que la balance budgétaire ne saurait s'établir, nous le supplions de vouloir bien envisager notre situation exceptionnelle et nous permettre une faveur.*

*Nous sommes à 16 et 20 km en plein air, loin de tout centre. Nous n'avons le courrier postal que tous les cinq jours. Par force majeure, nous n'aurons donc jamais pour nos relations les avantages des autres citoyens français, et cependant nous sommes fiers d'en acquitter toutes les obligations. Notre instituteur public ne peut compter que 11 ou 12 élèves inscrits (du moins à Houat), chiffre qui déconcertera toujours le zèle le plus désintéressé.*

*En présence de cette situation exceptionnelle, et peut-être unique en France, le Conseil d'État nous permettra, nous osons l'espérer, d'émettre un vœu. Nos filles sont gratifiées de longue date d'une école privée gratuite. Ne pourrait-on pas autoriser l'institutrice à tenir une école mixte privée ? Cette mesure allégerait notre budget communal et nous permettrait de figurer parmi les communes relativement fortunées de la France. Cependant, si notre vœu est irréalisable, nous acceptons d'avance les charges qui nous seraient imposées.*

38. Talus incliné qui sert à couvrir et à masquer les approches d'une fortification.

39. Le « centime additionnel » est une taxe supplémentaire proportionnelle, ayant pour assiette un impôt.

*Fait à Houat et à Hoedic le 14 février 1888. Les membres de la commission syndicale de Houat, les membres de la commission syndicale d'Hoedic. »<sup>40</sup>*

Le recteur Gouron dessine une solution de financement des futures communes avec un octroi qui, comme il l'explique dans ses notes personnelles, déguise un retour à la situation antérieure, puisque l'octroi serait essentiellement ponctionné sur les revenus des commerces de la fabrique pour faire fonctionner les services de l'île. Cela revient à faire vivre la commune sur les commerces gérés par les recteurs, ce que proposait déjà le recteur Kermorvant dans la délibération du conseil de fabrique d'Hoedic du 2 mai 1886<sup>41</sup>, mais de manière plus acceptable par le biais d'un octroi.

*«L'octroi, à mon avis, qui devra fonctionner légalement, sera un titre coloré pour empêcher la spoliation de la fabrique, couvrir les subsides accordés par la fabrique, ou bien pour permettre l'érection en commune en dehors de la question de fond. Aussi, dans une lettre confidentielle à Monsieur Durnerin, je lui ai dit : "Insistez pour l'établissement d'un octroi. Si dans le cours de la discussion on fait mention des 12 000 fr de bénéfice net que ferait la fabrique d'après les rapports mensongers de nos adversaires, veuillez réfuter cette insertion par l'absurde. En effet tout l'argent de mes insulaires vient de la mer. Ces 12 000 fr donc indiqueraient que les matelots d'une paroisse de 250 habitants gagneraient sur mer un capital annuel de près de 300 000 fr ce qui est simplement absurde. Veuillez aussi en profiter, si vous le jugez bon, pour montrer combien nos ennemis sont peu scrupuleux dans leur choix de leurs moyens d'attaque. Mais surtout, faites rejeter cet article comme n'étant pas dans la question. Le magasin d'approvisionnement a en effet été institué par un desservant afin de pourvoir aux frais du culte et pour fonder une école libre gratuite. Un desservant ne pouvant à lui seul former une société coopérative. Cette institution ne regarde en rien la nouvelle commune. Quant à la question de l'école, nous désirons la voir résolue dans le sens de la suppression de l'école publique ; mais quoiqu'il arrive, nous tenons absolument à conserver notre école libre." »<sup>42</sup>*

Puis le recteur conclut cette journée bien remplie avec une pensée charitable pour l'instituteur...

*«Telle est actuellement la situation (14 février 1888). Notre Diwar Hir, cette femmelette qui va pétrir sa pâte dans le four banal au milieu des filles houataises, est absolument convaincu que la section ne sera jamais érigée en commune. Son maître le lui avait dit. Grand bien lui fasse. Mais que Dieu nous soit en aide. »<sup>43</sup>*

### **Le ministère revient sur les coopératives de consommation**

Le 21 février 1888, le ministère de l'Intérieur exprime dans un courrier au préfet sa perplexité quant au financement des futures communes prévu

40. Copie d'un courrier du 14-2-1888, cahier paroissial, APHt.

41. Cf. p. 178.

42. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHt.

43. *Ibid.*

dans le projet. Il ne donne pas crédit aux «*simples allégations*» du maire de Palais sur un statut communal des cantines, mais reprend à son compte la piste des «*coopératives de consommation*» initialement développée par l'avocat de la préfecture, L. Roux-Lavergne, dont la consultation a déjà dû être communiquée au ministère.

*«Monsieur Le Préfet, vous m'avez transmis, en l'appuyant d'un avis favorable, le dossier d'une demande formée par les habitants des îles d'Houat et d'Hoedic en vue d'obtenir l'érection en municipalités distinctes de ces deux îles qui dépendent actuellement de la commune de Palais. (...) Les sections d'Houat et d'Hoedic semblent fondées à réclamer l'autonomie communale.*

*Toutefois ce projet soulève au point de vue financier une question assez délicate. En effet, les deux îles ne possèdent, à proprement parler, aucun revenu direct, puisque le principal des quatre contributions directes ne dépasse pas pour l'une 375 fr, et 397 fr pour l'autre, ce qui met, par conséquent, la valeur du centime à 3,75 et 3,97.*

*Les seules ressources susceptibles d'alimenter leurs budgets respectifs consisteraient, en réalité, dans le produit d'établissements existants dans les deux sections sous le nom de cantine et destinés à approvisionner les habitants de tous les objets de consommation nécessaires à leur subsistance.*

*Établies après la fermeture de tous les débits particuliers, qui n'étaient pas assez prospères pour approvisionner convenablement les îles, ces cantines sont gérées, pour le compte commun, par les desservants et produisent des bénéfices importants qui ont permis notamment de construire des édifices pour tous les services, de faire des avances aux habitants, de distribuer des secours aux indigents, etc. Aujourd'hui encore ces établissements sont en pleine prospérité et leur exploitation donne annuellement des excédents de recettes évalués de 12 000 à 14 000 fr.*

*Appliqués au service des nouvelles communes, ces excédents suffiraient, et au-delà sans doute, pour en assurer le fonctionnement régulier, mais il me paraît bien difficile de les considérer comme une ressource communale. Aussi voit-on qu'il ne figure pas au budget de Palais. La vérité est qu'on se trouve en présence d'une société coopérative de consommation, établie entre les habitants de chaque île et qui pourrait être dissoute à la volonté des participants. Le caractère de l'entreprise semble donc faire obstacle à ce que l'administration intervienne, soit pour disposer de ses revenus, même en faveur des intérêts généraux, soit pour contrôler les résultats de l'exploitation. Cette objection, Monsieur le Préfet, m'a jusqu'à présent empêché de saisir le Conseil d'État de l'affaire.*

*Si on pouvait considérer les magasins d'approvisionnement comme biens propres aux sections et en affecter les recettes au fonctionnement des services publics; si, en d'autres termes, il existait des actes de fondation établissant les titres de chaque section sur les cantines, la difficulté serait élevée; le droit pour l'administration municipale de disposer de leurs revenus et de les gérer serait incontestable; mais en l'état, je le répète, le point*

*d'appui légal d'une telle décision fait absolument défaut. Questionné à cet égard, un de vos prédécesseurs a répondu qu'il ne pouvait donner aucun renseignement précis sur l'origine des cantines, la date de leur création et les actes constitutifs de ces sociétés (lettre du 30 décembre 1881).*

*Les éclaircissements, que comporte sur ce point l'instruction de l'affaire, ont une telle importance que, s'ils ne pouvaient être fournis, le ministère de l'Intérieur, bien qu'il reconnaisse l'opportunité de pourvoir les îles d'Houat et d'Hoedic d'une administration distincte de celle de Palais, se verrait obligé d'ajourner encore la présentation de ce projet.*

*J'insiste donc, Monsieur le Préfet, pour que vous prescriviez de nouvelles recherches. Le maire de Palais dans une lettre qu'il décrivait à la date du 9 novembre 1886 et qui fait partie du dossier, dit bien que tout ce que possèdent les sections : églises, écoles presbytères, magasins et les cantines elles-mêmes, est la propriété exclusive de chacune d'elles, mais il n'appuie ses déclarations d'aucun document. À défaut de titre réel ou d'une décision judiciaire constatant, sinon cette propriété, du moins son origine, ce qu'avance à ce sujet Monsieur le Maire de Palais reste donc à l'état de simples allégations.*

*On pourrait encore atteindre le but recherché en provoquant de tous les habitants une renonciation expresse à leurs droits privatifs sur les revenus des cantines, qu'ils déclareraient abandonner à la commune.*

*J'attendrai votre réponse, Monsieur le Préfet, pour statuer définitivement sur cette affaire. »<sup>44</sup>*

Comment sont prises ces décisions au plus haut niveau de l'État? Il est pour le moins surprenant que dans ce même courrier le ministère rejette la propriété communale des biens fabriciens d'Hoedic et de Houat comme «*simples allégations*» du maire et accepte comme «*vérité*» l'existence de sociétés coopératives de consommation de fait, sans plus de documents pour l'établir. Cette piste est au moins compatible avec l'absence des revenus de la cantine au budget de la municipalité de Palais soulignée par le ministère de l'Intérieur.

L'administration préfectorale s'incline et donne le 27 février 1888 instruction au sous-préfet : soit prouver la propriété communale des cantines, soit obtenir un renoncement des habitants sur leurs revenus. Qu'importe si une «*vérité*» coopérative d'habitants est incompatible avec une propriété communale.

*«Les recherches faites jusqu'ici pour retrouver l'origine et la propriété des cantines sont restées sans résultat. Il y a lieu de les renouveler, et c'est dans le cas seulement où elles demeureraient encore infructueuses que le second moyen proposé par le ministère pourrait être employé. Il suffirait alors de préparer un acte de renonciation en double sur papier timbré et de convoquer les habitants dans l'école ou le local de la mairie pour le signer. »<sup>45</sup>*

44. 21-2-1888, ADM 1M5220.

45. Courrier du 27-2-1888, ADM 1M5220.

### Avis des commissions syndicales

En avril 1888, M<sup>e</sup> Durnerin se rend à Vannes, rencontre les recteurs des deux îles et conclut sur une troisième alternative, relate le recteur Gouron dans ses notes.

*«Le ministre, dit-il, est bien disposé : c'est la seule question financière qui paralyse tout élan. Le préfet Monsieur Bret est pour la spoliation de la fabrique et affirme que le pays refuserait l'établissement d'un octroi. L'avocat de son côté ne sait comment baser son argumentation car enfin ni le curé, ni la fabrique, ni la commune ne peuvent tenir commerce légalement. Donc la situation des deux îles est parfaitement anormale.*

*Il nous propose de mettre le commerce au nom d'une société coopérative ou bien de céder la cantine. Nous refusons. Monseigneur, consulté, est de notre avis.*

*En fin de compte on se décide à prouver, à qui de droit, que la population accepte un octroi, pourvu que l'on ne hausse pas le prix des boissons (conditions exigées par l'administration). »<sup>46</sup>*

Dès leur retour les recteurs rédigent et font signer les pièces demandées sur chacune des îles.

*«Déclaration des Houatais. Nous, soussignés, électeurs demeurant à Houat, section de Palais, Morbihan,*

*- avons l'honneur d'exprimer encore notre désir unanime de voir à bref délai notre section distraite en commune distincte ;*

*- déclarons à cette fin que nous serions parfaitement disposés à accepter l'établissement des taxes d'un octroi sur les boissons en vue de couvrir les dépenses annuelles nécessitées par notre futur budget.*

*- Certifions enfin que les taxes de cet octroi ne porteront aucun préjudice à nos intérêts privés.*

*Fait à Houat le 22 avril 1888. »<sup>47</sup>*

Suivent 55 signatures. L'adjoint spécial vient signer le lendemain, il est accompagné de « Maître Diwar Hir ».

*«L'adjoint spécial, Ferdinand Marie Le Roux, qui se laisse de plus en plus dominer par Maître Diwar Hir ne s'est pas présenté. Mais le lendemain, malgré sa mauvaise humeur apparente, il a légalisé les signatures en présence de son mauvais ange. »*

Les recteurs rassemblent le même jour les commissions syndicales dont l'engagement est nécessaire pour le gouvernement.

*«La commission syndicale créée pour la section de Houat en vue d'une érection en commune distincte, considérant :*

*1—que la seule question financière retarde la réalisation du vœu unanime des Houatais ;*

*2—que les frais annuels seront couverts par les taxes d'un octroi ;*

46. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHt.

47. Copie dans cahier paroissial, APHt.

3 – qu'une école laïque de hameau fondée en 1880 a été tenue jusqu'à ce jour dans une des salles de notre forteresse, local très grand et approuvé par Monsieur le Maire de Palais;

4 – que par suite l'administration permettrait sans difficulté la tenue de cette école communale laïque dans le même local jusqu'à nouvel avis;

5 – que la non-existence d'une mairie doit être, en ce qui concerne Houat, le principal ou le seul obstacle à l'exécution du projet qui lui est soumis;  
a l'honneur de faire cette déclaration :

*Nous membres de la commission syndicale prenons l'engagement de construire à bref délai et aussitôt requis un édifice public dans lequel se tiendraient exclusivement les réunions de notre futur conseil municipal. Comme garantie nous verserions si on le désire la somme de 2000 fr dans la caisse d'assignation.*

*Fait à Houat le 22 avril 1888.* »<sup>48</sup>

Rappelons que l'élection de ces commissions syndicales de cinq membres sur chacune des deux îles a été décidée par arrêté préfectoral le 11 novembre 1885 afin de préparer l'érection des deux îles en communes. En demandant la mise en place d'un octroi pour faire vivre les communes, elles s'avèrent défendre le parti du recteur contre la main mise, par les communes, des cantines.

Monsieur Durnerin informe les recteurs que le ministère soumet au nouveau préfet, Monsieur Demangeat, les déclarations et engagements des insulaires et commissions syndicales concernant l'octroi. Il faut attendre qu'il ait fait connaître son avis.

Ce même mois, le 29 avril 1888, disparaît un acteur majeur du conflit entre les deux îles et Le Palais : Adrien Bonnelle. Cette mort prématurée, il n'a que 52 ans, fait suite à un accident sur le vapeur *Alréen* allant de Belle-Île à Lorient. Assis sur le plat-bord arrière, malgré un temps de tempête, Bonnelle tombe à la mer et n'est récupéré que de justesse par un canot qui passe à proximité. Il décède un mois plus tard des suites de cette chute. Une délibération du conseil municipal de Palais évoque sa mémoire.

*«Le dévouement sans borne avec lequel il s'acquittait de ses multiples fonctions et le désintéressement à coup sûr excessif dont il a dû toujours faire preuve dans toutes les circonstances.»*<sup>49</sup>

Le recteur Gouron a un jugement plus expéditif dans ses notes personnelles. Pour lui *«Bonnelle s'est suicidé»*, acte condamnable pour la religion catholique.

*«Le sectaire Bonnelle n'est plus, il a fait sa descente en enfer. Depuis longtemps la question financière de son étude était profondément mystérieuse. (...) Cette faillite, dit-on, emporte 410 000 fr de la bourse belle-iloise et engloutit au total près d'un million. Ainsi disparaît cet habile persécuteur de l'Église.»*<sup>50</sup>

48. Copie dans cahier paroissial, APHT.

49. Délibérations du conseil municipal, AMP.

50. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHT.

Totalement investi dans son combat laïque, Adrien Bonnelle laisse en effet sa veuve et ses cinq enfants dans une situation d'impécuniosité telle que le conseil municipal de Palais sollicite le préfet pour obtenir une aide, « *un bureau de tabac qui lui permette de continuer à élever honorablement sa famille et suivre l'instruction de ses enfants.* »<sup>51</sup>

Aux élections municipales qui ont lieu peu de temps après, le 24 mai 1888, Pierre Poupert est de nouveau élu maire avec comme nouveaux adjoints M.M. Hardouin et Gulcher. Les adjoints spéciaux nommés pour les sections insulaires sont Ferdinand Marie Le Roux pour Houat et Pierre Le Gurun pour Hoedic.

*« Monsieur Le Gurun Pierre nouvellement élu adjoint spécial de la section d'Hoedic adresse ses remerciements au conseil municipal pour la marque de confiance qu'il a bien voulu lui témoigner en l'appelant aux fonctions d'adjoint spécial et donne l'assurance qu'il tiendra toujours haut et ferme le drapeau de la République dans la section d'Hoedic. »*<sup>52</sup>

Pas un mot pour l'ancien adjoint spécial Jean-Louis Blanchet. Aucune des attentions et glorifications républicaines qui ont accompagné le décès de Ferdinand le Roux à Houat. Il signe son dernier acte en tant qu'officier d'état civil le 26 mai 1888, pour la naissance d'Albertine Le Bourhis. Départ souhaité ou a-t-il été écarté par l'équipe municipale de Palais ? Retour vers la religion, vers le parti du recteur, comment le suggère le courrier du guetteur de septembre 1887 ? Il s'avère être le président de la commission syndicale d'Hoedic, qui va donner des avis en accord avec le recteur. Le registre d'état civil nous apprend qu'il vivra encore de longues années, son décès survenant le 23 mars 1912, à l'âge de 86 ans.

Ferdinand Marie Le Roux, l'adjoint spécial de Houat, remercie aussi le conseil municipal de Palais pour le renouvellement de sa nomination.

*« J'ai l'honneur de vous accuser réception de ma nomination comme adjoint spécial de la section de Houat. En acceptant ces fonctions, je vous prie de vouloir bien transmettre mes remerciements au conseil municipal tout entier pour cette marque de confiance. Je compte sur votre concours pour l'accomplissement de mes missions qui ne cessent d'avoir des difficultés. Soyez assurés de mon entier dévouement à nos institutions républicaines. L'adjoint spécial Le Roux Ferdinand Marie. »*<sup>53</sup>

Dans un courrier du même jour sur un autre sujet, Ferdinand insiste de manière un peu naïve sur sa profession de foi.

*« Oui, je suis le chef et je veux prouver à tous, par tous les moyens honnêtes et légaux que le règne de Monsieur le Curé est fini, qu'il n'a à s'occuper que de sa mission de prêtre et pas davantage. Pour atteindre ce but, Monsieur le Maire, il va sans dire que j'aurais besoin de vos lumières et de vos conseils ;*

51. Procès-verbal du 2-5-1888, délibérations du conseil municipal, AMP.

52. Délibérations du conseil municipal, AMP.

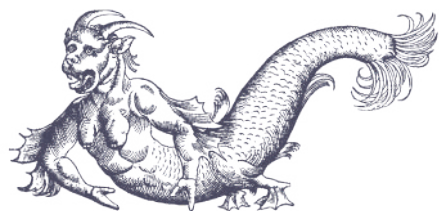
53. Courrier du 29-5-1888, AMP.

*ce ne sera pas dans un jour, mais, avec le temps, on vient à bout de faire bien des choses. »*<sup>54</sup>

Nous verrons que F. M. Le Roux sera le futur premier maire de Houat, et s'arrangera finalement bien avec le recteur devenu secrétaire de mairie.

---

54. Courrier du 29-5-1888, AMP.



## – VIII –

### ÉRECTION EN COMMUNES

[1888-1891]

#### Renonciations aux cantines

Début juin 1888, les demandes des commissions syndicales d'Hoedic et de Houat parviennent au préfet qui les communique à l'avocat au Conseil d'État M<sup>e</sup> Durnerin. Celui-ci répond au préfet :

*« Les nouvelles propositions et déclarations seront, je n'en doute pas, de nature à faciliter l'instruction de cette délicate affaire. »<sup>1</sup>*

Mais ce n'est pas l'avis du sous-préfet, qui ne semble pas avoir pour seul objectif de trouver un moyen de financement des futures communes. Dans un courrier au préfet, il voit dans cette proposition d'octroi une manipulation des recteurs afin de garder les cantines et leurs « profits considérables ».

*« Lorient, le 4 août 1888. Le 11 juin dernier, vous m'avez adressé deux déclarations des commissions syndicales créées dans les îles d'Houat et d'Hoedic, demandant l'établissement d'un octroi dont le produit servirait à assurer le fonctionnement des communes projetées et remplacerait le revenu des cantines.*

*Pour me conformer aux instructions contenues dans la lettre qui accompagnait ces déclarations, j'ai prié Monsieur le Maire de Palais d'inviter lesdites commissions à faire noter un tarif et à l'insérer dans les colonnes 6, 7 & 8 des résumés que je lui transmettais en même temps. (...)*

*Il est certain pour moi que les deux curés ont abusé de l'ignorance des Houatais et des Hoedicaïs en leur faisant demander la création d'un octroi afin de pouvoir conserver la cantine et ses profits considérables.*

*J'estime donc, Monsieur le Préfet, qu'il y a lieu de ne pas poursuivre le projet d'établissement de ces octrois et puisque l'on n'est pas parvenu jusqu'ici à retrouver l'origine et la propriété des cantines, de recourir aux moyens indiqués par Monsieur le Ministre de l'Intérieur dans sa dépêche du 21 février dernier, c'est-à-dire provoquer des habitants des deux îles une renonciation expresse à leurs droits privatifs sur les revenus des dites cantines, des magasins d'épicerie et de mercerie qu'ils déclareront abandonner à la commune. Cette solution est à mon avis bien préférable, les revenus des cantines étant suffisants pour équilibrer le budget des futures communes sans qu'il soit nécessaire de faire supporter à leurs habitants les lourdes charges d'un octroi.*

1. Courrier du 5-6-1888, ADM 1M5220.

*J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître si vous adoptez ma manière de voir et si vous approuvez le modèle de renonciation ci-joint que je compte adresser aux adjoints spéciaux de Houat et d'Hoedic.»<sup>2</sup>*

Début juillet, avant même ce courrier du sous-préfet, le recteur Gouron témoigne dans ses notes, d'une tentative de retournement des Houatais sur ce qu'ils ont signé pour l'établissement d'un octroi.

*«Le dimanche matin 1<sup>er</sup> juillet, nous lisons sur une affiche manuscrite que les électeurs sont convoqués à la mairie dans la soirée. (...)»*

*Après vêpres, un certain nombre de Houatais vont par bande vers la forteresse où bientôt la séance est ouverte. Debout devant Sa Majesté Diwar Hir, j'attends. Cependant la salle est pleine. Et soudain la pâle figure du pédagogue s'allonge en se crispant. C'est qu'il donne à tue-tête lecture de la pièce puis il invite les Houatais à faire leurs observations, car, semble-t-il dire, la pièce telle qu'elle est n'est pas supportable.*

*Je demande le silence et j'expose pour la première fois les raisons qui ont décidé la commission à faire ces déclarations et j'en démontre la bonté. Alors, commence entre Diwar Hir et moi une discussion qui a duré environ une demi-heure, en présence d'auditeurs très silencieux.*

*Il est fâché et de sa main il martèle vivement le premier considérant ainsi conçu : "La seule question financière retarde la réalisation du vœu unanime des Houatais" et répète cinq ou six fois sans respirer que c'est là l'unique, la grande question. "Je prends vos intérêts, ajoute-t-il, et je vous le dis, c'est votre intérêt. Il faut que la cantine soit la propriété de la nouvelle commune".*

*Je réponds que le bénéfice net provenant de la boutique ne serait pas assez fort pour équilibrer les dépenses obligatoires de la fabrique (église, religieuse, école, moulin, etc.), que le recteur et les religieuses n'iront jamais demander l'aumône dans l'île, qu'ils partiront plutôt; que la séparation des deux magasins entraînerait infailliblement des chicanes à propos de l'usage et de la réparation du bateau, et enfin que 1300 à 1400 fr versés annuellement quitte et net à la commune par le moyen de l'octroi est bien la solution la plus avantageuse ou du moins la plus désirable pour la paix.*

*Du coup Diwar Hir se lève. Son petit front devient méconnaissable. Et de tous ses poumons, il crie que le recteur trompe les habitants. Qu'il multiplie les mensonges, que la commission outrepassse ses droits, que tout le monde désire voir l'école se tenir au bourg, que le gouvernement bâtit gratuitement des palais scolaires, que la commission n'a pas le droit de s'en occuper...*

*Je réplique que si la commission a parlé d'une école, c'est que le ministère lui-même en a soulevé la question, car il paraissait ne pas savoir qu'il y avait une école publique houataise. À ces mots, les deux longs bras du Diwar Hir se joignent en parenthèse : "comment, fait-il, le ministère ne sait pas que je suis à Houat?" "Distinguons, lui ai-je dit, le ministère de l'Instruction publique peut-être, mais le contentieux du ministère de l'Intérieur non". Ce mot contentieux a désarçonné mon adversaire, il ne le comprenait pas et a plié son front pensif. Enfin, je me résume en m'adressant aux Houatais et je conclus en répétant : "les conséquences des observations qu'on vous demande pourront être très*

2. Courrier du 4-8-1888, ADM 1M5220.

graves, réfléchissez et rappelez-vous que vous les subirez vous-même et pour toujours.” Sur ce, j’ai ajouté que je n’avais aucune observation à présenter, que j’acceptais la pièce telle que je l’avais écrite puis je suis sorti.

Ferdinand, l’adjoint spécial, assis lui-même à la droite de l’instituteur n’a pas desserré les dents pendant toute la séance ni même levé la tête. Triste homme : il est, malgré ses vantardises antérieures, pieds et poings liés sous la férule de l’instituteur.

Après ma sortie, deux femmes sont entrées pour défendre la cause du grand-long, Madame Diwar Hir et Thérèse Le Palmec, femme Deschamps. Ce sont deux petites tigresses. Aussitôt tous les hommes se sont mis à discuter, la note du diapason a monté de plus en plus et finalement tout le monde est sorti sans s’être entendu. (...)

Tous les hommes sans exception sont de mon avis, ils ont compris combien la question soulevée est grosse d’orage.»<sup>3</sup>

La proposition de renonciation au droit sur la cantine du sous-préfet est reprise fin août par la municipalité de Palais. «Diwar Hir» est en première ligne à Houat, l’adjoint spécial présent semble plus discret depuis quelque temps. Le recteur Gouron défend de nouveau avec vigueur les biens de la fabrique et pousse les insulaires à insister sur la mise en place d’un octroi.

«Une tempête le 26 août 1888. Depuis plusieurs jours, notre Diwar Hir a reçu deux pièces très importantes, car de joie il s’est frotté les mains en public. De quoi s’agit-il ? C’est un secret me dit Ferdinand ; venez dimanche à la mairie et vous en prendrez lecture. J’y vais. Les électeurs sont réunis.

Il s’agit d’un vote ultra-dernier, et ce vote provoqué par le maire de Palais sur une dépêche du ministre de l’Intérieur a pour but d’adjuger à la nouvelle commune tous les biens et tous les commerces de la fabrique avec charges de verser une somme annuelle à cette fabrique spoliée. À cette condition seule, l’île sera dotée d’un port et sera érigée en commune. Telle est la question. La discussion s’engage.

Je commence par déclarer très simplement l’incompétence de ce tribunal improvisé, puisque dans l’espèce le conseil de fabrique seul avec l’autorisation de l’évêque a droit de se prononcer.

Une tempête effroyable se déclare. Tous les docteurs sont là, savoir l’instituteur, Ferdinand Le Roux, Henri Le Gurun, Marin Deschamps, Charles Le Berre. Aucun d’eux ne saisit bien la question, mais ils interrompent sans relâche et pendant 1 h 30 je m’efforce de creuser mon sillon au milieu de ce chaos. Ils disent : “il faut un port, vous avez refusé la cantine à la nouvelle commune. Elle aura tout”.

Je réplique : “je ne me suis dédié que par ordre de Monseigneur et il est le maître. Le recteur est assez riche”. Puis ils bafouent les membres du conseil de fabrique. Le Diwar Hir de temps à autre s’écrie : “la fabrique est trop riche. En 1850, elle faisait 7 000 fr de bénéfices nets (pur mensonge). Il ne s’agit que d’une société coopérative et non d’une fabrique. C’est le peuple qui donne l’argent et non les conseillers de fabrique, donc tout appartient au peuple !” Obligé de réfuter toutes les allégations au nom de la majorité saine des électeurs, je ne puis traiter la question qu’à la fin.

3. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHt.

*Alors je leur répète : "Puisque le ministère refuse la création d'un octroi, vous n'avez qu'une chose à faire, insistez. D'après moi, toute autre solution de la question financière serait grosse d'orage : 1) la fabrique ne se laissera pas déposséder sans intenten un procès; 2) La commune pourrait un jour ne pas être autorisée à indemniser la fabrique et par suite tout l'édifice religieux croulerait."*

*Bref la victoire me reste, et personne ne signe à la suite des huit ou neuf enragés qui sont venus en toute hâte apposer leur signature à ces demandes de spoliation. La salle se vide.* »<sup>4</sup>

Deux jours après cette réunion, le 28 août 1888, nouveau départ d'un acteur clef de la transition républicaine des deux îles : l'instituteur R. Huard quitte Houat. Arrivé en septembre 1881, il aura été en poste sept ans, autant instituteur pour les enfants que soutien et secrétaire de l'adjoint spécial.

Le recteur Gouron salue à sa façon le départ de son cher Diwar Hir.

*«28 août, une grande nouvelle circule. Diwar Hir est déplacé : il doit partir sans retard pour sa nouvelle résidence qui est Caden, près de Malansac. Jamais on n'a vu une plus piteuse figure que la sienne. Avant de s'embarquer, il a conduit sa femme et son fils sur la tombe de son premier adjoint spécial : tous trois se sont agenouillés puis, sans saluer le maître du tabernacle, ils sont partis. La main de Dieu a bien voulu enfin balayer de la scène cet intrigant menteur, ce sinistre semeur de discordes, et cela au moment où il croyait voir la réalisation de ses plans. Il laisse, hélas, bien des têtes farcies de ses calomnies et de ses mensonges.* »<sup>5</sup>

En novembre 1888, c'est au tour d'Hoedic de vivre une tentative de dépossession de la cantine, «extorquée au moyen de pots-de-vin», explique le recteur Gouron dans un courrier à M<sup>e</sup> Durnerin.

*«26 novembre 1888. Je vous écris pour vous tenir au courant des agissements de la préfecture vis-à-vis de nos îles, et non pour vous presser en quoi que ce soit, puisque mon avis est toujours : faire traîner en longueur à cause des tendances du ministère actuel. En cette question d'opportunité, vous êtes meilleur juge que moi, et je vous cède tous mes droits, pourvu toutefois que vous me renseigniez.*

*Voici ce qui vient de se passer lundi dernier à Hoedic. La préfecture a chargé Monsieur Le Gallonec, maire de Saint-Pierre-Quiberon et républicain anticlérical, de faire signer à Hoedic par les électeurs la cession du commerce en faveur de la nouvelle commune. 38 ont signé, alléchés par les pots-de-vin qu'on a distribués. Tout a été fait à l'insu du recteur et cependant il a fallu des pots-de-vin pour attirer près de la moitié des électeurs. Le reste a refusé, et quelques-uns de ceux qui ont signé disent qu'ils regrettent, qu'ils sont allés parce que d'autres allaient...*

*Vraiment nos électeurs insulaires de Houat et d'Hoedic sont tellement pourchassés qu'ils arrivent à voter ce qu'ils ne veulent pas! Mais cette manière d'agir est-elle légale? Chaque île est dotée d'une commission syndicale ad*

4. Ibid..

5. Ibid.

*hoc; pourquoi ne pas recourir à cette commission? Pourquoi déranger ainsi les électeurs en masse?*

*D'ailleurs, en ce qui concerne le commerce, le conseil de fabrique seul est compétent. Donc tous ces agissements doivent être nuls de droit. Je ne puis vous dire combien le peuple est ennuyé de tous ces tiraillements.*

*À Houat la petite minorité qui a signé une pièce semblable le 26 août répète qu'ils sont au regret, qu'ils croyaient par leur signature obtenir la création d'un port. C'était en effet la question du port de mer qui fait l'unique ressort dont se servirent les délégués de Palais.*

*À force de remuer le peuple, on arrive à l'aveugler, car quant à la désunion qu'on cherche à établir, elle ne sera que factice; et, si nos églises se fermaient, les îles seraient désertées par leurs propres habitants. Cependant une spoliation complète entraînerait ces conséquences.*

*On me dit qu'une fabrique ne peut faire aucun commerce. À Lorient, cependant la fabrique possède jusqu'à ce jour les grandes halles et cette possession n'était pas illégale. Dans le midi, plusieurs fabriques possèdent des vignes et lancent des prospectus. Pourquoi sur nos rochers isolés, tel commerce indispensable serait-il prohibé?*

*Vraiment les fabriques de Houat et d'Hoedic devront maintenir leur titre de propriété : c'est une question de vie ou de mort. Nous avons accepté l'imposition d'un lourd octroi et on le désire encore comme le meilleur modus vivendi. Pour la paix générale. Si l'octroi était refusé au ministère, veuillez m'en prévenir; ou bien veuillez me communiquer la solution la meilleure. Quant aux dépenses futures communales, il est certain qu'elles n'excéderont pas la somme annuelle de 800 fr, or l'octroi rapporterait net plus de 1400 fr.»<sup>6</sup>*

La renonciation signée à Hoedic par les insulaires — le recteur Gouron parle de cession dans son courrier à Durnerin, ce qui n'est guère différent — est ainsi rédigée :

*«Les soussignés, habitants de l'île d'Hoedic déclarent renoncer expressément à leurs droits sur les revenus de la cantine et des magasins d'épicerie, et les abandonnent à la commune. Hoedic le 21 novembre 1888.»*

S'ensuivent 40 signatures, pour certaines une croix suivie de la mention telle que *«Denis Le Bourhis a fait sa croix»*, suivies de ce texte :

*«Nous, soussigné adjoint spécial d'Hoedic, certifions que les signatures et les croix apposées sur la présente pétition ont été faites en notre présence, l'adjoint spécial P. Le Gurun.»<sup>7</sup>*

Le recteur Gouron reçoit cette réponse de M<sup>e</sup> Durnerin.

*«Paris, le 4 décembre 1888. Monsieur le Recteur, dès la réception de votre lettre, j'ai fait une nouvelle démarche au ministère de l'Intérieur. On n'a pas entendu parler de l'affaire depuis plusieurs mois. Le dossier est toujours entre les mains du préfet du Morbihan. Il est probable que ce fonctionnaire ne tarde pas à donner son avis et à renvoyer le dossier au ministère. Nous verrons alors quelles sont ses propositions et quelle ligne de conduite nous devons*

6. Copie d'un courrier du 26-11-1888, cahier paroissial, APHt.

7. ADM M5220.

*suivre. Je vous recommande de continuer à me mettre au courant des agissements de la préfecture et d'agir de votre côté avec prudence.* »<sup>8</sup>

Quelques jours plus tard, nouveau départ à Houat, celui du recteur Gouron. Il l'annonce lui-même, de manière laconique, presque anecdotique... mais non sans poésie.

*«14 décembre 1888. Je viens de faire placer de nouvelles échelles dans la tour, afin que sœur Anne puisse monter et voir le salut venir. Quant à moi, je descends et je pars. M. Gouron.»*<sup>9</sup>

Le recteur Maurice Gouron arrivé en octobre 1883 quitte donc l'île de Houat en décembre 1888 pour prendre en charge la paroisse d'Arzon. Quel parcours sur l'île ! *«J'ai promis ouvertement de faire de mon mieux pour préparer l'érection de Houat en commune»*. *«Je suis certain que je vais lutter contre vents et marées»*, écrit-il en 1884. Fin 1888, on peut constater qu'il a en effet défendu bec et ongles les biens de la fabrique contre les républicains.

Il est remplacé par Désiré le Bellego le 15 décembre 1888 qui sera recteur de Houat jusqu'en 1896. Nous n'avons aucun écrit de ce recteur permettant d'alimenter ce récit.

## Le Conseil d'État

Le 29 novembre 1888, suite aux opérations d'août à Houat et de novembre à Hoedic, le sous-préfet informe le préfet du succès de l'opération de prise de contrôle des cantines, invalidant par là même la demande d'un octroi.

*«Monsieur le préfet, j'ai l'honneur de vous adresser les renonciations des habitants des îles d'Houat et d'Hoedic à leurs droits privatifs sur les cantines et les magasins d'épicerie. Les signatures ont été apposées avec enthousiasme par les insulaires, en présence des adjoints et des syndics.*

*Je joins à ses actes :*

*1—les déclarations des commissions syndicales demandant la création d'octrois, déclarations qui n'ont plus actuellement d'objet;*

*2—une copie du règlement d'Hoedic et une consultation d'avocat.»*<sup>10</sup>

La copie du *Règlement d'Hoedic depuis 1822* est la version remaniée et publiée par La Grenée *alias* François Escart<sup>11</sup>, utilisée par les juristes républicains. Ce règlement est la seule source ancienne donnant des éléments sur le fonctionnement de la cantine à son origine, et ne concerne qu'Hoedic. Pour Houat, nous l'avons vu, il n'y a jamais eu de règlement écrit.

Quant à la *«consultation d'avocat»* jointe à la lettre du sous-préfet, c'est le document non daté, non signé, que nous avons déjà présenté, en l'attribuant à l'avocat républicain de la préfecture Laurent Roux-Lavergne. Écrit sans doute en 1883, il prône l'assimilation des cantines à des coopératives de production<sup>12</sup>.

8. Copie d'un courrier du 4-12-1888, cahier paroissial, APHt.

9. Notes de Gouron, cahier paroissial, APHt.

10. ADM M5220.

11. Voir, sur *Le Règlement d'Hoedic depuis 1822*, l'étude publiée dans *La Revue des deux îles* n° 16, Buttin 2019.

12. Cf. p. 155.

Selon les partis, nous sommes donc fin 1888 avec ces cantines très convoitées appartenant pour les recteurs aux recteurs, pour la mairie de Palais à la commune, pour la préfecture et le ministère aux habitants, à travers d'hypothétiques sociétés coopératives de consommation, de fait sinon déclarées. Les commissions syndicales représentant les habitants demandent pour leur part l'établissement d'un octroi pour le financement des futures communes. Que va-t-il en sortir ?

L'approche « *coopérative de production* » défendue par le ministère semble en passe d'être retenue. Le 3 décembre, suite au courrier du sous-préfet, le préfet informe le ministre que les renonciations ont été signées « *avec enthousiasme par les insulaires* »<sup>13</sup>. Mais en ignorant les commissions syndicales.

Le conseil municipal de Palais note une délibération de fin d'année : « *Rien ne s'oppose plus à ce que l'affaire reçoive une solution. Le conseil s'en réjouit et souhaite une solution rapide.* »<sup>14</sup>

Les cléricaux sont inquiets... L'adjoint spécial d'Hoedic s'enthousiasme.

*« Monsieur le Conseiller général. Au nom du parti républicain d'Hoedic, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien nous dire si nous avons lieu d'espérer notre érection prochaine en commune.*

*Les cléricaux du village lâchent des cris qui nous font espérer beaucoup dans les démarches que vous avez bien voulu faire.*

*Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller général l'expression de nos sentiments dévoués, ainsi que ceux de tout le parti républicain du village.*

*L'adjoint spécial P. Le Gurun. »*<sup>15</sup>

En marge de ces péripéties, une illustration des services rendus par la fabrique et ses vicissitudes. Début février 1889, ce même Pierre Le Gurun, adjoint spécial et héraut du parti républicain sur l'île, est amené à emprunter 300 fr au recteur. Selon l'accord, il doit rembourser le 11 février 1891. Mais le 10 juillet 1892 quand part le recteur Kermorvant, 80 fr restent dus. Ont-ils été payés au recteur Le Vue son successeur ? Aucun remboursement ultérieur n'est mentionné sur cet acte.

*« Je soussigné, Le Gurun Pierre, adjoint spécial de Hoedic, reconnaît par le présent que Monsieur Kermorvant, recteur du dit lieu, administrateur et gérant du commerce de la fabrique d'Hoedic, m'a ce jour prêté la somme de trois cents francs, laquelle somme je promets et m'engage lui remettre et rembourser le onze février mille huit cent quatre-vingt-onze, dernier terme.*

*Dans le cas où je serais en retard ou dans l'impossibilité de rendre ladite somme en espèces, je promets et m'engage à lui céder comme garantie du paiement la part qui m'appartient dans la chaloupe nommée Sainte-Anne, ayant pour patron Pierre Le Bourhis,*

*Le 11 février 1889 signé Pierre Le Gurun*

*Rendu par Pierre Le Gurun le 4 janvier 1890 la somme de 100 fr.*

*Rendu par Pierre Le Gurun le 21 octobre 1890 la somme de 50 fr.*

13. Courrier du préfet au ministre de l'Intérieur, 3-12-188, ADM M5220.

14. Délibérations du conseil municipal, 3-12-1888, AMP.

15. Courrier du 17-1-1889, ADM 1M5220.

*Rendu par la veuve Pierre Le Gurun la somme de 30 fr, le 17 janvier 1892.*

*Rendu par la veuve Pierre Le Gurun la somme de 40 fr, le 10 juillet 1892.»*

Le 14 février 1889, le ministère de la Justice dans un courrier au ministère de l'Intérieur valide l'érection en communes des deux îles «*Les justiciables ont intérêt à la réalisation du projet*». <sup>16</sup> La victoire des républicains semble acquise.

Fort de ce solide dossier, le ministère de l'Intérieur le fait parvenir au Conseil d'État le 3 mars 1889.

*«Projet de loi tendant à distraire les îles d'Houat et d'Hoedic de la commune de Palais et du canton de Belle-Île pour les ériger en municipalités distinctes et les rattacher au canton de Quiberon.»* <sup>17</sup>

Passons sur l'exposé général des motifs et arguments, déjà largement commentés et sur lequel nous reviendrons dans le document final du Conseil d'État. Ce qui est mis en exergue, soumis à la sagacité du Conseil d'État, relève toujours de la même question «*l'érection des deux sections en municipalités distinctes soulevant au point de vue financier une question assez délicate*».

Peut-on considérer les cantines comme bien propres des sections «*auxquelles elles sembleraient devoir appartenir de préférence*» et en affecter le revenu au fonctionnement des services publics? Les renonciations signées par un certain nombre d'habitants pourraient-elles suppléer au défaut de titres de propriété? Le ministère ne cache pas son parti pris dans cette demande.

Quelques jours seulement après réception du dossier par le Conseil d'État, les deux îles réagissent opportunément par une déclaration des deux commissions syndicales invalidant le projet communiqué par le ministère au Conseil d'État.

*«Nous, soussignés membres de la commission syndicale de la section d'Hoedic, convoqués en séance par le président le 28 mars 1889, dans le but de discuter les intérêts de la commune projetée, après en avoir délibéré, considérant :*

*1—qu'en principe, la section de commune érigée en commune séparée emporte seulement la propriété des biens qui lui appartenaient exclusivement, sans porter atteinte à la propriété d'autrui.*

*2—que nous ne pouvons, sans excéder les limites de nos droits, disposer des revenus de la cantine et du magasin d'épicerie et mercerie, attendu que la fabrique d'Hoedic en est seule propriétaire ;*

*Que, par suite, malgré le grand désir que nous avons de voir aboutir notre demande d'érection d'Hoedic en commune distincte, il ne va pas jusqu'à vouloir dépouiller la fabrique d'établissements qui sont sa propriété, pour les attribuer à la commune.*

*Avons l'honneur de déclarer, devant qui de droit, faire opposition à la déclaration inconsciente et abusive des signataires de la pièce faite à la date du 21 novembre 1888 [la renonciation]; vouloir formellement respecter les droits de propriété de la fabrique sur ses divers biens et refuser toute condition à elle préjudiciable autre que la taxe sur les boissons.*

16. ADM 1M5220.

17. Archives du Conseil d'État, 75584.

Hoedic le 17 Janvier 1889

Monsieur le Conseil Général,

Au nom du parti  
républicain d'Hoedic,  
j'ai l'honneur de vous  
prier de vouloir bien nous  
dire si nous avons lieu d'espérer  
notre érection prochaine en  
commune.

Les cléricaux du village  
lâchent des cris qui nous  
font espérer beaucoup dans  
les démarches que vous avez  
bien voulu faire nous.

Veuillez agréer,

Monsieur le Conseil Général,  
l'expression de nos sentiments  
dévoués ainsi que ceux de  
tout le parti républicain du village.

L'adjoint spécial,  
P. Le Gurun



L'adjoint spécial d'Hoedic, Pierre Le Gurun, s'enthousiasme : « Les cléricaux du village lâchent des cris qui nous font espérer beaucoup dans les démarches que vous avez bien voulu faire ». (AMP)

*Fait à Hoedic le 29 mars 1889 et signé par nous commissaires syndicaux.*

*Signé : Blanchet président, Blanchet, Le Fur, Blanchet, Bourhis [suivis de 25 noms, dont celui du recteur Kermorvant].»<sup>18</sup>*

Même si nous n'en avons pas la correspondance, il est probable que le nouvel ange gardien des deux îles M<sup>e</sup> Durnerin soit à l'origine de cette réaction des insulaires. Elle constitue, en quelque sorte, une suite au courrier de Gouron à l'avocat du 26 novembre 1888.

Nous n'avons pas le document signé à Houat en date du 27 mars, mais il est indiqué comme étant en pièce jointe dans le mémoire Durnerin que nous allons découvrir.

### **Plaidoyer de Durnerin**

Les événements alors s'accélérent. Un nouveau mémoire pour l'érection des deux îles en communes est rédigé, cette fois pour les commissions syndicales, par l'avocat au Conseil d'État, M<sup>e</sup> A. P. Durnerin et remis à l'assemblée générale le 15 avril 1889.

Il intègre les dernières déclarations des commissions syndicales d'Hoedic et de Houat (datées des 29 et 27 mars 1889), valide la ligne de défense des recteurs bâtie sur les argumentations structurées du recteur Raude. Les cantines deviennent des « *propriétés incontestables* » des fabriques et un octroi doit être mis en place pour financer les communes qui n'auront au demeurant que de faibles besoins.

Les positions soutenues apportent un éclairage radicalement différent de celui présenté par le ministère et la préfecture morbihannaise. Tous leurs arguments sont écartés.

*« Conseil d'État, section de l'Intérieur*

***Mémoire pour les îles d'Houat et d'Hoedic, (Morbihan) à l'appui de leur demande d'érection en communes distinctes.***

#### ***Historique et faits***

*I—Les îles d'Houat et d'Hoedic situées en face de Quiberon font partie de la suite de rochers qui prolongent sous les flots la presqu'île de Quiberon jusqu'au banc de Guérande entre "la mer sauvage" près de Belle-Île-en-Mer et les embouchures des rivières d'Auray, de Vannes et de la Vilaine. Ces deux îles forment aujourd'hui deux sections, dépendant de la commune de Palais en Belle-Île-en-Mer (Morbihan).*

*L'île d'Houat mesurant 5 km de long sur 1 km de large est séparée de Palais par 16 km de mer. Sa population de 250 à 260 habitants est agglomérée dans un seul village. On y trouve une église, un presbytère, une école privée pour les filles et un cimetière. À 500 m du groupe des habitations s'élève un grand fort abandonné dont les nombreuses salles sont occupées par l'instituteur public, l'école communale mixte de hameau et par la mairie.*

*L'île d'Hoedic, située à 20 km de Palais et 5 km de Houat, est d'une longueur de 3,5 km et d'une largeur de 1,5 km. Sa superficie cadastrale est de 203 ha;*

18. ADM 1M5220.

107 sont communs comprenant pâtures, landes ou vagues, et un grand étang d'eau douce dont les roseaux et le jonc servent aux familles de combustible pour le four et de couverture pour les maisons. Sa population est de 360 habitants, dont 80 sont électeurs. Comme Houat, Hoedic est dotée d'une église, d'un cimetière, d'une école libre de filles et d'un presbytère; l'école communale s'est tenue jusqu'ici dans un des appartements du fort.

En raison même de leur situation et de leur éloignement de Belle-Île, les îles de Houat et Hoedic n'ont jamais été attachées à Palais que par un lien purement fictif; elles ont toujours joui d'une existence propre et distincte. Pendant longtemps, en vertu d'anciennes coutumes codifiées en 1822, sous le titre de Règlement et ayant force de loi, la paroisse d'Hoedic ainsi que l'île de Houat ont été administrées par leur recteur. C'était lui qui remplissait les fonctions de Maire et dirigeait les affaires locales, portant officiellement les titres de tuteur de l'île, curé de la paroisse, syndic des gens de mer, agent de l'octroi, directeur de la poste aux lettres et capitaine du port. Un conseil de douze notables lui était adjoint pour veiller d'après la charte locale à ce que le règlement fut exécuté, pour décider toutes les questions d'utilité publique et rechercher les moyens d'y remédier conjointement avec le recteur. Celui-ci percevait en outre les impôts destinés à subvenir aux dépenses municipales; il avait même des attributions judiciaires en ce qu'il pouvait infliger des amendes aux étrangers qui chassaient dans l'île sans autorisation. Enfin, les recteurs ont fondé des écoles qui distribuaient gratuitement l'instruction à tous les enfants depuis l'âge de sept ans jusqu'à la confirmation.

En 1877, ce règlement a été consacré à nouveau par une délibération du conseil des anciens, qui déclara "le règlement vénérable, utile et nécessaire et ayant force de loi pour tous les habitants de l'île."

Il—À la fin du siècle dernier, la misère la plus grande régnait dans les îles. L'unique industrie consistait à faire le petit cabotage c'est-à-dire à acheter la sardine aux pêcheurs pour aller la revendre à La Rochelle. Pour ce commerce les habitants étaient depuis longtemps dans l'obligation d'emprunter de l'argent au continent à un taux très onéreux; on leur prêtait à 5 % par mois pendant la durée de la pêche. Aussi, quand cette pêche n'était pas lucrative, c'est à peine s'ils pouvaient s'acquitter envers leurs créanciers.

Voulant les affranchir d'un aussi dur asservissement et en même temps pour subvenir aux besoins du culte dénué de toute ressource dans un pays aussi misérable, un recteur, M. Simon établit de ses deniers une cantine à Houat. Cet établissement débitait du vin et de l'eau-de-vie aux habitants, ainsi qu'aux autres pêcheurs qui fréquentaient les îles. Elle était tenue par une cantinière qui devait être, porte le règlement, "la plus intègre personne de l'île." Grâce à la gestion sage et économe du recteur, la cantine prospéra et les bénéfices, dont elle fut la source, servirent à prêter sans intérêt aux insulaires l'argent dont ils pouvaient avoir besoin pour leur commerce (voir la lettre de l'abbé Kersaho en date du 22 juillet 1885.) En 1831, M. Simon fut remplacé par M. Kersaho, qui acquit la cantine en qualité de recteur de la paroisse et en conserva la haute administration. Soucieux de donner aux insulaires une instruction qui leur était nécessaire, l'abbé Kersaho fonda une école et l'installa dans une maison construite à l'aide des ressources procurées par la cantine et sur un terrain dont la fabrique était propriétaire. La première maîtresse fut

*une jeune fille de l'île envoyée à Auray pour y achever son éducation. À cette école, le recteur d'Houat ajouta une boutique destinée à fournir aux habitants de l'île les quelques objets dont ils pouvaient avoir besoin ; c'est à l'aide des revenus de ce nouvel établissement, ainsi que de la cantine, que l'île d'Houat fut dotée des différents édifices que l'on trouve aujourd'hui. Pour le fonctionnement de ces établissements qui firent la fortune de l'île, le recteur s'adjoignit douze insulaires auxquels il incombait le soin de maintenir l'ordre et de protéger la cantine ; ils formèrent ce que l'on appela le conseil des douze. Plus tard, ces fonctions furent dévolues aux membres du conseil de fabrique, et actuellement la cantine et la boutique qui en dépend, sont encore sous la direction de la fabrique et du recteur.*

*À Hoedic, les mêmes nécessités amenaient les mêmes institutions. En 1786, l'abbé Marion, recteur d'alors, y créa de ses propres deniers une cantine dont les produits, comme à Houat, furent employés à subvenir aux frais du culte et à faire aux habitants des prêts sans intérêt. À son départ de l'île, l'abbé Marion vendit la cantine à son successeur l'abbé Glajeau en qualité de curé de la paroisse. Ce fut ce dernier qui en régla définitivement l'administration et la destination. Depuis lors, les recteurs qui se sont succédé à Hoedic ont continué à tenir et à administrer sans aucun contrôle cet établissement commercial considéré comme une œuvre absolument curiale. Sa transmission n'a jamais donné lieu à aucune difficulté. La boutique fut fondée en 1843 par M. l'Abbé Rio, dans le but d'augmenter les ressources de la cantine ; elle fut soumise pour son administration aux mêmes règles. Relevant directement du curé, qui en nommait les administrateurs et faisait les commandes, elle fournissait aux insulaires les objets dont ils avaient besoin à des prix très modiques et leur rendait par là des services incontestables ; une personne de confiance était employée comme boutiquière. C'est encore grâce à ces institutions que furent construits les différents édifices que l'on trouve à Hoedic, l'église, le cimetière, le presbytère et l'école libre des filles.*

*III – Les îles vécurent ainsi sous l'administration paternelle et patriarcale de leurs recteurs, jouissant grâce aux fondations faites par ceux-ci de ressources, qui, si elles n'atteignirent jamais le chiffre invraisemblable fixé par le projet de budget, que nous aurons à examiner, étaient cependant suffisantes pour les assurer contre la misère.*

*En juillet 1880, l'état des choses a changé ; un adjoint spécial laïque a été nommé pour remplacer dans ses fonctions municipales le recteur, et les îles sont ainsi rentrées sous l'empire du droit commun. Quant à la cantine et la boutique, elles ont continué comme par le passé à être dirigées par le conseil de la fabrique et le recteur. Cette réforme, loin d'établir entre les îles et leur métropole des relations plus fréquentes, n'a fait que rendre plus évidente encore la grande diversité des intérêts qui les séparent et le besoin d'autonomie s'est fait sentir d'autant plus vivement chez ces insulaires qu'ils ont mieux compris leur état de dépendance vis-à-vis de Palais. Aussi, résolues à demander leur érection en deux communes distinctes, ces deux sections ont respectivement rempli les formalités exigées par la loi en semblable matière. Le 6 juin 1883, les habitants d'Houat, au nombre de 32, ont signé, par acte notarié, une déclaration aux termes de laquelle ils demandaient à M. le Préfet du Morbihan de vouloir bien faire auprès de l'autorité compétente toutes les*

démarches nécessaires pour obtenir l'érection de l'île en commune distincte. Cette déclaration a été appuyée par une pétition des habitants en date du 6 juillet 1884.

Par arrêté préfectoral du 11 novembre 1885, rendu en conformité des prescriptions de la loi du 6 mai 1884, M. le Préfet du Morbihan a ordonné une enquête devant se tenir successivement à Palais et à Houat. D. Viaud, huissier à Palais, a été désigné comme commissaire enquêteur. Le même arrêté a prescrit la formation d'une commission syndicale de 5 membres élus par les habitants.

À l'enquête ouverte à Palais le 21 décembre 1885, après les formalités de publications et d'affiches exigées par la loi, personne ne s'est présenté.

Mais à Houat, le 1<sup>er</sup> mars 1886, le projet a été sanctionné par 54 voix sans qu'une seule opposition se soit manifestée; le commissaire enquêteur a émis un avis favorable en se basant sur ce que la nouvelle commune serait en possession de tous les édifices nécessaires à l'installation des différents services; il ajoutait qu'en raison de l'hostilité des sentiments des habitants d'Houat pour ceux de Palais une séparation ne pouvait être que désirable. La commission syndicale élue le 28 mars 1886 et composée de Le Fur Bonaventure, Le Fur Sébastien, Le Fur Joseph Marie, Palmec Magloire, et Bourgesse Jean-Marie s'est également prononcée dans un sens favorable.

Les mêmes formalités ont été remplies à Hoedic. Sur une pétition des habitants au nombre de 29, un arrêté du préfet du Morbihan en date du 27 janvier 1886 a prescrit l'ouverture d'une enquête à Palais et à Hoedic et nommé le même commissaire enquêteur; 32 habitants se sont déclarés en faveur du projet, 13 seulement se sont prononcés en sens contraire. Devant cette manifestation, le commissaire enquêteur a, comme pour la section de Houat, émis un avis favorable. La commission syndicale composée de Blanchet Jean-Louis, président, Le Fur Louis, Blanchet Pierre-Jean, le Bourhis Jean-Marie, Blanchet Jean-François a, par délibération du 10 avril 1886, appuyé le projet. Enfin, le vœu de la population des îles a été reconnu légitime par le Conseil Général du Morbihan dans sa séance du 19 août 1886. Le Conseil Général a, en outre, déclaré que leur demande relativement au rattachement au canton de Quiberon devait également être accueillie.

Munies de ces avis favorables, les îles d'Houat et d'Hoedic se présentent devant le Conseil d'État pour justifier leur demande.

### **Discussion**

IV—Le Conseil d'État, dans les affaires de cette nature, se place en général à quatre principaux points de vue. Il recherche d'abord, si la configuration des lieux établit entre la commune et la section qui désire en être détachée, une séparation soit naturelle soit artificielle qui justifie la demande d'érection en commune distincte et dans le même ordre d'idées, il exige que la section à détacher possède une population suffisante. Il examine si l'instruction administrative est favorable au projet qui lui est soumis. En troisième lieu, le Conseil d'État étudie le projet au point de vue de l'augmentation des charges que son adoption pourra entraîner soit pour l'État soit pour la commune métropole. Enfin, il examine le projet de budget et calcule si les ressources dont pourra disposer la future commune lui permettront de faire face aux dépenses obli-

gatoires. La demande des îles d'Houat et d'Hoedic est à tous ces points de vue pleinement justifiée.

V— Situation topographique. Les sections demanderesses ont été placées par la nature même dans une situation d'autonomie telle qu'on s'explique difficilement qu'elles ne forment pas depuis longtemps des communes distinctes : séparées de Palais par 4 et 5 lieues d'une mer furieuse qui forme trop souvent une barrière infranchissable, elles ne peuvent être représentées au sein du conseil municipal de cette commune qui les administre sans même consulter leurs besoins ni leurs vœux. On conçoit aisément combien l'expédition des affaires souffre de la nécessité de passer par une mairie centrale si éloignée, si étrangère, si hostile aux îles demanderesses.

Quant à leur annexion au canton de Quiberon, elle est commandée par la proximité de cette presqu'île et par la facilité des communications. D'ailleurs le commissaire enquêteur, le maire de Palais, le préfet, le conseil général, sont unanimes sur ce point : Quiberon est le chef-lieu de canton naturellement désigné pour Houat et Hoedic, surtout depuis la construction du chemin de fer qui a une gare à l'extrémité même de la presqu'île.

D'autre part, le chiffre de la population des îles, sans être élevé, est cependant suffisant pour que les habitants puissent légitimement aspirer à former des groupes indépendants. En Bretagne surtout, bien des communes ont une population encore moins importante.

VI— Instruction administrative. Il suffit de parcourir les différents documents de l'enquête administrative, pour se rendre compte que toutes les autorités consultées sont favorables à la réalisation d'un projet intéressant au même degré Le Palais et les îles d'Houat et d'Hoedic. On peut même dire qu'après les incidents auxquels a donné lieu l'instruction et en raison de l'animosité qui existe entre la commune et ses sections, le seul moyen d'apaiser les esprits irrémédiablement divisés est d'accomplir le projet.

VII— Conséquences de l'adoption du projet au point de vue des charges de l'État. Au surplus on ne peut prétendre que la création de ces nouvelles communes portera atteinte aux intérêts de l'État ni à ceux du département ou de Palais au point de vue financier. Depuis plusieurs années déjà, les îles auxquelles la commune de Palais refuse systématiquement toute subvention pour leurs écoles, sont arrivées à faire face avec leurs propres ressources aux différentes dépenses qui leur incombent. Quant à l'État, on ne peut déterminer exactement le contingent qu'il aura à fournir pour le traitement des instituteurs. Mais si on calcule que ces traitements ne s'élèvent qu'à 1800 fr, dont il paye déjà presque la moitié, on trouve qu'il ne pourra jamais y avoir pour lui qu'une augmentation de dépenses presque insignifiante. Cette conclusion résulte de la lettre de l'inspecteur primaire de Lorient adressée à l'inspecteur d'académie de Vannes et transmise par celui-ci avec avis conforme à M. le Préfet du Morbihan.

VIII— Charges des futures communes. Il convient de diviser en 2 catégories les dépenses qui peuvent incomber à la future commune et de déterminer si les ressources dont elle disposera lui permettront d'y faire face. En ce qui concerne les dépenses de premier établissement pour la construction des

*différents édifices publics indispensables à la vie municipale, le conseil n'a même pas à s'y arrêter. C'est une question tranchée.*

*Houat possède une église, un presbytère, un cimetière. L'école laïque de hameau, fondée en 1880, qui s'est tenue jusqu'à ce jour dans une des salles de la forteresse avec l'approbation de M. le Maire de Palais, pourra sans difficulté continuer à subsister dans le même local, d'autant plus que cette salle sera mise à peu de frais en parfait état. Il ne manque donc qu'une mairie. Par une délibération datée du 23 avril 1888, la commission syndicale s'est engagée soit à faire construire une mairie si le Conseil l'exige et à consigner dans ce cas une somme de 2 000 fr, soit à acheter un pavillon isolé récemment bâti dans le meilleur quartier du bourg et qui pourrait parfaitement servir à cette destination. L'original de cette délibération a été transmis le 5 juin 1888 à M. le Préfet du Morbihan.*

*À Hoedic, on trouve également une église, un presbytère, un cimetière. On pourrait continuer à tenir l'école communale dans un des appartements du fort, comme cela s'est fait jusqu'ici. La commission syndicale d'Hoedic s'est engagée, comme celle de l'île voisine, à faire construire une mairie et, comme garantie de l'exécution de cet engagement, a versé une somme de 2 000 fr à la Caisse des dépôts et consignations. L'original de cette délibération a été également envoyé au préfet du Morbihan le 5 juin dernier.*

*Dans l'espèce, il n'y a donc pas lieu de se préoccuper des dépenses de première installation si onéreuses le plus souvent pour les nouvelles communes.*

*IX – Budget des nouvelles communes. Il reste à établir le budget annuel des îles. Mais avant d'entrer dans l'examen de cette importante question, il convient de s'expliquer sur une prétention souvent émise par l'administration. À plusieurs reprises et notamment à propos du projet de budget établi par le receveur municipal, on a considéré le produit des cantines et des boutiques comme devant constituer un des éléments les plus importants du budget des futures communes.*

*Les habitants refusent énergiquement de souscrire à une semblable proposition. La mise à exécution serait une véritable spoliation des fabriques devenues aujourd'hui propriétaires incontestables des dits établissements. Si ardent que soit le désir de voir aboutir leur demande, les habitants ne voudraient pas acheter à un tel prix leur autonomie. Le conseil considérera à ce sujet les délibérations prises par les commissions syndicales les 27 et 29 mars 1889.*

*Il n'est pas inutile de faire remarquer ici que le chiffre des produits indiqué par l'administration a été considérablement exagéré. Comment peut-on affirmer sérieusement que ces établissements réalisent annuellement un bénéfice net de 12 000 fr sur une population à peine d'une cinquantaine de ménages de pêcheurs vivant aussi misérablement. Il est vraisemblable d'admettre que le revenu total des deux établissements doit à peine atteindre 3 000 fr à Hoedic et par conséquent, une somme bien inférieure encore à Houat.*

*Abstraction faite de cette question de propriété, l'exercice du commerce avec les conséquences graves qu'il peut entraîner ne saurait être juridiquement possible pour la commune qui en sa qualité de personne morale n'est capable*

*d'accomplir que des actes en vue desquelles elle a été instituée. Il est inutile d'insister sur ce point consacré par la jurisprudence constante du Conseil d'État.*

*Au surplus, le Conseil pensera sans doute que ces établissements ne sont guère de nature à assurer des ressources régulières aux communes, des établissements analogues pouvant se former et faire périlcliter les cantines municipales. C'est donc en laissant de côté cet élément que les futures communes devront équilibrer leur budget et elles espèrent pouvoir démontrer qu'à cet égard, comme à tous les autres, leur prétention à l'indépendance est absolument justifiée.*

*Examinons successivement la situation de chacune des îles.*

*Pour Houat, le projet fixe à 3 690,90 fr le budget des dépenses. La commission syndicale accepte les principales dépenses figurant à ce budget, mais elle fait observer que quelques-unes pourraient être soit complètement supprimées, soit notablement diminuées. Il est clair, en premier lieu, que, après ce qui vient d'être dit, la somme de 300 fr portée pour l'entretien des cantines et magasins ne doit pas être maintenue. On ne saurait davantage accepter le chiffre de 2 000 fr pour le traitement des instituteurs et d'institutrices. En raison de sa population inférieure à 500 habitants (loi du 30 octobre 1886 art. 11), Houat est en droit de n'avoir qu'une école mixte; elle n'aura par suite à supporter qu'un seul traitement. Ce traitement peut être très équitablement fixé à 900 fr; c'est d'ailleurs la somme qui a été donnée jusqu'à ce jour et que l'inspecteur reconnaît être suffisante. En retranchant ainsi 1 400 fr, le budget des dépenses se trouve ramené au chiffre de 2 290 fr. D'autres réductions pourraient encore être faites, notamment sur le traitement du secrétaire de la mairie de telle sorte que le Conseil estimera sans doute qu'une somme de 2 200 fr est suffisante pour faire face à toutes les charges qui grèveront à fond la future commune.*

*À l'aide des quelques recettes obtiendra-t-on cette somme ?*

*Le budget des recettes, tel qu'il a été dressé par le receveur, s'élève à la somme de 12 765 fr et le produit de la cantine et des magasins y figure pour la somme de 12 000 fr. La cantine et les magasins devant rester entre les mains de la fabrique, les recettes de la future commune s'élèveront en réalité à 765 fr; c'est donc une somme de 1 432 fr qu'il faudrait trouver pour équilibrer le budget de la future commune.*

*À cet effet, une déclaration revêtue des signatures de 54 électeurs légalisées par l'adjoint spécial de la section propose au Conseil d'État, l'établissement de taxes d'octroi qui frapperont les principaux objets de consommation, tels que le vin, l'eau-de-vie, le sucre et le café. Les habitants sont disposés à accepter cette mesure dont l'exécution assurera à la commune des ressources qui lui sont nécessaires. En l'autorisant, l'administration supérieure ne fera donc que répondre au vœu des habitants et établir à Houat ce qui existe en bien d'autres localités. Quant au chiffre de ces taxes, on pourrait le fixer à 10 fr par barrique pour le vin; ce chiffre n'a rien d'exagéré, puisque le litre de vin n'aura à supporter qu'un droit de 4 ct à peu près. Étant donné qu'il se consomme en moyenne 120 barriques par an à Houat, on arriverait ainsi à obtenir une somme de 1 200 fr. Il ne resterait à trouver que 232 fr; des taxes*

*minimes portant sur l'eau-de-vie, le sucre et sur le café et autres denrées, s'il y a lieu, procureraient facilement cette somme.*

*Quant aux frais de perception de cet octroi, on peut dire qu'ils seront presque nuls, le maire s'offrant à remplir gratuitement les fonctions de receveur. L'intérêt de la commune garantit qu'il percevra exactement les taxes à l'arrivée des marchandises et denrées transportées dans le canot municipal. En résumé, le budget annuel de l'île de Houat, à l'aide de certaines réductions absolument justifiées sur les dépenses, d'une part, et d'autre part au moyen de l'établissement d'un octroi, mesure qui conciliera très heureusement tous les intérêts, s'équilibrera d'une façon très normale et l'existence de la nouvelle commune sera assurée contre toute éventualité.*

*Pour Hoedic, la situation, à part quelques différences de chiffres peu importantes, se présente sous un aspect identique. Là aussi le chiffre de 3 666,90 fr, porté au budget des dépenses, doit être diminué d'abord d'une somme de 200 fr pour l'entretien des cantines et des magasins qui, continuant d'appartenir à la fabrique, doivent rester exclusivement à sa charge. La somme de 2 000 fr affectés au traitement des instituteurs et des institutrices peut, comme à Houat, être ramenée à 900 fr en raison du chiffre de la population qui permet à la nouvelle commune de n'avoir qu'une école mixte. On arrivera ainsi, et en opérant encore quelques autres économies légères, à réduire à 2 300 fr le budget des dépenses.*

*Pour faire face à ses dépenses, la commune d'Hoedic, en employant les mêmes mesures que sa voisine, pourra jouir de ressources encore plus abondantes. Le chapitre des recettes, abstraction faite des 15 000 fr portés comme revenu de la cantine et du magasin, chiffre d'ailleurs absolument exagéré, on l'a vu, s'élève à 800 fr. Un octroi, que tous les habitants d'Hoedic acceptent sans aucune difficulté, à l'exemple de leurs voisins de l'île de Houat, permettra très facilement de compléter la somme nécessaire pour équilibrer le budget.*

*La consommation étant plus grande à Hoedic qu'à Houat il sera même loisible d'y établir des taxes moins élevées. En effet il entre à Hoedic 200 barriques en moyenne par an, un droit de 8 fr par barrique fournira déjà un revenu de 1 600 fr, somme plus que suffisante avec les 800 fr indiqués au projet pour couvrir les dépenses qui ne s'élèveront pas au-dessus de 2 300 fr. Ce qui permettra d'exempter de toute taxe le sucre et le café. La commune d'Hoedic sera donc encore mieux partagée que sa voisine qui cependant se trouvera elle-même, comme nous l'avons montré, dans une situation très satisfaisante. Les demandeurs croient avoir démontré combien leur prétention de s'ériger en communes distinctes est légitime et fondée. Au surplus, en admettant même par hypothèse qu'elles ne remplissent pas certaines conditions que l'administration supérieure a l'habitude d'exiger, le Conseil n'oublierait pas qu'il est en présence d'une situation tout à fait exceptionnelle et anormale, réclamant peut-être un régime spécial. Les préfets qui se sont succédé dans le département du Morbihan, l'ont depuis longtemps compris lorsque, contrairement aux prescriptions de l'art. 5 de la Loi du 5 mai 1855, ils ont désigné le curé pour remplir les fonctions d'officier de l'état civil et l'ont chargé de l'exécution des lois et règlements de police dans les îles.*

*Par ces motifs et tous autres à suppléer, les commissions syndicales d'Houat et d'Hoedic concluent à ce qu'il plaise au tribunal.*

*M<sup>e</sup> A. P. Durnerin, avocat au Conseil.* »<sup>19</sup>

Changement de registre dans ce mémoire, comparé aux nombreux rapports issus des républicains. La première partie n'est pas sans rappeler les récits des visiteurs qui se sont succédé sur les deux îles dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et ont laissé par écrit leurs analyses ou impressions. Descriptions idéalisées de la vie insulaire tels Jean-Marie Delalande décrivant une « *charte ayant force de loi* » ou François Escart évoquant un pasteur « *pontife et roi* », entouré d'un conseil de douze vieillards.<sup>20</sup>

En ce qui concerne le statut des si convoitées cantines, Durnerin est fidèle à l'interprétation historique des recteurs, celle de Raude qui s'est le plus penché sur cette question, les qualifiant d'« *œuvres absolument curiales* » et rejette par conséquent les différentes interprétations des républicains.

Soucieux d'éviter une « *véritable spoliation des fabriques* », Durnerin minimise dans son plaidoyer, de manière sans doute excessive, le revenu des cantines en l'établissant à 3 000 fr à Hoedic et « *bien inférieur* » à Houat. Le recteur Kersaho (1832-1837), l'évalue de 1 200 à 1 300 fr annuels<sup>21</sup> pour Houat. Les calculs détaillés de Palais suggèrent des montants 10 fois supérieurs, plus proches de 12 000 à 15 000 fr<sup>22</sup>.

Où se trouve la vérité ? Difficile de trancher. Les deux îles vivaient à cette époque, avec la pêche du homard et de la langouste, une certaine prospérité. Prospérité qui s'écoulait largement dans les cantines<sup>23</sup>. Les deux partis modulent ces évaluations dans leur sens. Celui de l'Église est sans doute prudent sur la réalité des revenus de ces cantines qui attisaient tant la cupidité du parti adverse.

Nous avons finalement pour cette demande d'érection en communes une consultation d'un avocat à la Cour, celle de Laurent Roux-Lavergne sollicitée par l'administration, et un mémoire de l'avocat au Conseil d'État sollicité par les deux commissions syndicales insulaires, à travers le recteur Gouron. Les deux « *plaidoyers* » côte à côte se signalent par leurs exposés des faits et conclusions très différents.

L'affirmation de Roux-Lavergne établissant pour la cantine que « *les habitants sont incontestablement les seuls et véritables propriétaires* », en une « *véritable société coopérative de consommation de fait* »<sup>24</sup> n'est étayée sur rien que nous connaissions. Elle est pourtant retenue par la préfecture et par le ministère de l'Intérieur, lequel renchérit : « *La vérité est qu'on se trouve en présence d'une société coopérative de consommation* »<sup>25</sup>.

On peut comprendre que les républicains redoutent que les nouvelles communes, avec des recteurs conservant les ressources de la cantine et un

19. ADM 1M5220.

20. Buttin 2019.

21. Cf. note 6, p. 149.

22. La valeur du franc-or varie peu à cette époque.

23. Voir *le Cycle du Homard et la Grande émigration hoedicaise*, Buttin 2021.

24. Cf. p. 158.

25. Cf. p. 190.

maire élu parmi les pêcheurs, facilement dominés, ne soient qu'un retour au *statu quo ante*. Or, c'est précisément ce que visent les conservateurs, afin ne pas spolier les recteurs de leur bien et préserver les acquis de l'ancien système. Cependant, le Conseil d'État se gardera de suivre les recommandations du ministère de l'Intérieur.

### Un octroi pour les nouvelles communes

Le début de l'année 1889 est marqué à Hoedic, note l'abbé Kermorvant, par une nouvelle terrible épidémie, de variole cette fois.

*« Cette année 1889, les insulaires ont passé par une épreuve bien pénible. Une épidémie de variole a régné dans l'île pendant un mois et demi et atteint la moitié des habitants. 21 personnes depuis l'âge de 15 ans jusqu'à 30 ans, ont été victimes dans l'espace d'un mois, jour pour jour.*

*Pour conjurer le terrible fléau, on eut recours à l'intercession des saints honorés sur l'île, saint Goustan, la Sainte Vierge, saint Joseph et l'on fit vœu de faire un pèlerinage à Sainte-Anne et à Saint-Roch. Depuis ce moment, la justice de Dieu sembla désarmée et il n'y eut que quelques cas de variole mitigés.*

*En reconnaissance de ce secours du ciel, Monsieur le Recteur propose à ses paroissiens de rétablir le culte public de Saint Goustan, qui avait sanctifié ce lieu par la pratique de grandes vertus, et il fut décidé avec promesse qu'à l'avenir la fête de Saint Goustan serait solennisée par une grand-messe et des vêpres. La génération présente rappellera cette promesse à la génération suivante afin que, d'âge en âge, les Hoedicaïs gardent le souvenir de ce bienfait signalé. Le recteur aura le devoir de le rappeler tous les ans aux fidèles.*

*Cependant à fin de prévenir tout préjugé malveillant contre la salubrité de l'île, il convient de constater, par cette note, que l'apparition de l'épidémie précitée est due à une cause étrangère au pays, le premier cas de variole s'étant manifesté sur une personne qui avait été en contact avec une variolée du Finistère. Il y a là, du moins, une forte présomption qui milite en faveur de cette opinion. »<sup>26</sup>*

Le médecin des épidémies Pedrono se rend à deux reprises sur l'île afin de vacciner les habitants

*« Moi-même, j'ai constaté une vingtaine de cas analogues dans l'île Hoedic où régnait une épidémie de variole généralement hémorragique. Le 10 janvier 1889, vingt cas étaient signalés dans cette île possédant trois cents et quelques habitants. Le 12, je me rendais à Hoedic et je vaccinai 280 personnes dont 220 n'avaient jamais été vaccinées. Dix décès s'étant produits, treize jours après ma première visite, sur les réclamations de la population épouvantée je retournais le 25 janvier. Il restait cinq cas de variole grave arrivée à la fin du stade de suppuration. La vaccine avait sans exception réussi chez tous ceux qui n'avaient jamais été vaccinés. »<sup>27</sup>*

26. Annales de la paroisse d'Hoedic, ADM 30J85/1.

27. Compte-rendu des épidémies, des épizooties et des travaux des conseils d'hygiène du Morbihan, Dr Alfred Fouquet, 1889. Gallica.

Voilà des paroissiens plus dociles que ceux de Camors.

À Paris, le projet d'érection des deux îles en communes et le mémoire de Durnerin, circulent au sein du Conseil d'État avant que la question ne soit traitée en assemblée générale. Ernest Lamé-Fleury, conseiller de la section de l'Intérieur, relève une lacune dans la constitution du dossier du ministère. Il regrette que les commissions syndicales n'aient été consultées que tardivement et demande que soient clarifiés les ressources et le besoin de financement des futures communes, en tenant compte des recettes de l'octroi.

*«L'instruction à laquelle le projet a donné lieu n'a pas porté sur les conditions financières dans lesquelles les nouvelles communes pourraient pourvoir aux charges de la vie communale, et les commissions syndicales n'avaient pas été, lorsque cette instruction a été terminée, appelées à délibérer sur les projets de budget des deux communes.*

*Les projets de budget, dressés par le receveur municipal et qui portent simplement la signature de ce fonctionnaire, n'ont pu être établis qu'en portant en recettes, pour des sommes relativement importantes, les produits de la cantine et des magasins de mercerie.*

*Postérieurement à l'instruction, les commissions syndicales ont, l'une et l'autre, protesté contre toute intention de disposer des revenus de ces établissements, tant, selon elles, les fabriques sont seules propriétaires; il importe avant tout que cette question de propriété soit tranchée.*

*Aux projets de budget dressés par le receveur municipal, les commissions syndicales opposent d'autres projets ayant pour base les recettes d'octroi qu'elles proposent d'établir dans chacune des nouvelles communes, mais l'établissement de ces octrois n'a pas été l'objet d'aucune instruction.*

*La section est d'avis que l'instruction doit être complétée dans le sens des observations qui précèdent.»<sup>28</sup>*

En réponse, le ministère de l'Intérieur communique au Conseil d'État le résultat d'une nouvelle étude sur les besoins financiers de la commune prenant maintenant acte des délibérations des commissions syndicales concernant les cantines. Les besoins financiers sont sérieusement revus à la baisse. Leur financement devient excédentaire avec comme ressources les quatre contributions directes<sup>29</sup> et la mise en place de l'octroi.

*«Paris le 2 août 1889, Monsieur le Président, j'ai fait soumettre un complément d'instruction dans le sens de la note de la section de l'Intérieur en date du 19 juin 1889. (...).*

*D'après le projet primitif, les seules ressources susceptibles d'alimenter les budgets des futures communes consistaient dans le produit d'établissements existant dans chacune des deux îles, sous le nom de cantines, gérées par le desservant et destinées à approvisionner les habitants de tous les objets de consommation qui leur sont nécessaires.*

28. Note du 19-6-1889, archives du Conseil d'État, 77584.

29. Les quatre contributions directes ont été établies sous la Révolution : la contribution portant sur les terrains, la contribution portant sur le logement, la contribution de la patente sur les commerces et la contribution sur les portes et fenêtres.

*Sans soulever d'objection contre l'érection des dites îles en communes distinctes, la section de l'Intérieur a fait observer que les commissions syndicales instituées dans chacune d'elles avaient l'une et l'autre protesté contre toute intention de disposer des revenus des cantines dont les fabriques seraient seules propriétaires et qu'aux projets de budget dressés par le receveur municipal, ladite commission avait opposé d'autres projets ayant pour base les recettes d'octroi à établir dans chacune des nouvelles communes, proposition qui n'avait fait l'objet d'aucun examen.*

*L'instruction de l'affaire, en conséquence, était reprise à ce dernier point de vue. Les projets de budget ont été révisés. Pour l'île d'Houat, qui possède une population de 271 habitants et dont le principal des quatre contributions directes est de 300 fr, le budget s'élèverait en recettes à la somme de 1 512 fr, dont 1368 fr à provenir des taxes d'octroi; les dépenses n'atteindraient que 517,40 fr ce qui ferait ressortir un excédent de recettes de 994,60 fr. Mais il convient de remarquer que cet excédent qui paraît dépasser sensiblement les besoins réels de la future commune est obtenu au moyen d'une surtaxe d'octroi de 4,12 fr par hectolitres sur les vins dont le produit est prévu pour 996,80 fr. Et donc la quantité peut paraître excessive. Quoi qu'il en soit, et en admettant même une réduction très notable de la surtaxe, le budget de l'île d'Houat pourrait facilement être établi de façon à pourvoir à tous les services municipaux.*

*Des observations analogues s'appliquent à l'île d'Hoedic, dont le principal des quatre contributions directes n'est que de 250 fr, bien que sa population soit plus élevée que celle d'Houat (353 habitants). Les recettes du projet de budget dans lequel figure une ressource de 1232 fr à provenir des taxes d'octroi atteindraient d'après les documents produits par le préfet le chiffre de 1468 fr. Les dépenses prévues étant seulement de 703,40 fr, il resterait à la commune un excédent de 764,60 fr. Le tarif d'octroi comprend, il est vrai, une taxe extraréglementaire de 0,50 fr par hectolitres sur le vinaigre et des surtaxes de 0,62 fr sur le vin, 1 fr sur l'alcool et 0,04 fr sur le cidre. Mais le produit de ces surtaxes ne serait pas supérieur à 200,46 fr, et même si elles étaient supprimées, comme n'étant pas suffisamment justifiées, la future commune conserverait encore un excédent de 564,14 fr qui lui permettrait sans doute de faire face aux besoins éventuels d'une petite localité.*

*La création d'un octroi sur chacune des deux communes permettrait donc d'assurer le fonctionnement des services municipaux. Mais une semblable mesure ne pourrait être votée et autorisée qu'après la constitution des deux nouvelles municipalités.*

*Dans ces conditions il ne m'a pas paru possible, en l'état, de saisir utilement Monsieur le Ministre des Finances de la question d'établissement de taxes d'octroi dans les îles d'Houat et d'Hoedic avant que ces dernières n'aient été érigées en communes.*

*J'ai l'honneur, en conséquence, Monsieur le Président, de soumettre à un nouvel examen du Conseil d'État le dossier du projet, dont l'instruction a été complétée dans le sens de ses observations et qui ne me paraît plus devoir soulever d'objection sérieuse. Je laisse à la haute assemblée le soin de décider la procédure à suivre, en ce qui concerne l'établissement des taxes*

*d'octroi, au cas où elle jugerait que cette question dût être définitivement tranchée avant la constitution des nouvelles municipalités.* »<sup>30</sup>

Notons qu'avec la Loi du 19 juillet 1889, les instituteurs deviennent fonctionnaires rémunérés par l'État. Ils ne sont plus à la charge des communes. Le budget de fonctionnement des deux futures communes en serait réduit d'autant, divisé environ de moitié.

La question de la propriété des cantines est éludée dans cette réponse, mais est validée l'hypothèse d'un octroi pour couvrir les besoins financiers des nouvelles communes. Le dossier suit son cours au Conseil d'État, sans que, de nouveau, rien ne bouge pendant plus d'une année. Le 16 novembre 1890, le conseil municipal de Palais fait état de son impatience d'en finir avec cette affaire.

*«Le conseil proteste énergiquement contre les lenteurs apportées par le Conseil d'État à donner la solution réclamée d'un commun accord par les parties intéressées au projet d'érection en communes distinctes des îles d'Houat et d'Hoedic.»*<sup>31</sup>

Un mois plus tard, le 24 décembre 1890, le projet est présenté à la section des Finances du Conseil d'État pour un avis sur la création d'un octroi sur chacune des deux îles. Celle-ci demande en retour, le 30 décembre, d'avoir copie des *«actes de perception de l'octroi de Palais»* dont dépendent les deux communes. Elle reçoit ce règlement le 17 janvier 1891 et constate qu'Hoedic et Houat sont comprises dans le territoire soumis à l'octroi de Palais. Elle demande alors au ministère de l'Intérieur de préciser comment la perception est effectuée et quel en est le produit<sup>32</sup>.

La réponse l'amène à émettre un nouvel avis défavorable à la création d'un octroi sur les deux îles, cette fois faute de percepteur.

*«Section des Finances, le 10 mars 1891. Monsieur le président et cher collègue, j'ai l'honneur de vous informer que la section des finances consultée sur la question de savoir s'il y avait lieu d'autoriser la création d'un octroi dans les deux nouvelles communes d'Houat et d'Hoedic a émis un avis défavorable à cette création.*

*D'après les renseignements qui ont été transmis à la section par le ministre des Finances, aucune taxe d'octroi n'est actuellement perçue dans les îles d'Houat et d'Hoedic, bien que ces deux îles dépendent de la commune de Palais et que, d'après le règlement de l'octroi de cette commune, tout le territoire communal doit être assujéti aux droits d'octroi. Cette situation paraît, en fait, se justifier par la difficulté d'assurer le recouvrement des taxes et par le produit minime qu'elles peuvent donner.*

*Si les communes d'Houat et d'Hoedic étaient autorisées à créer un octroi, elles auraient à supporter des frais de perception qui absorberaient la plus grande partie des recettes et elles seraient obligées de demander au parlement des surtaxes qui devraient être prorogées indéfiniment. La section estime que la création d'un octroi dans ces conditions n'est pas une mesure à recommander à l'approbation du gouvernement.*

30. Archives du Conseil d'État, 77584.

31. Délibérations du conseil municipal, AMP.

32. 11-2-1891, archives du Conseil d'État, 77584.

HOEDIC



*Agrérez, Monsieur le Président et cher collègue, l'assurance de mes sentiments dévoués.* »<sup>33</sup>

Nouveau blocage... Mais M<sup>e</sup> Durnerin intervient rapidement. Bien qu'il ne soit pas censé, dit-il, connaître l'avis de la section des Finances. Le 27 mars 1891, il suggère par courrier à chacun des recteurs d'Hoedic et de Houat, une solution pour une perception simplifiée sur chacune des deux îles.

*« Monsieur le Recteur. Le dossier de l'affaire des îles de Houat et d'Hoedic est de retour de la section des Finances du Conseil d'État. J'ignore quel est l'avis de cette section, son avis devant rester secret jusqu'à la solution définitive.*

*Il s'agit maintenant de réussir devant la section de l'Intérieur et devant l'assemblée générale du Conseil d'État. Je verrai ces jours-ci s'il n'y aurait pas lieu de faire imprimer un mémoire qui serait distribué à tous les membres du Conseil d'État; je profiterai de cette occasion pour répondre à certaines objections qui ont pu se produire déjà.*

*À ce sujet, veuillez, je vous prie, me faire savoir comment pourrait être assurée la perception de l'octroi proposé. Deux systèmes : la ferme de l'octroi par un adjudicateur, la gestion directe par un préposé nommé par le maire et le préfet. Ce deuxième système vous paraîtra sans doute le seul pratique. Avez-vous dans votre île, un habitant capable de remplir ces fonctions, en dehors du maire qui ne pourrait accumuler ? Quel traitement lui allouer ? 50 francs ? 100 francs ? Enfin la surveillance, au point de vue de la fraude à l'octroi est-elle facile ? Quelle peut être la quantité de boissons pénétrant dans l'île avec une autre destination que la cantine ?*

*Réunissez d'urgence la commission syndicale et invitez-les à prendre sur ces différents points une délibération que je puisse produire au Conseil d'État et qui le rassure à ces différents points de vue (signatures des membres de la commission légalisées). La commission ferait une proposition relativement à la nomination d'un gérant ou préposé de l'octroi. Ferait observer que la perception de cet octroi serait d'autant plus facile que toutes les boissons (ou à peu près) sont centralisées à la cantine, enfin qu'un point de l'île (si cela est exact) est seul abordable pour les barques transportant des marchandises ou boissons.*

*J'écris la même lettre à Monsieur le Recteur de Houat.*

*Agrérez, Monsieur le Recteur, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.* »<sup>34</sup>

Nous n'avons pas la réponse des commissions syndicales ou commentaires des recteurs. Nous savons simplement que le 23 avril Durnerin communique une note au Conseil d'État : *« L'action proposée serait d'une gestion et d'une surveillance très faciles ».*

Rappelons que, dans son mémoire, Durnerin apporte déjà une solution simple à cette question : *« Quant aux frais de perception de cet octroi, on peut dire qu'ils seront presque nuls, le maire s'offrant à remplir gratuitement les fonctions de receveur »*<sup>35</sup>. Solution elle-même suggérée par le recteur Gouron lors de leur premier contact — *« le préposé de l'octroi sera le maire*

33. Archives du Conseil d'État, 77584.

34. Copie de la lettre sans origine, sans doute archives du Conseil d'État, 77584.

35. Cf. p. 213.

*lui-même* »<sup>36</sup>. Elle sera retenue, réalisée sinon par le maire qui selon Durnerin ne peut cumuler cette fonction, du moins par son secrétaire de mairie... qui sera le recteur.

### Premières élections municipales

Le dossier enfin bouclé ne traîne plus. Un projet de loi est présenté le 8 juillet 1891 par la section de l'Intérieur à l'assemblée générale du Conseil d'État, puis délibéré et adopté le 16 juillet 1891. Il est alors adopté par le Sénat et la Chambre des députés. La loi est publiée dans le journal officiel le 17 décembre 1891.

*«Les îles d'Houat et d'Hoedic sont distraites de la commune de Palais et formeront à l'avenir deux communes distinctes dont les chefs-lieux seront fixés aux villages d'Houat et d'Hoedic et en porteront le nom. Les communes d'Houat et d'Hoedic sont rattachées l'une et l'autre au canton de Quiberon.»*<sup>37</sup>

Les communes créées, reste à élire des équipes municipales. Les élections ont lieu le dernier dimanche de janvier 1892. Les adjoints spéciaux assurent là leur dernière mission dans cette fonction : Ferdinand Marie Le Roux pour Houat et Vincent Le Gurun pour Hoedic.

Notons qu'à Hoedic, l'adjoint spécial d'Hoedic Pierre-Marie Le Gurun est mort le 1<sup>er</sup> décembre 1890, âgé de 34 ans, remplacé par son frère Vincent Le Gurun qui va garder cette fonction durant les deux mois avant l'élection d'un maire. Vincent, surnommé *Achan*, est évoqué dans le *Cycle du Homard*. Il était d'une famille réputée républicaine, des «rouges» pour le microcosme hoedicaïs du début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>38</sup>.

Les recteurs ont aussi leur place à cette première élection d'un maire, dans un périmètre où ils ont pu, après vingt années de lutte, préserver leurs cantines et garder toute leur place. À Houat, l'abbé Désiré Le Bellego a remplacé Maurice Gouron parti en décembre 1888. À Hoedic, il s'agit toujours de l'abbé Pierre-Marie Kermorvant.

À Houat, ne se présente qu'une liste républicaine qui est élue, avec pour maire Ferdinand Marie Le Roux l'ancien adjoint spécial.

*«Les choses se sont bien passées à Houat et la liste municipale a été élue par 50 voix sur un même nombre de votants. Voici les noms des 10 conseillers républicains qui ont été l'objet des suffrages de leurs concitoyens : ce sont M. M. Leroux Ferdinand, Leroux Isidore, Le Gurun Victor, Le Gurun Henri, Le Gurun Auguste, Le Berre Charles, Le Gurun Onésime, Le Schoarnec Gabriel, Le Fur Joseph.»*<sup>39</sup>

À Hoedic il y a deux listes, dont celle soutenue par le recteur. Mais les élections tournent au pugilat reporté, moqueur, *Le Phare de Bretagne*.

36. Cf. p. 188.

37. *Journal officiel de la République française*, 17-12-1891, p. 6058.

38. Voir le *Cycle du Homard* et la Grande émigration hoedicaïse, Buttin 2021, p. 129.

39. *Le Phare de Bretagne* 7-2-1892, ADM.

«À Hoedic, les électeurs se sont pris à la gorge et la liste de Monsieur le Recteur a pour le moment les jambes en l'air, le dépouillement n'ayant pu avoir lieu. Le conflit proviendrait, d'après nos renseignements, de ce que le matin quelques noms de la liste sacro-sainte avaient été rayés et remplacés par d'autres. Une bagarre se serait produite l'après-midi, et le tumulte allant grandissant et menaçant même de dégénérer en rixe sérieuse, M. le Curé et M. le Secrétaire du bureau n'auraient eu que le temps de déguerpir chacun de son côté : le premier sauvant sa soutane au presbytère; le second sauvant les urnes à son domicile. Ils vont bien les électeurs hoedicaux et promettent pour l'avenir.»<sup>40</sup>

Un autre journal apporte des précisions sur l'origine des troubles.

«À Hoedic, tout semblait devoir bien se passer lorsque les pêcheurs, que les conséquences d'une bonne pêche avaient rendus très exubérants, se prirent de querelles au sujet de la radiation de certains noms sur la liste.»<sup>41</sup>

Ces élections troublées à Hoedic sont remises au dimanche 14 février. Le maire élu est Henri Le Moing, meunier et âgé de 31 ans. Henri a pris la succession de son père au moulin, lui-même avait été appelé à Hoedic par le recteur Stephano (1849-1857) quand, en 1851, il a fait construire le moulin pour la fabrique.

Des élections municipales générales se déroulent en France début mai 1892. À Hoedic, H. Le Moing est de nouveau élu avec Le Fur comme adjoint. À Houat, F. Le Roux est aussi confirmé, avec Le Berre comme adjoint<sup>42</sup>.

Aux législatives de septembre 1893, Houat compte 81 inscrits, 7 votes pour le républicain Coupeneq et 56 pour le conservateur Gustave de Lamarzelle. Hoedic compte 92 inscrits, 24 pour Coupeneq et 18 pour Lamarzelle. Hoedic confirme être plus gagnée par les nouvelles idées que l'île sœur Houat.

La dernière étape de ces événements se concluant par l'érection d'Hoedic et de Houat en communes est l'établissement des octrois destinés à les faire vivre. Leur règlement est adopté le 21 décembre 1892 à la Chambre des députés.

«Octroi d'Hoedic [idem pour Houat]

Article unique — est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1895 inclusivement la perception à l'octroi d'Hoedic [Houat] Morbihan :

1— d'une surtaxe de 3 [4] fr par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes;

2— D'une surtaxe de 1,12 [2,12] fr par hectolitre sur les vins en cercles ou en bouteilles;

3— D'une surtaxe de 0,44 [0,94] fr par hectolitre sur les cidres, poirés et hydromels.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de 6 fr par hectolitre d'alcool, de 0,88 franc par hectolitre de vin et de 0,56 franc par hectolitre de cidres, poirés et hydromels perçus à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.»<sup>43</sup>

40. Le Phare de Bretagne 7-2-1892, ADM.

41. L'Indépendant de Bretagne, 7-2-1892, ADM.

42. Les prénoms ne sont pas précisés. Nouvelliste du Morbihan, 22-05-1892, ADM.

43. Avenir de la Bretagne, 22-12-1892, ADM.

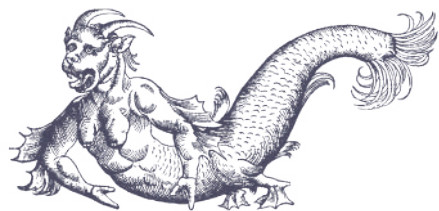
Fin 1891, tandis que sont créées les communes, l'abbé Kermorvant qui semble s'être plus impliqué à Hoedic dans son ministère sacré que dans les affaires temporelles, note dans le registre des Annales l'«*événement heureux*» de l'année, faisant suite à une «*promesse*» du temps de la variole. Pas un mot sur l'érection en commune...

*«L'événement heureux de cette année a été la translation des reliques de Saint Goustan dans l'église Notre-Dame de Hoedic, le 22 octobre 1891, sous le rectorat du soussigné (P. M. Kermorvant). L'acquisition de cette sainte relique semble providentielle eu égard aux circonstances où elle a eu lieu. De temps immémorial, il n'y avait trace de culte public rendu à Saint Goustan à Hoedic, bien que la tradition de ses vertus et de ses miracles soit restée vivace parmi les habitants.»<sup>44</sup>*

Signe du destin ? La création des communes se fait sous l'auspice de Saint Goustan. Le sacré et le temporel ont encore des années à vivre ensemble.

---

44. Annales de la paroisse d'Hoedic, ADM 30J85/1.



## ÉPILOGUE

À Hoedic, l'abbé Vincent Le Vu prend le relais du recteur Pierre-Marie Kermorvan le 11 juillet 1892, alors que l'île est devenue une commune. Il note ce commentaire dans le registre sommier, comme un bilan de ces vingt années d'affrontement.

*«Érection d'Hoedic en commune. Au mois de mai de l'an de grâce 1892, Hoedic a été détachée définitivement de Palais et a été érigée en commune distincte ayant un maire et un conseil municipal composé de 10 membres. L'île ne sera donc plus sous la dépendance de Palais. Il lui est venu bien des difficultés en ces dernières années au sujet de la boutique et de la cantine. En réalité, les gens de Palais n'avaient rien à voir dans ses commerces fondés uniquement par les recteurs en tant que recteurs pour subvenir aux besoins du culte et des habitants. D'autre part, il a fallu établir un octroi pour les boissons, la commune étant dépourvue de toutes ressources : c'est une diminution notable dans les recettes de la cantine en moyenne 1100 fr par an.*

*Le recteur s'est chargé de tenir gratuitement les registres de l'octroi et de faire les fonctions de secrétaire de mairie. Il s'est résigné à prendre ce surcroît d'occupation pour écarter toute influence étrangère dans les affaires de la commune, ainsi le recteur régira de fait la commune et gardera entre les mains toute l'administration civile de l'île. Du reste les habitants d'Hoedic, habitués de temps immémorial à être gouvernés par le recteur ne reconnaissent pas d'autres autorités et le maire, quel qu'il soit, ne se fera écouter que tant qu'il sera appuyé par le recteur.*

*Le bénéfice de la cantine et de la boutique sert à tout le monde. Le règlement défend aux particuliers de tenir commerce. À différentes reprises, depuis que le recteur n'est plus adjoint spécial, on a essayé de tenir des débits, mais grâce à des mesures énergiques le recteur les a fait disparaître bien vite. On doit tenir à ce point du règlement. Si on lâchait la bride, il y aurait bientôt de grands désordres dans l'île.»<sup>1</sup>*

Ces vingt années ont été traumatisantes pour les deux îles. Conflit fratricide, lutte pour le pouvoir. D'un côté des républicains idéalistes et passionnés, de l'autre des recteurs isolés sur leur caillou, animés par leur foi et dévoués, mais parfois aussi retors et rebelles. L'ancien système devait évoluer avec le temps. Cela aurait-il pu se faire plus en douceur ? Les deux pensées étaient également radicales.

La cause républicaine a gagné progressivement des batailles et des cœurs sur l'archipel. Elle fait vaciller un équilibre de vie que les recteurs avaient mis

1. Note de l'abbé Vincent Le Vu, registre sommier, APHd.

en place sur ces territoires insulaires oubliés pendant si longtemps par leur commune de tutelle et soutenus de bien loin par l'administration continentale.

Ces conflits vont constituer un tournant majeur pour les deux îles. Ils débouchent sur la création de communes, premier pas vers l'émancipation. L'ancien régime des deux îles, avec sa part d'« *extraterritorialité légale* » selon l'expression de Valentine Zuber<sup>2</sup>, n'existe plus.

Mais cette émancipation va rester longtemps sous la férule des recteurs, les insulaires n'ayant pas encore le bagage culturel pour se prendre en main à travers les arcanes de l'administration française.

Les recteurs ne sont plus adjoints spéciaux, mais deviennent secrétaires de mairie et principaux relais de l'administration, et vont le rester pour encore une centaine d'années, cette situation ne prenant fin qu'en 1990. Ce poste est usuellement confié aux instituteurs laïques dans les petites communes, mais les maires élus n'en ont pas décidé ainsi. Les recteurs gardent la main sur la gestion des affaires communales et de ses finances assurant par cette fonction la collecte de l'octroi. Et ils gardent la main par ailleurs sur les biens de la fabrique, sur la cantine et ses revenus.

Houat s'est à peu près remise de ces années folles et déstabilisantes pour les insulaires. Bon an, mal an, l'île poursuivra sa route vers la modernité de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Hoedic davantage gagnée à la cause républicaine, plus ouverte sur l'extérieur a par contre été profondément marquée. Un semblant de stabilité est restauré après la création des communes, mais la situation se dégrade rapidement vers une forme d'anarchie, un chacun-pour-soi renforcé par des revenus de la pêche confortables au tournant du siècle et les allocations de la guerre de 1914-1918. Ressources dilapidées aussitôt acquises, avec une multiplication des débits de boissons...

Hoedic va sombrer dans une crise sociale telle qu'entre 1930 et 1941 plus de la moitié de la population va quitter l'île, ce qu'évoque l'article *Le Cycle du homard et la Grande émigration*, publié dans *La Revue des deux îles* en 2021.

---

2. Zuber 2011, p. 55.

## POSTFACE

Dix ans après la création des deux communes, un nouvel épisode de fièvre anticléricale secoue La République française, entre les conservateurs catholiques et les républicains prônant la laïcité. Elle résulte de la promulgation des lois de 1901 sur les associations et les congrégations religieuses<sup>3</sup> et de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État<sup>4</sup>.

L'esprit des années 1871-1891 souffle de nouveau sur les deux îles.

### 1902 – Expulsion des sœurs

En 1902 Émile Combes accède à la présidence du Conseil des ministres. Ancien séminariste et professeur de philosophie, il est devenu le nouveau héraut de la laïcité, portant à un paroxysme le conflit entre la gauche républicaine et l'Église catholique. S'appuyant sur la Loi de 1901, il cherche à évincer les congrégations religieuses de l'enseignement, de manière assez brutale.<sup>5</sup>

Les abbés Le Gloahec et Le Vu respectivement recteur de Houat et recteur d'Hoedic, affolés à l'idée de perdre les sœurs en raison des services qu'elles apportent aux insulaires, rencontrent le préfet Ernest Moulé qui s'avère être plus compréhensif que ses prédécesseurs des années 1880.

*«Après la joie la tristesse. Huit jours après la visite de Monseigneur à Houat, une triste nouvelle nous arrive du continent. Une circulaire de Monsieur Combes, président du conseil des ministres, enjoignait aux religieuses de Houat, comme à bien d'autres, de partir au plus tôt et de rentrer dans leurs maisons mères.*

*La circulaire avait paru au continent dès le dimanche 13 juillet, mais, à Houat et à Hoedic, elle n'est parvenue que le jeudi 17 au soir. Monsieur l'Abbé Le Vu, recteur d'Hoedic, qui l'avait reçue avant moi vint aussitôt à Houat par le bateau poste qui m'apportait la même circulaire. Nous nous concertons sur ce que nous avons à faire et nous nous décidons à partir pour le continent aussitôt afin de prendre conseil auprès de l'autorité ecclésiastique. Le jour même à 23h nous partons pour Quiberon, où nous arrivons le lendemain à 3h du matin ; à 7h nous étions à Vannes.*

3. La Loi de 1901 institue la liberté d'association, en rupture avec une tradition de méfiance à l'égard de toute coalition hors du contrôle des pouvoirs publics. Instituées par l'article 4 de la loi, les associations culturelles dont l'objet exclusif est l'exercice du culte sont de type loi de 1901. Elles ne doivent pas avoir d'autres buts, notamment elles ne peuvent pas se livrer à des activités sociales, culturelles, éducatives ou commerciales. (vie-publique.fr)

4. La Loi de 1905 proclame en premier lieu la liberté de conscience : «La République assure la liberté de conscience». Elle a pour corollaire la liberté religieuse, la liberté d'exercice du culte et la non-discrimination entre les religions. (vie-publique.fr)

5. Paisant 2016.

*Monsieur Jégouzo, vicaire général et supérieur de nos religieuses, nous conseilla de voir Monsieur Moulé, préfet du Morbihan qui nous reçoit à 10 h. Il est pour nous d'une grande amabilité. Nous lui exposons brièvement la situation spéciale de Houat et d'Hoedic. "Je connais déjà cette situation, nous dit-il, par Madame la Supérieure générale et Monsieur Jégouzo que j'ai vu ces jours derniers. Je vous engage à faire une demande d'autorisation pour les communautés de Houat et d'Hoedic, je l'appuierai de tout mon pouvoir". Il ajouta : "mardi prochain j'enverrai un télégramme aux maires de Houat et d'Hoedic pour leur demander si les religieuses sont parties. S'ils me répondent qu'elles sont parties, je n'enverrai pas l'escadre voir si elles sont encore là. Mais pour l'intérêt général de la congrégation, il vaut mieux qu'elles partent. Dites à la supérieure générale de faire la demande d'autorisation et je l'appuierai." »*

*Le lundi suivant, les religieuses partaient pour Kermaria. Le lendemain mardi arrivait le télégramme adressé au maire et j'y répondais moi-même qu'elles étaient parties. Le jour du départ des religieuses, j'avais remis à la supérieure de Houat une lettre pour la supérieure générale, la priant de faire la demande d'autorisation le plus tôt possible pour la communauté de Houat.*

*Pendant l'absence des religieuses, Victorine Le Gurun, ma bonne, servait au magasin. J'avais demandé à la supérieure générale de vouloir bien me renvoyer à Houat la supérieure et la sœur Marie Saint-Zéphyrin. Ce qui fut fait une quinzaine de jours après leur expulsion. Je les reçus au presbytère en attendant l'autorisation qui arriva le 25 août. Voici cette lettre d'autorisation adressée à Madame la Supérieure générale par Monsieur le Préfet de Morbihan.*

*"Madame la Supérieure générale. J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'en vertu des pouvoirs exceptionnels qui m'ont été conférés, j'autorise la rentrée des sœurs de cette congrégation dans leurs établissements de Houat et d'Hoedic. Agréez, Madame la Supérieure générale, l'assurance de ma respectueuse considération. Le préfet du Morbihan, Ernest Moulé."*

*Quelques jours auparavant, la sœur Marie Saint-Zéphyrin tomba dangereusement malade d'une fièvre muqueuse que nous craignons voir dégénérer en fièvre typhoïde. Monsieur le docteur Le Franc de Carnac appelé par télégramme vint à Houat le jour même, lundi 1<sup>er</sup> septembre 1902.*

*Par le même bateau arrivaient de Kermaria les sœurs Hortense de Saint-Joseph, sœur Sainte-Sidoine, sœur de Saint-Calazange.*

*La sœur Saint-Zéphyrin est restée malade au presbytère jusqu'au milieu d'octobre, époque à laquelle elle est allée rejoindre les sœurs à la communauté.»<sup>6</sup>*

Les sœurs avaient un rôle social important sur l'île, reconnu par le préfet. Celui-ci, pragmatique, conseille les recteurs pour trouver un compromis permettant aux sœurs de revenir<sup>7</sup>.

## 1911 – Confiscation des biens des fabriques

Quelques années plus tard, on assiste à un nouveau raidissement politique. Devant les réticences de l'Église catholique à appliquer la Loi de 1905, une

6. Cahier paroissial, APHT.

7. Sur ces événements, voir Paisant 2013.

nouvelle loi prévoit, en 1907, que tous les édifices catholiques deviennent propriété publique. En pratique sur les deux îles, tous les biens de la fabrique deviennent biens de la commune : 20 années de lutte réduites à néant !

Cependant, l'ancienne distinction du recteur Raude reste d'actualité, si le bâti est compris dans le transfert, le commerce n'est pas évoqué et reste une activité curiale.

Avec un certain franc-parler, le recteur de Houat, Xavier Gleyos, fait part de cette évolution dans le cahier paroissial, du nécessaire établissement de contrats de location pour un bâti qui n'est plus à l'Église.

*« Régime de la loi du 9 décembre 1905, vol des biens de l'Église de Houat par la République. La République, après avoir voté la séparation de l'Église (sic<sup>8</sup>) et de l'État, s'est empressée d'aliéner les biens de l'Église de France. L'Église de Houat n'a pu échapper aux mains rapaces de cet odieux gouvernement. "Par décret du 27 février 1911, sont attribués à la commune de Houat, à défaut du bureau de bienfaisance, les biens ayant appartenu à la fabrique de l'Église de Houat, la présente attribution faite sous la condition par la commune d'affecter tous les revenus ou produits des dits biens au service des secours de bienfaisance." Signé Armand Fallières, président de la République française, Aristide Briand, ministre de l'Intérieur et des Cultes, Alfred Roth préfet du Morbihan.*

*Liste des biens attribués à la commune de Houat : presbytère et jardins de 5 ares ; cantine et magasin de vin ; maison servant de magasin ; maison d'habitation et boutique ; terre et falaise 1 ha, 31 ares, 59 centiares.*

*Quelques jours après je priais Monsieur le Maire de réunir son conseil et nous fîmes cette protestation.*

"L'an 1911, le 7 mai, à 4h du soir, le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni sous la présidence de Monsieur Le Roux Ferdinand, maire. Celui-ci donne connaissance d'une lettre de Monsieur le Préfet, en date du 19 avril, notifiant au conseil municipal que les biens ayant appartenu à la fabrique de Houat sont attribués à la commune et demandant la création d'un bureau de bienfaisance.

Le conseil, après avoir délibéré, considérant que les biens de l'Église de Houat ont été acquis, construits ou rectifiés uniquement par les recteurs successifs auxquels ils ont appartenu en toute propriété sans que la commune ou la fabrique aient été consultées ou y aient contribué pour la moindre obole ; que ces biens ont toujours été affectés à des services publics ou d'intérêt général, comme logement du recteur, magasin de marchandises pour les habitants de Houat ; qu'ils sont régis depuis plus d'un siècle par les recteurs comme propriétaires et non comme membres de la fabrique ; considérant toujours les recteurs comme véritables propriétaires de ces biens.

Le conseil représentant d'une population foncièrement catholique : proteste contre l'attribution imposée d'office des biens appartenant au recteur ; accepte ladite attribution puisqu'il y est contraint, mais déclare que la commune devra toujours se regarder comme dépositaire et non comme propriétaire de ces biens, en attendant le moment où il sera permis de les rendre à leur légitime propriétaire, le recteur de Houat.

8. C'est en fait la séparation des Églises et de l'État.

Comme ces biens avaient été acquis à l'Église de Houat par le produit du commerce fait par le recteur j'ai cru qu'on aurait pu, peut-être, les garder en faisant appel à un jugement. Les juges actuels sont faits à l'image de la République et n'auront pas entendu de cette oreille, car justice à l'égard de l'Église leur est inconnue.

La délibération ci-dessus a été approuvée par tous les membres du conseil municipal et ont signé Le Roux Ferdinand maire, Le Gurun Gilles adjoint, Le Berre Charles, Le Gurun Armel, Le Gurun Onésime, Deschamp Victor, Le Gurun Victor; Le Scouarnec Patern; Le Scouarnec Gabriel, Le Gurun Augustin."

*Par nécessité et par autorisation de Monseigneur Gouraud, évêque de Vannes, j'ai fait les baux suivants (...).* »<sup>9</sup>

Deux contrats sont réalisés, non sans quelques interventions du sous-préfet, l'un pour le logement, le presbytère, l'autre pour le bâti abritant les activités du recteur,

*«une maison servant de cantine et de magasin de vins; une maison servant d'habitation et de boutique; terres et falaises désignées comme suit... [n° de parcelle cadastrale].»*

Le commerce reste une activité curiale. La source de revenus des recteurs est préservée. Mais cela ne durera pas avec la concurrence dans les années 1910-1920 de nombreux débits privés<sup>10</sup>, surtout à Hoedic, qui en comptera jusqu'à 13.

À Houat, le maire est toujours l'ancien adjoint spécial républicain Ferdinand Marie Le Roux. Il semble être devenu, avec son conseil municipal, un soutien du recteur. Lequel, secrétaire de mairie, est bien en position de tout diriger.

De ces deux dates symboliques de la laïcité, résulte finalement bien peu de changement notoire pour le régime des deux îles. Le bâti de la fabrique devenu propriété de la commune est géré par celle-ci, en pratique par le secrétaire de mairie. Pour le reste la situation reste la même qu'avec la communalisation de 1891 : le recteur secrétaire de mairie gère les dossiers administratifs, tout en gardant la main sur la cantine et ses ressources.

9. Cahier paroissial, APHt

10. Buttin 2021.

## BIBLIOGRAPHIE

- BERLURON (*alias* C. Guillaumin), 2014 — Le roi de l'île des canards dans *Le Lampion de Berluron*. *Melvan, La Revue des deux*, p. 73-84.
- BUTTIN H., 2005 — *Le syndrome de la laïcité*. Édité par l'auteur, 122 p.
- BUTTIN H., 2012 — Histoire de l'Église à Houat et à Hoedic : deux siècles de théocratie spontanée (1850-1873). *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 9, p. 33-64.
- BUTTIN H., 2008 — Histoire de l'Église sur deux petites îles du Ponant : les préludes d'une théocratie, des origines à la Révolution française. *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 5, p. 31-56.
- BUTTIN H., 2010 — Histoire de l'Église à Houat et à Hoedic : deux siècles de théocraties spontanées (1786-1820). *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 7, p. 9-74.
- BUTTIN H., 2011 — Histoire de l'Église à Houat et à Hoedic : deux siècles de théocratie spontanée (1821-1850). *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 8, p. 45-80.
- BUTTIN H., 2012 — Histoire de l'Église à Houat et à Hoedic : deux siècles de théocratie spontanée (1850-1873). *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 9, p. 33-64.
- BUTTIN Pi. – AUDOLLENT B., 2019 — Le Règlement d'Hoedic depuis 1822. *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 16, p. 115-162.
- BUTTIN Pi., 2019 — Le Règlement d'Hoedic depuis 1822, genèse d'une légende. *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 16, p. 163-190.
- BUTTIN Pi., 2021 — Aperçu de la population d'Hoedic au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 18, p. 175-190.
- BUTTIN Pi., 2021 — Le Cycle du homard et la Grande émigration hoedicaise. *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 18, p. 109-174.
- CHAURIS L. 2011, Dépôts sédimentaires récents et sables rouges à l'île de Houat. *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 11, p. 137-144.
- ESCARD F., 1879 — Une paroisse modèle (monographie). *L'association catholique*, 15 décembre, p. 955-962.
- ESCARD F., 1897 — Paroisses et communes autonomes Hoedic et Houat. *Revue internationale, scientifique, littéraire et artistique*, p. 55-78
- FILLAUT T., 1983 — Alcoolisation et comportements alcooliques en Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle. *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, p. 35-46.
- FROT, 1883 — Renflouage de l'*Euménide*, corvette à roues, échouée sur une plage de l'île de Houat. *Revue maritime et coloniale*, p. 712-718.
- FOUQUET A. (Dr), 1887 — *Compte-rendu des épidémies, des épizooties et des travaux des conseils d'hygiène du Morbihan*. (sur année 1886). Imprimerie Galles Vannes.
- HARTEMANN C., 2021 — Le Royaume d'Houat. *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 18, p. 33-48
- JORION P., 1982 — The priest and the fisherman: Sundays and weekdays in a former "theocracy". *Man*, New Series, Vol. 17, N° 2, p. 275-286.
- LE GRAND R. 1930 — *La fin du Royaume de Houat*. Chez l'auteur, Vannes, 18 p.
- LE PLAY M. F., 1875 — *La constitution de l'Angleterre considérée dans ses rapports avec la loi de Dieu et les coutumes de la paix sociale*, par F. Le Play avec la collaboration de A. Delaire. Tours, A. Mame et fils.
- LE NEVÉ M.-C., 2018 — Le brûlage du goémon à Hoedic et à Houat. *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 19, p. 9-34.
- MARTIN J.-P. 2016. *Création de la Ligue de l'enseignement par Jean Macé*, octobre-novembre 1866. Francearchives.fr.

- NEVEU M., 1903 — *Les îles d'Houat et d'Hoedic, monographie historique, administrative, économique*. Thèse pour le doctorat, Université de Paris, Éd. Auguste Rousseau, faculté de droit, 74 p.
- PAISANT C., 2016 — L'école des sœurs à Houat et à Hoedic sous la Troisième République : la régie et l'exception. *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 16, p. 177-188.
- ZUBER V., 2014 — De la théocratie à la laïcité, tentative de normalisation « républicaine » des îles de Houat et Hoedic à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. *Melvan, La Revue des deux îles*, n° 11, p. 53-72.

### Iconographie

- Georges Mouchon, photographies de 1900 : p. 63 ; p. 85 ; p. 133 ; p. 183 ; p. 219.
- Saint-Just Péquart, photographies de 1924 et 1930 : p. 33 ; p. 165.
- Jean Epstein, photogramme extrait de *L'Or des mers*, 1932 : p. 95.

## REMERCIEMENTS

Une relecture attentive et les observations de tiers sur le fonds et la forme d'une telle étude sont une étape indispensable avant de la soumettre aux lecteurs. La retranscription de très nombreux documents anciens, manuscrit ou imprimé (presse), parfois peu lisibles a été réalisée par dictée orale. Cette technique simple et rapide engendre cependant de nombreuses confusions de mots et de multiples fautes difficiles à débusquer.

Sincère gratitude

- pour leur lecture attentive, corrections et suggestions à :

**Paul Buttin, Christine Hartemann,  
Hervé Morin, Françoise Stagnara, Viviane Van Voorhees**

- pour l'accès aux archives du Conseil d'État à :

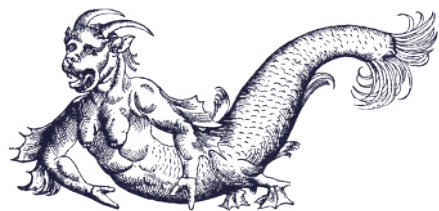
**Roger Errera**

- pour l'expertise juridique et autres conseils à :

**Aristide Lévi**

- pour la préface et les conseils sur les aspects historiques à :

**Valentine Zuber**



## APPEL À PUBLICATION

### Faites-nous part de vos projets !

Les auteurs de *La Revue des deux îles* peuvent être des « professionnels » de l'écriture, tels que des écrivains ou des universitaires, ou bien des passionnés sur un sujet.

L'écriture simple et référencée doit être accessible à un cercle de lecteurs dépassant celui des seuls experts.

La taille des articles dépend de la richesse du sujet traité, en général entre 3 000 et 10 000 mots ; une page de la revue, hors iconographie, représente à peu près 450 mots.

Les textes sont communiqués sous forme de fichier électronique sans mise en page. Ils sont accompagnés d'un résumé de présentation du sujet d'environ 100 mots. Les références sont citées en note de bas de page (auteur et date) ; la bibliographie complète figure en fin de texte. Les légendes et les noms des auteurs des photos et dessins sont regroupés à la suite de la bibliographie. Les documents iconographiques sont joints hors du fichier texte, sous forme non compressée.

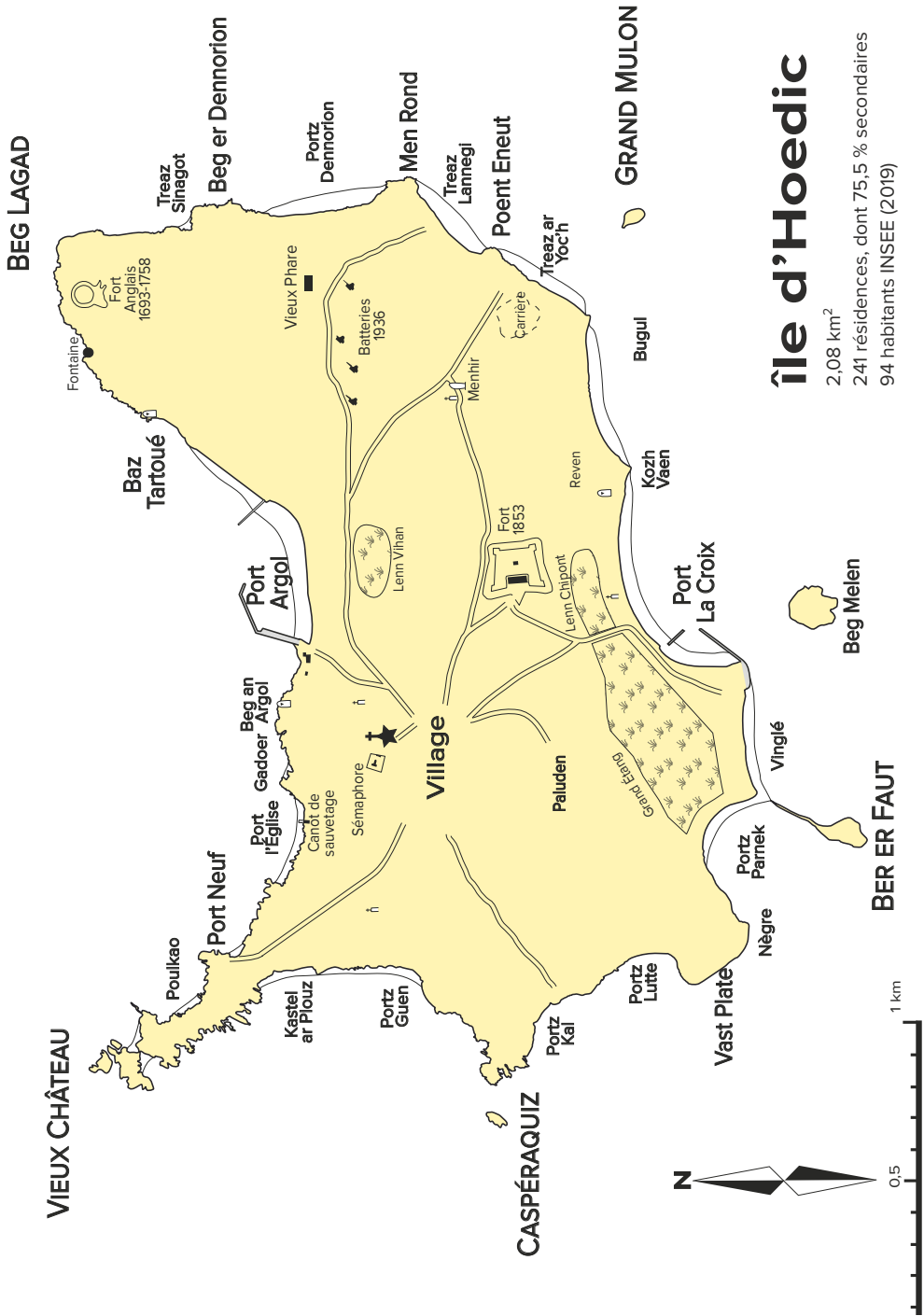
Le Comité de lecture veille à l'homogénéité de la publication, dans le fond et la forme.

**Le Comité de lecture**

2,91 km<sup>2</sup>

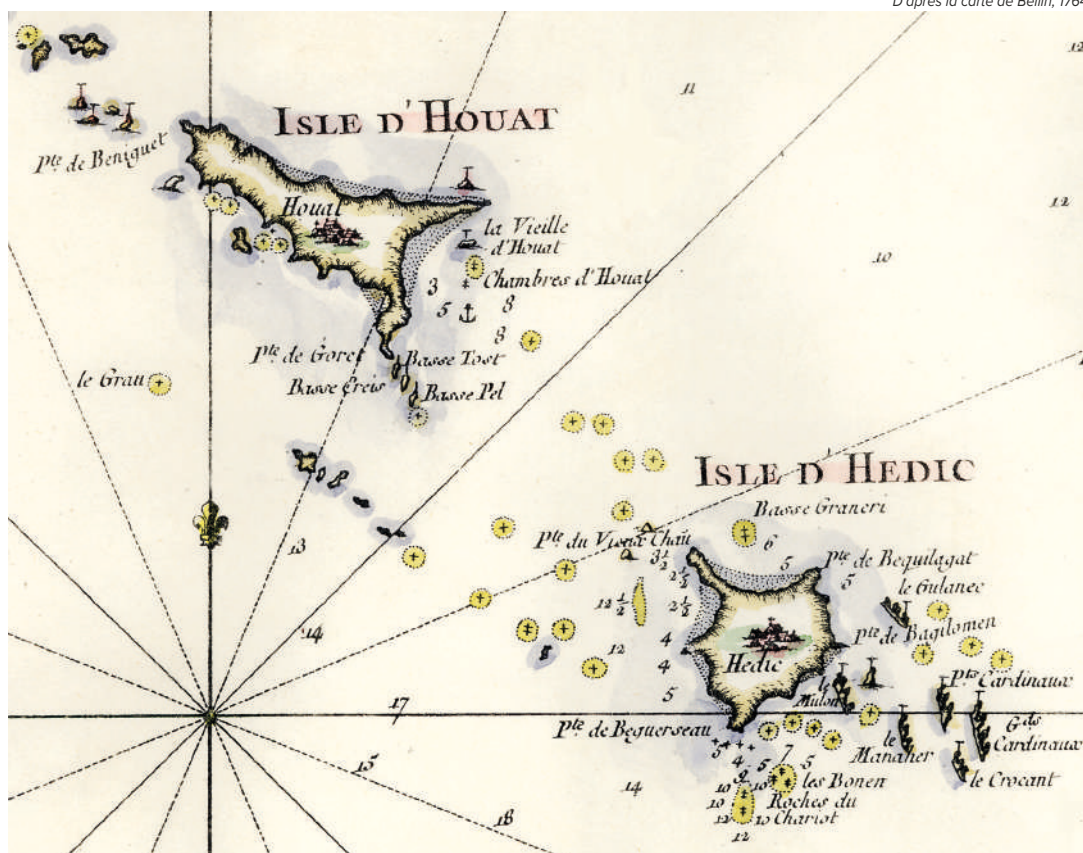
348 résidences, dont 62,6 % secondaires

216 habitants INSEE (2019)





D'après la carte de Bellin, 1764



Pour adhérer à l'association et tout renseignement :  
**Melvan, le bourg, 56 170 Île-d'Hoëdic**  
[melvan@melvan.org](mailto:melvan@melvan.org)

# Association Melvan

## Deux îles sœurs

Le territoire fini et isolé d'une île en fait une singularité sociologique, historique et naturaliste dont il est tentant d'aborder tous les aspects. Hoedic et Houat sont deux îles sœurs. Sœurs mais pas jumelles, chacune garde sa personnalité. Elles ont néanmoins une longue histoire commune et une population de même origine. La connaissance de l'une bénéficie à la compréhension de l'autre aussi bien dans leurs différences que dans la similitude de leur destin.

## Une association trait d'union

Créée en 2003 à l'initiative de Pierre Buttin, avec Joëlle Le Roux, Henri Buttin et Gilles Janin, passionnés de longue date de l'histoire et du patrimoine des deux îles, l'association a pour vocation l'étude, la protection et la promotion du patrimoine historique, naturel, archéologique, social et maritime des îles d'Hoedic et de Houat, de leur environnement, le tout dans une approche pluridisciplinaire.

## Pourquoi « Melvan » ?

Melvan est l'ancien nom de l'île aux Chevaux, située entre Houat et Hoedic dans le passage des Sœurs. Autrefois, cet îlot était réservé aux chevaux : les Hoedicaïs y récoltaient les foin et les Houataïs y acclimataient leurs poulains. Melvan, île trait d'union, est naturellement le nom de l'association. Le cheval ailé en est le symbole évoquant la terre, le ciel et l'océan des deux îles.

## Fonds documentaire

L'important fonds documentaire et iconographique, à l'origine de la création de l'association, s'enrichit régulièrement de documents anciens et de publications plus récentes. Classification et référencement permettent de valoriser ces archives dans les études, publications, expositions de Melvan.

## Études, chantiers, stages universitaires

Melvan consacre une partie de ses ressources au financement de stages étudiants. L'association soutient des études pouvant porter sur une grande variété de thèmes sur les deux îles. Elles sont menées en collaboration avec des chercheurs, des universitaires. Ces travaux font l'objet de publications et enrichissent le fonds Melvan.

## Publications

*La Revue des deux îles* publie, chaque année, des articles de fond sur tout sujet concernant Houat et Hoedic, illustrés d'une importante iconographie. Tirée en 2016 à 800 exemplaires, elle est diffusée à l'ensemble des membres de l'association et commercialisée localement, par correspondance et sur le site internet de l'association.

Melvan édite en outre des monographies exposant des résultats de recherche, des synthèses sur divers thèmes, ainsi que des guides patrimoniaux.

## Lettre de Melvan

Melvan anime une Lettre diffusée par emails proposant deux à quatre fois par mois de courtes informations ou notices en relation avec les sujets d'intérêt de l'association. L'accès est libre et gratuit, sur demande à l'adresse [melvan@melvan.org](mailto:melvan@melvan.org).

## Manifestations

Melvan organise, pendant la saison estivale, diverses expositions, des projections et conférences.

## Site internet

Le site [www.melvan.org](http://www.melvan.org) présente les différentes activités de l'association et offre, comme dans un musée virtuel, un regard sur les principaux traits du patrimoine des deux îles, à travers des textes de synthèse et des fiches patrimoniales.

## Patrimoine et environnement

Le patrimoine historique et naturel des deux îles est très riche pour un si petit territoire, mais il reste dans une large mesure méconnu. Cette méconnaissance constitue un risque pour sa préservation. Melvan s'emploie à informer pour le plaisir de la découverte des richesses insulaires mais aussi pour que chacun s'approprie la nécessité de leur sauvegarde.

Au-delà de l'information, l'association s'implique dans les initiatives visant à assurer la protection du patrimoine des deux îles et favorise toute action en faveur du respect de l'environnement.



N° 20 – 2023

Prix : 22 €

Publication annuelle de l'association Melvan

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Pierre Buttin, président  
Bernard Audollent, Virginie Buttin,  
Gilles Janin, Christophe Pannetier.

Les opinions exprimées dans cette revue n'engagent  
que la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction partielle ou intégrale des textes ou  
illustrations est soumise à un accord préalable.

Pour toute correspondance :  
Melvan, Le bourg, 56 170 Hoedic  
[association@melvan.org](mailto:association@melvan.org)  
[www.melvan.org](http://www.melvan.org)

ISSN : 1768-5834  
ISBN : 978-2-9566175-4-9

Mai 2023

Conception et réalisation Melvan  
Imprimerie Sepec, 01960 Peronnas